



Individus et groupes sociaux dans l'espace, apports à partir de l'exemple des espaces périurbains

Rodolphe Dodier

► **To cite this version:**

Rodolphe Dodier. Individus et groupes sociaux dans l'espace, apports à partir de l'exemple des espaces périurbains. Sciences de l'Homme et Société. Université du Maine, 2009. <tel-00430480>

HAL Id: tel-00430480

<https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00430480>

Submitted on 7 Nov 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université du Maine (Le Mans)

Habilitation à diriger des recherches

2009

Rodolphe DODIER

**UMR CNRS 6590 ESO « Espaces et Sociétés »,
GREGUM, Université du Maine**

**Individus et groupes sociaux dans l'espace
Apports à partir de l'exemple des espaces périurbains**

Volume 3 : inédit

Jury :

Raymonde SECHET, Pr, Université Rennes 2

Martine BERGER, Pr, Université de Paris 1

Marie-Christine JAILLET, DR au CNRS, Université de Toulouse - Le Mirail

François MADORE, Pr, Université de Nantes

Monique POULOT, Pr, Université de Paris Ouest Nanterre La Défense

Sommaire

Quatre murs et un toit :	3
Préambule	5
Introduction générale :	7
Première partie	
De l'individu au groupe social et <i>vice versa</i> : aspects théoriques et méthodologiques	15
1. L'individu	19
2. le groupe social	31
3. Actions dans l'espace	43
4. Le périurbain comme espace-laboratoire	55
5. Méthodologies et interprétations	63
Conclusion de la première partie	79
Deuxième partie	
Trajectoires et parcours : l'exemple de la mobilité résidentielle périurbaine	81
1. Périurbanisation et mobilité résidentielle	87
2. Les ségrégations dans l'espace périurbain	100
3. Stratégies résidentielles : la force des modèles sociaux	109
4. Stratégies résidentielles, esquisses d'interprétations	129
Conclusions et perspectives de la deuxième partie	141
Troisième partie	
Pratiques spatiales : habiter le périurbain	145
1. La réalité de la mobilité quotidienne	149
2. Rapports à l'espace	163
3. Plans de différenciations	177
4. Vers une typologie des modes d'habiter	191
Conclusions et perspectives de la troisième partie	209
Conclusion générale	213
Bibliographie	223
Table des figures	239
Table des matières	241

Quatre murs et un toit

Un terrain vague, de vagues clôtures, un couple divague sur la maison future. On s'endette pour trente ans, ce pavillon sera le nôtre, et celui de nos enfants corrige la femme enceinte. Les travaux sont finis, du moins le gros oeuvre, ça sent le plâtre et l'enduit et la poussière toute neuve.

Le plâtre et l'enduit et la poussière toute neuve.

Des ampoules à nu pendent des murs, du plafond, le bébé est né, il joue dans le salon. On ajoute à l'étage une chambre de plus, un petit frère est prévu pour l'automne. Dans le jardin les arbres aussi grandissent, on pourra y faire un jour une cabane.

On pourra y faire un jour une cabane.

Les enfants ont poussé, ils sont trois maintenant, on remplit sans se douter le grenier doucement. Le grand habite le garage pour être indépendant, la cabane, c'est dommage, est à l'abandon. Monsieur rêverait de creuser une cave à vins, Madame préférerait une deuxième salle de bain.

Ça sera une deuxième salle de bain.

Les enfants vont et viennent chargés de linge sale, ça devient un hôtel la maison familiale. On a fait un bureau dans la p'tite pièce d'en haut, et des chambres d'amis, les enfants sont partis. Ils ont quitté le nid sans le savoir vraiment, petit à petit, vêtement par vêtement.

Petit à petit, vêtement par vêtement.

Ils habitent à Paris des apparts sans espace, alors qu'ici il y'a trop de place. On va poser tu sais des stores électriques, c'est un peu laid c'est vrai, mais c'est plus pratique. La maison somnole comme un chat fatigué, dans son ventre ronronne la machine à laver.

Dans son ventre ronronne la machine à laver.

Les petits enfants espérés apparaissent, dans le frigo, on remet des glaces. La cabane du jardin trouve une deuxième jeunesse, c'est le consulat que rouvrent les gosses. Le grenier sans bataille livre ses trésors, ses panoplies de cow-boys aux petits ambassadeurs, qui colonisent pour la dernière fois la modeste terre promise, quatre murs et un toit.

Cette maison est en vente comme vous le savez, je suis, je me présente, agent immobilier. Je dois vous prévenir si vous voulez l'acheter, je préfère vous le dire cette maison est hantée. Ne souriez pas Monsieur, n'ayez crainte Madame, c'est hanté c'est vrai mais de gentils fantômes. De monstres et de dragons que les gamins savent voir, de pleurs et de bagarres, et de copieux quatre-heures, « finis tes devoirs », « il est trop lourd mon cartable », « laisse tranquille ton frère », « les enfants : à table ! ».

Écoutez la musique, est-ce que vous l'entendez ?

Paroles: Bénabar, musique : Bénabar, 2005 « Reprise des Négociations »

© Universal Music Publishing / Ma Boutique

Préambule

La tonalité de ce préambule pourra surprendre le lecteur, mais il me faut bien expliquer quelque part que je pense que le format actuel de l'HDR en Sciences sociales en général et en 23ème section en particulier, me semble à la fois désuet et source d'inéquité. Ce volume trois, dit original, me paraît en effet inutile pour juger de la capacité d'un individu à diriger des recherches. En effet, il nécessite de revenir à un travail finalement très personnel alors que dans le contexte actuel, la recherche fonctionne avant tout sur la base de collectifs à géométrie variable. L'évaluation de la capacité d'un individu à diriger des recherches me semble donc plus résulter à la fois de l'implication dans le fonctionnement collectif de nos institutions et notamment dans des programmes de recherche variés, et d'un rythme régulier de publications de qualité. L'exercice apparaît donc désuet parce qu'au fond, l'existence de ce volume trois est essentiellement une conséquence de la difficulté des Sciences sociales à faire le deuil de l'ancienne thèse d'Etat. Il me paraît également inéquitable car il est le principal obstacle au déroulement de la carrière de maîtres de conférences compétents et impliqués qui ne trouvent pas le temps de rédiger ce volume original alors que d'autres, certes aussi compétents comme chercheurs mais moins impliqués dans le fonctionnement de l'institution universitaire, vont avoir un déroulement de carrière plus rapide en jouant un jeu plus individualiste. De plus, cela éviterait sans doute la pénurie de candidats à la qualification et donc la pénurie de candidats sur les postes de professeurs, ce qui permettrait aussi à la discipline de ne pas perdre de postes au profit d'autres champs disciplinaires.

En rédigeant un volume original qui me semble dans la norme, je joue toutefois le jeu institutionnel demandé. Cependant, cette opinion a forcément eu des conséquences, en particulier un peu de difficulté dans la rédaction, exercice toujours difficile lorsqu'on n'adhère pas à l'objectif, et dans une ambition finale sans doute un peu plus limitée que dans d'autres cadres. Donc, pas de révolution épistémologique dans ce volume original, mais une mise au point sur un aspect de mon travail qui traverse l'ensemble de mes recherches depuis le début de mon itinéraire, en insistant sur les apports thématiques et conceptuels les plus récents. A ce titre, j'ai fait le choix de n'aborder de façon synthétique que le versant périurbain de mes travaux les plus récents, et pas le champ de l'insertion professionnelle, de façon à rendre ce volume original le plus homogène possible.

En espérant un bon accueil pour ce qui n'est qu'un exercice imposé et pris comme tel.

Introduction générale

La géographie dans son ensemble ne s'intéresse aux individus de façon approfondie que depuis une période récente, une quinzaine d'années environ. Même la géographie sociale, qui pourtant aurait dû être plus attentive à cet échelon de la réalité sociale, ne s'est guère penchée sur les individus, sinon de façon sporadique. Auparavant, même lorsqu'elle affichait l'Homme comme objet d'étude, la géographie s'est plus focalisée sur les organisations collectives, classes sociales, groupes sociaux ou catégories sociales, sous des formes diverses selon l'époque et l'inscription théorique. L'objet de ce travail est donc de faire un point circonstancié sur la montée du sujet, des personnes ou encore des acteurs, ce que nous regroupons sous la formule générale d'individu, dans la réflexion géographique. Il est aussi de s'interroger sur l'articulation entre les individus et les différentes formes de collectifs. Il est en effet nécessaire de clarifier la façon dont s'opère la transition entre les acteurs individuels et les différentes formes d'organisations collectives. Au prix de quels choix, de quelles simplifications, de quels raccourcis, passe-t-on des individus aux groupes sociaux ?

Cet objectif sera poursuivi en appliquant la réflexion aux espaces périurbains. Ceux-ci sont ici pris comme des espaces « laboratoires » féconds, qui permettent notamment de mettre en évidence quelques tendances lourdes de l'évolution de nos sociétés contemporaines. Certains aspects de ces évolutions sont en effet plus visibles et plus lisibles dans les espaces périurbains, sans être absents des autres types d'espaces. L'objet est aussi de contribuer à la connaissance de ce « tiers-espace », pour reprendre l'expression de Vanier (2005), qui remet en cause les certitudes issues de la classique confrontation entre ville et campagne ou entre urbain et rural.

Deux dimensions essentielles de l'articulation entre individus et sociétés seront plus particulièrement explorées : celle du choix résidentiel, d'une part, et celle de l'habiter périurbain d'autre part. Le choix résidentiel est présenté par certains comme particulièrement emblématique du choix de vie et de société fait par les acteurs individuels alors même que les contraintes qui pèsent sur les ménages, via la forte tension sur les marchés fonciers et immobiliers, n'ont sans doute jamais été aussi fortes. Cette première analyse nous permettra d'explorer des questions autour de la dimension spatiale des stratégies résidentielles, de l'appréciation des distances et des proximités, de la mobilisation de ressources spatiales, voire d'un capital spatial. La seconde analyse portera sur les pratiques spatiales et l'habiter périurbain, c'est-à-dire les rapports des individus à leur logement, au village périurbain et à la ville, à leur manière de vivre ces espaces et de les investir, ainsi que les effets afférents sur les identités individuelles et collectives. Le but est d'éclaircir la façon dont se forment ces identités, ce que cela sous-entend comme rapports aux autres, entre entre-soi et vivre-ensemble.

Cette introduction générale sera volontairement courte, la première partie du volume étant largement consacrée aux postures de recherche, à la présentation des implications théoriques, à la discussion sur les termes utilisés, aux choix méthodologiques et thématiques effectués. Mais il est nécessaire de revenir sur les conditions historiques de la montée du recours à la notion d'individu dans la géographie contemporaine pour expliciter la démarche de ce volume, ainsi que de faire un détour par les théories de l'action qui sous-tendent notre démarche.

La géographie sociale contemporaine s'est construite dans le « renversement des facteurs » (Rocheport 1963), en mettant le social au cœur de sa démarche et en reléguant le spatial au rang de facteur induit par la dimension sociale. Pourtant, à relire des précurseurs non suivis (voir Frémont et al. 1984), ou des tenants de la géographie humaine classique, les considérations sociales n'ont pas toujours été absentes dans la démarche géographique.

Toutefois, ces considérations sociales apparaissent historiquement secondaires, se situant en retrait de la démarche géographique et notamment de son intérêt pour la dimension régionale. Les conditions historiques de l'émergence de la géographie universitaire, avec une vive concurrence avec la sociologie qui émerge dans la même période de la fin du 19^e siècle, n'ont pas permis une intégration précoce des questions sociales dans leur ensemble et encore moins du rôle des individus dans les dynamiques spatiales. En particulier, la conception de la géographie comme discipline d'enseignement plus que comme discipline de recherche a été un frein à la prise en compte de la dimension sociale. Pourtant, certaines pages de Vidal de la Blache, dans leur sensibilité aux faits sociaux, auraient pu constituer les prémices de la géographie sociale telle que nous l'entendons aujourd'hui (Baudelle et al. 2001). Le choix de s'orienter massivement vers la géographie régionale, justifiée par le colonialisme français et les positions idéologiques divergentes entre sociologues et géographes, n'ont pas permis l'émergence de la dimension spatiale des questions sociales comme une question centrale de la géographie classique. Les précurseurs, E. Reclus ou plus tard P. George, n'ont d'ailleurs pas été attentifs aux individus, ce qui est le cas de la plupart des sciences sociales de l'époque, mais plutôt aux rapports entre les classes sociales qui structuraient le corps social de leur époque. La montée du marxisme comme trame explicative de fond a d'ailleurs induit l'émergence d'explications par les rapports entre classes dans certains travaux de géographie sans que ce concept ait autant de succès en géographie que dans d'autres disciplines des sciences sociales. En dehors de ce champ explicatif, la recherche de régularités, de lois générales fondées sur des grands nombres a toujours pris le dessus sur l'exceptionnel ou le singulier, d'où un désintérêt chronique pour l'individu de base.

La rupture épistémologique voulue par les promoteurs de la géographie sociale à la fin des années 70 et au début des années 80 (Rocheffort 1982) et le renversement de l'ordre des facteurs insistent sur la nécessité de mettre le social au cœur de la démarche de recherche et d'essayer de voir comment cela se traduit au niveau de l'espace géographique. Comment l'espace peut-il être le révélateur de conflits sociaux, de rapports de classes ? Est-ce que l'espace n'est pas la condition de l'existence de ces rapports de classe, voire un des enjeux majeurs de la confrontation entre classes sociales ? Cela a constitué une manière féconde de renouveler la démarche géographique, en mettant l'accent sur les rapports de forces entre groupes sociaux, pouvant donc prendre la forme de « rapports spatiaux » (Frémont et al. 1984). Mais les individus sont relativement absents dans cette démarche. Ils servent à illustrer la condition sociale d'une classe ou d'un groupe, ils sont emblématiques par les forces qui les dominent, mais ils ne sont pas considérés alors comme des acteurs à part entière. Une exception aurait pu se diffuser à partir de la notion d'espace vécu (Frémont 1974), dont l'analyse s'appuie sur des entretiens et des cartogrammes des espaces fréquentés par les individus. Ceux-ci ne sont cependant pas étudiés en tant qu'individu propre, c'est-à-dire comme un élément unique dont la connaissance serait indispensable pour comprendre l'articulation entre les individus et les constructions sociales, mais chacun est bien considéré comme représentant des différentes strates sociales. L'individu étudié est à chaque fois un exemple, le plus emblématique possible, de la condition sociale de sa classe d'appartenance. De plus, les apports de la géographie de l'espace vécu portent avant tout, dans leur version la plus diffusée, sur la notion de région (Frémont 1976) et s'inscrivent donc essentiellement dans la recherche de mailles pertinentes ou partagées. Ce souci se retrouve d'ailleurs, sous d'autres plumes, sous la forme de la question de la formation de territoires à partir de la somme des territorialités individuelles (Raffestin 1982, Piolle 1990). Cependant, les individus restent en fait en retrait dans la géographie sociale de la période 1970-1990. Ainsi le manuel de géographie sociale de 1984 décline, dans un chapitre sur l'effet de classe, les définitions de groupes, de strates, de classes, sans partir des items de base que peuvent être les individus et les ménages.

Progressivement, la manière de percevoir les individus va se modifier. Dans plusieurs thèses de géographie sociale des années 90, l'individu commence à changer de statut. Il devient réellement l'item de base et des questions sont posées sur sa capacité d'action. Une école d'été rassemblant des doctorants de l'Ouest de la France, du Sud-Ouest (Pau et Toulouse) et de Grenoble s'interroge sur le couple acteur/agent (septembre 1991). Cela se traduit par quelques chapitres dans les thèses soutenues, qui mettent l'accent sur la capacité de choix des individus ou sur leur nécessaire représentation par des corps intermédiaires pour faire entendre leur voix. Puis, dans un mouvement plus profond et plus large, dépassant le cercle étroit de la géographie sociale institutionnalisée (Lévy 1999), l'individu devient le centre de travaux de recherche, avec des thèses qui ne portent « que » sur quelques individus (Stock 2001, Cailly 2004), thèses qui utilisent essentiellement la méthode de l'entretien tout en la perfectionnant (Hoyaux 2002 et 2003). Parallèlement, certaines formes d'HDR, par leur contenu résolument novateur voire provocateur, prennent la forme d'égo-géographie et/ou insistent sur la capacité de choix de l'acteur individuel. L'approche par l'individu se développe donc, touchant des courants de la géographie restés jusqu'alors éloignés de la géographie sociale puisque de nombreuses thèses adoptent désormais cette posture et la démarche méthodologique afférente (Weber 2004, etc.). Enfin, des travaux plus philosophiques mais toujours inscrits dans le champ de la recherche géographique mettent l'individu au cœur de leur démarche (Lazzarotti 2006) ou font dialoguer individus-acteurs et espace (Lussault 2007). Au sein de la géographie sociale revendiquée, les travaux portent de plus en plus sur les acteurs, même si Gumuchian et al. (2003) peuvent encore affirmer que les acteurs sont les « oubliés du territoire ». Di Méo et Buléon (2005) finissent même par affirmer qu'il n'y a « point de géographie sociale sans acteur », marquant par un point d'orgue l'irruption de ce paradigme dans la recherche géographique. Notons au passage, que c'est souvent le terme d'acteur qui est mis en avant, englobant dans un large geste, ce qui relève de l'acteur individuel et ce qui relève des acteurs collectifs (syndicats, groupes sociaux) ou institutionnels (collectivités territoriales). Pour notre part, cela fera l'objet d'une justification, l'utilisation du terme individu présente plusieurs avantages : celui de distinguer la part de l'individu en tant que tel, distinctement de son rôle dans des collectifs, mais aussi de ne pas supposer d'emblée que les individus sont automatiquement des acteurs, ce qui semble être un raccourci parfois trop rapide.

La géographie sociale d'aujourd'hui, dans sa diffusion la plus large, se focalise donc de plus en plus sur l'individu. Mais il nous semble qu'en même temps, elle tend à perdre parfois de vue l'articulation avec la dimension sociale : ni Lazzarotti (2006) ni Lussault (2007), pour prendre deux exemples parmi les plus récents, ne considèrent l'insertion des individus dans un contexte social comme une variable très pertinente. Il existe d'un côté des travaux sur ces dimensions collectives et de l'autre, des travaux sur la dimension individuelle des acteurs. Or l'individu, quel qu'il soit, est toujours intégré dans différentes constructions sociales qui font partie intégrante de sa propre identité. Ces collectifs sont à géométrie variable, selon le moment, le lieu dans lequel se trouve l'individu et les interactions sociales en cours avec d'autres personnes. Cet individu participe également à la vie et à la perception de ces collectifs de par ses propres actions. Il a une identité propre et en même temps participe à des identités collectives plus ou moins affirmées. Ces identités sont réversibles, formant des cadres fluctuant dans le temps et l'espace, définissant pour l'individu ce qui est du domaine du possible à l'instant t et en le lieu où il se trouve. Un individu n'est jamais totalement libre, mais il possède aussi toujours une marge de manœuvre minimale, une capacité à faire un choix plus ou moins large en fonction des contraintes externes qui pèsent sur lui. Il s'agit donc d'un individu inséré dans un contexte spécifique et l'ensemble des actions qu'il mène tend soit à conforter l'organisation sociale en place, soit à essayer de lutter, généralement aux

marges et plus rarement de façon frontale, contre les normes et les valeurs véhiculées par le système social.

Il est donc ici nécessaire de se référer aux différentes théories de l'action, qui sont clairement construites en dehors de la géographie comme discipline, mais qui concernent l'ensemble des Sciences Sociales au sens le plus large. Quatre grandes théories de l'action, pour reprendre la présentation faite par Gumuchian et al. (2003) prédominent dans le champ scientifique. L'individualisme méthodologique, dans la lignée des travaux de Boudon (1979), considère l'individu comme un acteur rationnel, prenant ses décisions en fonctions de ses propres valeurs et d'un calcul coût-avantage dans le cadre de la réalité telle qu'il la perçoit. Dans l'approche holiste principalement issue de la lecture marxiste de la société, les individus sont au contraire essentiellement des sujets intégrés dans l'historicité des rapports sociaux, agissant en fonction d'une expérience sociale intimement liée à leur position dans la société. Dans le cadre du constructivisme structuraliste de Bourdieu (1980), les individus sont des agents disposant d'une marge de manœuvre et mobilisant des systèmes de dispositions construits par l'expérience biographique, des habitus, qui s'exercent au sein de « champs » différenciés. Enfin, les interactionnistes considèrent les individus comme des acteurs qui prennent en compte l'environnement social existant, soucieux de s'insérer dans la société mais aussi de la transformer, adoptant pour cela une pluralité de postures selon les situations (Lahire 1998).

Notre démarche se situe très clairement à l'interface entre ces deux dernières approches. Nous reconnaissons aux individus une véritable capacité d'action et notamment la possibilité de moduler leurs actions en fonction de l'environnement matériel et social, ainsi qu'en fonction du lieu où ils se trouvent ou auquel ils font référence. En même temps, les ressorts de ces actions font appel à un ensemble de dispositions construites, qui trouvent leurs origines dans l'expérience sociale de l'individu et dans son parcours biographique, ce parcours s'inscrivant également dans l'espace sur des temporalités longues (parcours résidentiel) ou plus courtes (mobilités quotidiennes). Cela ne veut pas dire que nous rejetons le rôle de l'historicité des rapports sociaux ni même que nous ignorons la part de rationalité présente au sein de chaque individu. Cependant il nous semble que ce sont deux réalités qui se situent à des niveaux différents, l'une en amont de nos préoccupations, comme principe explicatif de l'évolution des rapports entre individus, société et espace, l'autre au contraire en aval, plutôt opérationnelle dans la formulation des choix individuels sur des temporalités immédiates. L'une comme l'autre pourront donc refaire un retour explicatif au gré du propos. Le but est bien de dépasser les oppositions réductrices entre individus et société ou entre libre choix et déterminisme étroit, en s'intéressant à des actions spatiales particulières.

Se déclinant aujourd'hui avec une approche dimensionnelle (Séchet et Veschambre dir. 2006), incluant l'espace dans les différents moyens de percevoir les sociétés et les individus, la géographie sociale contemporaine forme donc un cadre qui permet de revisiter la question de l'articulation entre individus et groupes sociaux. Se focaliser sur les pratiques spatiales ou les choix résidentiels permet en effet de comprendre que choix individuel et condition sociale se supportent mutuellement. Les comportements des individus dans l'espace s'inscrivent toujours dans une dimension sociale. L'objet de ce volume est donc d'éclaircir la façon dont on passe des individus ou des acteurs aux groupes sociaux voire aux classes sociales, par la dimension spatiale d'un certain nombre d'actions et de comportements, en se basant sur les apports de la géographie sociale (Di Méo 1998)

Le contenu de ce volume trois sera donc à la fois théorique, méthodologique et surtout thématique. Si la base de départ est de se pencher sur les comportements résidentiels et sur les mobilités quotidiennes, la démarche essaiera de relier au maximum l'analyse de ces comportements et d'un terrain particulier aux débats en cours dans la discipline, notamment

sur l'utilisation ou non du concept de classe sociale, sur le capital spatial, sur les stratégies et les tactiques, sur la mobilisation des ressources spatiales, etc.

La première partie de ce travail sera donc consacrée à la présentation croisée des concepts d'individu et de groupe social, et des actions dans l'espace exercées par les individus. Le périurbain sera également justifié comme espace-laboratoire et les méthodes utilisées seront décrites dans une perspective dynamique. La seconde partie portera sur les choix résidentiels dans les espaces périurbain, ce qui les sous-tend et ce que cela apporte à la compréhension de l'articulation entre individus et groupes sociaux, en particulier à travers la définition d'un « champ des possibles » pour les ménages. Enfin, l'analyse des pratiques spatiales montrera comment la multiplicité des plans de différenciation brouille la dimension collective des comportements et renforce l'impression d'une individualisation croissante des comportements, alors qu'une typologie des habitants des espaces périurbains montre au contraire que ces logiques collectives perdurent tout en se transformant profondément.

Ce volume est donc l'occasion de faire le point sur un aspect précis : l'articulation entre individus et groupes sociaux du point de vue de la dimension spatiale. Parallèlement, il s'agit aussi de présenter un programme de recherche en cours, les publications présentées dans le volume deux n'étant que des étapes intermédiaires puisque le programme PERIURB ne s'achèvera qu'en juin 2010, tout en ménageant des ouvertures sur des prolongements possibles ou des inflexions nécessaires.

Première partie

**De l'individu au groupe social et *vice versa* :
aspects théoriques et méthodologiques**

L'objet de cette première partie consiste à donner des clefs de compréhension de l'univers théorique dans lequel s'inscriront ensuite les développements sur la mobilité résidentielle et sur les pratiques spatiales des périurbains. Il s'agit de rappeler les bases des concepts mobilisés dans le travail de recherche. Définitions, précisions sur l'articulation entre les termes, nature des actions menées par les individus mais aussi explicitation de la méthodologie et interrogations sur les terrains de recherche sont au menu de cette première partie

Dans un premier temps, il faut commencer par éclaircir l'utilisation du terme d'individu. Quel sens donner à ce concept ? Quels sont les enjeux sous-jacents et à quel contexte de recherche son utilisation fait-elle référence ? Une définition la plus claire possible du terme d'individu est nécessaire, en axant notamment le propos sur ses implications par rapport au travail de recherche, en particulier afin de justifier le fait de ne pas utiliser d'emblée la notion d'acteur alors même que celle-ci est souvent considérée comme caractéristique de la géographie sociale. Cette explicitation sera surtout conduite dans le cadre des débats en cours dans la sociologie sur le statut de l'individu contemporain.

Dans un second temps, le terme de groupe social sera précisé dans le même esprit. Cette notion a été très utilisée dans la géographie sociale des années 80. Il s'agit donc d'en proposer une définition, de préciser les différentes échelles auxquelles peut renvoyer ce terme sans s'enfermer dans son acception socio-économique, et d'insister sur son caractère mouvant et finalement bien éphémère. Il est également important d'explorer la façon dont les individus qui le composent finissent par faire le groupe social, ainsi que d'observer comment fonctionnent les rapports entre groupes sociaux au sein de l'ensemble de la société.

Une fois cet effort de définition effectué, un certain nombre d'actions de base des individus seront explorées, celles qui paraissent avoir le plus de sens en géographie parce qu'elles mobilisent l'espace comme dimension du fonctionnement de nos sociétés ou parce qu'elles se traduisent par des mouvements structurant l'espace. Habiter, circuler, se socialiser, s'identifier, agir, toutes ces actions ont une dimension spatiale non neutre. La dimension spatiale peut être contraignante parce qu'elle sert de support physique, avec toutes ses rugosités, aux interactions sociales, mais aussi parce qu'elle est un enjeu des rapports sociaux. Elle peut aussi amplifier des effets structurels, une tendance à la ségrégation socio-spatiale par exemple, ou générer des conflits entre individus mais aussi, et surtout, entre groupes sociaux.

Le périurbain sera également présenté comme un espace-laboratoire intéressant à travailler à plusieurs titres. L'existence de tensions spécifiques aux espaces périurbains permet de lire avec plus de clarté que dans d'autres types d'espaces plusieurs tendances de l'évolution de nos sociétés contemporaines : en particulier la montée de l'individualisme et le renforcement des processus d'individuation, mais également l'évolution des relations entre groupes sociaux, à travers la montée de l'entre soi ou de la « clubisation » des communes périurbaines. Ces tensions existent en effet à la fois au niveau des individus, avec notamment la contradiction entre la recherche d'un environnement naturel et/ou social préservé et la participation à des formes de pollution diffuse ou à des formes de repli social, ainsi qu'au niveau des groupes sociaux, habitant ou non dans ces espaces, qui projettent sur eux des représentations positives ou négatives selon leur positionnement par rapport aux valeurs dominantes et en fonction de normes sociales différenciées.

Enfin, il est nécessaire de rappeler l'importance de la méthodologie utilisée à partir de l'exemple de mon propre parcours puisque je suis passé progressivement du « quantitatif » au « qualitatif ». L'utilisation de plusieurs types de méthodologie permet de bien mettre en exergue les avantages de chacune des démarches et aussi d'en comprendre

les biais, notamment interprétatifs. Par exemple, la façon de faire des entretiens joue un rôle important dans la tendance actuelle à survaloriser l'individu. L'articulation entre méthodes quantitatives et méthodes qualitatives semble au contraire permettre d'éviter la plupart des biais interprétatifs en conjuguant logiques collectives et choix individuels. Selon les grilles d'analyse et d'interprétation mobilisées, les mêmes entretiens peuvent être à la base de conclusions très différenciées, notamment dans la manière d'aborder l'articulation entre individus et groupes sociaux.

1. L'individu

Un individu est la « plus petite unité complexe indivise dans une société » (Lévy J. et Lussault M. 2003). Cette définition semble à la fois simple et efficiente. Elle met l'accent sur l'impossibilité de diviser un individu en objets encore plus élémentaires mais en même temps elle rappelle la diversité de la nature de celui-ci, sa complexité à la fois biologique, sociologique et psychologique. Toutefois, d'autres termes tout aussi pertinents pourraient être utilisés, et le sont d'ailleurs par d'autres chercheurs, tels que sujet, personne, acteur, citoyen. Au-delà des définitions, il s'agit de voir comment intégrer la conceptualisation progressive de l'individu dans la géographie, afin d'en faire un point d'appui pour les recherches contemporaines sur l'habiter.

1.1. L'individu entre sujet et citoyen

Le sujet renvoie plus à une approche philosophique ou psychologique qu'à une approche de géographie. La question de l'existence même du je, dans la lignée du célèbre « je pense donc je suis » de Descartes est une question éminemment philosophique que nous ne nous permettrons pas d'aborder. De même, l'exploration des ressorts de l'inconscient, qui détermine pourtant une partie de la capacité des individus à faire des choix, emmènerait le propos trop loin de préoccupations de géographie sociale. Toutefois, dans le cadre d'une démarche phénoménologique, sur des questions de perception individuelle ou de représentation, l'utilisation du terme de sujet est tout à fait valide en géographie. Si on s'interroge sur la manière dont un être se perçoit dans l'espace et dans le Monde, sur sa manière d'être-au-Monde dans le sens donné à « habiter » par Hoyaux (2002), alors, du point de vue méthodologique, l'utilisation du terme de sujet est le plus approprié. Par contre, il ne permet guère d'avancer sur la question du rapport aux autres dans l'espace, restreignant la perception de l'extérieur essentiellement à la figure d'un Autre pas forcément très socialisé et dont la dimension spatiale n'est pas très signifiante.

Individu a une acception plus ouverte sur le monde. Un individu est dénombrable, sens que l'on retrouve dans la définition d'individu statistique, et se prête donc à des recensements et à des dénombrements sans que l'on puisse réduire la définition à cette seule acception. L'utilisation de ce terme traduit l'existence d'une vision de l'entourage social que n'a pas le sujet. Par exemple, l'individu se perçoit comme inclus dans un ensemble plus vaste, que ce soit un groupe social (ou dans plusieurs groupes sociaux à géométrie variable) ou même dans l'ensemble plus englobant de la société. Il est capable de se concevoir lui-même, distingue le moi des autres, et pas seulement de l'Autre. Il est capable d'une forte réflexivité, censée en particulier prédéterminer l'ensemble de ses actions spatiales. Il connaît une expérience intérieure qu'il est capable de regarder depuis l'extérieur. Ce terme d'individu est également plus englobant, recouvrant peu ou prou l'ensemble des notions présentées ici, du sujet au citoyen, dans une acception plus faible. Il s'agit ainsi du terme utilisé le plus souvent dans la sociologie contemporaine pour analyser les rapports d'un être à l'ensemble de la société, que celle-ci soit perçue comme un simple ensemble d'individus ou comme un système plus complexe, avec une dynamique induite par des interactions entre groupes sociaux autant qu'interindividuelles. Trois caractéristiques principales sont ainsi définies par Dubet (2005) : l'individu est à la fois social, rationnel et éthique et chacune de ces facettes interfère sur les deux autres. Les relations de l'individu à la société ne sont pas construites de la même façon dans chacun des cas. L'individu social est une émanation de sa position dans la société ; l'individu rationnel est doué d'une capacité d'autonomie totale ; l'individu éthique se construit par opposition aux rôles qui lui sont assignés dans les deux autres sphères. L'individu est donc plus qu'une réalité biologique, il s'agit d'un sujet socialisé, qui vit, se déplace, se socialise dans et à travers l'espace.

Personne est un terme beaucoup moins utilisé, en particulier en géographie comme l'atteste son absence dans les dictionnaires récents, et qui souffre également d'avoir une acception ordinaire très faible. Pourtant, la philosophie lui a donné un sens fort et parfaitement conceptualisé. Une personne est un individu qui est capable de distinguer en lui ce qui est du domaine individuel et ce qui est du domaine collectif. Il existe une articulation entre ce qui est du ressort de l'identité individuelle, la représentation de soi, et ce qui résulte d'identités plus collectives. Ce sens fort aurait pu en faire un concept central de la géographie sociale ou culturelle, comme le rappelle Di Méo et Buléon (2005), « dans le cadre d'une géographie attentive à la définition collective des individus » mais ce terme n'a pas percolé dans la discipline et reste même marginal dans les sciences sociales contemporaines. Dans une démarche qui consiste à analyser l'articulation entre les individus et les groupes sociaux, en particulier à travers la façon dont les individus mobilisent des identités spatiales collectives ou sont en partie déterminés dans leurs choix par des éléments plus ou moins intériorisés, ce terme semblait bien adapté. Sa faible diffusion est cependant dissuasive, mais les individus dont il sera question tout au long de cet ouvrage ont bien cette capacité à saisir leur propre position dans l'ensemble du système social.

L'acteur, ensuite, est une personne qui agit en fonction d'un but bien identifié, définit grâce à ses capacités réflexives et qui sait exprimer son intentionnalité. C'est dans la capacité réflexive interne et/ou dans l'expérience intérieure que les individus trouvent matière à faire des choix, à conduire des actions avec une intention précise, à mettre en place une stratégie afin d'arriver à des fins préalablement déterminées. Toutefois, la définition est à échelles variables. En effet, le terme d'acteur s'applique à la fois aux individus, ces acteurs individuels qui seront souvent mobilisés tout au long de cet ouvrage, mais également à des organisations ou à des collectifs plus ou moins formels. Les collectivités territoriales, des syndicats, etc., sont des acteurs collectifs bien identifiables, mais des groupes sociaux non représentés par des collectifs institutionnels peuvent aussi être des acteurs. Dans tous les cas, leur efficacité dépasse la simple somme des actions des individus les composant. La géographie contemporaine s'est largement emparée du concept, le considérant comme central (Di Méo 1991) ou comme condition d'être comme science sociale (Lussault 2007). Toutefois, appliqué aux acteurs individuels, le terme d'individu sera privilégié dans notre propos. En effet, il semble que c'est aller un peu vite en besogne que de considérer les individus de base comme a priori acteurs, alors que leur champ d'action peut être singulièrement borné. La frontière entre simples agents et acteurs apparaît ainsi très ténue. Même si la plupart des individus observés font des choix et déploient des tactiques, spatiales en particulier, il est des moments où les individus sont fortement contraints par des événements ou des situations sur lesquelles ils n'ont que peu de prise. Un terme moins signifiant et ne posant pas d'hypothèse préalable sur la capacité des personnes à influencer sur le réel semble donc préférable.

Citoyen, enfin, renvoie à des formes d'actions spécifiques dans le champ du politique, même si le terme de politique peut être pris dans une acception particulièrement large. En ouvrant de façon encore plus forte la définition à l'ensemble de l'espace urbain, certains font même de la citoyenneté un ensemble d'actions exercées par des acteurs individuels qui partagent des manières de faire dotées d'attributs spécifiques, par exemple dans le domaine des rapports aux autres ou des pratiques spatiales. Il est ainsi possible de plaquer sur ces deux termes des jugements de valeur sur la capacité des acteurs dans le domaine du vivre-ensemble ou dans la participation à la vie de la cité. Si, dans notre corpus, la plupart des individus sont acteurs, à un moment ou un autre, de leur vie, ils sont déjà moins nombreux à être citoyens. Cela reste cependant vrai dans la majorité des cas, au moins à l'occasion de moments forts (élections, émergence de conflits locaux), mais aussi plus au quotidien, à travers l'implication municipale ou associative ou tout simplement par des prises de position publiques, ici ou là.

Ce terme est cependant trop spécifique pour pouvoir servir de base à la réflexion sur les mobilités résidentielles ou sur les pratiques spatiales.

A la lumière de ces différentes définitions, une lecture en terme d'individu sera donc privilégiée, ce qui nécessite une définition plus précise. Pour le géographe, cet individu existe et vit dans l'espace, habite, circule, s'identifie éventuellement à certains lieux ou à certains territoires. Cet individu a des relations sociales qui se déploient à travers l'espace, il est donc un être à dimension spatiale qui agit et réagit, mais un être spatial pleinement intégré dans des groupes sociaux et plus globalement dans une société traversée par une dimension spatiale socialement signifiante.

1.2. La conceptualisation progressive de l'individu

Cette manière de considérer les êtres humains comme des individus est en fait elle-même une construction sociale relativement récente, significative de la modernité. Dans de nombreuses sociétés ni occidentales ni contemporaines, les individus n'existaient pas vraiment en tant que tels. L'être n'a d'existence qu'à travers le groupe social dont-il fait partie intégrante et dont-il est indissociable, groupe social qui est d'ailleurs souvent plus une communauté qu'une société au sens moderne du terme ou qui reste une société holiste (Dumont 1983). C'est en fait le groupe qui est indivis et non l'être humain. Peut-être que ces remarques peuvent apparaître comme une lecture un peu rapide et ethno-centrée de l'évolution des sociétés, mais cette perception de la société est restée longtemps ancrée dans les esprits et dans les faits par exemple dans les sociétés enracinées de la France de l'Ouest. C'est particulièrement vrai dans les espaces où l'organisation de la société fonctionnait au profit de notables, généralement grands propriétaires terriens, avec une organisation politique et religieuse à la fois pesante et très normée comme dans le Choletais. Sans avoir l'ambition de refaire une histoire de la montée de l'individualisme, il est donc bon de rappeler la lente émergence de la notion d'individu et, à travers elle, d'une conception nouvelle de la société.

L'idée d'un individu autonome progresse en fait à partir de la diffusion des idées philosophiques de Descartes puis des philosophes des Lumières en particulier. Elle touche logiquement d'abord les franges les plus cultivées de la population qui se sentent logiquement les premières concernées. Elle trouve une première traduction spectaculaire dans la déclaration universelle des droits de l'Homme de 1789, dans l'idée que la liberté collective se construit d'abord à partir des libertés individuelles. Battue en brèche pendant la révolution industrielle par les fortes contraintes qui pèsent sur les ouvriers confrontés à un travail pénible et vivant dans des conditions humainement dramatiques, la notion progresse quand même peu à peu jusqu'à devenir emblématique du fonctionnement de la société contemporaine. On peut donc considérer que la société est désormais une « société d'individus » (Elias 1991). La définition de l'individu progresse d'ailleurs de concert avec la définition de la société et la montée de l'intérêt pour son fonctionnement, jusqu'à devenir une des pierres angulaires de l'action politique contemporaine : comment faire société à partir du respect des libertés de chacun ?

L'universalité de la définition est en fait factice, au moins au moment de son irruption dans le champ politique et législatif. Cependant, l'idée d'individus égaux et libres se diffuse petit à petit dans le monde entier, participant d'ailleurs largement à la mondialisation contemporaine dans sa version culturelle et sociale, voire politique à travers le mouvement de démocratisation (Bussi et Badariotti 2004). La négation de l'individu existe toujours ici ou là, elle est même devenue un moyen de pression, une arme de guerre, une méthode systématique lorsque des régimes religieux fanatiques ou des juntes militaires s'imposent dans tel ou tel pays. Mais l'universalisation de la définition continue de progresser, puisque même dans les sociétés ayant historiquement accordé peu de place aux individus, ou ne le faisant que depuis peu de temps comme en Chine,

l'individualisme se généralise rapidement même si c'est de façon partielle. Lorsque de nouvelles formes communautaires tendent à s'affirmer, elles s'appuient aujourd'hui plus sur la mobilisation de l'échelon individuel que sur son effacement.

La diffusion se fait par plusieurs vecteurs simultanés car elle sous-entend des transformations profondes dans les champs idéologiques, politiques, sociaux et économiques. Elle fonctionne par la progression des connaissances sur les individus dans les corpus scientifiques. Les sciences humaines participent bien sûr à ce mouvement, en poussant toujours plus loin la connaissance de l'existence du moi ainsi que de l'articulation entre individus et sociétés, en renouvelant les interprétations autour de la nature de l'individu contemporain. Cette diffusion se traduit également par la généralisation d'un droit des individus. Au-delà des droits politiques individuels, la démocratie s'impose ou est imposée comme modèle sur l'ensemble de la planète. Les droits individuels se déclinent de plus en plus finement dans tous les domaines, vie sociale, familiale, consommation, etc., jusqu'aux abus de certains systèmes juridiques qui finissent par ignorer que les individus sont toujours intégrés dans des groupes ou dans une société. La montée de l'individualisme passe aussi par la diffusion d'idéologies spécifiques, sur le bien-être individuel, le cocooning, certaines formes d'hédonisme, etc., et par leur traduction matérielle, dans le domaine des loisirs ou dans celui de la résidence.

L'individu, tel que nous le concevons à l'heure actuelle, est donc le résultat d'un lent processus historique de mise en avant, distinguant progressivement ce qui résulte de la dimension individuelle et ce qui résulte de la dimension du social.

1.3. L'individu vu de l'intérieur

La dimension individuelle se caractérise avant tout par l'existence affirmée d'une expérience intérieure et d'une capacité réflexive. L'individu est capable de se regarder, de s'analyser depuis un point de vue extérieur à lui-même. Il peut être critique par rapport à son vécu, à ses actions, il est conscient de la façon dont-il s'insère ou non dans des collectifs plus englobants, y compris sur le plan spatial. Il est donc capable de distinguer ce qui est son identité singulière et personnelle, ce qui est vraiment soi, tout en l'insérant dans les identités collectives. Sa capacité réflexive se construit en effet au contact des dynamiques sociales, c'est-à-dire que ce qu'il pense et fait est marqué par une relation dialectique entre la nature du soi-profond et ses identités sociales.

Il utilise pour ce faire des capacités langagières. Il est donc capable d'énoncer la nature de son point de vue, interne ou externe, et d'énoncer ses stratégies sociales ou spatiales. Le langage, parce qu'il définit les catégories à travers lesquelles l'individu conçoit le monde, révèle sa vision du monde et de sa place dans la société. Les recherches sur les parlures en sociolinguistique rendent bien compte de l'importance de cette dimension langagière qui commence à se diffuser au sein de la géographie (Bulot et Veschambre 2006).

La conceptualisation de cette dimension intérieure et de cette capacité réflexive n'est pas plus « naturelle » que l'existence des individus comme items de base de la société n'est évidente. C'est également un construit social. Dans nos sociétés contemporaines, l'intérêt porté au processus d'individuation est ainsi historiquement marqué, avec les mêmes temporalités que celui de la montée de la notion d'individu, et le mouvement se poursuit actuellement. Par exemple, l'attention portée au processus d'individuation des enfants est toujours croissant depuis les travaux de Piaget (1948) : on s'interroge sur la façon dont l'enfant se construit progressivement en tant qu'individu à travers des apprentissages, des expériences sociales, parmi lesquelles l'apprentissage de l'espace ou l'autonomie dans le déplacement peut tenir une place importante (Depeau et Ramadier 2005). La figure de l'enfant-roi s'impose dans les années 70, avant que l'on se dise que le conflit ou la contrainte

participe aussi au développement d'une conscience individuelle et qu'on rectifie partiellement le tir. Mais si à la fin des années 90 une émission a le besoin d'affirmer, à travers son titre, que « le bébé est une personne », c'est bien parce que c'est une manière récente de le percevoir qui n'est pas encore évidente pour tout le monde. Le processus d'individuation des enfants est donc à la fois plus précoce et plus central dans le fonctionnement des cellules familiales, sans que l'on puisse encore vraiment savoir si cela joue un rôle sur ses capacités réelles car les procédures de contrôle parental sont aussi plus prégnantes.

La découverte de l'inconscient a également joué un rôle important dans l'affirmation contemporaine d'un individu autonome. Cette existence de ressorts cachés fragilise aussi l'individu, qui devient « incertain » (Ehrenberg 1999) parce que fragile, potentiellement vulnérable car désormais il sait que de « nouvelles » pathologies le guettent, du moins il met un nom sur ces pathologies. Il est également mis en danger par la montée de la nécessité sociale de « réussir sa vie », qui débouche sur la psychologisation de sa situation sociale. Lorsque ce sont les logiques collectives qui sont mises en exergue pour expliquer les différenciations sociales, la responsabilité de l'individu dans sa situation sociale n'est guère mobilisée. Il peut donc se contenter de cette situation, être « heureux » alors même que sa situation est objectivement peu enviable. Par contre, quand les normes dominantes font de la réussite de sa vie le facteur primordial de jugement sur la personne et que cette situation est amplifiée par des conceptions de la société survalorisant la capacité de choix de l'individu au détriment du rôle des déterminations sociales, l'individu se sent coupable de sa situation sociale et peut devenir fragile sur le plan psychologique uniquement parce que sa situation sociale ne correspond pas aux injonctions reçues, conscientisées ou non.

La dimension intérieure de l'individu, qui n'est pas a priori au cœur des préoccupations du géographe, fait donc sens surtout à travers ce processus de psychologisation des différenciations sociales, qui ont, elles, une dimension spatiale évidente. Le processus de construction de l'individu, le processus d'individuation, contient également une dimension spatiale signifiante, l'autonomie de l'individu passant en partie par la capacité à se mouvoir dans l'espace de façon indépendante, et à construire des stratégies spatiales pour ses pratiques et ses actions.

1.4. Un individu-acteur

Le choix d'utiliser préférentiellement le terme d'individu plutôt que celui d'acteur mérite des précisions supplémentaires. Ce choix apparaîtrait sans doute cohérent et argumenté dans le cadre d'un travail se réclamant de la sociologie, les débats au sein de la discipline se basant généralement sur le concept d'individu (Lahire 1998, De Singly 2003, Kaufmann 2004). Ce choix peut néanmoins poser problème à partir du moment où on se positionne au sein du champ de la géographie sociale. En effet, le terme d'acteur est vraiment considéré comme central par les géographes se réclamant de cette école (Di Méo 1998, Gumuchian et al. 2003), ou considérés comme participant à cette mouvance en « électrons libres » pour reprendre le terme utilisé par Chivallon (2003) tout en s'en distinguant par des approches théoriques plus variées ou plus mouvantes (Lévy et Lussault 2003). « Point de géographie sociale sans acteur » écrivent les auteurs de « l'espace social » (Di Méo et Buléon 2005). Il faut donc préciser le choix d'avoir préféré mobiliser la notion d'individu plutôt que celle d'acteur.

Les individus sont généralement des acteurs : ils prennent des décisions, ils disposent d'une capacité réflexive autonome, ils construisent des stratégies préalables à certaines actions, ils sont capables d'argumenter a posteriori, de contrer la présentation d'options non choisies, etc. Ils sont même, dans la plupart des cas, assez contents des choix qu'ils ont effectués, ne regrettant que rarement un acte, par exemple celui d'être devenu propriétaire ou

celui d'avoir élu domicile dans les espaces périurbains, tout en reconnaissant les inconvénients de certaines décisions.

Pourtant, il nous semble qu'un certain nombre d'arguments plaident en faveur de plus de prudence vis-à-vis de l'interprétation de ces actes et des paroles qui les justifient. Or, parler d'emblée d'acteurs ne permet guère d'envisager l'hypothèse alternative d'une part importante de détermination dans les actes de la vie courante. Notons au passage que le courant de la sociologie critique de Bourdieu utilise le terme d'agent pour montrer qu'en dernière instance, leur action est le produit de leur « habitus », c'est-à-dire de l'ensemble des dispositions, schèmes de perceptions et d'action induits par leur position sociale.

Un autre argument est lié à la nature des actions effectuées. Il n'est pas neutre que le passage dans la géographie du terme d'acteur s'accompagne (Lévy 1999, Brunet et al. 1993) de l'idée que les acteurs sont généralement doués d'une capacité de résistance aux modèles dominants ou aux valeurs qui norment le fonctionnement de la sphère sociale. Dans le cadre du fonctionnement de la société, les acteurs sont sensés avoir prise à minima sur le réel. Ils sont également capables d'avoir une intentionnalité, une certaine volonté à infléchir les dynamiques sociales ou territoriales en cours. Or, les individus rencontrés au cours de nos entretiens n'ont, pour la plupart, que peu de prise fondamentale sur le réel et n'ont d'ailleurs pas souvent cette ambition. Certes, les actions, dans leur intentionnalité affichée, tendent souvent à se ménager un petit espace de liberté dans le fonctionnement global de la société. Le ressourcement dans une maison individuelle est souvent présenté comme un acte qui va à l'encontre des tendances générales à l'accélération et au productivisme mais il n'y a pas forcément une intentionnalité vraiment claire de ce point de vue. De plus, nos individus sont rarement des militants, désireux d'infléchir au moins à la marge le fonctionnement d'un système d'acteurs. Ils sont tout au plus des citoyens ordinaires, désirant à certains moments protéger leur mode de vie ou valoriser le vivre-ensemble, tout en étant assez conscients de la portée limitée de leurs actions. Ils sont d'ailleurs souvent très mesurés dans l'appréciation de leur potentiel ou, exprimé de façon un peu différente, de l'efficacité de leurs actions, même lorsqu'on peut, de l'extérieur, les prendre pour des acteurs individuels ayant plus de pouvoir qu'un simple individu (le maire d'une commune par exemple). L'idée d'une résistance ou d'une capacité à modifier le cours des choses qui serait partagée par tous les acteurs individuels est donc à manier avec précaution et incite à utiliser un terme un peu plus neutre que celui d'acteur.

De plus, ces actions sont souvent très prévisibles. Une analyse préalable de la situation de la personne ou de l'ensemble des décisions prises dans le cours de sa vie, rend par exemple l'acte de devenir propriétaire ou de s'installer dans tel ou tel espace périurbain presque « naturel », s'inscrivant dans un parcours assez linéaire, quasiment déjà tracé. Dans la plupart des cas, les décisions prises par les individus et leurs actes, ne sont pas destinées à aller à l'encontre du fonctionnement du système social mais au contraire confortent le système dans sa dynamique globale. Au niveau de l'individu, ces actions ont plutôt pour conséquence de se conformer au modèle dominant. Un observateur totalement extérieur pourrait lire un ensemble d'actes successifs comme une soumission à des contraintes « supérieures ». A cela plusieurs raisons : les contraintes externes qui pèsent sur l'individu sont particulièrement fortes et cela nécessiterait une force de caractère hors du commun que d'aller constamment à l'encontre du fonctionnement de la sphère sociale. Même des militants politiques désirant « révolutionner » pacifiquement la société, ou des personnes vivant à la marge et le revendiquant comme une position signifiante sont toujours, à un moment ou un autre, obligés de souffler à minima et de se soumettre au fonctionnement dominant. Pour les gens ordinaires, cela dépasserait leurs forces que de s'opposer constamment à des contraintes qui les dépassent : leur santé mentale et leur survie même serait mise en cause. Le conformisme est donc plus

confortable. Deuxièmement, l'individu est souvent pétri de contradictions avec lesquelles il se débat constamment. Partagé entre l'envie de « tout plaquer » pour se réaliser, et celle de se conformer à une norme sociale finalement protectrice et agréable, les aléas de la vie, les opportunités à l'instant t, les hasards de sa situation financière, familiale ou psychologique font que la plupart des actions qu'il mène tendent à être neutres en termes de conséquences sociales. Troisièmement, l'intentionnalité n'est peut-être que factice. Le piège est de prendre un discours tenu a posteriori pour celui ayant réellement déterminé l'action analysée. En fait, l'individu ne peut imaginer trop longtemps avoir pris une mauvaise décision. Cela engendrerait un inconfort psychologique, des contradictions telles que sa position ne serait pas tenable. L'auto-justification a posteriori passe donc par une rationalisation, par l'expression d'une intentionnalité qui n'est pourtant guère évidente au premier abord. Les méthodes appliquées ne permettent guère de trancher sur cet aspect, mais nous reviendrons sur l'impact qu'elles ont sur la perception qu'à le chercheur des poids respectifs de la capacité d'action de l'individu et des contraintes structurelles.

Les conséquences de la sur-représentation des actions prévisibles et conformistes encouragent donc à préférer utiliser le terme d'individu à celui d'acteurs même si, une fois encore, les individus sont, à un moment ou à un autre, acteurs a minima, intégrés dans un système large d'actions. Par contre, le terme d'agent ne sera pas non plus utilisé, car il sous-entend une faible capacité d'agir et un pouvoir inexistant. Les individus disposent d'une capacité de prise sur le réel, d'un potentiel d'action qu'ils sous-estiment parfois eux-mêmes, alors que des individus ordinaires peuvent à un moment ou à un autre, sinon changer le cours de l'histoire, du moins tout simplement participer à infléchir une tendance lourde. Ces inflexions globales sont en effet souvent engendrées par la multiplicité d'actions individuelles, à partir d'un point initial qui peut être une action isolée d'un individu visionnaire ou marginal ou une convergence de multiples micro-actions simultanées.

Il ne s'agit donc pas de prendre nos individus pour de simples agents totalement surdéterminés par des forces qui les dépassent, ou de les considérer comme des sujets sans inter-relations avec d'autres acteurs sociaux. Ils sont bien présents dans le cadre d'un système de relations sociales ayant des implications sur les dynamiques sociales et territoriales. Il s'agit uniquement de choisir un terme qui permet de ne pas prédéterminer la capacité de l'individu à se concevoir en temps que personne, ni trancher sur sa capacité réelle à agir, ni à conclure sur son autonomie, notamment dans la manière de faire des choix qui impliquent une dimension spatiale.

Cet individu est à la fois, au même moment ou successivement : un stratège, qui cherche à trouver des solutions acceptables pour lui-même tout en tenant compte de la force des injonctions qu'il reçoit ou de l'intérêt collectif ; un être rationnel, prenant ses décisions sur la base d'un calcul coût-avantage mûrement réfléchi ; mais aussi un individu mû par des pulsions soudaines, qui le poussent par exemple à s'engager sur la base d'idées ou de valeurs ou au contraire à renier une posture passée ; il peut aussi être passif au quotidien, ne mobilisant que des routines pour la gestion de son inscription spatiale, utilisant à la marge des tactiques préétablies pour pallier aux imprévus ; enfin, il peut être totalement ballotté par le cours de la vie et les actions des autres sans prendre de véritable décision individuelle. Cet individu reste souvent prisonnier des contraintes internes et externes qui pèsent sur lui : enfermé dans un rôle social que le cours de la vie lui a plus ou moins imposé, ou plutôt dans une pluralité de rôles (Lahire 1998), son « habitus », son style de vie, déterminent une grande part de ses actions. S'il s'écarte de sa place dans la société, celle-ci, par le biais d'actions d'autres acteurs individuels, lui rappelle souvent brutalement son rang et sa place. L'essentiel de sa vie est donc consacré à jouer des rôles multiples à l'intérieur de la société, en fonction de ce qui est possible et acceptable par cette société.

1.5. Un individu socialisé

L'individu qui nous intéresse est en effet un être socialisé, inséré dans des collectifs. Dépasser le simple dualisme entre individu et social, comme le rappelle Lussault (in Lévy et Lussault 2003), est une condition indispensable pour arriver à comprendre tant le fonctionnement des sociétés que les ressorts de l'action individuelle. La sociologie contemporaine est historiquement en grande partie structurée à partir de cette dualité mais tend dans la période actuelle à la dépasser progressivement (Dubet 2005). Ce n'est pas parce qu'il y a distinction entre individus et société que l'une des deux instances doit prendre le pas sur l'autre. Réduire les individus à de simples agents uniquement déterminés par leur appartenance sociale dans leurs actions, dans leur avenir, dans leur manière de penser et d'agir est une posture qui semble désormais difficilement tenable. Même dans les conditions les plus aliénantes, les individus se recréent souvent d'infimes parcelles de liberté (Hoyaux 2006). Inversement, aucun individu n'a une prise totale sur sa vie, les contraintes externes et notamment celles issues de la projection des valeurs dominantes de la société le lui rappellent constamment. Aucun individu n'est donc totalement maître de son destin, mais il n'existe pas non plus de reproduction pure et absolue des structures sociales. La dynamique sociale résulte en fait d'une articulation entre actions individuelles et structure sociale.

Les débats actuels de la sociologie sont d'ailleurs très stimulants par la discussion qu'ils proposent sur la capacité de choix des individus et l'interprétation que l'on peut en faire. Deux oppositions structurent ces débats : une opposition entre des lectures pessimistes et positives du mouvement d'individualisation ; une opposition selon la capacité de choix octroyé aux individus et la perception du rôle des structures sociales (Collectif 2006).

Premièrement, le débat se structure entre des analyses très sombres de la montée de l'individualisme et des lectures beaucoup plus optimistes du processus. Plusieurs auteurs dont A. Ehrenberg (1999) insistent sur les conséquences de la perte des cadres présents dans les sociétés holistes, qui permettaient à chaque individu de trouver sa place dans la société sans trop avoir à réfléchir. Le déclin des mouvements collectifs et des consciences de classe, le relâchement des dispositifs d'intégration comme ceux liés à l'école, au travail, à la famille, le rejet dans la sphère privée des questions religieuses, tout cela laisse l'individu relativement désemparé devant l'injonction à être soi. L'individu est donc « en panne » (Ehrenberg 2000), de repères notamment, ce qui entraîne de nouvelles pathologies caractéristiques d'un mal de soi, la dépression notamment. Des analyses plus récentes vont dans le même sens (Aubert 2004) en décrivant un « individu hypermoderne », désormais constamment dans l'excès : il maîtrise son corps, en faisant reculer les effets de la vieillesse par le recours à la chirurgie esthétique en attendant de faire reculer la mort grâce au clonage ; il soumet le temps bien qu'il soit constamment marqué par l'urgence et la vitesse ; il est débordé de sollicitations sociales qui engendrent des relations superficielles et éphémères mais qui remplissent sa vie ; il multiplie les comportements compulsifs destinés à assouvir des désirs immédiats, jusqu'à vivre constamment dans l'excès, avec son cortège de pathologies (addictions, etc.). Cet individu hypermoderne est donc en rupture avec l'idéal-type jusqu'ici mis en avant, celui de « la mesure et du juste équilibre ». L'autonomie acquise par les individus, au détriment de la religion, des classes sociales, de l'appartenance nationale ou même de la famille, engendre donc des formes de souffrance psychologique : il est difficile « d'être soi » (Ehrenberg 2000).

Face à ces visions très pessimistes, tout un mouvement tend plutôt à valoriser l'individualisme comme un processus positif et une condition de l'avancée de la démocratie. Les constats de départ du déclin des institutions qui donnaient à l'individu des sociétés de masse un cadre de pensée et d'action sont plus ou moins les mêmes (Dubet 2002) mais la montée de l'individualisme est traduite différemment. Ainsi, de nombreux auteurs, partant

notamment de l'analyse des rapports de couple (de Singly 1996, Kaufmann 2004), insistent sur le côté émancipateur de cette évolution. Le déclin des normes permet à chacun d'être vraiment soi et non plus de jouer un rôle appris ou transmis. Le renforcement de la sphère privée, et plus spécifiquement de la seule sphère de l'individu y compris au sein du ménage, permet de faire de vrais choix, de s'affirmer comme un individu original dans tous les domaines de la vie. F. de Singly (2005) considère même que cette évolution est la condition *sine qua non* d'un rapport aux autres renouvelé, moins enfermé dans le carcan des conventions, qui serait un préalable nécessaire à la mise en place d'un nouvel humanisme. Cette nouvelle manière de faire relation, mieux assumée parce que résonnant avec l'identité réelle de l'individu, permettrait de construire une démocratie basée sur les capacités réflexives des individus plutôt que sur des comportements prédéterminés par l'appartenance sociale.

Parallèlement, au sein même de ces deux manières de percevoir la montée de l'individualisme, un second débat oppose plusieurs visions différentes de la société, selon la place faite aux groupes sociaux et à la capacité de choix des individus. Les débats existants en sociologie sur la nature de l'individu contemporain portent en effet sur sa part d'autonomie dans la décision, sur la distinction entre socialisation primaire et secondaire et sur la nature des rapports entre individus. Pour reprendre les positions de F. de Singly (2003), son approche tend à gommer les effets d'une éventuelle appartenance sociale en s'intéressant essentiellement aux socialisations secondaires. Les individus apparaissent comme très autonomes, ils possèdent une large marge de manœuvre entre différentes identités, alors que la société semble peu hiérarchisée et est composée d'individus sans véritables filtres liés à la présence de groupes sociaux.

Par contre, d'autres auteurs, insistant sur les appartenances plurielles (Lahire 1998) ou sur le poids toujours fort des socialisations primaires (Dubet 2005), rappellent le rôle des déterminations sociales. La diversité des comportements objectivement visibles s'explique souvent par la diversité des contextes sociaux dans lesquels les individus sont tour à tour ou simultanément plongés. Les réalités individuelles continuent de se structurer par le social, c'est-à-dire que les actions menées par les individus sont largement dépendantes de leur position sociale. Les processus d'individuation eux-mêmes n'ont pas les mêmes effets selon les groupes sociaux. Pour les catégories aisées ou disposant d'un très fort capital socioculturel, le processus est bien plus abouti et bien mieux vécu que pour les classes moyennes, qui restent largement dépendantes de ce qui est possible en fonction de leurs moyens financiers. Enfin, pour les catégories les plus populaires, leur horizon reste beaucoup plus fermé, largement déterminé par leurs faibles ressources à la fois économiques et culturelles, ce qui les laisse de plus en plus en marge même de ce processus d'individuation. Castel (2003) insiste même sur les supports sociaux nécessaires à l'émergence d'une véritable conscience individuelle, remarquant que « l'insécurité sociale » empêche les membres des classes sociales fragiles de vivre pleinement leur individualité.

Ces débats montrent que si travailler sur l'individu est désormais partagé par l'ensemble des sciences sociales, il reste des différences fondamentales dans la manière de saisir les rapports de l'individu à la société, en acceptant ou non l'existence d'un filtre social intermédiaire, dans la façon de percevoir les marges de manœuvre dans les actions que mènent les individus-acteurs et même dans le déploiement de leurs capacités réflexives. L'individu est-il considéré comme autonome, même en acceptant des contraintes externes, ou ses actions, et spécifiquement celles qu'il exerce dans l'espace, sont-elles analysées en envisageant constamment le poids de ses appartenances sociales ?

Cette question traversera de nombreux passages de ce travail, en particulier lorsque les interrogations porteront sur la nature des choix résidentiels ou sur les pratiques spatiales, c'est-à-dire en posant des questions véritablement d'ordre géographique. Les individus qui prennent la décision d'emménager dans le périurbain font-ils un choix en toute connaissance

de cause, de façon totalement autonome, ou est-ce que les contraintes externes, notamment celles liées au fonctionnement des marchés fonciers et immobiliers, déterminent largement leur choix ? Les modes d'habiter périurbains sont-ils choisis en toute liberté par les ménages ou est-ce qu'un modèle résidentiel et un mode de vie s'imposent à eux ?

1.6. Des appartenances multiples

Un individu ne fait d'ailleurs pas partie d'un seul et unique groupe social et la variété de ses appartenances sociales est un élément très important pour comprendre la complexité du rapport entre individus et société. L'individu contemporain est un homme pluriel (Lahire 1998) aux identités multiples et interdépendantes. Il se fonde dans des structures sociales de dimensions variées.

La cellule élémentaire peut être le ménage ou la famille, excepté pour les personnes seules qui représentent une part de plus en plus importante de la population (12,6% en 1999), notamment entre 20 et 30 ans. Au sein des familles, les interactions sociales sont peu nombreuses mais très intenses. La famille est principalement un espace de négociation entre les deux membres du couple, en distinguant de plus en plus souvent une intimité de couple et deux intimités individuelles clairement identifiables, même si plusieurs modèles du couple coexistent à l'heure actuelle (Eder Sandtner 2004). Mais la famille est également de plus en plus un espace d'interactions entre parents et enfants, en particulier avec les grands adolescents qui revendiquent souvent une identité originale, voire en rupture avec le modèle familial, tout en rentrant dans un jeu constant de négociations (sur les horaires, la possibilité d'être mobile de façon autonome, la capacité à faire relation en dehors du cercle de la famille, etc.). Cette possibilité de négociation dépend de la place faite aux enfants dans le ménage, ce qui semble encore marqué par des déterminants sociaux puisque les ménages à fort capital culturel mettent beaucoup plus l'enfant au centre de la vie familiale que les ménages populaires.

Mais le même individu fait aussi partie de groupes sociaux à géométrie variable, cette appartenance étant une composante essentielle de son identité propre. Il peut s'intégrer dans des collectifs regroupant un faible nombre d'individus, ce qui est souvent très signifiant en termes identitaires parce que cela joue sur le registre de la distinction. La pratique d'une activité spécifique, un positionnement social ou géographique original et la conscience de faire partie d'un groupe un peu élitiste qui va avec permet d'avoir une bonne image de soi. Cela renforce l'individu dans son auto-définition. Inversement, faire partie de groupes plus ou moins délaissés, sinon stigmatisés, à toutes les échelles, depuis la couleur de la peau jusqu'au fait d'être habitant d'un immeuble ou d'une rue précise, participe à mettre du doute dans les représentations de soi, à hésiter entre revendication de sa différence et occultation de son appartenance sociale.

Enfin, l'individu fait partie de collectifs beaucoup plus englobants, regroupant des millions d'individus mais cela n'est pas forcément quelque chose de présent au quotidien dans son esprit. L'individu ne prend pas telle ou telle décision parce qu'il est ouvrier ou cadre, français ou immigré, etc. Ce type d'identité floue constitue un arrière-plan pour sa propre réflexivité et n'intervient pas directement dans ses choix. Par contre, cela influe sur la nature des décisions qu'il prend, sur les stratégies mises en place et sur les actions qu'il mène, à travers des médiateurs que sont des contraintes intériorisées, comme les capacités financières, le fait d'envisager ou non une attitude possible, des normes ou des valeurs qui sont acquises progressivement par socialisation. Cette articulation entre différentes identités possibles prend souvent la forme d'une tension entre deux potentiels. Tour à tour, l'individu adoptera des postures propres à son groupe d'appartenance ou d'origine ou propre à un groupe de référence.

De plus, toutes ces appartenances potentielles et multiples s'inscrivent dans une dimension temporelle, dans une dynamique qui les remet constamment en cause. On le

comprend assez facilement à partir du premier exemple du couple ou de la famille. Il suffit de mesurer l'importance des divorces et des séparations à l'intérieur des couples pour comprendre que les identités ainsi générées sont sinon éphémères, du moins réversibles. Les identités sociales induites par l'appartenance à un groupe quel qu'il soit, ne sont jamais définitives. L'identité propre de l'individu se transforme donc constamment, à la fois selon le moment (de sa vie ou de la journée) et selon le lieu (de résidence ou celui où il se tient à l'instant t) et selon le contexte social dans lequel il se trouve. Aucune identité n'est pérenne, tout sentiment d'appartenance est réversible, même si la plupart des individus cherchent justement à mettre un peu de stabilité dans leurs identités propres.

1.7. Des rapports entre individus qui restent marqués socialement

Ces identités interviennent dans les relations que l'individu entretient avec d'autres personnes, que ces identités soient de nature très collectives, plus spécifiques (identité de couple) ou très individuelles. L'évolution contemporaine des relations sociales est caractérisée par de nombreux changements : de nouveaux modes de rencontres apparaissent, les rapports humains sont moins stéréotypés, etc. Si les interactions entre individus traduisent la montée progressive de l'individualisme, les rapports entre individus restent pour une grande part déterminés, dans leur nature, par des référents sociaux, en alternant phase de socialisation et phase de désocialisation (Dubar 1991).

Les relations personnelles que les individus construisent dans les divers contextes sociaux qu'ils fréquentent se caractérisent par de plus en plus d'individualisme, c'est-à-dire que les structures collectives sont de moins en moins efficaces pour rendre compte de ces relations. Ainsi, dans les sociétés occidentales, on est passé lentement de rapports humains qui étaient déterminés par la position sociale, avec son cortège de manières d'être qui vont avec, à des relations sociales a priori plus neutres. Par exemple, la façon dont-on donnait du « Monsieur » ou non dans les campagnes sarthoises, était marquée de cette influence de la position sociale : il y avait les messieurs, à qui on devait d'emblée le respect ; les gens, avec lesquels les rapports étaient plus égalitaires ; les « gars », avec lesquels on pouvait rapidement « se taper sur le ventre », les femmes n'existant guère qu'en temps qu'épouses des uns ou des autres. Si ces codes sociaux ont tendance à disparaître, les relations entre individus restent encore largement régies par les positions sociales.

Cependant, les relations entre individus dépendent à l'heure actuelle plus du moment et du lieu que d'un positionnement social a priori. Ainsi, sur leur lieu de vacances ou dans un moment de détente lors de loisirs partagés, deux personnes qui se rencontrent et se tutoient rapidement, auraient eu des rapports beaucoup plus inégalitaires ou distants à d'autres moments et en d'autres lieux. Ces rapports humains sont fonction du rôle social qu'ils jouent ou ont à jouer à l'instant t. Une relation client / consommateur ou employé / supérieur hiérarchique, ne génère pas les mêmes relations sociales qu'une relation entre deux membres d'une même association. Pour les relations sociales peu contextualisées, comme une rencontre fortuite ou dans un cadre présentant peu de contraintes, c'est l'intensité du rapport direct entre les deux individus qui caractérise la nature de la relation, plus que le positionnement social. Les relations amoureuses ou les relations avec les copains ou les amis sont ainsi celles qui ont le plus échappé aux carcans des anciennes normes sociales.

Pourtant, les rapports entre individus restent marqués par les différenciations entre groupes sociaux. Chaque individu porte en lui une part d'identité collective qui influe sur ses relations avec d'autres individus. Elle peut se traduire par un code vestimentaire très visible, une attitude, une manière de faire relation qui résonnera plus pour quelqu'un qui fait partie du même « monde », ou être plus discrète, n'émergeant que lentement au cours des interactions sociales. La position sociale d'un individu lui confère également un certain nombre de

capacités, financières, intellectuelles, relationnelles, etc., des manières d'être, un ensemble de valeurs, des registres de comportements possibles, etc. Ces compétences ne sont pas forcément homogènes au sein d'un groupe social, car elles sont mobilisées de façon différenciées selon les individus, en particulier parce que chacun fait le choix plus ou moins conscient de les utiliser ou non à l'instant t et dans un lieu déterminé. Certains individus ont même la capacité de jouer sur des registres différenciés, par exemple acquis successivement au fur et à mesure d'une ascension sociale ou par déménagements successifs dans des lieux nettement distincts, selon les lieux ou les contextes sociaux dans lesquels ils se trouvent.

Les individus sont donc les composants de base de l'ensemble de la société, mais ils sont aussi partie prenante de groupes sociaux de dimensions variables. Ils font des choix et savent les justifier en présentant des arguments généralement très pertinents. Ils reconnaissent l'existence à la fois d'une part de rationalité, économique ou sociale, mais aussi de tous les hasards liés à une émotion, une perception, un coup de cœur. Cependant, cette capacité réflexive se déploie dans un champ des possibles qui est borné en fonction de déterminations sociales et de contraintes multiples. Chaque individu appartient simultanément à plusieurs groupes sociaux, les identités qui y sont associées sont réversibles, ce rapport à des groupes sociaux s'inscrit dans une dynamique qui dépasse l'individu.

2. Le groupe social

Un groupe social est un « sous-ensemble de la population d'une société, défini selon un ou plusieurs critères » (A.Guédez in Lévy et Lussault 2003). Cette définition, très neutre, mérite d'être confrontée à d'autres définitions : pourquoi ne pas utiliser des mots plus forts, tels que communauté ou classe sociale, ou au contraire un terme encore plus neutre tel que catégorie sociale ? Selon quels critères peut-on définir un groupe social, à quelle échelle fonctionne-t-il et qui définit son existence ou non ? Cette définition ne dit rien non plus de la possibilité de considérer un groupe social comme un acteur, ce qui est une tendance forte de la géographie sociale. L'insertion d'un individu dans un groupe social est en fait aussi incertaine que floue et nécessite des éclaircissements.

2.1. Qu'est-ce qu'un groupe social ?

La géographie sociale s'est historiquement constituée autour d'une géographie des rapports entre groupes sociaux dans l'espace. Le chapitre « effets de classe » du manuel de géographie sociale de 1984 (Frémont et al.) consacre ainsi plusieurs pages à la définition des mots permettant de découper la société en sous-ensembles. Reprenant cet héritage, nous proposons ici de revenir sur quelques définitions qui permettront de poser quelques hypothèses préalables. Utiliser groupe social, plutôt que catégorie sociale, strate ou classe sociale, mais aussi d'autres termes plus en vogue tels que communauté, clan, tribu (Maffesoli 2000), est en effet signifiant à la fois d'une certaine conception de la société et de la volonté de ne pas, comme pour l'utilisation du terme d'individu, prédéterminer les interprétations possibles.

Catégorie sociale est le terme le plus neutre, s'appliquant à tout regroupement de personnes, en principe sur la base d'une nomenclature, par exemple selon l'âge, le genre, le type de ménage, le statut matrimonial, la nationalité ou l'ethnie, la profession, le statut dans le travail, etc.. Son utilité est grande dans le domaine de la statistique, même si cela engendre toujours un nécessaire débat sur les fondements même de la nomenclature mobilisée, qui traduisent généralement une certaine conception de la société : les débats autour des questions posées ou à poser dans le cadre du recensement ou d'enquêtes de l'INED sur la nationalité et l'appartenance ethnique illustrent bien les implications de toute action de classement. Lorsque le propos est issu de l'analyse de statistiques, par exemple de composition de la population d'espaces périurbains selon les PCS, ce terme est celui qui convient le mieux et nous l'utiliserons dans ce sens. Mais le propos est alors obligatoirement marqué par une conception de la société qui fait de la catégorie socioprofessionnelle l'indicateur principal de la position des individus dans une société hiérarchisée, alors même que d'autres indicateurs pourraient être plus pertinents pour traduire le capital socioculturel des individus, comme le niveau de diplôme. L'utilisation en France des PCS comme indicateur unique de la position sociale n'est d'ailleurs souvent qu'un pis-aller en l'absence d'indicateurs disponibles sur le revenu ou sur le patrimoine. Dans d'autres systèmes statistiques, les données sur le niveau de revenu sont disponibles à l'échelle intra-urbaine et permettent des analyses de la division sociale de l'espace à la fois plus pertinentes et plus spectaculaires (USA, Canada). L'utilisation du terme de catégorie sociale dans le domaine de l'analyse des données rend par contre sa montée en généralité plus délicate.

Groupe social est donc le terme généralement utilisé dans le champ de la géographie sociale. Il s'agit d'un terme qui reste relativement neutre, de « réunion de personnes associées par des liens quelconques » (Brunet et al. 1993), ne supposant pas en particulier une certaine position des groupes les uns par rapport aux autres. Les groupes sociaux peuvent être les uns à côté des autres, comme les uns au-dessus des autres dans le cadre d'une conception

hiérarchisée de la société. De même, il ne suppose pas que la cohérence interne soit toujours plus élevée que les liens externes, même s'il y a forcément une cohérence interne. Il ne suppose pas une conscience d'appartenance et permet de ne pas considérer qu'un critère de définition soit plus important qu'un autre. Ce terme suggère simplement qu'un certain nombre d'individus ont objectivement des points communs. Les entités ainsi définies se différencient très fortement de plusieurs manières (taille, intensité des relations entre ses membres, etc.). Le terme, relativement neutre, offre donc quantité de dimensions et de modes de fonctionnement possibles, qu'il faudra préciser ultérieurement. Il ne préjuge pas de l'univers théorique ou idéologique utilisé.

Strate ou couche sociale est abondamment utilisé en sociologie (Lemel 1991, Bosc 1996). Ces termes supposent une conception de la société en ensembles distincts plus ou moins superposés les uns par rapport aux autres. Certaines strates sont situées en bas de la hiérarchie sociale, d'autres strates sont situées en haut de la hiérarchie sociale. Le vocabulaire employé, avec sa référence implicite à des concepts de géomorphologie, laisse penser que les couches sociales sont peu perméables, c'est-à-dire que le passage de l'une à l'autre est relativement difficile. De même, cela sous-entend que l'ensemble de la société reste en partie figé et ne présente guère de dynamique, alors même qu'il existe toujours une certaine mobilité sociale. Loin de nous l'idée de nier l'existence d'une hiérarchie sociale. Nous considérons au contraire que les capacités financières sont fondamentales dans la capacité des ménages à faire un choix résidentiel. La dimension socio-économique reste toujours prégnante et déterminante par bien des aspects. Cependant, cette vision de la société n'épuise pas l'ensemble des dimensions qui traversent les sociétés contemporaines. Bien des aspects, par exemple l'instrumentalisation du concept de territoire pour donner l'idée d'un destin commun au-delà des différenciations sociales, ou encore les visions communautaristes qui s'imposent ici ou là, imposent de rester prudent avec les termes utilisés, pour ne pas considérer d'emblée cette stratification sociale comme rendant compte à elle seule du fonctionnement de la société.

Classe sociale est un terme nettement plus connoté idéologiquement, faisant référence à une lecture marxiste de la société, en particulier par sa référence à la lutte des classes comme moteur historique de son évolution (Bosc 2003). Pourtant, à la base, l'usage du terme de classe est plutôt d'ordre mathématique et cognitif. La première action de la recherche a souvent été, dans un domaine donné, de classer les choses ou les individus et, pour la géographie, les espaces. Cette acception se retrouve d'ailleurs aujourd'hui dans toutes les procédures de classification automatique abondamment utilisée dans la géographie quantitative. Cependant, parler actuellement de classe sociale implique de se positionner en référence à l'interprétation marxiste de l'histoire des sociétés. « Une classe sociale est un ensemble de personnes dont les intérêts fondamentaux sont en opposition antagoniste avec les intérêts d'une autre classe et qui ont conscience de l'existence de ce rapport » (Frémont et al. 1984). Dans la vision marxiste, c'est l'opposition entre la classe ouvrière (le prolétariat) et la bourgeoisie, à travers l'existence de rapports de production qui structure l'évolution du système capitaliste et l'évolution historique de la société. A l'heure actuelle, il semble difficile de justifier une telle lecture, notamment en raison de la disparition progressive de la classe ouvrière suite à la désindustrialisation et à la virtualisation du travail (Terrail 1990). La conscience de classe s'est fortement estompée dans les milieux populaires, en partie à cause de son embourgeoisement progressif : l'accès à la propriété individuelle et la diffusion d'un capitalisme de petits porteurs en est largement responsable. Pourtant, comme l'ont parfaitement démontré Pinçon et Pinçon-Charlot (1989 et 2000), la conscience de classe existe toujours dans la haute bourgeoisie, se traduisant par des choix résidentiels ou des pratiques sociales spécifiques (en d'autres temps le terme de pratiques de classes aurait été utilisé) comme les modes de socialisation par les bals et les rallyes ou encore les relations sociales au sein des clubs.

Nous avons déjà précisé dans une publication antérieure (8-Dodier 2001) un certain nombre d'arguments qui montrent que l'utilisation du concept de classe sociale restait possible, à condition de s'affranchir de la lecture spécifiquement marxiste de la société ou de la renouveler en prenant en compte les nouveaux facteurs de différenciations sociales. Sans doute aussi que l'ambiance idéologique des années 1960/1970 était nettement plus favorable à la surestimation d'un effet de classe, en gommant ce qui ne rentrait pas dans cette grille de lecture, alors qu'aujourd'hui, et pour des raisons idéologiques inverses, il paraît « ringard » de continuer à raisonner en termes de classes.

Dans le cadre de ce travail, qui se focalise en particulier sur les individus et qui prend aussi en compte la dilution de la conscience de classe et la montée de l'individualisme, nous préférons utiliser le terme de groupe social, a priori moins signifiant et permettant d'explorer toutes les dimensions de la division sociale, pas seulement sa dimension verticale.

2.2. Facteurs de variation

En fait, le terme de groupe social recouvre des réalités très disparates. Il existe de très nombreux types de groupes sociaux différents. Il est donc nécessaire de préciser certains aspects de la variabilité des constructions collectives auxquelles l'individu se réfère. Plusieurs dimensions paraissent intéressantes à explorer :

- la première est celle de l'échelle des groupes sociaux, qui peut varier de la simple association à un autre individu jusqu'à des niveaux très larges, regroupant des millions de personnes de façon plus ou moins nette, par exemple les « classes moyennes ». Toutefois, pour la plupart des cas de groupes sociaux à échelle très large, d'autres termes sont généralement utilisés, notamment à partir de l'échelle de la conscience nationale jusqu'à celle de faire partie d'un ensemble fini englobant comme l'humanité. Il existe donc différents niveaux d'émergence d'intérêts collectifs, qui peuvent tous être appelés groupes sociaux dans une acception large. La taille du groupe joue beaucoup sur les formes de relations interpersonnelles engendrées entre membres de ce groupe.

- la seconde est justement celle de l'aspect plus ou moins clair de l'appartenance à un groupe social. Dans le cas de groupes formalisés par un contrat juridique, cette question est facilement tranchée : un contrat de mariage, une adhésion à une association loi 1901, marquent sans équivoque une appartenance juridique à un groupe social. Mais dans la plupart des cas, ces groupes n'ont pas d'existence juridique claire ou sont même très fugaces. Appartenir à un groupe informel est alors plus de l'ordre de l'identification, choisie personnellement ou plus ou moins imposée depuis l'extérieur du groupe ou de l'individu.

- troisièmement, il est également classique de faire une distinction entre groupe d'appartenance et groupe de référence. Un groupe d'appartenance est un groupe auquel s'identifie l'individu. Il a conscience de faire partie de ce groupe et le revendique ou non selon ses finalités et ses modes de constitution (une famille, un groupe construit autour d'une activité, une communauté religieuse, etc.). Un groupe de référence influe sur la manière d'agir des individus qui aspirent à l'intégrer ou qui le perçoivent comme une norme sociale, un idéal à atteindre.

- quatrième facteur de différenciation entre groupes, leur rapport au temps. La dimension temporelle des groupes sociaux est très variable. Certains groupes sont très éphémères, ne durant que le temps de la réunion effective des individus qui le composent, et cela peut être très fugace bien que nécessitant a minima quelques interrelations entre individus. Inversement, d'autres groupes sont presque pérennes dans le temps, leur durée de vie dépassant très largement celle des individus qui les composent à l'instant t. La durée

d'existence d'un groupe, et à travers elle la capacité d'intégration de ce groupe, est donc un critère majeur de différenciation dans les dynamiques de groupes.

- Enfin, la nature de l'intégration au sein d'un groupe social dépend également des formes de relations interpersonnelles qui les traversent, égalitaires ou hiérarchisées, distantes ou très intenses. Selon les critères qui sont à la base de la définition du groupe, celui-ci peut être plus ou moins important pour l'individu, c'est-à-dire que cela marque plus ou moins l'ensemble de ses manières d'être-au-monde. Le vocabulaire est ainsi riche de ces termes désignant des constructions sociales à géométrie variable mais toujours très signifiante pour les individus, depuis la caste à la bande, en passant par la communauté, la tribu ou le clan.

L'ensemble de ces dimensions nécessite des développements spécifiques, mais il existe bien sûr d'autres facteurs de différenciations entre groupes, à commencer par la nature de leur définition, et bien d'autres aspects largement développés en sociologie, mais les cinq qui précèdent semblent les plus importantes à expliciter dans le cadre d'une démarche de géographie sociale.

2.3. Des groupes sociaux à échelles variables

La taille d'un groupe social peut être très variée. Dès que deux individus partagent un intérêt commun et des relations sociales, ils forment un groupe, de durabilité variable, du très fugace (une courte interaction sociale), à des formes plus permanentes. Un couple ou un ménage forment par exemple une structure sociale de base, à l'intérieur de laquelle les individus ont des relations marquées par une dimension affective intense. Cette dimension affective est souvent « naturalisée » : il est « normal » qu'une mère aime ses enfants, mais il s'agit bien d'un construit social, d'une norme à respecter, à laquelle la plupart des individus se plient de bon gré. Ce type de groupe primaire se caractérise par une collaboration intime entre individus, même s'il existe des antagonismes forts, comme l'ont montré un certain nombre d'entretiens dans le périurbain, que ce soit entre parents (Rougé 2005) ou entre parents et enfants (24-Cailly et Dodier 2007). La famille donc, mais aussi le groupe de jeunes à l'intérieur d'un lotissement ou fréquentant le même établissement scolaire, plus rarement certaines formes de communauté de voisinage avec de fortes relations entre les membres du groupe, etc., se caractérisent par une conscience très claire de faire partie d'une totalité, d'un nous qui transcende en partie le je des individus. Ces cellules jouent un rôle fondamental dans la socialisation des jeunes enfants, pour lesquels les relations à l'intérieur de la famille d'abord, puis du microgroupe de camarades à l'intérieur d'une classe de l'école ou à l'échelle de la rue, sont les premières expériences de vie sociale. Ces groupes primaires sont souvent perçus par les individus comme la condition de leur bien-être social, les amenant à valoriser les valeurs communes de la famille ou du groupe pour les jeunes. Lorsque ces structures volent en éclat, par séparation, divorce ou dispersion progressive, les individus sont affectés dans leur propre équilibre intime. Ces groupes primaires sont donc de la plus haute importance pour les individus, servant de premier médiateur entre un individu et l'ensemble de la société.

Si le groupe compte déjà plus de membres, les interrelations directes entre individus se distendent. Dans la plupart des cas, elles ne sont plus systématiques avec tous les membres du groupe social. L'existence du groupe prend donc souvent un aspect formel, se traduisant par des formes juridiques variées, comme l'association bien sûr – mais ce modèle n'est pas présent dans tous les contextes nationaux – mais aussi le parti politique, le syndicat, l'entreprise. Le travail peut en effet être également à l'origine de la constitution de ce type de groupe, le milieu de l'entreprise étant un creuset d'interactions sociales multiples et variées, et pas seulement à but utilitaire dans le cadre de ses fonctions professionnelles. Sur nos terrains habituels d'étude, être salarié chez Renault (plus souvent exprimé sous la forme « faire partie

des Renault(s) ») a longtemps été très significatif d'un esprit de solidarité interne, de valeurs partagées, celle du combat syndical comme celle de l'amour du travail bien fait, en particulier chez les « professionnels ». Dans d'autres établissements, la culture d'entreprise peut remplacer cette forme de culture sociale, ou être moins signifiante tout en étant à la base d'interrelations personnelles répétées et donc structurantes pour l'individu. Certaines formes de communautés, sur le plan religieux par exemple, forment aussi ces groupes secondaires dans lesquels la relation avec tous les autres membres du groupe n'est pas systématique mais comporte un fort potentiel. Lorsque deux individus font partie du même groupe social, les barrières initiales s'opposant à une communication immédiate entre individus ont tendance à tomber très facilement : on se reconnaît comme faisant partie du même groupe. Parfois, ces groupes secondaires ont une base spatiale, souvent à travers un échelon territorial, notamment à travers l'échelon communal dans les espaces périurbains. Il y a là une version spécifique du groupe social : à l'intérieur de ces communes, au moins pour les communes de petite taille, il existe un fort potentiel de relations directes entre membres du groupe, à l'occasion d'une co-présence dans un commerce ou lors d'une animation culturelle ou sportive, voire simplement à la sortie de l'école ou dans la rue. Ce type de groupe à base spatiale peut être considéré comme un groupe secondaire.

Au-delà de ces échelles de taille relativement limitée, la délimitation de groupes sociaux pose déjà plus problème. Certains sociologues rejettent d'ailleurs le terme de groupe social pour parler d'ensembles sociaux vastes, du type classe sociale (Bosc 2003) ou appartenance nationale, ou de groupes définis sur la base de critères statistiques (les jeunes, les femmes, etc.). Cela pose en effet la redoutable question de qui définit le groupe social, sur quelle base et avec quel effet. Pourtant, on pourrait considérer comme des groupes « tertiaires » ces groupes qui ne sont pas constitués sur la base d'une interaction directe entre individus, ni même sur son potentiel, mais à l'intérieur desquels il peut exister une conscience d'appartenance commune, même ténue. La communauté noire aux Etats-Unis, la catégorie des étudiants, voilà quelques exemples de groupes dans lesquels peuvent se reconnaître des personnes qui ont la même position à l'intérieur de la société du point de vue d'un critère, unique ou non, et qui donc ont potentiellement la possibilité de vivre les mêmes expériences sociales : sociabilité de groupe pour les étudiants, manifestation de solidarité ou de racisme pour les noirs, etc. Dans certains cas, pour ces groupes sociaux, les termes de strates sociales ou de classes sociales pourront faire un retour opératoire (la ou les classes moyennes, etc.) dans la suite de ce travail. Ces groupes sociaux de type tertiaire peuvent être définis sur la base de la corporation, de la profession, de la position socio-économique, de l'âge, du genre, du statut familial, de l'orientation sexuelle, de la pratique d'une activité spécifique, d'une appétence particulière pour un type de consommation culturelle, du partage d'une culture commune, et bien sûr de l'appartenance territoriale à certaines échelles (Bretagne, France, etc.).

Les appartenances plurielles d'un individu s'inscrivent donc à chaque fois dans des échelons emboîtés, depuis des groupes primaires jusqu'à des groupes sociaux de grande taille. C'est particulièrement clair, du point de vue du géographe, pour les appartenances territoriales, qui peuvent varier d'échelles très fines (l'impasse, le lotissement, le quartier) à des échelles méso (le village périurbain, la ville, le département, la région), et aux échelles les plus vastes de l'appartenance nationale ou supra-nationale (le pays, l'Europe, le Monde). Cela dépend notamment du contexte social de l'instant, qui conduit un même individu à se présenter comme habitant de telle rue à un autre habitant du village, et comme français lorsqu'il est à l'autre bout de la planète. Ces groupes sociaux définis sur une base spatiale ont, comme les autres types d'appartenance, mais ni plus ni moins, une grande importance dans la définition des identités personnelles ou collectives

2.4. Qu'est-ce que appartenir à un groupe ?

Cela conduit donc à rappeler que pour chaque individu, l'appartenance à un groupe social n'est pas facile à définir. Chacune de ces appartenances multiples est un potentiel pour l'individu, qui le mobilise ou non selon le contexte dans lequel il est plongé à l'instant t. Mais c'est aussi une référence qui peut être utilisée en dehors des individus qui composent le groupe, dans le cas d'une définition par un observateur extérieur.

Dans le cas de groupes formalisés par un contrat juridique, la question de la délimitation du groupe est facilement tranchée : un contrat de mariage, des statuts associatifs type loi 1901, une entreprise, etc. consacrent sans équivoque des appartenances juridiques à un groupe social, sans que cela induise forcément que cette appartenance soit fondamentale du point de vue de l'individu. Dans le cas de groupes formels, il n'existe généralement pas de distorsions entre l'appartenance revendiquée par l'individu et une identification faite par un observateur extérieur. Quel que soit le point de vue adopté, le lien existant entre un groupe social formalisé et un individu est net et cohérent.

Pour des groupes sociaux définis sur une base territoriale, l'existence actée d'une entité politique joue également de façon forte sur la capacité de cette entité à provoquer des phénomènes d'identification. La légitimité (Lévy 1994) se construit, pour le politique, sur cette capacité à représenter des individus et des groupes sociaux qui se reconnaissent plus ou moins dans un territoire, simplement parce que celui-ci a une existence juridique. Toute collectivité territoriale, en particulier si elle bénéficie d'une représentation démocratique directe, génère donc des processus de territorialisation des individus et des acteurs locaux. Il s'agit toujours d'un potentiel, mobilisé ou non, mais qui souffre de peu de discussion tant par les intéressés que par des observateurs extérieurs.

Toutefois, dans la plupart des autres cas et donc y compris pour certains des groupes sociaux à base spatiale, ces collectifs n'ont pas d'existence juridique claire et ont même parfois une existence si fugace que cela empêche toute formalisation de cette existence. Appartenir à un groupe informel est alors plus de l'ordre de l'identification, choisie personnellement ou plus ou moins imposée depuis l'extérieur du groupe ou de l'individu, ou du hasard d'une coprésence qui se transforme en interaction sociale signifiante.

Le périmètre d'un groupe social est donc très mouvant lorsque le groupe n'a pas d'existence formelle. Ce périmètre fluctuant est souvent issu d'une auto-reconnaissance entre individus membres du groupe, ce qui peut d'ailleurs se traduire par des signes de reconnaissance, des manières d'être, des codes vestimentaires, des formes langagières spécifiques. Pour certains groupes à durée de vie très limitée, c'est uniquement l'existence d'interactions entre individus à un moment donné qui permet de définir le groupe. Inversement, des groupes non formels mais basés sur des stratifications sociales larges ne fonctionnent pas sur l'auto-reconnaissance, bien que leurs membres partagent parfois a minima des manières d'être, des visions du monde ou des grilles de valeurs.

La définition d'un groupe social peut donc aussi être opérée depuis l'extérieur du groupe par d'autres groupes sociaux ou par un observateur plus ou moins neutre. Plusieurs cas de figure existent dans ce cas.

Le premier peut être de définir un groupe social dans un but scientifique de description de l'ensemble de la société ou pour étudier ce groupe. Bourdieu a bien montré comment cette démarche de classement, de définition de groupes sur lesquels on porte un regard scientifique, participe souvent à sa domination et conduit in fine à une reproduction des inégalités. Cette opération tend en effet à être souvent assez normative, notamment dans le cas de la définition de groupes de dimensions très vastes, parce que la tentation est grande d'affecter aux individus de ce groupe des attributs qui seraient « naturellement » ceux du groupe.

Lorsque la définition du groupe social est faite depuis l'extérieur du groupe, par un individu isolé ou par un autre groupe, dominant ou non, il s'agit souvent d'une action qui prend un sens fort, qui consiste par exemple à se positionner par rapport à ce groupe. Cela peut s'opérer de deux façons opposées. La première est d'identifier un groupe social pour mieux le stigmatiser, afin de s'en écarter pour mieux s'en distinguer, au sens le plus fort du terme. Cela peut conduire ainsi à des idéologies traduisant les différences en racisme ou en xénophobie, ou pour le moins à un manque de respect pour l'individualité et l'altérité. Dans le second cas, il s'agit inversement de tendre à se rapprocher du groupe social ainsi défini pour le prendre comme groupe de référence, en lui affectant des valeurs positives ou une image valorisante pour l'individu.

La question de l'appartenance d'un individu à des groupes sociaux est donc généralement multiforme, associant des actions individuelles d'auto-définition, ce qui participe souvent à la conscience identitaire de l'individu, et des appartenances imposées par d'autres individus ou par des collectifs plus ou moins bien identifiables. Les identités individuelles et collectives sont donc basées sur une co-construction entre un point de vue intérieur et des injonctions extérieures.

2.5. Entre appartenance et référence

De nombreux travaux en sociologie se sont penchés sur la mobilité sociale en analysant les changements dans les représentations et les modes de vie que cela sous-entend pour les individus (Lemel 1991). Ils montrent ainsi comment par identification à un groupe de référence, les individus adoptent des attitudes, des comportements, ont des actions, qui ne sont pas nécessairement ceux du groupe social dans lequel un observateur neutre les auraient a priori classés, au vu de leurs revenus ou de leur patrimoine par exemple.

Il est donc utile de distinguer groupe d'appartenance et groupe de référence. Le groupe d'appartenance est celui (ou plutôt ceux) dans lequel l'individu se reconnaît, avec lequel il partage le sentiment d'être spécifique à l'intérieur d'une société donnée. Mais la plupart des individus se positionnent aussi par rapport à un groupe de référence, souvent situé plus haut dans la hiérarchie sociale, qui figure en quelque sorte l'horizon à rejoindre. Dans les espaces périurbains, l'envie de devenir propriétaire tire souvent une partie de sa force de l'existence d'un idéal à atteindre, qui peut être l'exemple de la catégorie sociale située immédiatement plus haut dans la hiérarchie sociale. A ce niveau de l'individu, il peut donc exister des tirailllements entre plusieurs groupes, d'appartenance ou de référence, notamment pour les individus qui connaissent une mobilité sociale ascendante. Ils conservent en eux des éléments identitaires liés à leur groupe d'origine tout en essayant d'adopter les valeurs, les comportements et les postures de leur nouveau groupe social. Progressivement, ils vont passer d'un groupe d'appartenance à un autre, même s'ils gardent des attaches affectives dans leur groupe d'origine. Le groupe social de référence du début du processus finit par devenir le nouveau groupe social d'appartenance, même si cela prend souvent plusieurs années, dans un double processus de désocialisation et de resocialisation. Le mouvement reste souvent partiel, l'intégration n'est alors pas complète et reste réversible. Il existe donc de fortes et constantes réminiscences de l'ancienne appartenance, qui devient une nouvelle forme de référence, par exemple pour des définitions d'ordre identitaire : « je suis cadre, mais mes parents étaient ouvriers ».

Ce double processus de désocialisation et de resocialisation est possible pour des groupes sociaux fondés sur une classification socio-économique, avec cet exemple classique des effets sur un individu d'une mobilité sociale ascendante, mais est également opérant pour des appartenances territoriales dans le cas d'une mobilité spatiale. N'être pas encore tout à fait d'ici, sans n'être plus vraiment de là-bas, est une forme de conflit intérieur désormais bien

connu pour des individus ayant vécu (ou leurs parents) des mobilités à l'échelle internationale. Ce processus de tiraillement de l'individu entre deux groupes de référence s'applique aussi à des changements de lieux de vie à des échelles plus fines. Dans le cas d'une mobilité résidentielle entre deux bassins d'emploi différents, l'appartenance territoriale se recompose, reste floue pendant quelque temps (« j'habite Nantes mais je suis originaire du nord de la France »), avant de se cristalliser progressivement sur le nouvel espace de vie. Même à l'échelle intra - bassin d'emploi, un changement de lieu de résidence, par exemple entre un quartier péricentral et une commune périurbaine, provoque des recompositions dans la perception des groupes sociaux d'appartenance et de référence d'un individu donné.

2.6. La dimension temporelle des groupes sociaux

Une autre distinction possible et particulièrement efficace est de distinguer les groupes selon leur durée dans le temps. Il existe en effet deux ensembles assez bien différenciés de groupes sociaux : certains sont plus ou moins pérennes et d'autres sont beaucoup plus éphémères. Le rapport de l'individu à certains groupes sociaux s'inscrit dans la durée : faire partie d'une classe sociale, se sentir breton, choisir de vivre sa vie avec une autre personne sont des exemples basés sur des groupes à peu près pérennes. A contrario, d'autres groupes ont une durée de vie particulièrement courte. Ils se constituent, de façon formelle ou informelle, pour ne durer qu'un court laps de temps, en particulier à l'échelle d'une vie individuelle.

Nous connaissons tous ces situations spécifiques de constitution d'un groupe sans qu'il y ait une réelle volonté initiale de relation de la part des membres composant ces groupes éphémères. Par exemple, quelques voyageurs se retrouvant dans le même compartiment d'un train sont susceptibles d'entrer en interrelation et de constituer un groupe d'une durée de vie très courte. Ce n'est pas une obligation, c'est juste un potentiel. Généralement, il faut un évènement déclencheur ou une attitude spécifique pour que ce qui n'est au départ qu'un agrégat d'individus, une co-présence sans interrelations sociales, se transforme en groupe social. L'évènement déclencheur est souvent un imprévu, un retard par exemple, une situation extraordinaire ou une action particulière. Une fois l'élément déclencheur disparu, les interrelations sont de durées variables. Elles peuvent cesser immédiatement ou perdurer tout le temps du voyage. En tout état de cause, une fois que la situation qui est à la base des interactions cesse, le train arrive à destination par exemple, le groupe cesse également d'avoir une existence. Ces groupes informels de durée limitée forment souvent un ensemble d'interrelations qui contribuent à forger l'expérience sociale d'un individu. Par contre, elles ne sont pas très significatives pour la formation de l'identité individuelle, sinon par la définition d'une caractéristique individuelle qui peut être la capacité à entrer en relation avec autrui dans ce genre de situation. Généralement, elles ne structurent donc pas ou peu l'identité propre de chaque individu.

Des groupes sociaux de durée très éphémère peuvent aussi exister au sein d'entités formelles. A l'intérieur d'une entreprise, un groupe de travail, lors d'une réunion, constitue un creuset de l'expérience sociale, spatialement bien délimité qui plus est. Son existence peut n'avoir qu'une faible incidence sur la vie des individus qui constituent ce groupe, ou être à la base du développement de toute une chaîne d'interrelations qui contribueront à influencer sur la définition même d'une identité individuelle, par l'individu lui-même ou par autrui.

De même, n'importe quelle rencontre impromptue, au cours d'un acte de la vie quotidienne (commerce, démarche administrative, loisir) ou dans des situations plus exceptionnelles (voyage touristique, déplacement professionnel, etc.) est l'occasion de la mise en place d'un groupe social de durée éphémère. Ces situations de formation dans l'instant d'un groupe sont nombreuses, ne débouchant généralement pas sur une inflexion significative de la vie d'un individu, sauf exception notable. Une situation en apparence anodine peut en

effet devenir un tournant, une véritable « action » qui change le cours de la vie de l'individu. Ces situations-clefs tout en étant banales sont de faible occurrence et ne sont guère perceptibles dans une démarche scientifique, mais elles sont très importantes pour l'individu. Le processus de socialisation qui se crée alors est susceptible de bouleverser le cours de sa vie.

A contrario, certains types de groupes sociaux s'inscrivent dans des temporalités beaucoup plus longues. La plupart des groupes se transforment lentement. Certains groupes très formalisés ont une durée de vie particulièrement longue à l'échelle de l'individu, voire même peuvent dépasser l'horizon d'une vie. L'intégration holiste à une famille, qu'il y ait ou non contrat de mariage ou PACS, la situation professionnelle, surtout si elle n'est pas trop précaire, l'appartenance à une association lorsque l'individu se met dans une situation de militant ou de dirigeant et qu'il s'y construit un rôle social fort, forment souvent des appartenances à des groupes sociaux à la fois stables dans le temps et très structurantes pour les individus.

Pour des identités plus labiles, du type groupe social défini sur une base socioprofessionnelle comme les « cadres », il est plus difficile d'aborder la question temporelle. En effet, l'absence de formalisation empêche de mesurer la durée de vie objective du groupe et, surtout, la conscience d'appartenir à ce groupe n'est pas forcément très développée. Elle peut être un peu évanescence, sans se traduire au quotidien par des actes particuliers ou par une forte identification de l'individu au groupe. Ces éléments identitaires ne ressortent que dans des situations spécifiques, par exemple lorsqu'un chercheur interviewe la personne et la met plus ou moins en demeure de s'auto-définir par rapport à tel ou tel critère. Par contre, cette appartenance peut se traduire, parfois à l'insu de l'individu, par des formes de comportements, des grilles de valeurs ou des manières d'être, qui se manifestent souvent de façon très stables dans le temps et qui sont en fait visibles et lisibles par ses interlocuteurs.

Pour un individu, la référence à un groupe social à base spatiale s'inscrit généralement dans des temporalités relativement longues, alternant phases de stabilité de l'identité, alors souvent de nature territoriale, et phases de remise en cause à l'occasion d'une mobilité, en particulier résidentielle, mais aussi sur le temps du tourisme (Equipe MIT 2002). Les groupes sociaux constitués sur cette base spatiale sont souvent très stables dans le temps, au moins autant que dure une collectivité territoriale par exemple (et en France, on a pris l'habitude de ne pas les faire évoluer...). Ils peuvent même perdurer très au-delà de leur existence légale, comme le montre des exemples de provinces de l'Ancien Régime disparues mais toujours signifiantes pour certains individus. De même, des « pays » ou des « territoires » n'ayant jamais connu la moindre formalisation, comme la Chalosse (Di Méo 1996), sont des référentiels possibles pour leurs habitants.

2.7. Des groupes sociaux plus ou moins intégrateurs

Cela amène à revenir sur le fait que les appartenances aux différents groupes sont plus ou moins signifiantes pour l'individu. Cela dépend même de l'organisation de la société puisque l'appartenance à des groupes sociaux peut être contraignante pour les individus. Il existe d'ailleurs des termes différents pour traduire l'existence de groupes sociaux en fonction de la façon dont se forme le rapport entre le groupe et les individus qui le composent. Classe, caste, communauté, voire clan ou tribu, sont des termes relativement usuels, avec à la fois un sens scientifique et des acceptions courantes plus ou moins convergentes.

De ce point de vue, nous avons déjà défini le terme de classe sociale, que l'on peut utiliser lorsqu'il y a à la fois conscience de faire partie d'un groupe spécifique et existence d'une société qui s'organise selon une hiérarchie entre groupes dominants et groupes dominés, qui présentent des intérêts antagonistes. Il n'est pas neutre que la bourgeoisie, abondamment étudiée par Pinçon et Pinçon-Charlot (2000), ait finalement une conscience de classe très aiguë tout en prenant bien soin, pour maintenir sa position, de nier l'existence même de ces classes.

Dans la société indienne, l'organisation sociale historique, bien qu'elle soit actuellement largement remise en cause par les transformations du corps social, est basée sur des castes, c'est-à-dire des groupes sociaux que la société impose à un individu au vu de sa naissance. On naît brahmane ou intouchable, on ne le devient pas. Dans la réalité, la société indienne est constituée d'une multitude de castes et les distinctions majeures en quatre grands groupes sont plutôt de l'ordre du théorique (Dumont 1983). Du point de vue du géographe, cela n'implique pas forcément une ségrégation socio-spatiale très forte. Les villes indiennes, parmi les différents modèles des pays en voie de développement, sont par bien des côtés des villes ne connaissant pas une forte division sociale de l'espace. Par contre, les rapports entre individus de castes différentes sont régis par des codes sociaux bien spécifiques, interdisant certaines interactions trop directes, en permettant d'autres.

Utiliser ce terme de caste comme une image, par exemple pour illustrer l'esprit de corps de certaines professions, est un abus de langage comme le rappelle Brunet (1993). Certes, l'identification à un groupe social, les anciens de telle école d'ingénieur par exemple, peut être à la fois forte et efficiente, en particulier en matière d'insertion sur le marché du travail, mais il est abusif de parler de caste dans ce cas parce que la situation de l'individu n'est absolument pas figée. Il est possible de s'extraire de ce groupe social, en arrêtant de faire partie des « anciens » par exemple, et a contrario (presque) n'importe qui peut devenir membre du groupe, à condition de passer par l'école qui convient. Certes, dans cet exemple, le processus de reproduction sociale est souvent très affirmé, mais il semble nécessaire de conserver le terme de caste pour des organisations sociétales spécifiques, avec une organisation de la société selon des corporations avec une reproduction plus ou moins inscrite dans le sang ou la filiation.

Dans l'exemple des « anciens » d'école d'ingénieurs, il faudrait peut-être plus parler de communauté, même si ce terme présente déjà des acceptions multiples. Par communauté, on entend un groupe social fortement soudé, généralement avec des liens de solidarité entre les individus qui le composent, même si dans les faits cela fonctionne au profit d'une partie seulement de ses membres. Le terme comporte à la fois des connotations ethnique, religieuse et spatiale, qui sont en fait parfois étroitement imbriquées les unes dans les autres.

Sur le plan ethnique, une communauté rassemble des personnes d'une même origine, par exemple un groupe d'immigrés d'une origine nationale ou régionale spécifique dans un pays d'accueil donné. Elle peut également ou en même temps se définir par des caractères considérés comme raciaux dans certaines sociétés, en particulier la couleur de la peau. La langue maternelle peut participer aussi à sa structuration. Les exemples les plus courants sont ceux des communautés noire, asiatique ou latino aux Etats-Unis. Par contre, on parle moins de communauté blanche, généralement considéré comme dominante même si elle est numériquement minoritaire. C'est bien la position dans la société, dominante ou dominée, qui fait qu'un groupe social peu ou mal considéré se construit sur la base de relations fortes entre ses membres, de façon à minimiser les effets d'une discrimination ou sous l'influence même de cette discrimination. En France, le terme est surtout utilisé pour les communautés immigrées, même si cette acception est source de nombreux débats.

Communauté a également une acception religieuse, qui parfois se confond avec le sens précédent, de regroupement de personnes partageant la même confession, la même vision du monde, soit dans un sens général (la communauté juive par exemple), soit dans un sens plus local. Certaines communautés religieuses se sont construites collectivement, en position plus ou moins minoritaire du point de vue quantitatif, dans un rapport aux autres groupes plus ou moins conflictuel ou discriminatoire mais avec une forte séparation (imposée ou choisie) entre leurs membres et le reste de la société, même si les membres de ces communautés peuvent jouer un rôle moteur dans une situation politique ou sociale donnée. A une échelle plus fine le terme de communauté religieuse concerne également la paroisse ou l'ensemble de ceux qui fréquentent le même lieu de culte. Cette unité de lieu implique en effet souvent des relations

de solidarité entre ses membres, que ce soit à l'occasion des grands moments qui rythment les vies individuelles (naissances, mariages, décès, etc.) ou au quotidien, avec des interrelations nombreuses entre membres de la communauté.

Cette acception rejoint un troisième sens, celui de communauté de voisinage, définie sur une base spatiale. En anglais, il existe d'ailleurs plusieurs termes voisins, *community* mais aussi *neighbourhood*, pour distinguer ces communautés qui se construisent dans la proximité spatiale. Le sentiment d'appartenance à une communauté de voisinage partageant un certain nombre de valeurs est paradoxalement plus fort dans le monde anglo-saxon et notamment aux Etats-Unis alors même que la conception de la société peut paraître plus individualiste qu'en Europe et surtout en France où on met plus facilement en exergue les valeurs de l'unité républicaine. L'existence de gouvernements micro-locaux (public ou privé) dans des unités de voisinages, que ce soit dans les espaces fermés des *gated communities* ou non (Billard et al. 2005), est acceptée et même recherchée comme un échelon possible de gouvernance de la vie collective. En France, les débats sont beaucoup plus vifs sur l'irruption des techniques sécuritaires ou de l'enclosure (Madoré 2004) parce que cela est perçu comme une tendance à la sécession sociale vis-à-vis du reste de la société, mais aussi parce que ce qui n'est encore considéré que comme un échelon privé provoque des ingérences dans des vies personnelles. Autant les individus acceptent l'autorité communale, bien que cela ne soit pas toujours aussi évident, autant ces formes de communautés plus locales peuvent être perçues comme plus coercitives par le contrôle social engendré. Pourtant, au delà de cette question des communautés de voisinage, des formes de solidarité entre voisins existent en dehors même de la relation entre deux personnes. Dans les campagnes sarthoises, c'est souvent chacun chez soi, mais si un habitant n'ouvre pas ses volets, les voisins sont censés aller voir et intervenir, voire en référer à l'autorité municipale. Pour l'avoir ignoré, certains périurbains habitant dans la partie peu dense des campagnes périurbaines ont pu avoir quelques surprises pendant leurs vacances, suite à l'intervention de la gendarmerie (ouverture de la porte). Dans d'autres contextes résidentiels, il existe aussi des formes de solidarité organique à l'intérieur de cages d'escalier dans les logements collectifs. Des formes institutionnalisées, syndics ou association de copropriétaires, participent aussi à la régulation des interactions sociales dans les immeubles ou dans les lotissements. Toutefois, cela n'a pas, en France, un sens aussi fort que dans le contexte nord-américain.

D'autres termes sont parfois utilisés pour caractériser des groupes sociaux générant des liens encore plus forts entre individus. La bande caractérise des ensembles certes informels mais bien structurés, avec ses leaders plus ou moins « naturels », son noyau et ses marges, avec des codes de comportements, notamment vestimentaires, bien établis. C'est une forme de groupe social informel qui peut générer des identités fortes notamment pour les jeunes adolescents. L'utilisation du terme de clan ou de tribu (Maffesoli 2000), l'un pouvant être considéré comme une subdivision de l'autre ou traduire des liens organiques forts, familiaux par exemple, entre individus, sous-entend souvent que le groupe social dépasse l'individu. Dans un sens contemporain, cela fait souvent référence à des échelles très fines, celles de la famille voire même de la famille mononucléaire, pour traduire des formes de sociétés particulièrement éclatées. Parfois il peut sembler abusif d'utiliser ces termes pour décrire des formes de groupes sans caractéristiques identitaires bien définies, comme par exemple pour des personnes partageant un certain nombre de codes vestimentaires. Ce n'est pas parce qu'un individu adopte un « look » grunge, rasta ou gothique, que tout ceux qui adoptent ces codes seront considérés par cet individu comme particulièrement proches. Il ne s'agit parfois que d'un facilitateur de relations sociales.

En fait, ces termes, dans leur variété, rappellent bien que, même dans une société d'individus, des formes diverses de groupes sociaux participent à la structuration des rapports humains. Certains groupes font office de creuset pour la formation des identités individuelles et apparaissent comme déterminants pour les individus. Ces groupes sont des ferments de

l'intégration des individus dans la société car les liens sociaux efficaces fonctionnent à cette double échelle des individus et des groupes sociaux plus qu'à l'échelle globale de l'ensemble de la société. Inversement, dans de nombreux cas, l'appartenance à un groupe social n'est qu'un potentiel mobilisé occasionnellement par les individus sans entrer en résonance avec la construction de leur identité. Dans tous les cas, l'appartenance à un groupe social provoque de l'interconnaissance, ce qui facilite les relations entre individus, mais génère aussi des conflits entre groupes sociaux ou entre individus membres de groupes sociaux antagonistes.

2.8. Individus, groupes sociaux et société

Il existe donc des dimensions collectives intermédiaires qui font sens pour les individus et pour l'ensemble de la société, que nous avons regroupées sous le vocable de groupes sociaux.

C'est à travers les groupes sociaux que les individus connaissent des expériences sociales multiformes, ce qui participe à la définition des identités individuelles et à la construction d'un individu autonome et réflexif. Mais les groupes sociaux jouent aussi un rôle majeur pour l'ensemble de la société en tant que sous-ensembles ayant des relations, parfois conflictuelles, compétitives ou d'association, formant un véritable système et générant une dynamique sociale.

La montée de l'individualisme tend à faire considérer la société comme une société d'individus (Elias 1991). La société est la résultante de l'ensemble des actions individuelles, mais aussi un peu plus que cela, puisqu'elle s'impose en retour aux individus jusque dans la détermination de la plupart des actions menées et des choix opérés. Car si ce sont bien les relations entre individus qui forment l'ossature de base du système social, ces relations sont marquées par des appartenances sociales plurielles qui déterminent en partie les valeurs et les représentations des individus, les normes qu'ils propagent. Même leurs actions, en tant qu'elles sont en grande partie cohérentes avec des modes de représentation du fonctionnement du monde et de sa propre place dans la société, sont en partie dépendantes des appartenances sociales de l'individu. Parler aujourd'hui d'une société d'individus ne doit donc pas être une posture réduisant l'appartenance à des groupes sociaux à une simple variable d'ajustement.

La société est en fait structurée à la fois par l'ensemble des rapports entre individus et par l'ensemble des relations entre groupes sociaux. Il ne faut donc pas construire la société comme une abstraction qui, seule, ferait face à l'individu. D'une part, l'individu est un être pleinement social, qui peut résumer en lui des tendances contradictoires de la société, en particulier la volonté de vivre-ensemble et l'affirmation de soi. D'autre part parce que les groupes sociaux forment des interfaces multiples qui jouent un rôle de médiateur entre individu et société.

Le contexte intellectuel des quarante dernières années s'est profondément modifié. Nous sommes passés d'une survalorisation de la structuration en classes sociales à une survalorisation de l'individu, alors même que les capacités de choix des individus dans un contexte social donné n'ont finalement que peu évolué. Ce qui a le plus changé, c'est la façon dont les individus font ces choix, ou du moins ce qu'ils en expriment, passant d'un argumentaire sur la position sociale à un argumentaire basé sur des choix individuels, donnant l'illusion d'une réflexivité accrue.

Pour la géographie sociale, il est donc nécessaire de continuer à s'interroger de façon approfondie sur la manière dont les individus et les groupes sociaux font avec l'espace. Comment, dans leur articulation, ils projettent leurs rapports humains et leurs rapports sociaux sur l'espace, et comment, en même temps, l'espace fabrique des rapports sociaux, de l'altérité, des conflits et finalement est social, dans la pleine et franche acception du terme.

3. Actions dans l'espace

Certes, l'individu est un « homme spatial » (Lussault 2007) qui possède une véritable « condition géographique » (Lazzarotti 2006), mais, pleinement intégré dans des groupes sociaux à géométrie variable, son rapport à l'espace est également lié à sa condition sociale. L'ensemble des actions qu'il mène, sa manière d'être-au-monde (Hoyaux 2002), pour reprendre une expression bien choisie, s'inscrivent toujours dans l'espace. Support de ses relations sociales, de ses parcours biographiques ou quotidiens, celui-ci participe aussi à son identité propre, à la fois individuelle, à travers son vécu, ses émotions, une odeur, la perception d'un paysage, la fréquentation d'un lieu qui signifie beaucoup pour lui, et collective, sous une forme territoriale classique, partagée avec d'autres individus, ou à travers sa capacité, différenciée selon les groupes sociaux, à parcourir l'espace ou à entrer en connexion avec d'autres lieux.

Cette manière d'être-au-monde, ce que certains nomment habiter (Lazzarotti 2006, Stock 2004) dans une acception large du terme que nous ne reprendrons pas, regroupe plusieurs formes d'actions qui se déploient dans l'espace. Une construction cohérente consiste à baser l'ensemble de ces actions sur un certain nombre de termes – habiter, circuler, se socialiser, s'identifier, agir, s'impliquer, s'engager – qui résument bien l'ensemble des actions spatiales potentielles de la plupart des individus.

3.1. Quelles actions dans l'espace ?

Pourquoi utilise-t-on des verbes aujourd'hui ? Le but est bien de promouvoir une géographie de l'acteur et de l'action et non plus une géographie qui se contenterait d'observer des structures spatiales et d'analyser les types d'espaces. Il ne s'agit donc pas d'analyser le périurbain seulement comme forme urbaine ou de décrypter son contenu social. Les pratiques et les actions des individus et des groupes sociaux sont également objets de recherche. L'accent est mis sur le rôle des individus, sur leurs manières de faire avec et dans l'espace, mais aussi sur la façon dont l'espace agit sur les individus.

L'utilisation de verbes n'est pas neutre, signifiant une intégration pleinement assumée dans cette géographie de l'acteur et de l'action. Les actions des individus et des groupes sociaux se déploient dans l'espace, qui est à la fois support des rapports interindividuels et des rapports sociaux et un constituant propre, une dimension, de ces rapports sociaux.

Parmi les grilles de lecture possibles, il semble cohérent de mobiliser quatre termes plus intéressants que d'autres, qui semblent résumer à eux seuls l'essentiel des actions potentielles des individus dans l'espace : habiter, circuler, se socialiser et s'identifier. Dans l'état actuel de ces travaux, il est encore un peu prématuré d'investir plus fortement le champ du politique, c'est-à-dire d'aborder d'autres types d'actions à l'échelle des individus comme agir, s'impliquer ou s'engager, qui sont également des dimensions pertinentes des actions individuelles. Cela pourra d'ailleurs former des pistes pour des investigations futures. Dans le cadre de ce travail, nous en resterons donc à des formes d'actions du quotidien, banales, exercées par toutes les personnes quels que soient leurs attributs sociaux.

La géographie de l'habiter s'est largement et rapidement diffusée ces dernières années (Mathieu 1996). Notre utilisation du terme habiter reste classique et est donc plus restreinte que celle développée par plusieurs chercheurs qui en font peu ou prou un synonyme de spatialité (Lévy et Lussault 2003). Habiter est pour nous une des composantes de la manière d'être-au-monde et non son ensemble. Par ce terme, nous entendons en effet l'ensemble des pratiques spatiales ordinaires, celles de la géographie du quotidien (Di Méo 1999) des individus. Cette forme d'habiter regroupe à la fois la manière d'habiter son logement, au sens classique de résider, et les pratiques spatiales ordinaires, celles qui sont indispensables à

l'insertion matérielle de l'individu dans la société. Ces fonctions de bases sont de travailler, parfois, de consommer, a minima pour se nourrir, qui débouchent sur des interactions ordinaires nécessaire au vivre-ensemble même sans relations sociales débordantes. Ces pratiques s'inscrivent dans l'espace : les individus habitent et pratiquent des lieux.

Ces lieux sont évidemment reliés entre eux, ce qui engendre un deuxième type d'action complémentaire du premier, qui est de circuler. Avec ce terme de circuler, il s'agit d'identifier les formes de mobilité, quotidienne ou de temporalités plus rares, qui caractérisent de plus en plus les individus dans nos sociétés contemporaines. La mobilité devient même un facteur de différenciation sociale essentielle, avec des capacités à se mouvoir socialement très différentes selon les individus. Plus que la mobilité réelle, car celle-ci est souvent contrainte, c'est le potentiel de mobilité, ce que certains nomment avec bonheur la motilité (Kaufmann et Jemelin 2006), qui participe de plus en plus à la différenciation sociale. Dans une société à individus mobiles (Stock 2005), circuler devient un principe moteur de structuration de la société (Urry 2005).

Se socialiser apparaît ensuite comme un type d'action déterminant, car c'est l'action qui fait que les individus sont en société, que l'ensemble forme réellement un tout. Les individus ont des interactions sociales et construisent du lien social, que ce soit à l'intérieur de groupes sociaux plus ou moins bien identifiés ou entre groupes sociaux. Se socialiser mobilise à la fois des dimensions spatiales variées, depuis le logement ou l'interaction localisée entre deux individus jusqu'à des espaces plus larges, ceux du partage de sociabilités de masse. A l'aide des technologies de l'information, ce type d'action s'affranchit aussi de plus en plus de la distance, rendant proche ce qui est lointain mais provoquant aussi, à coup d'effets tunnel et de zones d'ombre, de nouvelles différenciations socio-spatiales.

S'identifier, enfin, forme un type d'action plus classiquement analysé dans la géographie sociale. Dans le processus de formation des identités, il existe plein de dimensions potentielles qui sont très différentes les unes des autres et la dimension spatiale n'est qu'une de ces possibilités. Chaque individu est tour à tour et simultanément, parent ou isolé, a une identité professionnelle, réside ici ou là. La territorialité n'est sans doute plus très viscérale : elle prend des formes plus électives – on choisit d'être ou non d'un lieu – et s'exerce à des échelles variées. Les identités spatiales peuvent aussi se construire sur d'autres bases que le territoire, en particulier sur une dimension réticulaire, mais nous ne savons pas encore bien, collectivement, théoriser ce type d'identité.

3.2. Habiter

La première action, à la fois la plus courante car concernant l'ensemble des individus même les plus repliés sur eux-mêmes et l'une des plus structurante pour les individus, c'est « habiter ». Dans l'ensemble des sociétés, à l'exception de formes extrêmes de nomadisme (sans parcours réguliers) qui n'existent plus guère aujourd'hui, tout les individus ont un habiter, une manière d'être dans l'espace. Chaque personne est quelque part dans l'espace, habite un lieu, occupe de telle ou telle façon son logement, se déploie dans l'espace à partir d'un ou plusieurs lieux de résidence, en vacant à ses occupations quotidiennes, avec souvent des rythmes réguliers, tout un ensemble d'actions très ordinaires ou plus exceptionnelles, mais qui ne génèrent pas un sentiment de rupture, et qui peuvent être résumées par le terme d'habiter.

La signification du concept d'habiter est toutefois fluctuante, variant selon les appartenances disciplinaires et les références théoriques. Son utilisation est de plus en plus courante dans la période la plus récente. D'ailleurs, une équipe de recherche utilise ce terme comme acronyme et les travaux sur l'habiter urbain ou périurbain se multiplient, etc. Cela

engendre une variété croissante d'acceptions parfois contradictoires, parmi lesquelles il est nécessaire de se positionner.

Deux définitions permettent d'emblée de saisir cette opposition entre deux façons différentes de percevoir le concept d'habiter. D'un côté, la définition donnée par M. Ségaud dans le « dictionnaire de l'habitat et du logement » : « fait de rester dans un lieu donné et d'occuper une demeure » (Ségaud et al. 2003) ; de l'autre, la définition donnée par M. Stock dans le « dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés » : « spatialité des acteurs individuels » (Lévy et Lussault 2003). Evidemment, il faut préciser ce qu'est la spatialité sous la plume de J. Lévy : « l'ensemble des manifestations de la dimension spatiale des acteurs individuels » (Lévy et Lussault 2003). Les deux définitions sont donc très différentes, dans le premier cas l'accent est mis sur le logement et la façon de l'occuper, dans l'autre, habiter est un concept très large et vraiment central pour la géographie, regroupant l'ensemble des actions spatiales des individus. Hoyaux (2002) a une manière élégante de traduire cette idée en définissant pour chaque individu une manière d'être-au-monde, pour insister sur le fait que les individus habitent l'ensemble de l'espace. C'est une position très philosophique, dans la lignée d'Heidegger, qui permet de ne pas séparer le rapport au logement et le rapport à l'ensemble du Monde (Duhamel 2006). Cela devient un concept extrêmement englobant mais, poussé à l'extrême (Lazzarotti 2006), il ne permet plus d'être aussi opératoire que dans d'autres acceptions moins large. Il est certes possible de distinguer différentes manières d'être au monde, mais cette acception, parce qu'elle n'est diffusée qu'au sein d'un cercle très restreint de géographes, manque d'ouverture vers les autres sciences sociales.

Une autre acception d'habiter plus fréquente dans d'autres disciplines que la géographie (Arbonville 1998, Leger 1998) se centre en effet sur le seul logement, notamment en étudiant la manière qu'on les individus d'occuper leur résidence, les usages que l'on en fait, la répartition des rôles et de l'espace entre les membres du ménage, etc. L'accent est mis sur la durée de présence dans le logement et sur les sociabilités qui s'y manifestent (Authier 2001). L'aménagement intérieur est considéré comme traduisant des modes d'habiter différents, qui résonnent d'ailleurs avec l'engouement actuel pour la décoration, comme le prouve le nombre de plus en plus important d'émissions télévisées sur cette question, y compris à des heures de grande écoute. Les catalogues donnent également à voir des modèles de manières d'être dans son logement (Dumont et Madoeuf 2006). Dans les ménages périurbains que nous avons interrogés, cela se retrouve dans la forme du pavillon : est-ce qu'il existe une grande pièce à vivre et des toutes petites chambres ou des grandes chambres et moins d'espaces communs pour la famille ? La réponse à cette question ne présuppose pas des formes de relations très déterminées entre individus à l'intérieur de la famille mais donne des pistes d'interprétation. Ce sont deux manières différentes d'habiter son logement. Dans ce sens, nous préférons utiliser le terme de résider car nous considérons que l'habiter ne s'exerce pas à la seule échelle de la résidence.

L'acception d'habiter que nous retiendrons se situe en fait sur une position médiane, dans la lignée des travaux habituels en géographie (Mathieu 1996, Morel-Brochet 2006). Aux manières de résider dans son logement, s'ajoutent l'ensemble des pratiques spatiales ordinaires, s'inscrivant dans l'espace du quotidien, sans rupture majeure et généralement organisées à partir d'un centre qui est le lieu de résidence. Ces pratiques spatiales ordinaires sont celles qui permettent à l'individu de s'insérer dans des groupes sociaux et de trouver une place dans la société. Les fonctions de bases sont d'abord celles qui assurent la survie biologique mais aussi celles qui participent à la reproduction sociale : le travail, lorsque c'est possible, reste un élément central de la vie des individus ; consommer est une action essentielle dans l'organisation actuelle des sociétés contemporaines, se loger est un besoin vital, et même se déplacer fait partie de ces actes basiques, dans une société marquée par une intense mobilité (Urry 2005). La privation d'un seul de ces éléments est d'ailleurs un

redoutable facteur d'exclusion. Mais des fonctions sociales moins vitales, l'ensemble des relations sociales, les besoins récréatifs, l'aspiration à la connaissance ou à la culture, etc. s'exercent aussi au quotidien car l'individu n'est pas seulement une réalité biologique ; il est aussi une réalité sociale complexe. Des besoins variés s'expriment donc au quotidien et les individus habitent l'espace à travers ces pratiques spatiales ordinaires.

Les éléments de l'ordre du philosophique seront laissés de côté, mais on peut considérer l'habiter comme l'ensemble des manières d'être au monde dans un contexte connu et régulièrement parcouru. Il existe des espaces qu'on maîtrise parce qu'on les fréquente de façon récurrente et il existe aussi des espaces qu'on évite parce justement on les connaît. Des phénomènes d'évitement ou de contournement de types d'espace se mettent en place dans l'esprit de tous les individus. Par exemple, un quartier à l'image sulfureuse sera systématiquement évité, même si cette image ne repose pas sur des éléments tangibles ; un axe trop souvent encombré ou perçu comme dangereux n'entrera pas dans les itinéraires habituels et certains, surtout des femmes, n'utiliseront jamais les parkings souterrains même si c'est plus pratique, parce qu'ils ne s'y « sentent » pas bien. Inversement, des espaces qui peuvent être perçus négativement par d'autres personnes seront fréquentés, et même investis, parce que l'individu décode correctement les manières d'être, les codes de conduite, etc., qui prévalent dans ces espaces.

Dans le concept d'habiter, il existe une idée d'intimité. Le lieu d'habitat, le logement, joue pour la plupart des personnes un rôle central dans la structuration de son espace de vie. Or, le logement est avant tout l'espace de l'intime, séparant clairement un dehors et un dedans : dehors, c'est l'espace du social, celui dans lequel il faut composer avec les autres, alors que le dedans est celui où l'individu peut faire ce qui bon lui semble. Cela concerne le logement, mais l'intimité se déploie aussi dans d'autres espaces proches, à l'extérieur du logement déjà, dans la voiture ou dans les jardins des espaces périurbains par exemple, et si le voisin regarde ostensiblement, cela peut gêner l'individu dans son intimité. Chaque individu peut aussi avoir des moments d'intimité avec quelqu'un dans d'autres lieux que le lieu de résidence, en particulier dans l'espace parcouru habituellement. Ces lieux de l'intimité qui intéressent l'individu participent à la construction de son habiter.

L'absence de rupture fait également partie de la conception de l'habiter. Lorsque les ménages enquêtés font des carnets de pratiques une semaine donnée et répètent l'opération la semaine suivante, la structuration des lieux fréquentés n'a pas fondamentalement changé. Les lieux qui sont fréquentés ne sont pas tout à fait les mêmes, surtout pour des activités un peu exceptionnelles (démarche administrative, visite à des amis, achat exceptionnel, visite médicale, etc.), mais globalement la vie du ménage se déroule dans le même espace, sans rupture majeure. A contrario, lorsque l'individu change de lieu de résidence, il existe une forte rupture, rendant nécessaire la reconstruction de son quotidien et l'apprentissage de la fréquentation de nouveaux lieux. Pour s'adapter à un nouveau lieu d'habitat, pour découvrir et apprivoiser un nouvel espace, il faut du temps. Certains individus font cet apprentissage de façon très rapide, s'adapter à un nouvel environnement résidentiel fait partie de leurs compétences spatiales. D'autres sont beaucoup plus lents et conservent longtemps des habitudes de fréquentation de leur ancien quartier s'il n'est pas trop éloigné. Cette adaptation à des ruptures est une composante majeure des différenciations sociales contemporaines.

Habiter, c'est fréquenter son espace du quotidien, un espace connu et parcouru sans induire de rupture majeure. Même si l'individu doit rejoindre un lieu précis où il n'est jamais allé mais qui est proche de cet espace du quotidien, il sait comment se rendre à proximité immédiate de cet endroit. Il n'a pas besoin, par exemple, de sources d'information extérieures (plan, renseignements, etc.) ou utilise des procédures standardisées qui lui donnent généralement satisfaction (Sajoux 2004). Il sait aussi se diriger à l'intérieur d'une zone inconnue, en prenant des repères, souvent flous, depuis un espace extérieur tout en

méconnaissant souvent ses capacités dans ce domaine. Il va faire une sorte d'apprentissage de l'espace interne de ce lieu nouveau qui, pour la prochaine fois, deviendra un espace connu. Inversement, dès que l'individu s'éloigne un peu de ce nouveau lieu apprivoisé, il retrouve des espaces connus, déjà arpentés, et des repères. Des apprentissages successifs permettent donc à l'individu de ne pas vivre de rupture dans l'espace vécu. L'individu reste dans des espaces connus et bien balisés : il maîtrise son espace.

Le cas spécifique du tourisme permet, par effet de décentration, d'éclairer la signification du concept d'habiter (équipe MIT 2002). Lorsque l'individu voyage ou est en villégiature, s'agit-il toujours d'habiter comme le prétend l'équipe MIT et plus spécifiquement M. Stock (2005) ? En fait, cela dépend énormément de la façon dont l'individu voyage et vit sa période de tourisme. Les individus qui ont une résidence secondaire ou qui vont dans le même camping plusieurs années de suite recréent des habitudes et donc un habiter. Quelqu'un qui va régulièrement en vacances au même endroit, même si ce n'est qu'une fois par an, recrée des habitudes au quotidien. Le fait de connaître les restaurants, de savoir où trouver tel ou tel service, de retrouver des gens d'une année sur l'autre, de comprendre des manières d'être, de connaître les heures où il faut être là, participe à construire une intimité avec les lieux et ne génère guère de rupture d'un jour sur l'autre ou d'une année sur l'autre, juste des infléchissements. Certains lieux signifient donc quelque chose pour l'individu, participent même de son identité spatiale. Tout un ensemble de choses qui font que la personne construit un deuxième ou un énième habiter.

Par contre, il existe d'autres types de pratiques touristiques, de l'ordre de la découverte ou du quasi nomadisme, qui rentrent plus difficilement dans cette grille de lecture, comme certains types de randonnées ou l'utilisation d'un camping-car, du moins qui interrogent la dimension temporelle de l'habiter. Ces formes de tourisme pourraient d'ailleurs être l'objet de recherches nouvelles sur les pratiques spatiales. L'absence d'habitude, la nécessité de faire des apprentissages systématiques même pour les activités du quotidien, tout cela rend difficile l'utilisation du concept d'habiter dans son sens usuel. Pourtant, à des échelles de temps très fines, des personnes recréent de l'habiter très rapidement, sur des espaces non fréquentés jusqu'alors. Certes, le camping-car est un logement, bien délimité et mobile, qui donne l'impression d'être chez soi presque partout. Dans cet espace relativement fermé qui se déplace, les individus ont un habiter au quotidien qui se restreint à un volume réduit. Mais à partir du moment où ils stationnent quelque part, même pour quelques heures, des formes d'habiter très éphémères se créent, en interaction avec le contexte socio-spatial. La personne se demande si elle est en situation pour pouvoir occuper un peu l'extérieur ou non, ce qui dépend d'ailleurs beaucoup de l'environnement spatial et social, s'interroge sur l'attitude à adopter s'il se passe des choses à l'extérieur, etc. Cet individu ou ce ménage devient quelqu'un qui se fond dans le paysage y compris sur le plan social. A partir du moment où il est sédentaire quelques minutes ou quelques heures, son occupation de l'espace entre en interaction avec celle d'autres individus. Il se recrée donc, à l'échelle de l'individu, un habiter spécifique, très fluctuant, sur des temporalités courtes. D'ailleurs, si certains individus plaquent les mêmes manières d'être sur tous les espaces, d'autres s'adaptent finement aux situations locales pour éviter les conflits. Ces capacités font également partie des compétences de la personne, compétences à la fois spatiales et sociales à s'adapter aux attributs sociaux et spatiaux des différents lieux. La dimension temporelle est donc très importante pour la définition du concept d'habiter. Il peut soit être décliné à toutes les échelles de temps, soit être gardé pour des formes relativement pérennes, liées au lieu de résidence.

Le développement de la multi-résidentialité induit aussi des formes de multiplication d'habiter pour un même individu, puisqu'il a appris à habiter plusieurs espaces, espaces où il y a de la connaissance et de la pratique quotidienne. Partir tous les week-end dans sa résidence secondaire dans le Perche, c'est créer progressivement un habiter de week-end. La

personne qui travaille en semaine dans un bassin d'emploi et qui rentre dans sa résidence familiale le week-end se retrouve avec deux habiters : un sur son lieu de travail, qui va souvent se restreindre à de l'utilitaire ou de l'occupationnel et finalement peu de sociabilités, et un deuxième le week-end, souvent plus impliquant pour l'individu. Ainsi, certaines personnes ont la capacité de découvrir sans problème plein d'endroits différents, de recréer de l'habiter dans des espaces variés. Cette compétence participe aux différenciations sociales.

Très souvent cela organise le monde à partir d'un ou plusieurs centres qui sont les lieux de résidence usuels de l'individu, mais la tendance actuelle est justement à la dilution partielle de cet aspect très centré sur le logement. Des formes nouvelles d'habiter, se déployant largement sur l'extérieur du logement, sont au contraire emblématiques des ménages sans famille caractéristiques des villes post-modernes. Ces formes d'habiter représentent également un champ de recherche potentiel qui pourrait être fécond pour des travaux ultérieurs dans ce domaine.

Par contre, nous y reviendrons largement dans la troisième partie de ce travail, pour les familles périurbaines que nous étudions, la forme principale de l'habiter reste très classique, avec un centre qui est formé par le logement, très amplement investi, pratiqué et approprié, et des espaces du quotidien qui sont au contraire l'objet de rapports très différenciés à l'espace, ce qui est source également de différenciations sociales.

3.3. Circuler

Les lieux que l'individu habite sont évidemment reliés entre eux par une deuxième grande série d'actions, de l'ordre du « circuler », ce qui renvoie largement à ce qui est usuellement appelé mobilité en géographie. Deux aspects de cette action de circuler paraissent plus particulièrement intéressants à analyser. D'une part, la capacité à être mobile est de plus en plus un facteur majeur de différenciation sociale, dans une société où la mobilité devient une condition sine qua non de l'existence et de l'accès à un certain nombre de services ou d'aménités. Cette capacité à circuler entre des lieux signifiants varie selon les individus et les groupes sociaux. Plus que la mobilité réelle, c'est d'ailleurs le potentiel de mobilité, la motilité, qui devient un attribut social fondamental. D'autre part, cette action de circuler peut être vécue de façon très contrastée selon les individus. Valorisée comme un moment de liberté ou présentée comme une pure contrainte, la mobilité renvoie à des ensembles de valeurs et des représentations qui oscillent fortement selon l'appréciation de l'autonomie et de l'individualisme par l'individu, ce qui dépend aussi de sa position sociale.

L'intégration des individus dans la société se base de plus en plus sur la mobilité. Les individus mobiles sont sensés être capables de saisir les meilleures opportunités de vie (obtention d'un emploi, conditions salariales, cadre de vie, relations sociales, etc.) et la mobilité est même présentée comme la nouvelle frontière sociale même si cette approche est encore balbutiante en sociologie (Urry 2005). Dans une société à individus mobiles, la capacité à circuler, à se déplacer de façon fluide (Marzloff 2005) dans les transports en commun ou ailleurs, à comprendre le fonctionnement des flux et à s'y insérer de façon optimale, peut devenir quelque chose d'aussi important que le statut socio-économique. Cette capacité peut en effet amplifier ou inverser une position socio-économique. Des personnes apparemment en situation sociale délicate peuvent très bien « s'en sortir » assez bien dans la vie, en mobilisant justement une forte capacité à être mobile ou à s'insérer de façon juste dans les grands flux contemporains (par exemple des saisonniers dans le domaine du tourisme). Inversement, des individus dont la situation socio-professionnelle paraît confortable (travail agréable et bien rémunéré, situation familiale stable, etc.) peuvent être en souffrance à cause de leur absence de maîtrise de la mobilité et des rythmes de vie qui vont avec, ou perdre un certain nombre d'avantages sociaux du fait même de leur incapacité à les saisir grâce à de la mobilité « juste-à-temps ».

En fait, plus que la mobilité réelle, les distances parcourues ou la fréquence des déplacements, c'est effectivement la motilité (Kaufmann et Jemelin 2006), c'est-à-dire le potentiel d'un individu à se déplacer et les ressources spatiales dont-il dispose, qui vont jouer le rôle d'indicateur social. Des personnes ayant un bon salaire ou un patrimoine important peuvent très bien être très peu mobiles, vivre de façon presque enracinée, voire faire « l'éloge de la lenteur » à des fins de distinction sociale. Mais en même temps, elles ont la capacité, si elles le veulent, de soigner leur déprime au bord d'un atoll du Pacifique Sud ou de passer un week-end dans une ville lointaine, ou encore d'avoir une mobilité résidentielle quasi immédiate. De plus, certaines d'entre-elles, c'est cette fois beaucoup plus indépendant du capital socio-économique et plus lié au capital culturel, ont une capacité étonnante à comprendre la façon dont fonctionne la mobilité, en évitant les temps d'attente, en choisissant parfaitement le bon mode de transport au bon moment et en se mouvant avec aisance tant dans l'espace que dans les sociétés rencontrées. La capacité à se déplacer, à jouer sur les modes de transport, à assurer la fluidité de cette mobilité et, plus encore, à comprendre l'espace social, ses conventions, ses rites et ses valeurs, est donc une source de différenciation supplémentaire. Cette dimension des différenciations sociales n'est sans doute pas très nouvelle, Kipling remarquait déjà, dans l'Inde du 19^e, que les Gurkhas se distinguaient par leur capacité à se sentir à l'aise dans n'importe quel espace inconnu. Mais c'est un aspect qui se surajoute aux autres dimensions de la division sociale et qui prend de plus en plus d'importance parmi les axes de différenciations sociales possibles.

Le fait de circuler est également vécu de façon très variée selon les individus, ce qui est d'ailleurs étroitement imbriqué avec leur potentiel de mobilité. Les travaux sur l'automobilité (Dupuy 2000) et plus spécifiquement dans les espaces périurbains sur le rapport différencié à l'automobile (Hervouet 2005), ont déjà bien travaillé cette question. L'individu circule, se déplace dans l'espace, parfois sur des espaces étriqués ou très étroits, parfois sur des espaces très larges, mais il vit cette mobilité de façon à chaque fois très personnelle et finalement assez indépendante du temps passé dans les transports ou des distances parcourues. Pour certains, le temps du déplacement est perçu de façon assez ou très positive, comme un moment de ressourcement entre deux rôles à jouer, par exemple un au domicile comme parent ou conjoint et l'autre au travail, et donc est décrit comme un moment très personnel. Le véhicule peut être considéré quasiment comme un second domicile, une pièce vraiment à soi, dans laquelle on ne convie que des proches, et où on peut vraiment faire ce qui plaît à soi (écouter « sa » musique, avoir un temps de réflexion sur sa journée ou sur sa vie, etc.).

Inversement, pour d'autres, le moment de la mobilité va être vécu de façon très négative. Circuler devient un parcours d'obstacles, parsemé d'embouteillages, de dangers, de contraintes de temps et de contraintes spatiales, avec des itinéraires obligés ou peu appréciés, des paysages répétitifs, etc. Dans le périurbain, le trajet domicile-travail est parfois décrit ainsi, sa répétitivité même en faisant un pensum par lequel il faut bien passer, ce qui tient aussi à la raison de la mobilité en particulier si le travail est vécu de façon négative (contraintes horaires, mauvaise ambiance, médiocres conditions de travail, etc.). Par contre, le même parcours, mais avec un but plus choisi (loisirs, rencontres sociales, etc.) ou partagé avec des proches, peut être vécu complètement différemment.

En fait, pour un individu donné, la mobilité est souvent perçue à la fois ou successivement de façon positive et/ou négative. Le même individu va trouver que c'est très agréable d'aller en vacances à l'autre bout de la planète et se morfondre dans les déplacements du quotidien. Il existe au sein même des individus des contradictions dans la manière de vivre la mobilité, cette action de circuler ne faisant que traduire des valeurs ou des représentations ancrées plus profondément. La perception de la mobilité est ainsi très

souvent cohérente avec les modes d'habiter, plus ou moins enracinés, plus ou moins externalisés. Elle traduit aussi une position par rapport aux valeurs individuelles, l'autonomie de l'individu et sa mobilité, surtout par des modes de transports individuels, se soutenant mutuellement.

Enfin, la privation même de la capacité à circuler est un facteur d'exclusion redoutable. Dans des espaces périurbains qui ont été conçus par et pour la voiture, ne posséder qu'un seul véhicule est déjà un handicap (Motte-Baumvol 2007), qui peut être l'amorce de trajectoires conduisant à la pauvreté (Orfeuill 2004). La dépendance automobile (Dupuy 1999) concerne à la fois l'espace, qui fonctionne par l'automobile, et les individus. « Bouger pour s'en sortir » (Le Breton 2005) est alors une condition impérative de la réinsertion dans la société. La situation est encore plus problématique pour les personnes « à mobilité réduite », qui du fait de leur handicap sont largement privées de l'autonomie habituelle des habitants.

Plus globalement, cette action de circuler permet aux individus de construire de la connaissance avec l'espace, avec la prise de repères qui jalonnent les itinéraires, et in fine des formes d'intimité avec l'espace, ce qui participe aussi aux processus d'identification spatiale. Circuler, ce n'est donc pas seulement traverser l'espace en apercevant un paysage. Cela construit aussi, progressivement, des compétences spatiales et des appropriations différenciées des ressources spatiales, des manières de percevoir l'espace et, parfois, des sentiments identitaires.

3.4. Se socialiser

Un troisième type d'action qui se déploie dans l'espace et pour lequel le lieu peut être hautement signifiant, est « se socialiser ». La relation aux autres se fait toujours dans ou depuis des lieux. Selon l'endroit où se fait l'interaction sociale, celle-ci n'aura pas tout à fait le même contenu. Il existe également des modes de socialisations différents, qui se traduisent par une dimension spatiale prenant des formes variées (domicile, espace extérieur, etc.).

Les interactions sociales d'un individu avec d'autres personnes sont généralement localisées, du moins lorsqu'elles sont directes, ou relient deux lieux dans lesquels sont situés les deux protagonistes d'une interrelation, lorsque la relation sociale utilise un média, que ce soit le téléphone, fixe ou portable, ou l'ordinateur (mail et autres liaisons MSN). D'ailleurs, à partir du moment où l'individu parle avec quelqu'un qui est « là-bas », il est lui-même déjà un peu là-bas. Il devient possible de se projeter dans l'espace, de comprendre comment fonctionne la société locale, quelles sont les manières d'être au quotidien, les conventions qui sont le préalable à chaque interaction sociale, et donc de construire aussi de l'intimité avec des espaces lointains. En dehors de ces situations spécifiques mais de plus en plus courantes, la co-présence dans un même lieu est nécessaire et n'est déjà pas que du domaine de l'aléatoire.

Les interactions sociales, la façon dont se construisent les relations avec les autres, dépendent beaucoup du contexte à la fois social et géographique et notamment du lieu où les individus se trouvent. Deux individus, même de statut social proche, qui se rencontrent dans une salle de cours de l'Université, ont dans ce lieu un rôle social bien déterminé, ce qui engendre un type d'interaction bien spécifique. Ce sont par exemple deux étudiants : le premier contact entre eux ne peut se faire qu'au travers de ce statut social et en fonction du lieu où ils sont présents à l'instant t. Ainsi, il est fortement probable que la première rencontre tournera autour de questions d'emploi du temps ou de contenu de cours, avant éventuellement de s'élargir à d'autres aspects de leurs vies ou à d'autres types d'interactions sociales. Par contre, imaginons que ces deux mêmes personnes se soient connues dans d'autres circonstances, par exemple une rencontre sur une plage pendant l'été : les rôles que jouent ces

deux personnes au moment initial de la rencontre ne sont pas du tout les mêmes, et les caractéristiques de l'interaction initiale seront totalement différentes. Peut-être que ces relations peuvent arriver au même point au bout de quelques temps, mais leurs trajectoires auront été singulières. La nature même du lieu intervient donc dans la spécification de la socialisation, ce n'est pas la même relation que dans d'autres endroits ou dans d'autres configurations socio-géographiques. Le lieu est donc vraiment très significatif par rapport à la nature de l'interaction sociale.

Le nombre de lieux dans lesquels existent des relations sociales peut être très différencié d'un individu à l'autre. Dans certaines figures du repli sur le domicile, notamment pour des personnes âgées ou handicapées, le domicile est parfois le seul lieu de socialisation. Inversement, d'autres individus peuvent avoir des relations sociales dans des lieux, et donc des milieux sociaux, extrêmement variés. Cela est aussi un facteur de différenciation sociale, traduisant des capacités à faire relation qui sont hétérogènes selon les individus. Le logement, les alentours du logement, le quartier ou le village périurbain, les commerces, les lieux de culture ou de pratique sportive, le centre-ville du pôle urbain, les pôles périphériques, le domicile d'autres individus, un ancien quartier de résidence, des lieux découverts à l'instant ou au contraire parcourus de longue date, etc., la palette des lieux de socialisation est diversifiée et définit un champ des relations possibles pour chaque individu. La nature de ces lieux de socialisation caractérise en fait chaque individu dans son rapport aux autres.

Recevoir ou non à son domicile est ainsi un geste significatif du rapport aux autres (Authier 2001). Rencontrer des gens parce qu'on les accueille chez soi, ce n'est pas la même chose que les rencontrer ailleurs, à la fois parce que cela traduit la façon dont on considère son domicile (un lieu ouvert, un refuge, une base arrière, un simple lieu dortoir, etc.) et parce que cela nécessite soit une anticipation (une invitation), soit parce que ouvrir sa porte plus ou moins spontanément est un geste qui traduit une forme de rapport aux autres. Il ne s'agit pas ici d'émettre un jugement de valeur. Recevoir chez soi n'est pas forcément synonyme d'avoir des relations plus fortes avec les autres. Cela dépend des individus et de leurs référents, de leur manière d'entrer en contact avec les autres. L'individu n'a pas forcément des relations plus fortes chez lui qu'à l'extérieur de son domicile, ou des relations de meilleure qualité avec quelqu'un qu'il reçoit chez lui qu'avec quelqu'un qu'il ne reçoit pas à son domicile. Une personne peut ne jamais venir au domicile d'un individu, par exemple pour des raisons pratiques (difficile de recevoir quand on habite dans un logement très petit !) ou en raison même de la nature de la relation, mais être pourtant considérée par celui-ci comme particulièrement proche. Certaines personnes n'ont d'ailleurs des relations sociales qu'à l'extérieur de leur domicile, et cela n'empêche pas certaines d'avoir une grande capacité à se socialiser, bien au contraire. Il ne s'agit donc pas de porter des jugements de valeurs sur la qualité ou la quantité de relations sociales, mais seulement de constater qu'il existe des modes de socialisation différents et qu'ils s'inscrivent dans l'espace.

Ces modes de socialisation sont d'ailleurs en relation forte avec les autres actions dans l'espace, notamment la façon d'habiter (recevoir ou non chez soi, quelles relations avec les voisins ou les autres habitants de son quartier ou de sa commune périurbaine, etc.) ou de circuler (qui donne ou non l'occasion d'entrer en contact avec d'autres individus). Le tout forme un ensemble souvent très cohérent de représentation du monde et de la relation à autrui, et entre souvent en résonance avec la perception du vivre-ensemble par l'individu.

L'ensemble des relations sociales structure donc un espace des sociabilités qui compte au moins autant, pour les individus, que l'espace du quotidien, l'espace de l'habiter ou du circuler.

3.5. S'identifier

Le quatrième grand type d'action dans l'espace que nous allons aborder, c'est « s'identifier ». Il existe une certaine tradition de l'analyse de cette dimension de l'identité en géographie sociale, à partir des travaux de Raffestin (1982 et 1986) ou de Piolle (1991), en particulier à travers la théorisation de la territorialité. Notre propos ne sera pas, ici, de reprendre l'ensemble de la question de la territorialité mais simplement de proposer quelques éléments de précision sur les identités spatiales : sur la relation entre identité spatiale et identité au sens le plus général, sur les formes plus labiles que prend l'identité spatiale, sous la forme d'ancrages (Hirschhorn et Berthelot 1996) plutôt que d'enracinement, sur la réversibilité et la fluidité croissante de ces identités spatiales et enfin sur la superposition, pour un individu donné, d'identités spatiales plurielles.

Tous les individus ont besoin de s'identifier. L'individu s'identifie à la fois avec des références qui lui sont strictement personnelles, ce qui fait qu'il est vraiment soi, mais s'identifie aussi en référence à des collectifs, y compris sur le plan spatial. Cette identification à des collectifs se fait de deux façons différentes : soit l'individu a envie de se référer à un collectif donné, c'est alors une démarche personnelle, soit cette appartenance collective peut lui être assignée depuis l'extérieur. Il en va de même pour les identités spatiales : à travers la couleur de sa peau, son accent, sa manière d'être, son habillement, un individu est parfois identifié par d'autres comme faisant partie d'un groupe social localisé, ce qui s'impose de fait à cet individu.

La dimension spatiale de l'identité est en l'occurrence un potentiel, qui peut ne pas être mobilisé par un individu donné. Certaines personnes peinent ainsi à répondre à des questions sur les identités spatiales parce qu'elle ne se sont jamais posé ce type de question. Pourtant, il existe souvent une sorte d'attachement aux lieux, qui n'est sans doute plus très viscéral mais plus électif. L'individu choisit d'être d'un lieu ou pas, à des échelles très variées depuis l'échelle micro du logement jusqu'à l'échelle de l'ensemble du Monde.

Dans une société fondée sur l'individualisme, il est difficile de s'affranchir d'une vision du monde centrée sur l'individu. Auparavant cela était illustré par la métaphore des coquilles emboîtées (Moles et Rohmer 1998) :

- la première coquille est constituée par la dimension corporelle, la corporéité, même si du point de vue philosophique une dimension de la conscience de soi, de l'ego, du moi et de l'inconscient peut être ajoutée. Des investigations prometteuses sur cette dimension commencent à faire leur apparition dans la géographie (Zeneidi 2005) ;

- au niveau du ménage, il existe une possible identification à son logement. Ce n'est pas souvent traduit en ces termes, mais le boom de la maison individuelle sur les trente dernières années en France ne peut être compris si on méconnaît cet aspect identitaire : la possession de son lieu de résidence traduit l'existence d'une famille mononucléaire, qui se projette sur un lieu d'autant plus facilement qu'il correspond à l'image valorisée du logement individuel. Nous reviendrons amplement sur cette échelle dans la seconde partie ;

- les échelons du quartier ou du village, puis du bassin de vie ou du territoire, sont plus classiquement étudiés en géographie. Dans cette filiation, notre troisième partie sera aussi consacrée, à travers l'analyse des pratiques spatiales, aux identités spatiales générées à cette échelle, du moins à la plus ou moins grande adhésion à ces échelons de référence ;

- enfin, les identités spatiales peuvent s'affirmer à l'échelle nationale, supra-nationale (être européen) ou de l'ensemble de la planète comme citoyen du Monde, échelles que nous n'aborderons pas dans nos investigations.

Cette conception du monde tend cependant à voler en éclat devant la force des réseaux, même s'il y existe toujours un proche (social, donc pas forcément spatial euclidien) et un

lointain. De plus, ces identités spatiales peuvent être peu conscientisées et n'être que très secondaires pour l'individu, il faudra bien que les géographes l'acceptent. Il ne s'agit donc que de potentiels, qui sont plus ou moins utilisés comme référence par chacun.

L'évolution récente de la société conduit aussi à remettre en question la vision jusqu'à présent dominante de l'enracinement et à promouvoir le concept d'ancrage. Imbert (2005) montre bien comment, dans des espaces a priori très loin du standard des sociétés enracinées, les villes nouvelles, les individus et les familles reconstruisent des formes d'ancrage aux lieux. Dans les sociétés « enracinées » (Frémont et al. 1984), l'identité territoriale est une composante essentielle de l'identité des individus (qui font presque partie d'un territoire) et à la fois relativement facile à définir. Dans les sociétés à individus mobiles, ces formes d'identité sont au contraire en constante recomposition, substituant une nouvelle identité à une ancienne, s'enrichissant au fur et à mesure de nouvelles expériences, etc. Un ancrage reconstruit, plus ou moins momentané et choisi, remplace donc un enracinement naturalisé ou assigné.

Cette identification en rapport à des espaces n'est d'ailleurs pas seulement d'essence territoriale. D'une part les formes contemporaines de la territorialité sont plus mouvantes et d'autre part de nouvelles formes d'identité spatiale coexistent avec la territorialité. La capacité et la manière d'être mobile peuvent aussi définir une identité spatiale, fondée par exemple sur la sensation de fluidité dans les circulations. Être sans attaches ou être capable de s'adapter quasiment partout, sont également des formes d'identité spatiale, fondées non pas sur l'intégration dans un territoire, mais au contraire sur une a-territorialité, choisie ou non, et éventuellement sur la capacité d'insertion dans des réseaux. Les géographes ne savent pas encore bien saisir cette dimension spécifique, mais il s'agit d'un chantier important pour l'avenir de la discipline.

Les travaux sur l'immigration, en particulier sur les « deuxièmes générations », ont également montré toute l'ambiguïté de cette question de l'identité, entre identité vécue et identité rêvée. La question se pose avec encore plus d'acuité pour les phénomènes d'appartenance à des échelons territoriaux de petite taille. Par exemple, lors de l'arrivée dans le périurbain, la rupture spatiale représentée par la mobilité résidentielle implique un certain nombre de changements dans le champ des interactions sociales possibles. Une véritable dynamique de recomposition de l'identité spatiale de l'individu se met en place, avec des rythmes différenciés selon les personnes. Cailly (2008) explique comment certains individus arrivant dans le périurbain adoptent d'emblée ce qu'il appelle le « pack périurbain », c'est-à-dire un ensemble de comportements, d'appétences culturelles et de compétences de mobilité. A travers la manière d'être mobile, en utilisant l'automobile de façon systématique, en mettant en place des trajets en boucle et en les programmant, ou bien par les valeurs défendues ou revendiquées, par exemple se réclamer de la campagne ou du rural (Morel-Brochet 2006), militer plus ou moins pour le respect de l'environnement, en tous cas de son environnement le plus proche, etc., se développent des actions qui traduisent l'adoption progressive d'une nouvelle identité spatiale.

De la même façon, des appartenances plus fortes, à base territoriale, ne sont pas partagées par tous dans un lieu donné, en particulier dans les lieux où la mobilité est intense. Elles sont donc réversibles. Pourtant, les individus et les ménages ont une forte capacité à s'intégrer dans un nouveau lieu de résidence, à adopter des postures et des manières d'être, et, assez rapidement, à revendiquer une appartenance territoriale. Parfois, c'est de façon un peu naïve, en devenant plus royaliste que le roi pour mieux se faire accepter. Mais dans nos échantillons, plusieurs individus, dans un laps de temps finalement assez court à l'échelle d'une vie, trois ans, sont devenus président d'association, membre du conseil municipal voire maire de leur commune, attestant de leur légitimité à parler au nom d'un territoire. La capacité

des individus à adopter successivement ou simultanément des identités spatiales plurielles est donc tout à fait captivante.

Ces identités territoriales sont à échelles multiples sur le plan social, mais aussi sur le plan temporel. L'ensemble du parcours résidentiel, ce que nous appelons la trajectoire résidentielle, génère des sentiments d'appartenance territoriale plus ou moins impliquants. La commune d'origine, pas forcément celle où l'individu est né, quoique le lieu de résidence ou d'enfance des parents voire des grands-parents, même non pratiqué, puisse être signifiant pour certaines personnes, mais plutôt celle où il a passé l'essentiel de son enfance, entre souvent en résonance avec des sentiments identitaires. C'est le lieu où le processus d'individuation s'est déclenché, celui dans lequel l'individu a peu à peu pris son indépendance, notamment sur le plan spatial, avec son cortège d'expériences plus ou moins bonnes – se perdre, se retrouver – dans lequel il s'est socialisé et ouvert aux autres au-delà de la famille, et tout cela marque pour longtemps la conscience de l'individu. L'individu appartient non seulement successivement à des espaces différents mais il appartient aussi simultanément à des espaces différents. Outre ses lieux d'enfance, les lieux antérieurs d'étude, notamment si cette expérience s'est accompagnée d'une première décohabitation vis-à-vis des parents, les lieux du premier amour (et tous les autres aussi !), les lieux des premiers emplois, plus ou moins pérennes ou précaires, mais qui prennent sens souvent parce que les gens trouvent un conjoint, ont des enfants et s'intègrent à la société locale, etc., tous ces lieux comptent pour l'individu. Donc, à l'instant t, un individu s'identifie à de nombreux lieux de référence et il est possible pour cette dimension spatiale de l'identité de distinguer, comme pour l'appartenance à des groupes d'essence socio-économique, des lieux d'appartenance et des lieux de référence.

Ces quatre actions, habiter, circuler, se socialiser, s'identifier, forment une trame cohérente à l'intérieur de laquelle se déploie la plupart des décisions prises par les individus, leurs actions au quotidien et dans laquelle se déroule l'essentiel de leur vie. Cette trame permet également de rendre compte en grande partie de leur vision du monde, des valeurs dont ils sont porteurs, à travers ce qu'ils expriment de leurs représentations sur chacun de ces items. Parler du quotidien, de la mobilité, de l'habiter, de l'identité traduit aussi une manière d'être-au-monde qui est souvent très homogène pour un individu donné. L'individu est généralement cohérent dans ses modes de pensée, et chacune de ces actions n'est qu'une composante de son rôle dans la vie et la société.

Pour chacune de ces actions, il est cependant nécessaire de passer à chaque fois de l'échelle de l'individu, de sa condition sociale ou géographique et de son rôle en tant qu'acteur de base de la société, à la dimension nécessairement collective. Il existe des régularités, dans les manières de vivre, dans les modes de pensée, qui sont dépendantes à la fois du lieu de vie, de la position dans des sociétés hiérarchisées et de la capacité de choix des individus. Des contraintes fortes pèsent sur les individus, contraintes qui déterminent largement un champ des possibles pour chacun. Selon sa place dans la société, il est ou non possible d'habiter ici ou là, de circuler librement ou au contraire d'être contraint par les modes de transports collectifs, de se socialiser dans un entre soi protecteur ou d'être soumis à des relations sociales qui s'imposent à l'individu et ne lui permettent pas de se réaliser, de s'identifier ou non à son espace de vie.

Ces régularités nous intéressent aussi parce qu'elles sont ce qui engendre des pesanteurs dans l'aménagement urbain ou périurbain. L'adoption par une majorité plus ou moins large d'un mode de vie a des effets environnementaux qui n'existent que parce qu'il y a régularité dans les modes de vie. Si certains problèmes sociaux, environnementaux ou même économiques nécessitent une réponse politique, c'est bien parce que les actions au quotidien des individus s'opposent à l'intérêt général, par leur caractère collectif et partagé.

4. Le périurbain comme espace-laboratoire

Les espaces périurbains vont nous permettre d'illustrer ces articulations entre individus et groupes sociaux et d'analyser l'effet des actions individuelles et collectives. La plupart des recherches que nous avons menées ces cinq dernières années se déploient en effet dans ce type d'espace devenu « à la mode » (Berger et Jaillet 2007). C'est en effet un géotype nouveau, ou du moins relativement récent, qui remet en cause la traditionnelle dichotomie urbain – rural (Arlaud et al. 2005) et qui est l'objet d'une attention soutenue tant par les acteurs politiques que dans le champ scientifique. Cet intérêt pour le périurbain est lié à l'existence de tensions fortes, de contradictions entre l'aspiration à un environnement préservé et sa remise en cause par la périurbanisation même, de l'opposition entre la diffusion de l'idéologie du vivre-ensemble et la tentation de l'entre-soi, etc. qui en font un excellent révélateur de tendances plus générales de l'évolution des sociétés contemporaines.

Un grand ensemble de problématiques est repérable à la fois dans les travaux scientifiques et dans notre propre itinéraire de recherche, qui correspond d'ailleurs à un des temps forts du travail collectif initié dans le cadre du GIS « réseau socio-économie de l'habitat », devenu le GIS « habitat-logement ». La question principale porte sur l'habiter contemporain dans sa globalité, avec une question récurrente sur la nature profonde de la périurbanité : qu'est-ce qu'être périurbain ?

Enfin, il sera nécessaire, dans cette présentation, de justifier les terrains de recherche utilisés, essentiellement les villes de l'Ouest de la France, et de montrer combien une véritable démarche comparative permet et permettrait, en s'élargissant, de progresser dans le domaine de la connaissance du processus de périurbanisation.

4.1. Convergences entre intérêt politique et scientifique

Le premier avantage des espaces périurbains comme terrain d'investigation est que cette question est à l'ordre du jour, tant pour les collectivités territoriales que pour des équipes de recherche. Ce travail s'inscrit donc dans un contexte beaucoup plus large, à la fois de relations renouvelées avec les acteurs politiques et dans une dynamique de recherche qui dépasse le cadre étroit d'un laboratoire.

La question de la périurbanisation, parfois réduite à la seule dimension de l'étalement urbain, est devenue une question de société. Elle est inscrite sur les agendas politiques depuis peu de temps, mais tous les échelons de décision politique s'intéressent actuellement à cette question, essentiellement sur son versant « aménagement ».

Au niveau le plus élevé, celui de l'ensemble de la France, la DIACT a créé un groupe de travail intitulé « prospectives périurbaines ». A partir de la réalisation de nombreuses cartes, de la lecture de la bibliographie existante et de l'audition de chercheurs spécialistes de cette question, le groupe de travail a réalisé plusieurs scénarios d'évolution de la périurbanisation en France (Roux et Vanier 2008). La conclusion est plutôt que l'ampleur des problèmes sociaux posés par ce processus de périurbanisation est sans commune mesure avec ceux d'autres types d'espace, ce à quoi il est aisé de souscrire, mais le fait même que la question soit posée indique bien que la périurbanisation engendre des craintes pour l'avenir des villes.

Au niveau des régions, il existe également un regain d'intérêt, alors même que la question périurbaine tranche avec les habituels découpages thématiques des politiques publiques à cet échelon, qui restent largement basés sur la dichotomie ville / campagne. Ainsi, au sein du Conseil Régional des Pays de la Loire, une commission transversale sur la question périurbaine a été créée en 2005 par la nouvelle équipe d'élus peu de temps après son installation. « Transversale », parce qu'y siègent des représentants de commissions plus institutionnelles comme la commission « transport » ou la commission « environnement », et

parce qu'elle est actuellement dans une phase exploratoire plutôt que dans une phase de définition de mesures de politiques publiques. La question posée est celle de l'attitude à adopter face au processus de périurbanisation : faut-il accompagner l'étalement urbain, en desservant les nouvelles zones urbanisées, en créant des services, etc., ou faut-il combattre le processus à sa racine, en incitant les collectivités locales, par exemple en jouant sur les SCOT et PLU, à la modération dans les zones périurbaines ? Ces questions parfois très pragmatiques se posent aussi dans d'autres régions. Elles soutiennent des programmes de recherche (Poitou-Charentes) ou elles intègrent cet aspect dans des commissions déjà existantes.

Au niveau régional, d'autres acteurs publics (DRTE, CETE, etc.) se penchent également sur ces questions, ne sachant pas très bien quantifier le processus, et l'appréhender avec leurs outils habituels. Plusieurs DRTE ont ainsi une posture de veille sur la périurbanisation, voire de soutien à des programmes de recherche localisés, pour à la fois mieux connaître les acteurs du processus (lotisseurs, aménageurs, rôle des collectivités territoriales) et les populations qui participent à ce mouvement.

Plus localement, la plupart des pays centrés sur une grande ville, ainsi que les communautés de communes ou d'agglomération quand leur périmètre inclut des communes périurbaines, abordent également des questions liées à l'aménagement et au cadre de vie périurbain. Ainsi, sur le seul secteur du Mans, l'ex DDE a initié un « atelier » d'aménagement portant sur la gestion des zones périurbaines, le Pays du Mans exerce des prérogatives essentiellement dans le secteur du périurbain, en laissant la gestion de la « ville » à Le Mans-métropole (ex-CUM, Communauté Urbaine du Mans), et les élus des communautés de communes qui enserrant l'agglomération mancelle sont tout à fait conscients de leur situation d'interface entre urbain et rural, tout en traînant des pieds pour travailler avec la « ville » par peur de perdre certaines de leurs prérogatives.

L'intérêt du politique pour les zones périurbaines est donc patent, dépassant un simple effet de mode mais correspondant à la compréhension du phénomène comme générant des interdépendances entre territoires, interdépendances qui nécessitent d'être pensées et gérées.

Parallèlement, l'intérêt des scientifiques pour cet espace n'a cessé de grandir. Les espaces périurbains ne sont pas restés totalement en dehors du champ scientifique depuis la formation des premières couronnes dès les années 50/60 en région parisienne. Les premiers travaux sur l'idéologie pavillonnaire (Raymond et al. 1966, Dezès 1966, Haumont 1966) ont été très novateurs pour leur époque en axant leur propos à la fois sur les acteurs économiques du secteur de la maison individuelle et sur les comportements des ménages. De même, l'ouvrage de Bauer et Roux (1976) sur la « rurbanisation » a fait date en imposant un terme, mais aussi une vision des espaces périurbains comme grignotant inexorablement la campagne. Enfin, le colloque d'Angers organisé par l'URA 915 et intitulé « périphéries urbaines » (collectif 1985), portait essentiellement sur la périurbanisation et comporte d'intéressantes contributions sur le processus de périurbanisation. Il est intéressant de remarquer qu'à cette occasion, dans le champ des comportements des ménages, les communications portaient plus sur l'aspect démographique du processus (renouvellement de la population, arrivée de nouvelles catégories sociales, confrontation entre urbains et ruraux, etc.) que sur les modes de vie et les mobilités à proprement parler. Toutefois, tous ces moments importants dans l'analyse du périurbain apparaissent comme un peu discontinus : les projecteurs se braquent soudainement sur ce type d'espace... qui retombe ensuite dans un relatif oubli jusqu'au temps fort suivant.

Or, ces dernières années, l'intérêt scientifique pour le périurbain ne se dément plus. Les travaux sur le périurbain se sont poursuivis de façon plus ou moins sporadique pendant les années 90, en particulier dans les équipes parisiennes (Strates puis Ladyss), toulousaines et dans l'Ouest de la France. Le débat scientifique s'est plus décalé sur la question des formes urbaines, opposant peu ou prou les tenants de la ville émergente

(Dubois-Taine et Chalas 1997) à ceux promouvant la ville dense (Cluzet 2002) ou au contraire les campagnes (Hervieu et Viard 1996). Les années 2000 sont marquées par une succession de soutenances de thèse ou d'HDR qui montrent bien le profond renouveau de l'analyse des espaces périurbains. D'un côté, certains mobilisent les sources quantitatives habituelles, recensement ou enquêtes « logement » de l'INSEE, dont l'analyse toujours indispensable démontre sans équivoque à la fois la diversité des espaces périurbains et leurs trajectoires de différenciation sociale (Berger 2004). Sur un autre versant du processus, les enquêtes « transport », malheureusement disponibles uniquement en Ile-de-France, permettent l'analyse fine des questions de mobilité, en particulier des ménages les plus fragiles (Motte 2006). D'un autre côté, mais se nourrissant également des premières, les démarches qualitatives de diffusion relativement récente en géographie ont permis de décortiquer les pratiques spatiales des périurbains (Cailly 2004), d'insister sur les rapports différenciés entre les communes périurbaines et la grande ville-centre, (Hervouet 2005), de mettre en exergue l'émergence de la figure du « captif » (Rougé 2005) ou la volonté affirmée de vieillir sur place et ses conséquences en termes de besoins de nouveaux services (Luxembourg 2005), de valider la référence toujours actuelle à une opposition entre valeurs urbaines et rurales (Morel-Brochet 2006) ou encore de proposer différents types de schémas de mobilité (Pinson et Thomann 2001). Ce trop bref panorama n'épuise d'ailleurs pas la question de la diffusion des travaux sur le périurbain, puisque d'autres, moins centraux pour notre propos, sur les acteurs de la production immobilière, sur le fonctionnement des marchés fonciers et immobiliers dans les zones périurbaines (Halleux 2005), sur la modélisation de l'expansion urbaine (Caruso 2005) ou autour de villes situées dans des contextes culturels complètement différents ont également pris appui sur les espaces périurbains.

Un des éléments qui rend remarquable la construction d'un champ spécifique de la recherche sur cette question des espaces périurbains est que la plupart de ces jeunes (ou un peu moins jeunes) chercheurs sont regroupés au sein d'un réseau d'échanges scientifiques. Le GIS « réseau socio-économie de l'habitat », devenu en 2007 le GIS « habitat-logement » comporte en effet un atelier qui s'intéresse essentiellement aux espaces périurbains. L'intitulé initial « Dynamiques des pratiques résidentielles de l'urbain au rural » comportait une idée de base qui était de s'intéresser aux dynamiques résidentielles dans leur diversité. Finalement, après une première phase très stimulante sur la définition de ces espaces et de leurs spécificités sociales (habiter, mobilité, etc.), l'atelier s'oriente vers une mise en perspective entre périurbanisation et développement durable. Le succès de ce réseau (une trentaine de chercheurs d'une quinzaine de laboratoires différents de toute la France et de Belgique) tient en particulier au fait qu'il s'agit d'un réseau dynamique, dans lequel la confrontation des idées se fait de façon cordiale et positive, avec un fonctionnement assez exemplaire qui s'appuie largement sur les jeunes chercheurs. Dans ce cadre, il est aisé de contribuer à renouveler les approches autour de la question de l'habiter périurbain.

A l'interface entre les champs politiques et scientifiques, il existe donc actuellement de nombreux programmes de recherche en région ou soutenus par le PUCA, ce qui génère d'ailleurs de nouvelles formes de relations entre le politique et le scientifique. Il ne s'agit pas tant de répondre à une demande sociale ou à un appel d'offre, mais d'une co-construction de questions de recherche, sans demande préalable très claire de la part des collectivités et sans attente de résultats spécifiques ou d'une validation de politiques déjà en place. La démarche est plutôt axée sur l'identification des problèmes potentiels que peut générer le processus de périurbanisation, afin de pouvoir anticiper la réponse en termes de politique publique. Exprimée différemment, la demande des collectivités territoriales est de ne pas réitérer les erreurs faites dans les grands ensembles de logement social, où le politique a laissé la situation se dégrader avant d'intervenir... un peu trop tard.

4.2. Un terrain intéressant en raison de l'existence de tensions

Au-delà de l'effet d'aubaine induit par la convergence entre attente des acteurs politiques et construction d'un véritable milieu de la recherche sur le thème de la périurbanisation, l'intérêt de cet espace est également lié à ce qui s'y passe dans la période contemporaine. Il s'agit en effet d'un espace-révéléateur, d'une sorte de miroir grossissant de tendances qui sont aussi à l'œuvre dans d'autres espaces mais de manière plus discrète. Cet « effet loupe » est notamment dû au fait qu'un certain nombre de tensions sont visibles avec netteté dans les espaces périurbains, notamment des tensions entre les intérêts individuels et l'intérêt collectif. Dans un petit article collectif tiré de la réponse à un appel d'offre (19-Dodier 2006), nous avons définis grossièrement sept types de tensions :

- les contradictions entre des choix résidentiels revendiqués par certains habitants et les contraintes imposées par le fonctionnement du marché foncier et immobilier,
- les relations avec la(les) ville(s), qui oscillent entre attraction par les équipements et la vie sociale et répulsion par le manque d'espace et l'anonymat, ou a minima rejet plus ou moins explicite des valeurs urbaines,
- les oppositions entre des attentes d'offres urbaines (services, écoles, commerces, culture, etc.) et le rejet d'équipements collectifs faisant surgir des conflits de type NYMBY et des conflits liés à l'utilisation du sol,
- des tensions internes aux sociétés périurbaines entre des pratiques de développement du lien social, souvent liées au monde associatif, et la tendance au repli sur soi ou sur le logement,
- une importante contradiction au niveau individuel entre retour à la nature sous-tendu par une certaine « éthique » environnementale et la pollution générée par le tout automobile,
- des difficultés, toujours au niveau des personnes, à articuler éloignement de la ville, souvent vécue comme source de régénération, et mobilité intense mal appréhendée, surtout lorsqu'elle n'a pas été anticipée,
- des tensions entre adhésion à la construction de nouveaux territoires, centrés ou non sur la ville-centre, et développement d'un sentiment d'oubli par les politiques qui se traduit dans des attitudes de repli, parfois exprimées politiquement sous la forme d'un vote en faveur des « petits partis » (extrême-droite, extrême-gauche et écologistes).

Ces tensions articulent des dimensions en fait très disparates, puisqu'elles peuvent être internes aux individus et aux ménages, confronter des intérêts individuels avec l'intérêt général, mais également opposer les populations périurbaines dans leur ensemble et le reste de la société.

Au niveau des individus, nous reviendrons sur cet aspect à travers l'analyse des trajectoires résidentielles et des pratiques spatiales, il est possible, dans cette thématique, de mettre en exergue de nombreuses contradictions internes : l'individu estime faire un choix résidentiel, celui de devenir propriétaire d'un logement individuel à la campagne, mais il sait bien au fond de lui qu'il est largement dépendant du fonctionnement du marché foncier et immobilier, comme s'il existait un prix à payer pour la réalisation de son projet résidentiel. De même, la relation à la ville et au village périurbain, ou encore la façon de vivre la mobilité, ne sont jamais univoques. D'un côté, il existe des formes de rejet ou de mal-être, et de l'autre, globalement, les individus vivent finalement assez bien leur statut résidentiel et leur bien-être personnel.

L'opposition entre intérêt individuel et intérêt collectif est également visible à travers le prisme du développement durable et des atteintes à l'environnement. Les aspirations

individuelles sont souvent sous-tendues par des formes d'adhésion à des valeurs campagnardes (Morel-Brochet 2006) ou même environnementales, de retour à la nature ou de besoin d'air et d'espace, qui peuvent apparaître légitimes par certains aspects. Pourtant, la consommation plus importante d'espace par le modèle résidentiel du pavillon isolé, les émissions de CO² engendrées par le recours systématique à l'automobile, la dégradation de la qualité paysagère de certains espaces sensibles, etc., conduisent à l'identification des espaces et des populations périurbaines comme responsables de nuisances environnementales.

De la même façon, les conflits d'aménagement montrent la contradiction entre l'interdépendance des milieux urbains et périurbains et la volonté de sauvegarder des intérêts locaux. Cette question, qui ne se pose pas avec la même acuité dans les espaces densément urbanisés parce que les grands aménagements ne peuvent plus y être installés, permet de prendre conscience qu'en changeant d'échelle un conflit peut être perçu de façon totalement différente. L'opposition au TGV dans les campagnes mancelles s'est beaucoup axée sur la défense d'un environnement préservé, alors que la construction de cet aménagement peut aussi être justifiée par la promotion d'un mode de transport collectif plus respectueux de l'environnement que le recours à l'automobile. La perception d'un conflit peut apprendre beaucoup sur l'articulation entre sociétés locales voisines (perception des périurbains comme « individualistes » parfois par des urbains aux comportements non exempts de reproches, discours ambigus sur la démocratie participative, etc.) et sur la diffusion de l'idéal-type du vivre-ensemble (promotion du « pendulaire », formes originales de mobilisation, volonté de trouver des positions communes, etc.).

En fait, ces tensions existent aussi dans d'autres milieux, mais leur lecture semble plus simple dans les espaces périurbains parce que leur médiation passe par les individus et les ménages eux-mêmes plutôt que par d'autres médiateurs, politiques par exemple, qui sont moins proches des individus dans les grandes agglomérations urbaines. Dans les espaces périurbains, le personnel politique n'est que rarement « professionnel » et la distanciation entre intérêts individuels, ou ceux de la catégorie sociale dont est issu ce personnel politique, et intérêt général n'est pas toujours assurée. En même temps, cette proximité permet aussi de mieux gérer certains conflits, tout simplement en les faisant se révéler au grand jour, et donc de ne pas laisser le ressentiment et la désaffiliation s'installer dans le débat public.

Les espaces périurbains ne nous intéressent donc pas en tant que tels, par intérêt particulier pour un milieu spécifique, mais en tant qu'ils permettent d'apprendre des choses sur le fonctionnement des sociétés contemporaines, notamment dans le domaine de l'articulation entre stratégies individuelles et dimension collective liée à l'appartenance aux groupes sociaux. Ceci explique le fait de parler d'espace-laboratoire plutôt que de « terrain ».

4.3. La périurbanité existe-t-elle ?

Certaines lectures du mouvement de périurbanisation insistent sur une traduction de ce processus de périurbanisation en termes de montée de l'individualisme. Si, comme l'historique du mouvement d'individualisation l'a montré, cette tendance à plus d'individualisme ne peut être niée, c'est plus sa nature et son interprétation qui paraît intéressante à explorer (Cf. n° 102 spécial Annales de la Recherche Urbaine). C'est d'ailleurs sans doute ce qui explique le fort intérêt des chercheurs travaillant sur les espaces périurbains pour les modes d'habiter ou la mobilité et de façon plus générale pour les comportements dans l'espace.

Parmi les travaux de recherche sur le périurbain déjà cités, la plupart abordent de façon délibérée le domaine des comportements, des pratiques spatiales, des modes d'habiter, des modes de mobilité, et *in fine* la question des identités individuelles. Le décalage apparent entre les écrits donnant de la périurbanité une image de refus de la confrontation aux autres

(Lévy 2001) ou la considérant comme une forme d'entre-soi spécifique (Donzelot 2004) et des observations quotidiennes dans une commune du périurbain proche du Mans a été, outre les aspects évoqués dans l'itinéraire de recherche du volume 1, un des éléments qui amène à s'interroger sur la nature humaine en périurbain.

La question centrale est en fait celle de la définition d'un mode d'habiter périurbain, notamment de ce que cela induit en termes de relations à l'autre ou aux autres, et plus globalement celle d'une condition socio-géographique spécifique, qui peut être appelée périurbanité. La périurbanité existe-t-elle et si oui, quelle est sa nature ? Pour répondre à cette question, les investigations se sont donc multipliées, laissant entrevoir une réalité bien plus complexe et composite que ne l'indiquait les travaux antérieurs. Il s'agit certes d'un effet assez habituel de l'intérêt scientifique pour un objet donné : plus l'attention se porte sur un objet de recherche, plus la connaissance sur cet objet progresse et plus sa complexité ressort, certains estimant même que les certitudes tendent à s'évanouir. Mais cela permet aussi de sortir des querelles stériles entre les pro- et les anti-, qui ont par exemple prévalu au moment des débats autour de la ville émergente (Dubois-Taine et Chalas 1997). Il s'agit aujourd'hui de s'appuyer sur des analyses empiriques sérieuses, en laissant de côté les jugements de valeur ou trop tranchés, pour comprendre les spécificités de l'habiter périurbain.

La première direction à prendre est donc celle de la caractérisation de cette figure particulière. En quoi se distingue-t-elle des autres figures, et notamment de celle de l'urbanité, si celle-ci existe ? Quels sont les traits spécifiques des habitants périurbains ? Observe-t-on des tendances fortes en matière de pratiques spatiales, de comportements ? Si la composition sociale des populations périurbaines semble relativement bien établie (Berger 2004, Guilluy et Noyé 2004), ce savoir reste finalement assez méconnu. Mais au-delà des attributs sociaux basiques, ce qui interroge, c'est le fait de considérer que des ensembles d'attitudes, politiques (Grésillon 1998) ou non, des comportements, des valeurs, des modes de pensée même, se diffusent plus facilement ou rapidement en milieu périurbain que dans d'autres types d'espaces. Ne serait-ce pas, encore une fois, parce que les processus nouveaux sont plus aisés à lire dans ce type d'espace, alors que dans la ville compacte les changements sont obligatoirement plus lents à s'inscrire dans les formes urbaines ou dans les modes de vie ? Plus qu'une figure à part entière, la périurbanité n'est-elle pas une tendance plus générale ? L'hypothèse du « tous périurbains » à l'horizon de quelques années peut aussi être une entrée intéressante pour caractériser la figure de la périurbanité.

Il semble également qu'il y ait aussi une certaine fascination, pour les géographes, à imaginer que l'espace puisse être le déterminant fondamental, la grille de lecture principale de certains modes de différenciations sociales (Ripoll et Rivière 2007, Lévy 2007). Sans doute existe-t-il aussi des formes d'auto-justification qui nous conduisent, collectivement, à surestimer le rôle de l'espace dans la formation des identités individuelles ou dans la reproduction, d'un ménage à l'autre et d'un groupe social à l'autre, de manières de vivre ou de penser.

Il semble donc judicieux d'être très prudent sur la nature de la condition périurbaine. Dans le domaine du rapport aux autres, il faut effectivement se poser la question de l'existence de normes sociales spécifiques. Quels sont les rapports entre groupes sociaux résidant dans les espaces périurbains ou entre périurbains et habitants d'autres espaces ? Quelle est la diffusion des idéologies de l'entre-soi mais aussi du vivre ensemble ?

L'hypothèse de la sécession sociale, qui prévaut souvent, semble ainsi assez restrictive voire idéologique lorsqu'elle est seule exprimée. Il nous semble que des forces contradictoires sont à l'œuvre, certaines tirant effectivement vers l'entre-soi, la ségrégation urbaine, voire la sécession sociale, mais d'autres forces font office de régulation, avec la promotion du vivre-ensemble, la valorisation du lien social, la recherche de la mixité sociale, qui font qu'on ne peut poser l'une ou l'autre hypothèse sans la confronter à la seconde possibilité.

Il semble donc nécessaire de reconstruire « une figure enrichie de la périurbanité » (Berger et Jaillot 2007), débarrassée des positionnements a priori qui ont jusqu'à il y a peu prévalu : ce à quoi je me suis efforcé ces dernières années, avec bien d'autres chercheurs grâce à des échanges fructueux. Cette démarche peut prendre à la fois une forme de bilan des acquis récents en la matière, ce qui sera esquissé en troisième partie, et reste en même temps un véritable projet de recherche, qui gagnerait à être amélioré en mettant en place des ponts avec d'autres grilles de lecture possible comme de lire la périurbanisation à travers le prisme du développement durable.

4.4. Périurbain français et d'ailleurs

A la lecture des deuxième et troisième parties de ce travail, le lecteur pourra objecter que le terrain reste trop étroitement centré sur les espaces périurbains des villes de l'Ouest de la France. A cette critique légitime nous répondrons de trois façons différentes : d'abord en justifiant par le fait qu'on ne peut arriver à un degré de connaissance fine d'un modèle spécifique qu'en se centrant sur lui et en se dispersant le moins possible ; ensuite en insistant sur le fait que, à l'intérieur d'un modèle régional spécifique, l'accent a été mis sur la comparaison des différents échelons urbains et/ou des couronnes périurbaines ; enfin en plaidant justement pour une démarche comparative à l'échelle française, européenne et même au-delà, de façon à faire ressortir le poids spécifique de ces modèles régionaux, démarche qui ne peut se construire que dans le cadre de collectifs de recherche élargis.

Les terrains de recherche sont donc essentiellement constitués des villes de la France de l'Ouest. Le Mans et ses environs forme l'ensemble de lieux d'observations le plus important, puisque, en particulier pour des raisons pratiques, de nombreux entretiens et études de cas ont été prioritairement menés dans les espaces périurbains qui entourent cette ville intermédiaire. Certaines observations ont également été faites autour d'autres grandes villes, de Nantes en particulier, et les travaux d'autres chercheurs permettent de vérifier la validité des quelques investigations menées autour de cette métropole régionale (Hervouet 2005, Jousseume 1998, Garat et al 2005). Rennes forme un terrain un peu secondaire mais une équipe est également en train de se structurer sur ces thématiques. Angers et surtout Tours (Cailly 2004) et Caen (Ripoll et Rivière 2007) servent de contrepoint au Mans au niveau de l'échelon des villes intermédiaires, mais nous n'avons pas mené d'enquêtes spécifiques dans ces espaces. Il est à noter que Le Mans présente toujours un profil plus populaire que les autres villes intermédiaires.

Par contre, et c'est un point fort de notre travail, de nombreuses investigations ont également été faites dans diverses villes moyennes (Alençon, Laval, Mayenne, Saumur, La Roche-sur-Yon) ou même dans des petites villes (Segré, Château-Gontier, Château-du-Loir, La Ferté-Bernard, Fresnay-sur-Sarthe), ce qui est peu courant. Seuls les travaux sur la Roche-sur-Yon (Madoré 2004) peuvent servir dans ce cas de base de comparaison, la question de la périurbanisation étant très peu étudiée autour de ce types de villes. Des investigations réparties sur plus de cinq années dans ces espaces périurbains forment finalement un corpus de recherche assez dense, mixant plusieurs méthodologies – entretiens, carnets de pratiques, enregistrements de traces GPS, enquêtes sociales – sur lesquelles nous reviendrons.

Avoir multiplié les investigations sur des terrains proches génère des effets cumulatifs intéressants. D'une part, l'immersion dans l'espace et surtout dans les groupes sociaux et les réseaux qui l'animent, permet d'obtenir une connaissance fine des processus. Ce degré de connaissance du terrain serait sans aucun doute beaucoup plus difficile à atteindre si le travail de recherche s'était déroulé sur des terrains peu parcourus au quotidien. Cela engendre aussi des biais mais il nous semble que se concentrer sur un espace permet, sans sombrer dans l'idiomatique ou l'anecdotique, de proposer des

interprétations plus approfondies, qui peuvent ensuite servir d'hypothèses de travail pour d'autres terrains. D'autre part, cela contribue aussi à la construction d'un modèle de la ville de la France de l'Ouest (ou Atlantique ?) qui semble finalement assez opératoire. Les convergences entre les différents terrains d'étude sont en effet plus importantes qu'avec d'autres exemples bien fouillés (Toulouse, Aix-Marseille, Lyon, Paris) et la diversité des situations locales n'est pas si importante que cela.

A l'intérieur de ce modèle générique, la diversité des terrains observés permet au contraire de comprendre le rôle spécifique de plusieurs effets parfois difficiles à isoler : l'effet de taille de la ville-centre et l'effet propre de la distance au centre. Ainsi, pour évaluer l'effet de la distance au centre, il faut utiliser un secteur spécifique d'une agglomération donnée, pour à la fois enlever l'effet des variations sectorielles (par exemple le périurbain nord du Mans est plus huppé que le périurbain sud du Mans) et pour s'affranchir des variations induites par des contextes locaux à chaque fois différents (contraintes du relief, coupures hydrographiques ou liées aux axes de transports, etc.). L'utilisation de données plutôt qualitatives exclut en effet l'utilisation de méthodes « toutes choses par ailleurs », qui rendent pourtant de grands services avec d'autres types de données. Dans l'analyse des entretiens ou des enquêtes sociales, la méthodologie et les grilles de lecture utilisées ont donc toujours privilégié la recherche de ces régularités spatiales.

Il est cependant très clair qu'il faut progressivement passer à une montée en généralisation qui ne peut se faire qu'en comparant des situations régionales différenciées. Grâce aux échanges au sein du GIS, cela est possible à travers les communications qui prennent appui sur des villes de tailles différentes ou localisées dans des espaces qui forment manifestement un autre modèle d'urbanisation périphérique. Ainsi, l'étendue des zones d'habitat lâche dans les collines provençales entourant Aix-en-Provence, anciennes zones Nb des POS devenues des zones « naturelles urbanisables » dans les PLU, interpelle le chercheur spécialiste des villes de l'Ouest. Les surfaces couvertes sont sans commune mesure, ce qui induit des modes de vie, des relations sociales, des régulations politiques, etc., d'une autre nature.

Au niveau européen, une démarche comparative avec la Belgique et la Suisse a été esquissée, mais elle demande à être élargie et systématisée dans le cadre de collectifs de recherche qui restent à construire. A une échelle encore plus large, une première comparaison entre Sfax (Tunisie) et Le Mans s'avère prometteuse mais elle n'a pas été publiée pour l'instant. Il faut donc considérer ce besoin de comparaison entre des contextes variés comme un projet d'élargissement de la recherche : il ne s'agit pas seulement d'observer des formes différentes, le but est aussi et surtout de mettre en lumière des configurations de jeux d'acteurs, des modes de relations à la ville, des trajectoires sociales différenciées. Il est donc nécessaire de développer ultérieurement ce versant du travail, ce qui constitue une perspective féconde pour la suite de la recherche sur les espaces périurbains.

Même si ce qui se passe dans d'autres types d'espace présente plus d'intérêt à court terme, parce que c'est là que sont localisés les problèmes sociaux les plus sensibles (quartiers d'habitat social) ou parce que leurs trajectoires mettent en péril l'équilibre de l'ensemble de la société (beaux quartiers), les espaces périurbains présentent un grand intérêt pour la recherche. C'est dans ces espaces que s'inventent de nouvelles manières d'être au monde, de nouvelles manières d'habiter, de nouveaux rapports entre individus et entre groupes sociaux, qui sont susceptibles de se diffuser sur l'ensemble de la société. Lire les espaces périurbains, décrypter les comportements des ménages qui les fréquentent, c'est prendre conscience de l'évolution des rapports sociaux et des transformations sociétales en cours.

5. Méthodologies et interprétations

Le rôle de la méthodologie est fondamental pour rendre compte de la place de l'individu dans la société. A travers mon itinéraire personnel, il est possible d'observer comment le passage du quantitatif au qualitatif accompagne le passage des groupes sociaux aux individus et tend à modifier les interprétations proposées. Des apports ont été construits sur les deux types de méthodes, avec des objectifs différents. Ce chapitre est donc également l'occasion de présenter quelques apports sur la méthodologie de l'entretien, avec les biais et les avantages que procurent des manières de faire assez spécifiques, ainsi que d'explicitier les raisons d'un retour à des méthodes quantitatives en mettant en place une enquête à une échelle large (917 ménages) dans le périurbain. Comment faire pour articuler les différentes approches afin de rester dans l'analyse du réel, sans sombrer dans l'idiomatique ni le classement trop systématique des différentes composantes de la société ? Je militerai en conclusion de cette partie sur la nécessité d'articuler plusieurs méthodes pour pouvoir démêler ce qui résulte des choix personnels et ce qui résulte du poids des structures sociales.

5.1. Un itinéraire personnel

La méthodologie utilisée joue un rôle important dans la manière de percevoir le réel. A travers mon itinéraire personnel, passé de l'analyse quantitative à des démarches plus qualitatives, il est possible de bien mesurer le rôle effectif des méthodes mobilisées pour travailler sur les individus et les groupes sociaux.

Dans le travail de thèse, les méthodes utilisées laissaient une large place aux démarches quantitatives, analyses factorielles, indices et classifications automatiques. Le niveau de compétence atteint à l'époque (utilisation critique du logiciel SAS, de loin le plus puissant logiciel d'analyse de données), avait permis de perfectionner l'articulation des analyses factorielles et des classifications automatiques. Ainsi, un chapitre entier était consacré aux résultats cartographiques très différenciés qu'on pouvait obtenir avec une matrice de données très élémentaire, croisant uniquement la composition sociale de la population au niveau le plus simple (PCS en 8 catégories) et des entités spatiales peu nombreuses (une cinquantaine pour l'ensemble de la Sarthe). Le but avait été de démontrer que la technique seule ne suffisait pas à assurer l'objectivité scientifique, qu'il fallait également bien définir une problématique de traitement, faire des choix qu'il fallait exprimer parce qu'ils faisaient sens au niveau des interprétations (regroupements d'entités spatiales, pertinence des nomenclatures), et que l'ensemble de ces choix étaient peu ou prou de dimension idéologique. Par exemple, avec les mêmes données à deux dates différentes, il était possible d'adopter deux méthodes différentes pour traduire les changements sociaux et spatiaux. Dans un cas, en utilisant une légende commune pour les deux recensements, l'accent était mis sur l'évolution sociale, sur le mouvement de fond de la montée de telle ou telle catégorie sociale ou le retrait de telle autre. Dans le second cas, en utilisant deux légendes différentes, même avec des méthodes identiques mais très perfectionnées de classification, la stabilité des structures spatiales était mise en exergue. Or, insister sur les transformations sociales ou sur la pérennité des structures spatiales est une vraie posture de recherche, qu'il faut à chaque fois expliciter et justifier.

Dans le droit fil de l'utilisation de ces méthodes, les interprétations laissaient une large place aux groupes sociaux. Dans un univers conceptuel marqué par l'analyse systémique, les rapports entre groupes sociaux, entre acteurs collectifs et institutionnels notamment, étaient mis en avant dans les interprétations. Par exemple, la dimension spatiale du marché du travail était analysée à travers les interactions entre les entreprises – qui proposent des emplois, qui ont des stratégies d'embauche spécifiques, etc. – et des groupes sociaux différenciés par leurs

qualifications, leurs comportements et leurs savoir-faire. Les individus apparaissaient essentiellement en filigrane, d'abord comme individus statistiques dans certaines sources mobilisées (mais les bases de données étaient souvent construites sur la base des entités spatiales), ensuite comme acteurs individuels qui ont leurs propres stratégies (espace de recherche d'emploi, desideratas sur les salaires, les horaires, etc.). Leur rôle était cependant plus perçu comme une explication à des résidus des analyses statistiques que comme un véritable moteur du système d'acteur.

Depuis ce travail initial, nos méthodes se sont progressivement orientées vers des aspects plus qualitatifs. A cela plusieurs raisons : tout d'abord, à titre personnel, la perspective de passer plus de temps devant la machine qu'au contact des gens n'était guère enthousiasmante. Faire de la géographie passe aussi par du travail de terrain, et pas seulement pour valider des résultats issus du traitement d'une base de données ou d'images satellitaires. Ce qui est particulièrement motivant dans la démarche de la géographie sociale, c'est d'avoir à observer les gens vivre leur quotidien ou prendre des décisions qui engagent leur avenir, de toucher au plus profond des ressorts qui font avancer les individus. L'un des moteurs qui me fait progresser dans la recherche est cette impression de pouvoir comprendre les autres et ce qui les fait avancer dans la vie, autant de sentiments qu'il est difficile de ressentir devant un écran d'ordinateur.

Ensuite, l'impression d'être arrivé, toujours à titre personnel, dans une impasse méthodologique, nécessitait une inflexion des méthodes utilisées. L'analyse quantitative est intéressante lorsqu'on découvre un espace : on le travaille de part en part à travers les chiffres et lentement se dessine, à travers les résultats successifs, la réalité de l'espace d'étude. Les perspectives possibles ne pouvaient être que de renouveler la démarche sur de nouveaux espaces ou à de nouvelles échelles, ou de perfectionner sans cesse les outils afin de faire diminuer au maximum ces « résidus » qui affectent les modèles. Or, la région d'étude initiale, les Pays de la Loire, par sa variété, n'offrait que peu de chance de découvrir de nouvelles réalités sociales en abordant d'autres régions françaises ou en travaillant sur l'ensemble du territoire métropolitain. Il aurait fallu changer de contexte culturel, politique et social en investiguant d'autres espaces mais cette perspective nécessitait un important investissement et ma position institutionnelle n'était pas très favorable à cette inflexion. Il était également difficile d'imaginer prendre la voie du perfectionnement méthodologique, bien que s'ouvraient au même moment des champs intéressants de ce point de vue (SIG, télédétection). Il restait en effet en suspens cette impression de ne pas avoir fait le tour des questions sociales, de ne pas avoir bien compris l'ensemble des processus sociaux.

Une raison majeure de ce tournant méthodologique est en effet que les méthodes quantitatives ne permettent pas toujours d'aller au fond des processus en cours. Elles permettent bien de mettre en évidence les grandes tendances, les changements sociaux et spatiaux significatifs, mais elles restent limitées dans l'analyse des processus sociaux qui les sous-tendent. Même les procédures de modélisation du type modèle Logit, qui utilisent des bases de données ayant des personnes ou des ménages comme individus statistiques, sont plus descriptives qu'interprétatives. S'intéresser encore plus aux acteurs, aux items de base du système productif ou du système d'activité et d'emploi semblait donc une perspective plus motivante et plus satisfaisante sur le plan intellectuel.

Il ne s'agit pas ici de dénigrer la démarche quantitative, mais seulement d'exprimer le sentiment très personnel d'avoir besoin de tourner en partie la page de ce type de démarche. De plus, les progrès portent plus, dans la période récente, sur les systèmes d'information géographique et la télédétection, domaines certainement passionnants pour celui qui en a le goût, mais qui me paraissent plus relever de l'analyse spatiale que de la géographie sociale. Du moins ces méthodes tendent à renforcer la prééminence de l'analyse des structures spatiales en mettant en retrait la ou les questions sociales, avec la difficulté de passer des

pixels aux individus. Cette inflexion méthodologique est donc avant tout un choix personnel, lié aussi à la manière dont le chercheur conçoit son utilité sociale, plutôt qu'un rejet de la démarche quantitative pour des raisons purement conceptuelles ou scientifiques.

Cette évolution ne s'est pas faite brutalement : j'ai toujours continué, et je continue toujours à faire des traitements quantitatifs, certes moins perfectionnés que dans la période initiale, mais qui restent indispensables pour évaluer la pertinence de l'approche compréhensive permise par l'utilisation de méthodes plus qualitatives. Il m'arrive même de contribuer à perfectionner certaines méthodes, par exemple les fonctions de lissage, en raisons de demandes sociales spécifiques. Les cartes lissées abondamment produites par mon laboratoire (par exemple les cartes sur les comportements électoraux <http://eso-gregum.univ-lemans.fr/spip.php?article127>) utilisent en effet une méthode à laquelle j'ai fortement contribué en 2003 suite à des travaux sur les taux de scolarisation (14-Dodier 2005). Plutôt qu'axer l'analyse sur une lecture spatiale, il semblait utile de s'affranchir des impressions visuelles laissées par les entités spatiales de base et de renforcer la lecture sociale, en l'occurrence le contraste entre de très forts taux de scolarisation dans les centres urbains et des taux moyens dans tout le reste de la région Pays de la Loire. Le processus principal est en effet difficile à lire sur les cartes classiques en raison de la faible taille des entités centrales par rapport au reste de l'espace régional. Cela a débouché sur une réflexion portant sur les fonctions de lissage utilisées jusqu'alors, inspirée par Grasland (2003). Ces méthodes consistent à faire circuler un cylindre de n km de diamètre sur la carte originale pour lisser pixel par pixel en fonction de la moyenne des pixels concernées par la surface du cylindre (la valeur initiale de chaque pixel étant égale à celle de l'entité spatiale dans laquelle il est inclus). La méthode finalement retenue a été de tenir compte des populations et non des surfaces des entités, en pondérant la valeur de chaque pixel par la population de l'entité spatiale dans laquelle il est inclus, et d'éviter certains biais (ressauts périphériques liés à l'inégale densité des entités spatiales) en lissant à partir de la projection d'un cône et non d'un cylindre (donc en pondérant le poids des pixels environnants selon leur distance au pixel considéré). Ces améliorations mériteraient une publication, au même titre que des expériences sur la façon d'enchaîner les cartes de taux de scolarisation pour en faire une séquence à la fois vidéo et cartographique grâce à un « lecteur flash ». Le but est dans ce cas de traduire par une impression visuelle la baisse des taux de scolarisation selon l'âge, un peu comme une séquence de « morphing » consistant à passer d'un visage à un autre. Cette baisse n'est en effet pas homogène dans l'espace, démarrant dès 18 ans dans les espaces ruraux avant de toucher les périphéries urbaines pour les 20-22 ans, alors que les taux de scolarisation restent beaucoup plus forts dans les grandes villes-centres.

L'utilisation de méthodes plus qualitatives a cependant été une tendance continue depuis la fin du travail de thèse. Ces méthodes ont évidemment évolué avec l'inflexion des problématiques et les changements de thématique. Dans un premier temps, les entreprises formaient le principal milieu social d'investigation. Dans ce contexte, la parole est donnée à des acteurs qui tiennent un discours très normé. Les écrits forment de bons corpus mais les entretiens s'avèrent souvent décevants par le côté très conventionnel des réponses données. L'acteur, ou l'agent qui est son porte-parole, se contente de tenir un discours pré-établi et se borne strictement à ce discours, notamment en raison d'une peur de la divulgation d'informations auprès des concurrents potentiels. On perçoit pourtant des failles dans cet ensemble monolithique, des résistances, des micro-actions qui remettent en cause le fonctionnement du système d'acteur, mais le manque de transparence, la banalité des arguments et la défiance envers les milieux de la recherche en sciences sociales font que ces méthodes restent encore difficiles à exploiter dans le milieu opaque de l'entreprise. Par contre, lorsqu'on s'intéresse aux individus et à leur vie hors travail, la démarche est d'emblée plus

féconde. Cette évolution méthodologique s'est donc accompagnée d'une transformation des problématiques, de plus en plus centrées sur les individus. Lorsque j'ai commencé à aborder la question périurbaine, ce n'est pas l'espace en temps que tel qui m'a intéressé, mais bien ce que ces types d'espaces pouvaient nous apprendre sur le fonctionnement des sociétés contemporaines, notamment le rapport entre les stratégies individuelles et les logiques collectives à l'œuvre. Abordant en particulier la question sous l'angle de l'habiter, les méthodes quantitatives ne pouvaient tout au plus que fournir un substrat solide pour évaluer l'intérêt global d'un cas particulier.

Cette évolution méthodologique génère donc des interprétations différentes, plus centrées sur l'individu, même si cela dépend largement des grilles d'analyse et d'interprétation qui sont mobilisées. Depuis quelques années, mes recherches mettent donc l'accent sur les comportements individuels, sur la nature du rapport des individus à certains types d'espace, sur l'habiter en général.

5.2. Entretiens, sous quelle forme ?

La formation suivie en géographie m'avait déjà permis de m'initier aux enquêtes qualitatives, en particulier sous la houlette de Jean Gouhier pour des questions touchant aux marges sociales, avec notamment des enquêtes de terrain dans les jardins ouvriers proches d'Allonnes qui avaient été très formatrices. Mais je n'ai jamais eu de véritable formation structurée aux entretiens approfondis, en particulier sur les pièges et les biais induits par la relation humaine qui se met en place, ni sur la manière d'analyser les discours produits. Il a donc fallu apprendre sur le tas, faire son expérience par petites touches successives et, finalement, perfectionner progressivement la démarche. Il a également fallu tenir compte de la difficulté à mettre en place une telle méthode. Trouver des personnes qui aient le temps de répondre à des questions « indiscretes » n'est pas chose aisée et la façon dont on les trouve influe sur la nature même des résultats produits. Lorsque des personnes acceptent de répondre, il est également difficile de dépasser la tendance à ne recevoir comme réponse que ce que le chercheur lui-même peut poser comme hypothèse préalable. Petit à petit, j'ai donc mis en place une méthodologie originale qui mérite d'être exposée ici, avec les avantages qu'elle procure en terme de démarche scientifique, mais aussi les biais sous-jacents et les principaux pièges. Il ne s'agit pas de faire un manuel du parfait spécialiste de l'entretien, il en existe de bien meilleurs et l'ambition n'est pas de rivaliser avec des ouvrages entièrement consacrés à ces méthodes (Fenneteau 2002, De Singly 2005). Il est seulement question de bien expliciter les démarches mises en place.

Pour trouver des personnes disponibles et qui ouvrent suffisamment leur intimité pour répondre à nos questions, il semble finalement peu efficace de faire du porte-à-porte. Le temps passé à décider « enfin » une personne, les contraintes temporelles qui pèsent sur les individus malgré toute leur bonne volonté, tout cela rend souvent l'entretien ou impossible ou partiellement décevant. Même en ayant pour stratégie de prendre rendez-vous, les résultats n'ont jamais été très probants, sans doute parce que ma propre personnalité se prête également peu à ce type de démarche. De plus, à lire des thèses récentes, il me semble que lorsque les gens interviewés ne connaissent pas les chercheurs qui les interrogent, le résultat final est souvent plus marqué par la problématique du chercheur que par les réponses des enquêtés. Par exemple, Lionel Rougé (2005) me semble être arrivé sur les terrains du périurbain en plaquant en partie ses propres représentations d'habitant de l'hypercentre de Toulouse, exagérant donc les problèmes sociaux présents dans le périurbain, même si son explicitation de la figure du captif est par ailleurs très convaincante. De même, Annabelle Morel-Brochet (2006), en menant ses entretiens sur la base d'une grille de lecture rural/urbain ne pouvait qu'arriver à la conclusion que cette grille de lecture reste valide, sans pouvoir savoir si d'autres grilles de

lecture n'auraient pas été plus pertinentes. Là aussi, la qualité finale du travail n'est pas en cause, les analyses sont particulièrement précises et stimulantes, mais le lecteur reste toujours avec cette question en suspens : et si j'avais fait moi-même les entretiens, est-ce que je serai arrivé au même résultat ?

La réponse est évidemment négative, chacun possède sa part de subjectivité et même avec la meilleure volonté du monde, celle-ci ressort toujours à un moment ou à un autre de la démarche de recherche. En fait, plutôt que de se battre avec sa propre subjectivité, le chercheur doit plutôt chercher la méthode qui lui permettra d'être sinon objectif, du moins d'apporter des éléments de compréhension des comportements humains qui soient nouveaux ou originaux. J'ai donc choisi de constituer le corpus en m'appuyant sur mes propres réseaux sociaux, en essayant au maximum de les élargir pour ne pas avoir un échantillon trop homogène, tout en utilisant l'interconnaissance préalable et l'intimité préexistante, plus ou moins forte, pour aller plus loin dans la qualité des entretiens.

Les ménages que j'ai interviewés sont donc issus de mes réseaux familiaux et amicaux, ou portent sur des membres d'associations sportives, culturelles ou plus militantes auxquelles je suis plus ou moins lié. Certains sont aussi issus de rencontres plus fortuites provoquées par la démarche mise en place, et donc liées aux thématiques de recherche (« Tiens, puisque tu travailles sur la mobilité résidentielle, il faudrait que tu rencontres X »), ce qui peut s'assimiler à la méthode de la « boule de neige ». Les conditions dans lesquelles les entretiens sont menés ont aussi une grande importance : certains ont lieu au domicile des personnes ou à notre domicile, d'autres dans le cadre des activités associatives. Le fait d'être dans un cadre intime permet souvent d'aller plus loin dans les confidences mais être dans une situation « associative » permet également de mettre en discussion plus largement les questions posées, d'exprimer éventuellement des contradictions entre personnes, qui traduisent souvent des contradictions internes à chacun. De nombreux entretiens ont été également menés lors de la pratique d'activités sportives, en particulier en montagne. La pratique des activités de montagne génère des temps morts (par exemple un après-midi dans un refuge isolé lors d'un raid de plusieurs jours), particulièrement propices aux confidences. On a le temps, on partage des moments suffisamment forts pour qu'une grande intimité se construise, parfois en peu de temps. La discussion peut donc tranquillement venir sur des faits très personnels, sur une véritable histoire de vie, surtout s'il s'agit d'un échange et que les deux personnes parlent d'elles. Il ne s'agit donc plus d'un chercheur qui interroge un sujet sur son itinéraire résidentiel ou sur ses pratiques spatiales, il s'agit de deux personnes qui échangent sur le cours de leurs vies respectives.

Plusieurs expériences du type des « focus groups » ont également été mises en place, comme par exemple des formes d'entretien collectif dans lesquels la problématique est mise en débat. Les travaux sur la mobilité des cadres (9-Dodier 2004), outre quelques entretiens assez classiques, sont ainsi basés sur quelques moments forts. En particulier, un ami lui-même cadre et avec qui j'avais échangé préalablement sur le travail de recherche en cours s'est chargé d'organiser un barbecue à son domicile avec des collègues de son entreprise. La soirée s'est révélée féconde à plus d'un titre, à la fois par les matériaux formels récoltés sur les trajectoires de différentes personnes, mais aussi par la mise en discussion de la question de la mobilité et de la façon de la percevoir en tant que cadre ou en tant qu'individu. Une grande part de la pertinence de notre travail est liée à des expériences de même nature. Des ateliers de discussion au sein du monde associatif ont parfois été mis en place, par exemple à la suite d'une réunion consacrée à un ordre du jour interne. Ces ateliers apportent plus dans la connaissance des attitudes et des comportements que plusieurs entretiens successifs. Ils permettent à la fois d'observer la réalité, ou du moins la façon dont-elle est exprimée, mais en même temps les interprétations possibles peuvent être mises en discussion. A certains

moments, le chercheur n'a même plus besoin de soutenir le débat, celui-ci se nourrit de lui-même une fois lancé, les participants s'interpellant mutuellement sur les questions posées.

Enfin, cet ensemble d'entretiens est complété par d'autres formes d'investigation, qui sont de l'ordre de l'observation plus ou moins participante. Au gré de rencontres plus informelles, dans le monde professionnel, dans le monde associatif, au cours d'activités, il est souvent question d'accession à la propriété, de mobilité résidentielle, de pratiques spatiales, de rapport à la mobilité, de soucis familiaux ou tout autre élément qui peut venir éclairer la connaissance fine des modes de vie périurbain ou d'autres types d'espace. Cela permet une connaissance plus intime et plus aboutie des modes de vie, en portant une attention aux individus plus complète.

De plus, certains des ménages sont suivis depuis plus de cinq ans. Plusieurs entretiens ont eu lieu, pouvant s'enrichir mutuellement, par exemple en renouvelant les problématiques initiales. Un premier entretien a pu porter sur la trajectoire résidentielle (9-Dodier 2004), puis un second sur les valeurs urbaines ou campagnardes liées au mode de vie (20-Dodier 2007), et un troisième a pu porter de façon plus systématique sur les pratiques spatiales du quotidien (23-Dodier 2007). En suivant les ménages sur un temps relativement long, il est également possible de suivre une démarche d'accession à la propriété ou un projet de déménagement, ce qui est l'occasion d'observer comment se structure et se justifie le projet résidentiel. Le fait de suivre les ménages dans le temps a aussi comme conséquence de bien se rendre compte de la mouvance des cadres de la décision. Les normes intériorisées, les valeurs qui sous-tendent les choix, ne sont pas immuables. Elles se transforment au gré de nouvelles expériences sociales et sont marquées par la trajectoire sociale et géographique des individus. Enfin, cela consiste aussi à pratiquer la méthode du double entretien (Hoyaux 2003), c'est-à-dire à revenir avec la personne interviewée sur les analyses et les interprétations faites par le chercheur. Rendre compte de ses analyses semble *a minima* une manière de respecter la parole des personnes interviewées, de se confronter aussi, en temps que chercheur, à la perception par d'autres de son travail. D'autre part, le fait de mettre en débat les interprétations peut conduire à les renforcer comme à les remettre en question et donc à progresser dans la connaissance des situations observées.

Enfin, une ou deux expériences ont attiré l'attention sur le besoin de faire des entretiens de façon différenciée avec plusieurs membres du ménage. Lorsqu'un entretien est brutalement interrompu par un adolescent (et celui-ci ne se permet de le faire que parce qu'il me connaît personnellement) qui remet en cause le portrait idyllique du périurbain fait par ses parents, cela prouve l'existence de conflits internes entre parents et grands adolescents. C'est également possible entre les deux conjoints (Rougé 2005). Il existe en fait un premier niveau de négociation qui est interne au ménage. Certains enfants expriment donc leur désaccord avec une décision familiale qui est en fait un consensus plus ou moins négocié entre les deux conjoints, avec plus rarement un espace de parole laissé aux enfants. Cela peut jouer dans les deux sens, une réaction exacerbée par rapport à une localisation dans le périurbain comme un refus de partir du périurbain dans un autre cas. Plusieurs ménages ont donc fait l'objet d'entretiens différenciés entre chacun des membres du couple (24-Cailly et Dodier 2007), ou d'entretiens avec les enfants, surtout des grands adolescents, de façon séparée des parents.

Tableau 1 : Liste des ménages suivis sur le long terme

	Itinéraire résidentiel et lieu de résidence	Situation professionnelle et lieu de travail	Histoire familiale	Types de pratiques spatiales
1	Mayenne - St Georges Buttavent (53)	technicien, ouvrière	2 enfants	absent - villageoise
2	Orne – Parigné l'Evêque	technicien, ouvrière	3 enfants partis du domicile	repliés
3	Péricentre - La Bazoge - La Bazoge	technicien, infirmière	3 enfants	périphériques
4	Centre - Péricentre ouest - St Saturnin	technicien, infirmière	3 enfants	multi-compétents
5	St Saturnin - HLM Le Mans - Fillé/Sarthe	technicien, femme au foyer	recomposée, 3 enfants dont 1 handicapé	périphérique, repliée
6	L'Huisserie	technicien, employée	2 enfants	périphériques
7	Allonnes - Le Mans, Souigné sous Ballon - Vendée	retraités	3 enfants partis du domicile	villageois
8	Degré - Le Mans périphérie nord	retraités	plus d'enfants au domicile	multi-compétents
9	Souigné sous Ballon	retraités	2 enfants	replié - périphérique
10	St Georges du Bois	retraités	plus d'enfants au domicile	hyper-mobiles
11	St Saturnin - Ste Sabine	prof. intermédiaire, enseignante	2 enfants	navetteur - multi-compétente
12	St Saturnin - Le Mans Jardin des Plantes	PDG, femme au foyer	5 enfants	navetteur, multi-compétente
13	Vouvray / Loir	ouvriers	2 enfants	villageois
14	Mayenne (53) - Aron (53)	ouvrier, femme au foyer	2 enfants	navetteur - repliée
15	St Saturnin	ouvrier, enseignante	1 enfant	villageois - hyper-mobile
16	Joué l'Abbé	ouvrier, employée	2 enfants	périphériques
17	Trangé	ouvrier, employée	1 enfant	replié - villageoise
18	Petite ville du nord Sarthe	médecin, femme au foyer	1 enfant	multi-compétents
19	Nuillé le Jalais - Briançon	enseignants	2 enfants partis du domicile	multi-compétents
20	Ste Jamme sur Sarthe	enseignants	2 enfants	villageois - multi-compétente
21	Riaillé	enseignant, employée	3 enfants	navetteur - villageoise
22	Cérans-Foulletourte	employés	2 enfants	navetteur - périphérique
23	Lavardin	employés	2 enfants	replié - captive
24	St Saturnin	employés	3 enfants	périphériques
25	St Saturnin - La Chapelle St Aubin	employée	divorcée, 2 enfants dont 1 décédé	repliée
26	Souigné sous Ballon	commercial, ouvrière	1 enfant	hyper-mobile - villageoise
27	St Jean d'Assé	chômeur, employée	1 enfant	villageois

Itinéraire résidentiel et lieu de résidence	Situation professionnelle et lieu de travail	Histoire familiale	Types de pratiques spatiales
28 Trangé	cadres	4 enfants	multi-compétents
29 Périurbain de Rennes puis Nantes - Le Mans	cadre, profession intermédiaire	2 enfants	hyper-mobiles
30 St Saturnin – La Chapelle / Erdre (44)	cadre, infirmière	famille recomposée 2 enfants	absent - hyper-mobile
31 Le Mans les Maillets - Arnage - St Jean d'Assé	cadre, enseignante	1 enfant	multi-compétents
32 Domfront en Champagne	cadre, enseignant	2 enfants	périphériques
33 Laval sud	cadre, enseignant	2 enfants	hyper-mobile - multi-compétente
34 Yvré l'évêque	cadre, enseignant	2 enfants	multi-compétents
35 Moitron	cadre, employée	1 enfant	replié - captive
36 Pruillé - Pruillé	artisan, femme au foyer	4 enfants	villageois
37 St Saturnin - Neuville/Sarthe	agriculteur, médecin	famille recomposée, reste 2 enfants	villageois - multi-compétent
<i>Certains lieux sont légèrement modifiés afin de préserver l'anonymat des personnes.</i>			

5.3. Biais et avantages des méthodes mises en place

Cette manière de faire des entretiens présente évidemment des biais méthodologiques importants, comme toute méthode à dire vrai.

Le premier est que les réseaux sociaux qui sont à la base de la constitution de l'échantillon sont tout sauf représentatifs de l'ensemble de la population du périurbain, même si des efforts sont faits pour aller vers des personnes de profil différents. Il y a par exemple une sur-représentation des personnes actives dans le cadre associatif, ce qui engendre globalement des représentations plutôt positives du vivre-ensemble et de l'intégration dans la commune d'accueil. Inversement, les situations de repli sur soi ou sur le cercle étroit de la famille et du logement sont sans doute largement sous-estimées, bien que certains interlocuteurs, par leur fonction même (maires ou actifs dans des associations d'aide sociale) nous aient orienté vers des ménages ayant des difficultés financières ou familiales.

Un second biais est que certaines situations ne se prêtent pas à un enregistrement des entretiens, en particulier les situations interpersonnelles en montagne ou impromptues dans un cadre associatif. Il n'y a donc pas toujours de transcription possible, ce qui pose un problème de capacité à administrer la preuve pour certaines analyses. Il faut que les lecteurs face un minimum confiance à l'auteur, ce qui, dans des situations de débat, peut ne pas être le cas. L'absence d'enregistrement nécessite aussi la réalisation rapide d'un résumé des entretiens, qui n'est de toutes façons que le résumé du ressenti du chercheur et non une transcription au sens premier du terme. Il est donc intéressant d'insister sur des citations, sur quelques expressions qui ont semblé pertinentes car traduisant bien l'esprit de l'entretien, mais ce ne sont que des citations qui ne remplacent pas la richesse d'une transcription.

Un troisième biais concerne les interprétations et la tendance à la sur-interprétation de la capacité de choix des individus. Nos interlocuteurs, dans de nombreux cas, ne sont pas des anonymes. Ce sont des individus avec lesquels se mettent en place des interactions sociales de qualité et avec chacun d'entre eux se construit une relation faite de respect mutuel et de compréhension. Il est donc probable que, dans un certain nombre de cas, le chercheur tende plus ou moins inconsciemment à rendre cohérent les actes d'une personne, à trouver des logiques d'action là où il n'y a peut-être qu'une succession de hasards, de non choix ou de

choix par défaut. Ce biais est inhérent à toutes les démarches très qualitatives mais est sans doute encore exacerbé lorsque le chercheur connaît bien les personnes interrogées.

Toutefois, à partir du moment où le chercheur est conscient de ces biais, il est possible de les contourner en partie, ou du moins de minimiser leurs effets, en portant attention à la fois à la composition du panel, à la parole des personnes et à la distanciation nécessaire pour interpréter les résultats de ces entretiens.

Les avantages sont heureusement plus nombreux et plusieurs ont déjà été mentionnés, tels que la possibilité de mettre en débat les interprétations, de faire un retour sur un entretien en cas d'oubli d'un aspect important ou encore la possibilité de suivre un ménage dans le temps ou dans sa démarche de recherche d'un logement périurbain. Plusieurs hypothèses importantes, comme la question des arbitrages internes aux ménages et la position spécifique des grands adolescents ou le rôle des proximités relatives, ont été construites après des entretiens informels.

Un avantage assez général concerne en effet la démarche scientifique mise en place. Avec ce type de données qualitatives, on entre dans une démarche plus compréhensive que descriptive ou interprétative au sens strict. Il s'agit de comprendre les ressorts cachés de l'action, souvent avec la complicité de la personne interrogée, et on va beaucoup plus loin dans ce domaine avec des entretiens réalisés auprès de personnes avec lesquelles il existe une inter-connaissance préalable qu'avec n'importe quelle autre méthode.

5.4. Mesurer les pratiques spatiales : carnets de pratiques et GPS

Une autre expérience intéressante consiste à essayer de prendre la mesure des pratiques spatiales. Or, comme peu de travaux étaient basés sur une observation des pratiques spatiales au moment où se sont posées ces questions, ou seulement sur des aspects sectoriels (sur un type de déplacements, de chalandise, de travail, etc.), il a fallu construire différentes méthodes, par expérimentations successives. Celles-ci permettent de proposer aujourd'hui un corpus relativement denses sur les pratiques spatiales.

La première méthode est directement issue de la réalisation des entretiens. Au cours des premiers entretiens, il est apparu rapidement indispensable de dépasser la simple discussion autour des lieux fréquentés pour proposer des méthodes conduisant à un savoir plus solide sur les espaces parcourus et les moyens de la mobilité. En effet, les entretiens deviennent alors soit beaucoup trop descriptifs, axés sur la reconstruction d'un ensemble de déplacements en un laps de temps déterminé, ou bien restent généraux et parfois un peu flous. Ils sont certes toujours indispensables, notamment pour apprécier la nature du rapport à l'espace engendré par tel ou tel mouvement. Un flux ne dit rien de la façon dont il est perçu ou vécu et les entretiens permettent bien de comprendre les motivations, les rapports à l'espace et la façon de vivre la mobilité. Cependant une méthode plus systématique de mesure des pratiques spatiales est vite apparue comme indispensable.

La première idée mise en pratique a consisté à reconstruire, sous la forme de tableaux complétés par des cartogrammes et des schémas, l'ensemble des lieux fréquentés sur une période d'un an, soit pour l'ensemble du ménage, soit uniquement pour un individu. Il est à noter que Cailly (2004) a mis le même protocole d'enquête en place au même moment sans aucune concertation entre nous. Le nombre d'individus qui sont concernés par cette méthode est assez important puisque deux années de suite, le travail a été effectué dans le cadre d'un module d'apprentissage des méthodes d'enquête de niveau L3. Les étudiants ont parfaitement adhéré à l'objectif à la fois pédagogique et scientifique et nous disposons de données pour près de 80 personnes dans des contextes résidentiels très variés (des plus petites aux plus grandes villes, de l'espace rural le plus éloignés aux quartiers centraux, etc.).

Cette méthode est efficace pour faire ressortir les déplacements de faible occurrence vers des espaces éloignés, qui sont souvent très marquants pour les individus (visites de la famille ou d'amis éloignés, vacances et week-end sortant de l'ordinaire, pratiques culturelles, festives ou sportives exceptionnelles, etc.). De même, les déplacements journaliers ou hebdomadaires de fréquence régulière semblent également bien renseignés, permettant de se faire une bonne idée du schéma de mobilité des individus sur l'ensemble de la ville à l'échelle du quotidien.

Cependant, les limites de cette méthode sont vite ressorties au grand jour : autant la reconstitution semble fidèle voire exhaustive pour les déplacements du quotidien et les déplacements exceptionnels, autant les déplacements dans l'espace du proche mais de faible occurrence ou un peu exceptionnels semble nettement sous-estimés. Ainsi, en discutant ultérieurement de façon approfondie avec des personnes qui ont renseigné le tableau, des déplacements du type « services de santé » ou « démarches administratives » ont été totalement occultés malgré des consignes claires. De même, les déplacements du quotidien subissent une forte simplification puisque toutes les petites « boucles » pourtant programmées (par exemple aller acheter un pain ou récupérer un enfant à la sortie de l'école en rentrant du travail) sont souvent transformées en un simple aller-retour entre le domicile et le travail. Demandant un travail de mémoire finalement assez difficile, cette méthode ne permet pas de recenser l'exhaustivité des pratiques mais elle donne cependant des résultats intéressants, en particulier pour rendre compte des formes très disparates de l'utilisation des proximités périurbaines ou de la fréquentation du centre-ville.

La seconde méthode utilisée, également appliquée dans un cadre pédagogique les deux années suivantes, a consisté à recueillir les pratiques spatiales des individus dans des carnets de pratiques. Basés sur une période bien déterminée, généralement une semaine ou quinze jours et plus rarement un mois, ces carnets de pratiques sont destinés à recueillir l'intégralité des déplacements de l'individu, ainsi que divers renseignements sur la nature de la mobilité (mode de transport, partage du déplacement avec un tiers, etc.). Cette fois, le recueil tend vers l'exhaustivité sauf si la période considérée est trop longue : un mois s'est ainsi avéré une temporalité impossible à tenir. Par contre, les horaires, le temps passé dans les transport (et même sur les lieux pratiqués, par soustraction), la façon d'être mobile, etc., peuvent également être évalués. La difficulté est toutefois de savoir si la semaine est représentative ou non de l'ensemble des mobilités de la personne. Parfois, il semble que les individus choisissent des journées un peu extrêmes, le simple fait d'être observé contribuant à les faire changer de comportement ou à axer leur réponse sur un type de comportement au nom de valeurs sous-jacentes liées à la perception de la mobilité. Cependant, des journées-types peuvent être identifiées, opposant notamment journées travaillées et journées chômées, journées consacrées aux déplacements et journées casanières, systématisation des trajets en boucle et journées consacrées uniquement au travail, etc.

Dans les deux cas, la difficulté a surtout été de valider les itinéraires dans la ville que sous-entendent ces déplacements. Dans le premier cas, nous disposons uniquement d'un système de lieux reliés entre eux mais rarement des itinéraires car il est impossible de se remémorer l'ensemble des parcours effectués sur un an. Dans le second cas, comme nous avons proposé à certaines personnes de répondre en traçant leurs itinéraires sur des cartes à différentes échelles, les parcours sont plus souvent connus, mais la lourdeur de l'opération la rend difficilement reproductible sur des effectifs élevés. Or, connaître ces itinéraires participe aussi de l'analyse de la perception de l'espace et notamment de la capacité des individus à appréhender l'ensemble du système urbain.

Une nouvelle méthode est donc envisagée, qui s'appuie sur la technologie du GPS et l'enregistrement de traces. Pour l'instant, elle n'a pas été appliquée à une large échelle pour des raisons de coût et de difficultés de mise à disposition d'un outil relativement onéreux, mais comme de plus en plus de véhicules automobiles sont équipés de GPS, il est sans doute

envisageable de récupérer ces traces directement depuis des GPS personnels. La seule expérience menée jusqu'à présent a donc consisté à confier un GPS à plusieurs personnes pour qu'elles enregistrent leurs déplacements sur un laps de temps déterminé, en l'occurrence une journée, ce qui correspond grosso modo à l'autonomie des deux modèles dont nous disposons. Il est ensuite possible de transférer la trace sur un logiciel de cartographie du type CartoExploreur pour visualiser l'ensemble des déplacements sur une journée.

Carte 1 : Exemple de trace GPS

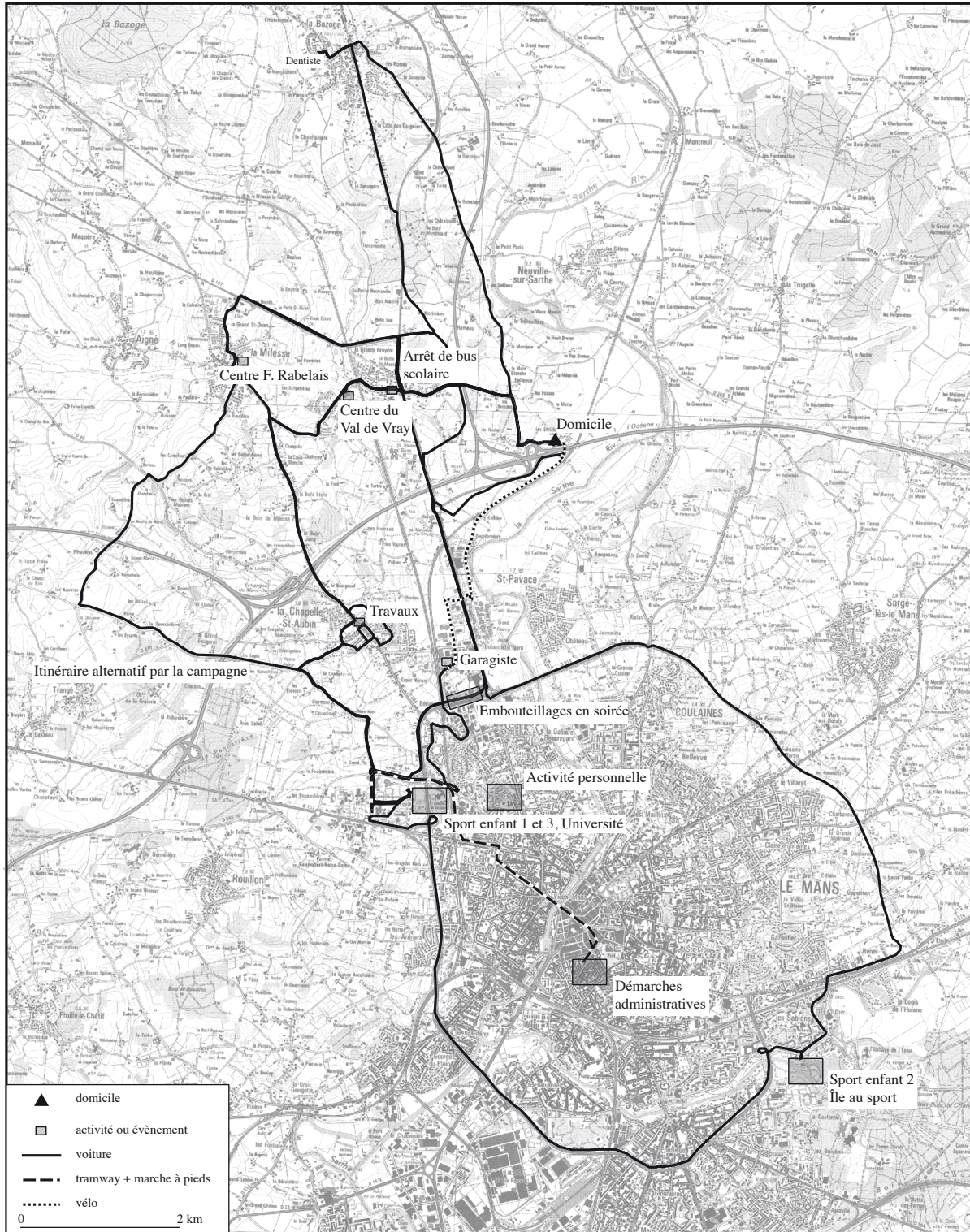


Tableau 2 : Emploi du temps associé à la trace GPS

Départ	Trajet	Raisons	Km	Arrivée	Remarques
7 h 54	Domicile - St Saturnin (Place de l'Antonnière) A-R	transport au car scolaire (collège enfants 1 et 2)	5,2	8 h 04	
8 h 58	Domicile - St Saturnin (Centre du Val de Vray)	Musique enfant 3 + travail associatif		9 h 03	
9 h 51	St Saturnin (Centre du Val de Vray) - La Bazoge	Dentiste		10 h 00	
10 h 30	La Bazoge - Domicile	Retour maison	15,9	10 h 38	par la campagne
12 h 38	Domicile - St Saturnin (Place de l'Antonnière) A-R	retour du car scolaire (collège enfants 1 et 2)	5,2	12 h 53	6 mn d'attente (car en retard)
13 h 40	Domicile - Ile au Sport (Sablons, Le Mans)	activité sportive enfant 2		13 h 57	par rocade nord, passe parfois par Neuville selon travaux sur la rocade
13 h 57	Ile au Sport (Sablons, Le Mans) - Petit Vaurouzé (Université, Le Mans)	activité sportive enfant 1 et 3	24,4	14 h 09	par rocade sud
14 h 15	Petit Vaurouzé (Université, Le Mans) - Autogare	démarches administratives + un achat		14 h 35	en tramway + marche à pieds
14 h 55	Autogare - Petit Vaurouzé (Université, Le Mans)	recupérer enfant 3	10,6	15 h 10	en tramway + marche à pieds
15 h 17	Petit Vaurouzé (Université, Le Mans) - St Saturnin (Centre du Val de Vray)	Théâtre enfant 3 + travail associatif	9,3	15 h 34	par La Chapelle St Aubin, travaux ce jour-là !
15 h 48	St Saturnin (Centre du Val de Vray) - Petit Vaurouzé (Université, Le Mans)	recupérer enfant 1		16 h 00	par rocade
16 h 11	Petit Vaurouzé (Université, Le Mans) - La Milesse (Centre François Rabelais)	Musique enfant 1 + travail associatif	17,1	16 h 24	par la campagne
16 h 52	La Milesse (Centre François Rabelais) - Petit Vaurouzé (Université, Le Mans)	recupérer enfant 2 (qui a pris le tramway depuis l'Ile aux Sports)		17 h 05	par déviation de St Saturnin
17 h 05	Petit Vaurouzé (Université, Le Mans) - St Saturnin (Centre du Val de Vray)	recupérer enfant 3 + bibliothèque		17 h 15	par La Chapelle St Aubin
17 h 28	St Saturnin (Centre du Val de Vray) - Domicile	retour enfants 2 et 3	22,2	17 h 33	enfant 1 revient de la Milesse avec un voisin
17 h 40	Domicile - Zone Industrielle Nord	garagiste, récupération autre véhicule		17 h 55	en vélo par une petite route
18 h 05	Zone Industrielle Nord - Petit Vaurouzé (Université, Le Mans)	activité sportive		18 h 16	par Le Mans
19 h 37	Petit Vaurouzé (Université, Le Mans) - Domicile	retour maison	21,9	19 h 49	par rocade (plus de bouchons à cette heure)
			131,8 km	durée approximative: 3h40 !	

L'exemple proposé concerne un mercredi ordinaire d'une mère de famille qui ne travaille pas ce jour-là afin de « piloter », l'expression est d'elle, ses enfants dans leurs différentes activités. Cet exemple apparaît à la fois singulier et représentatif : singulier par l'ampleur des déplacements, c'est pour cela que cette personne a été choisie avec l'objectif de mesurer précisément un cas extrême ; en même temps, il est emblématique par les choix effectués et les stratégies mises en place. La trace GPS permet en effet d'être sûr de l'exhaustivité des déplacements et des itinéraires choisis. Une grande rationalité s'observe donc, par exemple dans l'organisation temporelle des déplacements (limiter le kilométrage et le temps passé, déjà particulièrement long), mais aussi dans le choix des itinéraires. La rocade nord étant saturée dans le sens ouest-est dès 16h/16h30, des itinéraires alternatifs sont empruntés, attestant d'une connaissance fine du réseau routier y compris secondaire et des temps de parcours, alors même que la personne affirme ne jamais avoir utilisé une carte ou un plan pour construire ces itinéraires. C'est par expérimentation successive que se met en place ce savoir spatial, cette compétence dans la maîtrise des espaces et de la mobilité. La personne joue également sur les différents modes de transports, en mobilisant le vélo, le tramway et la marche à pied selon les lieux et l'objectif pratique. Enfin, elle exerce manifestement ces compétences sur l'ensemble du système urbain, attestant d'une connaissance fine de la géographie de l'agglomération.

Cette méthode pose cependant des problèmes éthiques non négligeables. D'une part, le chercheur s'immisce encore plus dans l'intimité des individus « suivis » – c'est presque une filature « policière » – et la méthode nécessite non seulement l'accord de la personne mais également beaucoup de prudence dans le rendu, l'exploitation et l'analyse des données. D'autre part, mais c'est parfois vrai pour les autres méthodes qualitatives présentées auparavant, la confidentialité est difficile à respecter car la trace part de façon évidente du domicile de la personne. Sur la carte présentée ici, l'origine des traces a donc été modifiée afin de respecter au minima l'anonymat de la personne, mais si le lecteur connaît la personne, il la reconnaîtra aisément. Toutefois, en multipliant les exemples, il semble possible d'arriver à quantifier de façon très fine les pratiques spatiales, voire de proposer des typologies de types de mobilité selon l'ampleur et la forme des déplacements. Il s'agit donc d'un procédé novateur, qui semble très prometteur pour l'analyse de la mobilité.

D'autres méthodes sont bien évidemment possibles pour mesurer les pratiques spatiales ou analyser les rapports à l'espace. En particulier, la réalisation de cartes mentales mériterait une attention renouvelée, le contexte scientifique actuel étant sans doute favorable à une exploitation plus rigoureuse et plus intéressante de ce type de matériau. Cependant, nous pensons être arrivés à une bonne connaissance des pratiques spatiales grâce à l'utilisation conjointe de ces trois méthodes : reconstitution des pratiques spatiales sur un an, carnets de pratiques sur une semaine et exploitation de traces GPS.

5.5. Le besoin de re-quantifier : mise en place d'une enquête

Après avoir obliqué vers ces démarches qualitatives, le temps est venu de faire le point sur les acquis et les manques de l'ensemble du corpus accumulé depuis plusieurs années. Dans le cadre d'un programme de recherche soutenu par la Région Pays de la Loire et intitulé PERIURB, un groupe s'est constitué autour de problématiques associant les pratiques habitantes et les modes de gouvernance présents dans les espaces périurbains. Dans ce groupe, plusieurs chercheurs ont plus l'habitude des méthodes très qualitatives que des méthodes plus classiques de la géographie. Mais collectivement, après avoir analysé en profondeur les pratiques spatiales avec un certain succès comme en atteste la bonne réception des communications, des articles ou même des thèses (Cailly 2004) des uns et des autres, nous sommes arrivés au constat qu'il était nécessaire de quantifier un tant soit peu la part respective

des différents types de modes de vie présent dans le périurbain. Aucun travail de cette ampleur n'a jusqu'à présent été engagé dans ce contexte résidentiel. Dans d'autres contextes résidentiels, une enquête de conception voisine porte sur les habitants des parties anciennes de plusieurs centres-villes (Authier 2001). Les enquêtes sont également nombreuses dans les zones d'habitat social, avec des questionnements divers, pas forcément très orientés sur les pratiques habitantes. Les beaux quartiers sont plus rarement explorés à l'exception notable des travaux de Pinçon et Pinçon-Charlot (1989) et de Grafmeyer (1992) mais les méthodes diffèrent un peu. Par contre le périurbain reste un type d'espace finalement peu exploré ou seulement récemment exploré et essentiellement par des méthodes très tranchées (recensements ou entretiens).

La réalisation d'une vaste enquête sociale sur les modes d'habiter périurbains est donc originale à plus d'un titre. A notre connaissance, aucun programme de recherche sur les pratiques spatiales ne s'appuie à ce jour sur des enquêtes intermédiaires de ce type. Les sources quantitatives usuelles (recensements, enquêtes INSEE thématiques, etc.) permettent généralement de révéler la structure spatiale de la mobilité, en se focalisant principalement sur les trajets domicile-travail, mais non de cerner l'ensemble du système de mobilité des ménages et encore plus rarement de relier ces aspects aux trajectoires résidentielles au niveau individuel. Par contre, le recensement est largement mobilisé par Berger (2004) sur l'ensemble de l'Ile-de-France, montrant toute sa diversité sociale et le lien entre structure du marché du logement et formation de la division sociale de l'espace. Il est également à la base des travaux plus descriptifs de délimitation par l'INSEE des aires urbaines. Ce travail sur les sources issues du recensement général de la population (dépouillement exhaustif, sondage au quart, matrices domicile-travail ou domicile-études) est possible sur une région (Dodier 1994) et doit toujours être poursuivi, avec toutes les incertitudes qui pèsent sur la finesse d'analyse permise par la prochaine livraison du recensement. Par ailleurs, la seule enquête lourde qui permet de travailler sur les pratiques habitantes, en se focalisant toutefois sur les pratiques de mobilité (Motte 2006), est l'enquête « transports ». Elle se limite cependant à la région Ile-de-France et n'aborde pas les questions de mobilité résidentielle.

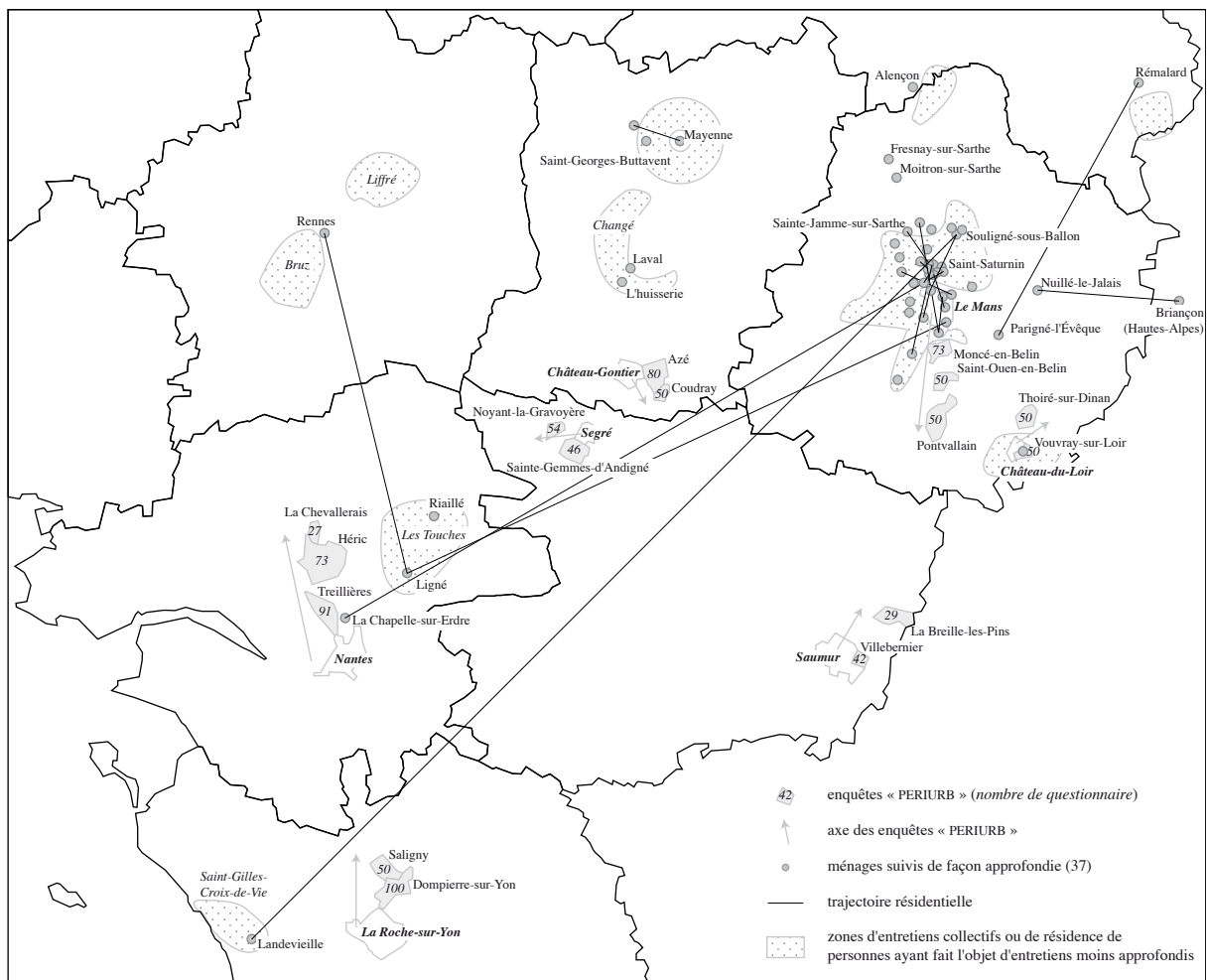
Dans d'autres programmes de recherche, l'analyse se fonde sur des entretiens qualitatifs du type de ceux que nous avons menés collectivement sur divers sites (Tours, Le Mans, Nantes, etc.) dans la première phase du programme et qui sont à l'origine des principales publications parues. Les démarches qualitatives ont permis de décortiquer les pratiques spatiales des périurbains (Pinçon et Thomann 2001, Cailly 2004, 18-Dodier 2006, Morel-Brochet 2006, etc.) et d'avancer sur les aspects compréhensifs. Toutefois, entre sources quantitatives classiques et entretiens approfondis, il n'existe pas d'enquête intermédiaire, permettant à la fois de faire des typologies des modes de vie et d'étudier leur variabilité spatiale dans l'ensemble des espaces périurbains. Il est nécessaire, à un moment donné, d'arriver à quantifier le poids relatif des différentes manières de vivre dans l'espace, de mesurer l'impact réel de la distance au centre ou de la taille de l'agglomération sur les pratiques spatiales et la perception des mobilités.

Dans le cadre du programme PERIURB, nous avons donc mis en place une vaste enquête sur 917 ménages qui poursuit ce but. Les choix effectués traduisent bien un souci de quantifier des aspects qui ne l'ont pas été jusqu'à présent. Les thématiques relèvent classiquement du statut social des ménages interrogés, mais aussi des situations résidentielles actuelles et antérieures des conjoints du ménage, ainsi que des déplacements au quotidien des habitants du périurbain dans toute leur diversité : lieu de travail des parents, lieux d'étude des enfants, pratiques commerciales de toute la famille, recours aux services, rencontres des amis et de la famille, pratiques de loisirs et d'activités diverses, investissement dans la commune, etc. Les contraintes inhérentes au financement du programme ont conduit à sélectionner 16 communes périurbaines des Pays de la Loire, dans lesquelles le panel se compose de 50 à 100

ménages selon la taille de la commune. Les grands principes de respect des principales structures sociales ont été, dans la mesure du possible, appliqués afin d'obtenir un échantillon le plus représentatif possible des habitants de chaque commune. Les répartitions par âge, par PCS et par type de localisation dans la commune ont servi de base pour l'élaboration de cet échantillon.

Le choix des communes a été fait en fonction des objectifs du programme, notamment d'explorer aussi bien les modes de vie périurbain dans les périphéries des grandes villes que dans celles des moyennes et petites villes de la région des Pays de la Loire. En tenant compte de la représentation des différentes tailles de ville et en choisissant de ne pas retenir simultanément certaines agglomérations aux profils voisins (comme Angers et Le Mans par exemple), un certain nombre de villes-tests ont été sélectionnées sur la base de la facilité d'accès pour les enquêteurs et de critères de variété des profils urbains : une métropole régionale (Nantes), une ville « intermédiaire » (Le Mans), deux villes moyennes différentes (La Roche-sur-Yon et Saumur) et trois petites villes aux profils différenciés (Château-Gontier, Segré et Château-du-Loir). Le but est de travailler aussi sur ces échelons urbains que sont les petites et moyennes villes, souvent oubliées lorsqu'on s'intéresse au périurbain, en essayant de voir si on y observe la même variété des modes de vie, les mêmes tendances au tout automobile et à la mobilité généralisée que dans les grandes unités urbaines, ou si les processus restent bien différents de ceux en œuvre dans les grandes villes.

Carte 2 : Lieux d'enquête et d'entretien



Ensuite, il s'agit aussi de faire varier la distance au centre, l'hypothèse de base, construite à partir des acquis des entretiens, étant que les différents modes de mobilité varient prioritairement selon ce critère. En considérant les différences démographiques et l'extension spatiale des agglomérations, trois communes d'enquête ont été sélectionnées autour des grandes villes et deux communes ont été choisies autour des villes moyennes et petites. Par ailleurs, ces communes périurbaines ont été choisies sur un même axe par rapport à la ville voisine mais à des distances différentes du pôle urbain (périurbain proche / périurbain lointain), de manière à s'affranchir des effets sectoriels déjà connus : il existe une tendance à la reproduction des différenciations sociales internes à la ville-centre dans les couronnes périurbaines qui conduit à une relative homogénéité sociale d'un secteur donné, indépendamment de la distance. Il est à noter que nous n'avons pas respecté la définition par l'INSEE des communes périurbaines à partir du zonage « aires urbaines » puisque trois communes sont qualifiées par l'INSEE de « communes rurales » et une autre de « commune de banlieue ». L'appréciation des données objectives (distance au centre, type de population, équipement de la commune, proportion de personnes travaillant dans l'agglomération proche), a prévalu sur les définitions standards fondées sur ce seul dernier critère ou sur la contiguïté spatiale, mais cela ne joue qu'à la marge.

Cette enquête est actuellement en cours de traitement et il ne s'agit pas ici de proposer les premiers résultats mais de rappeler que l'évolution des méthodes est emblématique d'un parcours de recherche. Après être passé de méthodes à dominante quantitatives à des méthodes très largement qualitatives, nous (et il s'agit bien ici d'un collectif de chercheurs et non d'un individu unique) avons donc eu le besoin de passer à nouveau par une phase de quantification des processus.

Conclusion de la première partie

Quelles que soient les méthodes utilisées, passer des groupes aux individus dépend très largement des interprétations proposées, du contexte théorique voire idéologique dans lequel se situe le chercheur. Même si le propos du début de cette partie a porté largement sur les aspects théoriques, il est nécessaire d'insister encore sur le rôle des interprétations, en particulier lorsqu'il est question d'individus ou de groupes sociaux et que les sources mobilisées sont plutôt de l'ordre du qualitatif.

Le chercheur est intégré dans un contexte de recherche, avec une dimension idéologique dont-il est difficile de s'affranchir, même si cela est souvent présenté comme une condition pour prétendre à une démarche scientifique. Aucun chercheur n'arrive à se détacher totalement du contexte idéologique dans lequel il s'insère. Celui-ci est fait de croyances, d'idées reçues, ce dont le chercheur essayant d'adopter une posture scientifique parvient généralement à s'extraire, mais aussi d'un socle de valeurs sociétales, de certitudes, y compris scientifiques, que seules quelques consciences particulièrement éclairées ressentent comme telles. Adopter un corpus théorique contient toujours une part d'idéologique, parce que cela entre en résonance avec des présupposés qui sont de l'ordre de l'intime. L'expérience sociale propre au chercheur, son histoire de vie, son intégration dans tel ou tel groupe social influent sur sa manière de percevoir le réel, son positionnement par rapport aux idées dominantes et ses propres modes d'interprétation. Le chercheur est lui-même un individu spécifique, avec ses contradictions internes, son expérience antérieure et intérieure, plongé dans un système d'acteur qui a une dynamique propre et qui forme toujours un cadre à la pensée. La pensée n'est jamais véritablement autonome, des dogmes peu visibles la surplombent. Le chercheur doit donc être conscient de cette situation et tendre d'une part à remettre en cause ses plus profondes certitudes, et d'autre part à exprimer le mieux possible d'où il vient et qui il est, de façon à ce que son lecteur comprenne la façon dont se structure sa pensée. Dire cela vaut parfois des réactions vives de la part de collègues qui se sentent agressés par rapport à leur sincérité. Or, le but n'est pas ici de remettre en cause les choix conscients ou inconscients effectués par chacun, mais de faire se diffuser des attitudes à la fois plus critiques et plus compréhensives. En effet, il ne s'agit pas seulement de critiquer pour critiquer, de marquer un territoire comme c'est trop souvent le cas lorsqu'une évaluation, qu'elle porte sur un article, un dossier de carrière ou un ouvrage, devient négative et polémique. Il s'agit aussi de faire l'effort de comprendre que d'où le chercheur se situe, sa pensée a aussi sa logique et sa validité même si on n'adhère pas à sa démarche ou à ses conclusions : postures sans doute contradictoires, mais qui semblent mieux permettre de progresser collectivement, en particulier dans le domaine des pratiques spatiales.

De plus, le contexte idéologique de ces trente dernières années s'est profondément transformé. Lorsque le Monde était encore coupé en deux, des schémas de pensée binaires, opposant marxistes et libéraux par exemple, dominaient la pensée scientifique, en particulier dans le domaine des Sciences Humaines et Sociales. Or, la chute du mur et la disparition de la conscience de classe des ouvriers n'ont pas que des incidences dans le champ de la vie politique. Ces événements jouent également un rôle dans la transformation de la pensée contemporaine. Ainsi, lorsque nous disons que la situation dans années 60/70 était celle d'une surinterprétation des oppositions sociales sous la forme de conflits de classes, nous emportons généralement l'assentiment des interlocuteurs. Avec du recul, la lecture de la société qui prévalait à cette époque apparaît clairement dominée par des dogmes opposés et par une impossibilité même de communiquer entre deux modes de pensée contradictoires. Mais quand nous affirmons qu'aujourd'hui la lecture en termes de classes sociales est sous-estimée pour des motifs idéologiques rigoureusement inverses, nous nous heurtons à de l'incompréhension parce que cela va clairement à l'encontre de la pensée dominante.

Le contexte actuel est en effet celui d'une survalorisation du rôle des individus. En particulier, avec l'individualisme méthodologique, l'accent est mis sur la capacité de choix des individus. L'importation en géographie des concepts et des méthodes de la sociologie ne devrait pourtant pas se traduire par une simple reproduction des antagonismes qui traversent le monde de la sociologie. Or ce qui se passe actuellement est exactement cela : d'un côté la mouvance autour de Lévy (2007) tend à adopter des postures célébrant le libre choix d'un individu tout puissant, oubliant même que l'individu est aussi social ; de l'autre côté, le maintien d'une grille de lecture en termes peut-être trop exclusifs de dominants-dominés ne semble plus adaptée aux recompositions sociales multiples (Ripoll et Rivière 2007). La réalité se situe, comme souvent, dans une position médiane, qui reconnaît une part de choix aux individus dans un univers qui reste fortement contraint par des structures sociales. Il ne s'agit pas de plaider pour une synthèse utopique ou pour un œcuménisme improbable, mais simplement d'articuler les deux dimensions de la même réalité : celle de l'individu.

Or, lorsqu'il est question d'entretiens, la tentation est grande de privilégier des interprétations qui donnent aux individus une grande part de liberté dans leurs choix puisque c'est ainsi que les individus expriment leurs actions et les stratégies mises en place. Pourtant, d'autres attitudes sont possibles, insistant sur les régularités, parfois ténues quand le corpus ne compte qu'une poignée d'individus, mais qui font sens car symboliques de dimensions collectives. De ce point de vue, les grilles d'interprétation de Cailly (2004) semblent particulièrement convaincantes, opposant par exemple deux types d'habitus principaux, « populaire » et « cultivé », structurant le rapport aux espaces périurbains, mais reconnaissant aussi la possibilité aux individus de mobiliser ou non telle ou telle caractéristique, telle ou telle appétence, selon le contexte résidentiel ou sa situation sociale à l'instant t.

Pour notre part, il sera largement question, dans le cadre de ce travail, de mettre en évidence ces dimensions collectives plus ou moins cachées, de montrer comment, lorsque les individus expriment des choix, un certain nombre de cadres rendent leurs choix finalement limités à l'intérieur d'un champ des possibles largement induit par leur situation sociale.

Deuxième partie

Trajectoires et parcours :
l'exemple de la mobilité résidentielle
périurbaine

Au niveau des ménages et des individus, les stratégies de recherche d'un logement ou d'un terrain pour construire sont parmi les actions dans l'espace à la fois les plus significatives et les plus structurantes.

Significatives parce qu'elles nous instruisent énormément sur les individus, sur les processus cognitifs qui les conduisent à agir dans l'espace et sur la façon de prendre en compte la dimension spatiale dans un acte fort. Ce genre de décision est finalement peu courant dans une vie. Lors des premiers déménagements, au moment de la décohabitation et dans les années qui suivent, la localisation résidentielle peut apparaître comme secondaire. L'acte dépend beaucoup de conditions qui n'ont pas une dimension spatiale très forte à l'échelle de l'individu : la disponibilité d'un logement dans le segment du locatif, le niveau de rémunération du moment, les contraintes qui pèsent sur les déplacements, bien qu'il y ait ici une incidence géographique, etc. Par contre, lors de l'achat d'un premier logement et peut-être plus encore lorsqu'un ménage fait construire sa maison, l'action de choisir une localisation résidentielle a une portée plus importante et apprend beaucoup de choses sur les individus et leurs relations entre eux, en particulier à l'intérieur du ménage.

Structurantes ensuite, parce que la somme de ces décisions individuelles, même en tenant compte des contraintes sociétales qui pèsent sur elles, a des conséquences spatiales et sociales qui dépassent très largement l'échelle des ménages. Elle conduit à la définition d'une demande sociale faite d'une multiplicité d'attentes forcément disparates. De plus, la décision s'inscrit dans des rapports sociaux qui se construisent aussi à travers cette confrontation entre actes individuels et diffusion de normes sociales. Ainsi, ces stratégies résidentielles nous renseignent sur le rôle des représentations de l'espace dominantes au sein d'un groupe social et permettent de mesurer l'importance des trajectoires antérieures, qui sont in fine une forme d'appartenance sociale. Ces actions sont donc au cœur de l'articulation entre logiques collectives et démarches personnelles.

Cette seconde partie a donc pour objet, sur la base de l'exemple de la mobilité résidentielle périurbaine, de montrer comment peuvent s'articuler les dimensions individuelles et collectives dans un champ de recherche déterminé. Celui-ci est déjà bien balisé, s'appuyant sur une tradition déjà longue de travaux sur la mobilité résidentielle (Bonvalet et Fribourg 1990, Hirschhorn et Berthelot 1996, Bonnin et de Villanova 1999, etc.) qui apparaîtront au lecteur attentif comme un substrat sur lequel s'appuie les principales remarques. Par exemple, il n'est pas question ici de revenir sur les principaux déterminants de la mobilité résidentielle, ces travaux ayant montré qu'il s'agit d'un choix aux multiples facettes, en premier lieu adossé au désir d'être propriétaire ou de rechercher avant tout des caractéristiques spécifiques pour un logement (taille, confort, etc.). Le but est ici plutôt de s'interroger sur la mobilité résidentielle vers et à partir des espaces périurbains dans ce qu'elle a de spécifique par rapport à d'autres types d'espaces. La mobilité résidentielle sert alors de révélateur du rôle d'un pan de l'organisation urbaine dans le fonctionnement des villes et en particulier dans son fonctionnement social. Est-ce que les espaces périurbains sont intégrés dans des flux à l'échelle de l'ensemble du système urbain et de quelle manière ? Est-ce que les espaces périurbains ont, au niveau des représentations des individus, une place spécifique qui les distinguent du reste de l'espace ? Ces questions rejoignent des interrogations plus larges sur la permanence d'un fonctionnement des espaces périurbains en osmose avec la ville ou sur leur autonomisation progressive.

Cependant, cette thématique de recherche, la mobilité résidentielle périurbaine, est surtout utile afin de progresser dans l'analyse des parcours et trajectoires résidentielles de nos contemporains, ce qui peut apparaître comme un projet de recherche à long terme. Chaque mobilité résidentielle s'inscrit en effet dans un itinéraire biographique qui, d'une façon ou d'une autre, est en partie modelé par les expériences sociales et spatiales des personnes et, bien sûr, par des appartenances sociales multifformes. Dans un cadre général, qu'on peut

considérer comme généré par les limitations d'origine culturelle, chaque individu dispose de compétences propres à lire l'espace, à se positionner dans la société, à aspirer à un horizon différent. Les différents types d'espace sont autant de ressources disponibles, qui sont connues et mobilisées ou non par les individus en fonction de leur itinéraire biographique, de leur origine sociale et de leur trajectoire (identitaire, professionnelle, etc.). La connaissance des trajectoires individuelles permet donc de remobiliser la notion de parcours pour bien montrer que chaque mouvement résidentiel n'est jamais dû au hasard mais s'inscrit dans une suite logique, en tenant compte des contraintes structurelles existantes à l'instant t, et comporte une part de choix significative.

Dans un premier temps, le contexte sociétal dans lequel se fait cette mobilité résidentielle sera rappelé brièvement : tout d'abord en dressant un court état des lieux de la dynamique de l'urbanisation des espaces périurbains (surfaces construites, formes, micro-contextes résidentiels, etc.). De même, il est nécessaire de faire le point sur les catégories sociales qui arrivent dans les espaces périurbains, ce qui est relativement classique, ou qui en partent, ce qui est plus discret dans le champ de la recherche mais est également indispensable pour comprendre le fonctionnement de ces espaces périurbains et les trajectoires des individus et des ménages. Ces trajectoires s'inscrivent dans le cycle de vie des ménages, concernent des catégories sociales et ethniques spécifiques, sont remises en cause par des contraintes externes liées au travail ou internes aux familles en raison du fort mouvement de décomposition / recomposition des couples, se poursuivent par des retours en ville, surtout pour les jeunes, ou des migrations vers d'autres types d'espaces pour les retraités, etc.

Ces mouvements tendent à homogénéiser la composition sociale des espaces périurbains sur la base de la présence des familles. Cependant, des différenciations émergent selon les segments du marché immobilier, souvent internes à chaque village périurbain, ou se construisent entre couronnes successives en raison des processus de formation des prix fonciers et immobiliers. Elles sont complétées par des oppositions selon des secteurs, souvent en reproduisant les ségrégations internes à la ville-centre, ou en fonction des aménités environnementales ou paysagères propres à de petites régions. Enfin, les processus qui sous-tendent le mouvement de périurbanisation sont différenciés selon les échelons urbains, entre une situation métropolitaine marquée par un étalement maximal dans un contexte de fortes tensions sur le marché foncier et des petites villes où le phénomène s'adosse plus sur la réminiscence de « valeurs » associées à la campagne.

L'ensemble de ces contraintes forme un cadre à l'intérieur duquel s'exercent les stratégies résidentielles des ménages. Les premiers résultats de l'enquête PERIURB comme les entretiens montrent que les stratégies résidentielles s'appuient d'abord sur la force du modèle résidentiel pavillonnaire en France. Le désir de devenir propriétaire, de préférence d'une maison individuelle non contiguë, est le premier facteur pour expliquer l'intensité de la périurbanisation. De plus, les contraintes liées aux marchés fonciers et immobiliers (disponibilité foncières et, plus encore, différentiels de coûts) forment le cadre très contraignant à l'intérieur duquel se déploient les marges de manœuvre des individus et des ménages.

Quelques facteurs récurrents de l'arbitrage entre prise en compte des contraintes et choix électif seront également présentés comme des pistes de recherche qu'il convient de continuer à explorer, comme la recherche d'un environnement rural préservé, le rôle de la localisation des emplois des différents membres du ménage, la proximité relative de la famille ou de certains services, l'expression d'une volonté de fuir la ville, etc. La posture de recherche consiste toujours à articuler dimension individuelle, la façon dont chaque élément peut être exprimé dans un entretien par exemple, et dimension collective, c'est-à-dire la récurrence ou non de certains types d'argumentaires dans les discours des ménages périurbains.

Sans surévaluer la capacité de choix des ménages, la notion de stratégie résidentielle permet de mettre en avant les processus qui relèvent de l'utilisation de compétences, en particulier de compétences dans la manière de lire l'espace ou de se projeter dans l'espace, et de la mobilisation de ressources spatiales (attributs différentiels des lieux de résidence envisagés par exemple). Le suivi de quelques ménages dans leur démarche de changement de lieu de résidence est de ce point de vue particulièrement intéressant, permettant en particulier de mettre l'accent sur les éléments sous-jacents intégrés en amont de la décision. L'expérience sociale et spatiale antérieure explique ainsi une grande part des trajectoires résidentielles vers les espaces périurbains. De même, les représentations des différents types d'espace restent encore très marquées par l'appartenance sociale des individus : les catégories aisées et les catégories populaires ne viennent pas dans les espaces périurbains pour les mêmes raisons. La situation des ménages oscille donc entre une capacité réelle de choix et des contraintes qui contribuent à définir un champ des localisations possibles.

L'ensemble de cette réflexion permet de considérer que les espaces périurbains jouent un rôle précis dans le fonctionnement des villes contemporaines, en particulier à travers l'accueil de certaines catégories de populations, dans la mise en ordre des catégories sociales dans l'espace, ce qui participe d'une forme de régulation sociale.

Cette partie est donc à la fois un point sur l'avancée des travaux sur la mobilité résidentielle, qui ont lieu dans le cadre d'un collectif, et une position de recherche, voire même pour une grande part un projet en cours d'élaboration.

1. Périurbanisation et mobilité résidentielle

La périurbanisation est un processus complexe qui prend sa source dans les grands changements contemporains des modes de vie : individualisation croissante de la société, diffusion de l'automobile et baisse des freins à la mobilité, développement de modes de construction standardisés, etc. Si la dynamique du processus ne se dément guère au cours de ces dernières années, la réalité actuelle est multiforme même si les modèles du pavillon et du lotissement restent largement prédominants. L'évolution incertaine des coûts de l'immobilier et du transport individuel risque cependant de remettre en cause la place prise par les espaces périurbains dans la ville contemporaine.

Dans ce cadre, la réalité des flux de mobilité résidentielle est ce qui permet de prendre la mesure des parcours et trajectoires résidentielles des ménages. Ces mobilités résidentielles montrent toute la complexité du processus, une lecture rapide de la diversité des lieux d'origine mais aussi des lieux de migration donnant l'impression d'un mouvement brownien sans logique interne. Le cycle de vie des ménages forme cependant une matrice qui permet de rendre intelligible une partie de ces mouvements. Il est ainsi possible de s'intéresser aux espaces d'origine des arrivants, dans lesquels prédominent les espaces urbains, proches ou situés dans une autre agglomération mais certains flux proviennent également des espaces périurbains eux-mêmes, voire d'espaces plus éloignés. Le profil standard des arrivants est celui de familles de catégories moyennes ou populaires solvables, avec une grande homogénéité ethnique, les étrangers étant très rares. Inversement, il est intéressant de se pencher sur le devenir de certaines populations, jeunes et retraités en particulier, qui retournent vers la ville ou migrent sous d'autres cieux. L'ensemble permet de poser la question de la nature du passage résidentiel dans les espaces périurbains : s'agit-il d'un simple temps dans les parcours résidentiels des ménages ou est-ce une impasse résidentielle ? Enfin, la composition même de ces flux migratoires permet de poser des hypothèses sur les raisons qui poussent les individus à effectuer de tels choix résidentiels. La dimension collective, structurelle pourrait-on dire, qui surplombe chacune des décisions individuelles se révèle ainsi plus facilement.

1.1. La réalité de l'urbanisation

Les analyses disponibles à l'échelle de la France (IFEN 2003 et 2005 par exemple) sont généralement basées sur la télédétection et en particulier sur l'exploitation de la source CORINE LAND COVER. Sur cette base, on peut estimer que 8,3% du territoire métropolitain, soit près de 5 millions d'hectares, est « artificialisé » au sens le plus fort du terme, c'est-à-dire couvert par des infrastructures routières et des parkings (39%), des zones industrielles et commerciales, des sols non bâtis artificialisés ou des sols bâtis. Cette dernière catégorie, celle qui nous intéresse le plus ici, couvre 25% de ces espaces « artificialisés ». L'ensemble progresse indéniablement (+15% entre 1994 et 2004) même si la source incite à être prudent sur l'appréciation de ce rythme puisque le pixel de base fait 25ha et que des portions de l'espace terrestre de cette taille forment rarement des ensembles homogènes. Toutefois, il est clair que le rythme de l'urbanisation a été rapide ces dernières années, ce qui n'est pas sans poser problème à long terme, pour le maintien des terres arables en particulier puisque c'est aux dépens de cette forme d'occupation du sol que se fait l'essentiel de la croissance urbaine et périurbaine.

Un zoom sur l'agglomération mancelle peut être proposé sur la base de traitements effectués au sein du GREGUM par Alain Trébouet à partir d'images SPOT 3 et 5. La comparaison des deux images de 1987 et 2005 permet de bien se rendre compte de la réalité du processus d'urbanisation. Les surfaces construites sont ainsi passées, sur la base du « Pays

du Mans », ce qui sous-estime clairement l'extension de l'aire urbaine, de un peu plus de 10 300 ha à plus de 16 600 ha. La précision de l'image satellitaire s'améliore avec la prise en compte de quelques habitations dispersées supplémentaires, déjà présentes en 1987 mais non « perceptibles » sur les images (c'est encore le cas pour quelques habitations de petite taille en 2005), mais l'essentiel de cette forte croissance résulte bien de l'augmentation de l'urbanisation. Plus de 12% du territoire considéré est désormais « urbanisé » et la croissance en 18 ans est impressionnante (+60 %).

Carte 3 : Evolution du bâti du Mans entre 1987 et 2005



Une part importante de cette croissance est due à la construction des infrastructures autoroutières, A11 vers Angers et plus encore A28 vers Tours et Rouen, rocade du Mans, ainsi qu'à l'édification de déviations (La Bazoge) pour contourner des bourgs de l'espace périurbain. La mise en place de ces infrastructures s'accompagne aussi de l'ouverture de carrières en différents points de l'espace considéré. Les bâtiments agricoles et les serres, qui forment des taches parfois larges dans l'espace rural, jouent également un rôle important souvent méconnu dans l'artificialisation des sols (Madeline 2007). Mais cette croissance est également liée à un fort processus de desserrement de l'habitat et des activités. Les zones de plus forte extension

sont situées aux portes même du Mans, avec le développement de la zone nord (essentiellement à vocation commerciale) et des quartiers Ouest autour de l'Université, avec une mixité entre habitat et activités. De même, la zone située à l'intérieur du circuit automobile, entre Arnage et Ruaudin, connaît également une transformation très importante à partir de l'implantation d'équipements et de zones d'activités. La croissance périphérique concerne aussi des secteurs avec une très forte dominante d'habitat, au nord-est vers Coulaines et sur toute la bordure ouest de l'agglomération malgré les contraintes du site (coteau abrupt). Dans ce cas, même si les configurations urbaines dominantes sont assez similaires à celles existant dans le périurbain (majorité de lotissements de pavillons mais il y a aussi des petits collectifs et des maisons en bande), ce type de développement périphérique peut être considéré comme un front d'urbanisation, qui se déploie dans la continuité du bâti dense du centre de l'agglomération.

La croissance est cependant également très forte dans les communes plus éloignées de la ville-centre, ce qui est une autre forme prise par l'urbanisation et qui peut être résumée par le terme de périurbanisation. Dans la première couronne, l'augmentation des surfaces construites se fait surtout sous la forme de grandes opérations de lotissements, avec une croissance autour du noyau d'origine par accrétions successives. Les espaces interstitiels sont également progressivement construits, conduisant à l'homogénéisation du tissu urbain de ces communes. Dans cette première auréole urbaine, la croissance est finalement modérée, même si la réalité est très variable d'une commune à l'autre, cette phase n'étant que la suite de phases antérieures de croissance, parfois plus spectaculaires. Plus vers l'extérieur, le rythme de construction est, comparativement à la taille des communes, beaucoup plus rapide. La plupart des communes voient leur surface construite doubler, voire tripler en 18 ans entre 1987 et 2005. Les opérations de lotissements sont pourtant de plus petite taille, mais elles se font dans des communes qui comptent initialement peu d'habitants et de constructions. La forme « lotissement » est d'ailleurs relayée par des constructions individuelles, ce qui ne veut pas forcément dire isolées. La plupart sont en effet situées sur les axes routiers dans la continuité du bourg, parfois également dans les espaces en creux laissés par une vague d'urbanisation précédente. Quelques rares communes connaissent encore un volume significatif de construction de façon plus dispersée, encore qu'il faille ici se méfier de l'amélioration de l'outil autant que de la réalité, les POS puis les PLU ayant rendu très difficile ce type de construction isolée.

La croissance périurbaine n'est donc qu'une des facettes de l'urbanisation actuelle. Elle contribue à la croissance des espaces bâtis au même titre que la forme du front d'urbanisation, particulièrement efficace sur l'agglomération mancelle en particulier. De même, ce n'est qu'une des facettes de l'artificialisation des sols, au même titre que la réalisation de voiries nouvelles, pas toujours induite par la croissance de l'habitat, ou les constructions agricoles.

Cette analyse reste ici très succincte. L'objet n'est en effet pas de spécifier l'urbanisation ou les formes morphologiques prises par le processus de périurbanisation, ce qui constitue un autre champ de recherche potentiel, mais seulement de rappeler le contexte dans lequel se déploient les migrations résidentielles des habitants du périurbain. Cette croissance est en effet la résultante d'une offre, puisque les terrains sont à la fois laissés disponibles par le retrait de l'activité agricole, mis sur le marché foncier par les stratégies des propriétaires fonciers (difficile de résister à encaisser la rente foncière !) et transformés en terrains urbanisables par les pouvoirs politiques locaux puisqu'il y a bien décision, à un moment donné, de rendre constructible une parcelle donnée. Les ménages, et en particulier les familles, se débrouillent avec cette offre, même si en retour ils construisent une certaine demande sociale. Le but est aussi de garder de la mesure vis-à-vis du processus de périurbanisation, notamment face à des fantasmes d'urbanisation totale, même si le rythme actuel, particulièrement rapide, nécessite une réponse politique forte afin de maîtriser le processus d'étalement urbain.

1.2. Formes périurbaines locales

Le paysage du bâti d'une commune périurbaine peut paraître assez homogène, dominé par la forme du lotissement, qui a été parfois décrié par sa banalité et son caractère répétitif. En se focalisant sur une commune, La Bazoge, située une dizaine de kilomètres au nord du Mans, il est possible de faire une analyse à une échelle plus fine. Celle-ci montre le caractère finalement assez hétérogène de n'importe quelle commune périurbaine alors même que les processus qui sous-tendent la périurbanisation semblent remarquables par leur stabilité. Il s'agit d'une commune à la croissance très rapide, passée par exemple de 145 ha à 340 ha « urbanisés » entre 1987 et 2004. Le rythme actuel de croissance reste sans doute particulièrement élevé, le maire actuel, reconduit dans ses fonctions par les élections municipales de mars 2008, étant plutôt du type « bâtisseur ». Les équipements suivent ainsi une croissance de l'habitat très rapide, l'attractivité de la commune tenant aussi à sa forte accessibilité en voiture puisqu'elle est située sur la RN 138. Une partie de cet axe vers Le Mans est à quatre voies, mettant le centre-ville à à peine ¼ d'heure et la principale zone commerciale du Mans, qui est devenue un pôle d'emploi important à l'échelle de l'agglomération, est à moins de 10 mn (ZAC du Moulin aux Moines).

Six types de bâti différents peuvent facilement être identifiés dans cette commune selon l'époque de la construction et les morphologies.

- Le bourg ancien est composé de maisons accolées de toute petite taille qui sont restées un peu en dehors du fonctionnement du marché immobilier jusqu'à une période assez récente. Ces dernières années, les populations âgées d'origine rurale qui occupaient ces maisons au confort spartiate ont laissé la place à de nouveaux types de périurbains. Ce sont en effet plutôt des jeunes couples sans enfants voire des personnes seules qui résident désormais dans ces maisons. La proportion de salariés en situation précaire, enchaînant les CDD, ou de professionnels de l'intérim est en particulier importante. N'arrivant pas à devenir propriétaire de logements plus classiques, faute de pouvoir obtenir une caution ou un financement complémentaire, ils se tournent en effet vers ces maisons à très faible coût et utilisent les moments « libres » entre deux missions ou deux emplois pour transformer leur logement. La transformation consiste en une mise au norme des sanitaires, un élargissement des baies et l'amélioration du confort phonique et dans la création, souvent, d'une pièce supplémentaire soit dans les combles, soit du côté du jardin arrière (une petite véranda par exemple). Par ailleurs, des investisseurs n'hésitent pas non plus à transformer ces maisons en logements locatifs, avec des loyers assez faibles, pour en faire en quelque sorte du « logement social de fait ». Les jeunes couples eux-mêmes originaires des espaces périurbains préfèrent ce type de logement à des logements urbains de type HLM (listes d'attente, environnement mal perçu) ou autre (forte pression sur le segment du locatif). Il s'agit d'un processus un peu méconnu qui conduit à un renouvellement profond de la population des espaces périurbains.

- La première génération de lotissements est située juste en bordure du bourg ancien et comprend à peu près autant de maisons accolées que de pavillons indépendants. La population présente dans ces lotissements est souvent d'origine assez populaire, les premières générations de « migrants alternants » autour du Mans étant surtout composées d'ouvriers et secondairement d'employés. Ces personnes ont généralement vieilli dans leur logement et sont désormais retraitées. On observe parfois une première phase de renouvellement générationnel dans ces premiers lotissements, par exemple à l'occasion d'une migration de retraite des propriétaires vers la région natale ou, plus tardivement, vers des logements spécialisés (maison de retraites, foyers-logements, etc.). La reprise du bâti existant commence donc timidement avec la construction de vérandas, l'apparition de panneaux solaires, etc. Ces lotissements paraissent cependant un peu assoupis, attendant que des changements plus profonds, avec l'arrivée de familles puisqu'il s'agit de logements de taille moyenne, ne les sortent de leur engourdissement.

Carte 3 : La Bazoge



- La seconde génération de lotissements, qui s'étale sur presque 20 années de façon assez continue dans ce cas, est presque exclusivement composée de pavillons indépendants. Les derniers lotissements ont fait l'objet d'un traitement paysager parfois assez poussé afin d'être mieux intégré au bâti existant. Si les plans sont un peu moins standardisés, le modèle général est cependant souvent très homogène à l'intérieur d'un lotissement, même s'il est « communal », ce qui est à La Bazoge une situation courante. Les catégories sociales des arrivants ont progressivement changé, passant à une majorité de professions intermédiaires, même si les autres catégories sociales sont toujours présentes. La proportion d'enfants est très forte dans ces lotissements, avec des différenciations fines selon leur époque d'achèvement. Des maisons récentes hors lotissement accompagnent cette phase de croissance. Elles se succèdent notamment sur les axes qui mènent au centre du bourg, formant des ensembles qui ne diffèrent guère des lotissements voisins.

- Des lotissements sont encore en phase de construction au nord de la commune, sous forme d'opérations très vastes d'un seul tenant. Restant dans un standard de taille de terrain raisonnable (souvent moins de 1000m²), la mixité sociale demeure relativement importante parmi les arrivants, mais les moyens financiers nécessaires pour s'installer dans la commune sont toujours plus élevés. Dans ces lotissements les plus récents, l'hétérogénéité du bâti est un peu plus forte et le traitement des extérieurs reste pour l'instant très partiel, mais la proximité d'un petit lac a été un argument environnemental de poids lors de la commercialisation.

- Enfin, cette commune, contrairement à la plupart des communes autour du Mans, il faut le signaler, comporte une zone d'habitat dispersé entre le bourg et la forêt située à l'Ouest de la commune. Initialement, le POS comportait à cet endroit une zone Nb qui n'a pas été très utilisée. Lorsque le POS a été transformé en PLU, la zone a été maintenue en « naturelle urbanisable » et sa « valeur » a considérablement augmenté en raison de la raréfaction des fermettes à restaurer dans le secteur. Il se construit donc dans cette zone un paysage original de maisons souvent de très grande taille (Cf. photo) ou bien cachées des yeux des passants dans une zone mi-forestière, mi-bocagère, sur de vastes parcelles de plus de 4000m². On retrouve ici un modèle plus courant dans d'autres conurbations (par exemple Aix-Marseille). Ce type de bâti attire une tout autre population. Si les premiers arrivants étaient en effet de catégories sociales très variées, partageant surtout un goût prononcé pour la nature et l'isolement, les habitants les plus récents sont quasi uniquement issus de catégories sociales très élevées, cadres, professions libérales, commerçants et chefs d'entreprise.

- Pour mémoire, des zones à vocation économique complètent le paysage construit, soit déjà relativement anciennes, notamment celles qui sont implantées au sud du village le long de l'ancienne route nationale ou les carrières de « roussard » situées au milieu de la forêt, soit plus récentes, en particulier au niveau des interconnexions entre la déviation et l'ancienne nationale.

Le tout forme donc un ensemble désormais hétérogène composé de maisons individuelles d'âges variés, situées en lotissement ou non, de différentes surfaces et aux caractéristiques de construction de générations différentes ; de pavillons contemporains isolés ou non ; de fermettes, dont la plupart sont déjà restaurées ; de petites maisons de bourgs à l'état très disparate ; de terrains constructibles. Cet ensemble hétéroclite constitue la base du marché foncier et immobilier qui entre en interaction avec les stratégies résidentielles des ménages. Cette hétérogénéité conduit à brouiller un peu l'archétype de l'arrivant dans une commune donnée, les motivations sous-jacentes à une mobilité vers les espaces périurbains pouvant être de nature très différenciée selon ces contextes résidentiels. S'intéresser aux mobilités résidentielles vers ou à partir des espaces périurbains nécessite donc d'être attentif à cette diversité des points d'arrivée ou des points de départ, afin de ne pas tomber dans des explications trop simplistes ou trop généralisantes. L'articulation entre les dimensions collectives – la volonté d'un groupe social à trouver de la

distinction dans sa localisation résidentielle par exemple – et individuelles – la décision d’une famille de s’installer ici ou là –est donc en partie dépendante de cette diversité locale du bâti.

1.3 L’organisation spatiale des flux de mobilité résidentielle

Les espaces périurbains sont intégrés dans des flux de mobilité résidentielle qui représentent des volumes très importants, avec une organisation spatiale qui dépasse très largement les limites administratives habituelles. Il est essentiel de rappeler l’ampleur de ces migrations, qui est bien plus spectaculaire que les transformations du parc immobilier, beaucoup plus stable sur le temps long. Ainsi, en 1999, sur l’ensemble de la région Pays de la Loire, près de 40 % des habitants des espaces périurbains étaient arrivés dans leur logement entre 1990 et 1999. Localement, la proportion d’habitants arrivés récemment peut être plus importante et le rythme semble s’accélérer encore dans les franges externes des aires urbaines. Ainsi, lors de l’enquête menée en 2007 auprès de 913 ménages dans des communes plutôt situées dans le périurbain « lointain », la proportion de ménages arrivés depuis 2000 dans leur commune de résidence atteint généralement 50 %. Le phénomène est à la fois lié à l’arrivée de ménages dans les lotissements récemment construits mais également au fort renouvellement de la population dans les espaces urbanisés de longue date. Car inversement, environ le tiers des habitants des espaces périurbains de 1990 ont quitté leur logement en 1999. Enfin, il faut noter que la croissance de la population est aussi soutenue par la nature même des habitants. Le solde naturel est en effet très positif, les familles récemment arrivées ayant tendance à s’agrandir, et la structure de la population n’est pas très vieillie contrairement à certains quartiers des villes-centres ou aux bourgs ruraux.

Le tableau suivant résume l’origine géographique des habitants des communes périurbaines « ordinaires » de l’aire urbaine mancelle, c’est-à-dire sans fonction de pôle secondaire. Sans entrer dans les détails techniques, ont été exclus de cet ensemble les communes de la première couronne, qui sont désormais de véritables pôles d’emploi périphériques, ainsi que les pôles d’emploi des espaces périurbains, qui organisent de vrais sous-bassins d’emploi autour d’eux.

Tableau 3 : Origine des arrivants dans les communes périurbaines ordinaires autour du Mans

Commune d’origine	% du total des arrivants
Le Mans	32 %
Première couronne	15 %
Reste du périurbain	19 %
Reste du département	8 %
Autres départements	26 %

Source INSEE, RGP99

Dans ces communes périurbaines ordinaires, la diversité des origines géographiques ne permet pas de proposer un facteur unique pour expliquer le processus de la périurbanisation. Un premier ensemble est formé des familles qui déménagent depuis Le Mans, ce qui correspond au sens strict à de l’étalement urbain. Ce type de trajectoire a été la base des premières phases de la périurbanisation mais il ne concerne aujourd’hui qu’une personne sur trois. De plus, cette courte analyse ne prend pas en compte le parcours antérieur, qui peut très bien être celui d’une personne originaire de ces espaces périurbains. La périurbanisation n’est donc pas seulement un exode massif de population depuis les villes-centres vers les espaces périphériques.

Un second tiers est composé des ménages qui sont mobiles à l'intérieur des espaces périurbains. Le profil le plus courant est celui d'habitants de la première couronne qui, en fonction de leur parcours familial (naissance d'un autre enfant, accession à la propriété, changements dans le travail ou les ressources financières, etc.), déménagent vers des espaces périurbains plus lointains. Mais les déplacements résidentiels à l'intérieur d'une même couronne sont également très nombreux. Ils représentent désormais une grande part de la mobilité résidentielle locale. Les gens changent de résidence dans un périmètre relativement restreint de façon à garder leurs habitudes, leurs repères, pour continuer à fréquenter les mêmes lieux et à avoir les mêmes relations sociales. Leur lieu de résidence varie en fonction de l'évolution de leur projet résidentiel mais les ménages s'évertuent à rendre les déménagements les moins « coûteux » possible sur le plan social.

Enfin, le dernier tiers concerne des personnes qui viennent du reste du département, c'est-à-dire essentiellement des petites villes de la périphérie de la Sarthe, ainsi que des autres départements. On peut d'ailleurs poser l'hypothèse que, toute chose égale par ailleurs, c'est-à-dire compte tenu de la composition sociale (PCS, âge, types de ménages), ces migrants venant d'autres départements tendent à s'installer plus facilement dans les espaces périurbains, soit qu'ils reproduisent un modèle résidentiel déjà expérimenté ou envisagé dans une autre agglomération, soit qu'ils méconnaissent les ressources de la partie dense de l'agglomération, ne les ayant pas « vécues » auparavant.

Tableau 4 : Destination des partants des communes périurbaines ordinaires autour du Mans

Commune de destination	% du total des partants
Le Mans	21 %
Première couronne	12 %
Reste du périurbain	26 %
Reste du département	14 %
Autres départements	27 %

Source INSEE, RGP99

Dans l'autre sens, les destinations des périurbains sont également assez disparates. La ville-centre représente un volume plus faible que pour les arrivées, ce qui laisse entendre que les retours vers la ville sont encore peu courants. Sur la période considérée, le nombre de périurbains qui migrent vers la ville est encore deux fois plus faible que le nombre de personnes qui suivent le chemin inverse, mais cette tendance s'infléchit notablement.

Les mouvements internes au périurbain forment logiquement une proportion plus grande, puisque les volumes de départ sont globalement moins importants que les volumes d'arrivée. Le principal enseignement est que les mouvements vers la première couronne sont proportionnellement assez peu nombreux, ce qui renforce l'idée que la mobilité résidentielle vers les couronnes externes se fait par sauts successifs alors que les mouvements en sens inverse restent pour l'instant beaucoup plus marginaux. Cela peut aussi accréditer l'idée d'une certaine accoutumance aux déplacements quotidiens, d'autant que les emplois suivent aussi une trajectoire centrifuge même si c'est de façon beaucoup plus modérée que pour le logement. Une fois que les périurbains se sont habitués à des temps de transport de l'ordre de 20 mn, ils ont une plus forte propension à accepter ultérieurement des temps de transport de l'ordre de 30 mn.

Enfin, les échanges avec les autres départements ou les petites villes de la couronne sarthoise sont assez équilibrés (même proportion parmi les partants, donc des volumes un peu plus faibles), et cela permet de comprendre que de nombreux périurbains sont amenés à déménager vers d'autres régions pour des raisons variées que nous présenterons ultérieurement.

Le rythme des recompositions sociales engendré par ces mouvements multiples est donc rapide car les arrivants n'ont pas les mêmes caractéristiques que les personnes qui partent de ces espaces.

1.4. Les caractéristiques des arrivants

Les caractéristiques des arrivants dans les espaces périurbains sont bien connues : elles associent une très forte surreprésentation des familles à une certaine hétérogénéité des catégories sociales, alors que du point de vue ethnique, la quasi absence d'étrangers ou de français d'origine étrangère est également un point qu'il faut souligner.

Sur le plan sociodémographique, la nature des arrivants reste assez homogène avec une très large surreprésentation des familles : le solde migratoire est positif en particulier pour les tranches d'âge 0-19 ans, puis de 30 à 60 ans et en particulier pour les 30-39 ans. Les 30-39 ans et les 0-14 ans représentent à eux seuls presque 60 % des arrivants dans les communes périurbaines ordinaires de l'aire urbaine mancelle (55 % dans la première couronne). Les autres tranches d'âge ne sont donc pas totalement absentes : les ménages plus jeunes peuvent être présents dans certains types de bâti (maisons de bourg) et l'accession à la propriété peut se faire avant 30 ans bien que ce soit de plus en plus rare ; certains ménages plus âgés deviennent propriétaires dans le périurbain de façon plus tardive, après la fin de leur vie professionnelle ou après le départ des enfants du foyer familial. Toutefois, le processus de périurbanisation est bien d'abord sous-tendu par l'arrivée massive de familles.

Au niveau des caractéristiques socioprofessionnelles, les arrivants apparaissent comme un groupe plus hétérogène. Certains chercheurs parlent de nouvelle fracture sociale (Guilluy et Noye 2004), d'autres insistent sur le fait que l'espace périurbain accueille plutôt les catégories populaires (Estèbe 2004) ou sont dominées par les catégories moyennes (Jaillet 2004), même si nous simplifions ici leur propos. En fait, toutes les catégories sociales font partie de ces périurbains, mais leur poids dans l'ensemble des arrivants ou, vu d'une autre manière, la proportion de néo-périurbains parmi chaque catégorie socioprofessionnelle, est assez variable. Ces proportions fluctuent selon la taille des villes (plus de catégories moyennes « supérieures » autour des métropoles, plus de catégories populaires solvables autour des petites villes, en particulier des ouvriers dans la France de l'Ouest), mais elles changent également autour d'une ville donnée selon la distance au centre comme le montre le tableau suivant, simplifié aux PCS les plus significatives.

Tableau 5 : Composition socioprofessionnelle des arrivants par type d'espace, autour du Mans

PCS	Cadres et PIS	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres inactifs
Le Mans	10,5 %	18,6 %	19,4 %	13,2 %	7,6 %	27,7 %
Première couronne	8,9 %	18,9 %	21,5 %	17,8 %	10,2 %	18,3 %
Périurbain ordinaire	7,3 %	18,9 %	22,2 %	21,7 %	9,3 %	15,2 %
Pôles périurbains	4,0 %	12,8 %	25,5 %	21,3 %	15,1 %	16,7 %
Périurbain lointain	4,3 %	13,4 %	17,6 %	26,1 %	14,1 %	18,7 %

Source INSEE, RGP99, champ : population de plus de 15 ans.

Une grande partie des personnes qui migrent vers les espaces périurbains font donc partie des catégories employés et ouvriers. Si on ajoute les enfants (qui figurent dans la catégorie autres inactifs s'ils ont plus de 15 ans) et une partie des retraités, une large majorité de la population arrivant dans les espaces périurbains qui entourent Le Mans fait partie de ce qu'on peut appeler les catégories populaires solvables, c'est-à-dire des ménages qui, parce qu'il y a généralement deux salaires dans la famille, arrivent à devenir propriétaire même si c'est au détriment d'autres pans de la vie familiale (pas ou peu de vacances ou de sorties, etc.). D'autres auteurs parlent de « petits-moyens » (Cartier et al. 2008), ce qui est un terme moins connoté mais plus strictement centré sur la seule position dans la hiérarchie sociale, alors que d'autres éléments participent à la définition des catégories populaires. Il existe une culture populaire, plus axée sur le sport que sur l'actualité littéraire, plus branchée télévision, versant séries et télé-réalité, qu'opéra ou danse contemporaine, et qui comporte justement une appétence pour le bricolage, le jardinage, la tenue de son intérieur, etc., autant d'activités qui se pratiquent d'ailleurs plus aisément dans les espaces périurbains.

Toutefois, en raison de la déqualification qui touche certains types d'emploi, certaines personnes faisant partie de ces catégories peuvent très bien être rattachées aux catégories moyennes ou supérieures. Ils sont susceptibles, par exemple, d'avoir un bagage culturel élevé, des niveaux de diplômes supérieurs au baccalauréat et une rémunération très correcte (ouvriers hautement qualifiés conduisant des lignes robotisées, DUT en maintenance industrielle par exemple).

Il ne s'agit donc pas de faire une partition étanche par rapport aux autres catégories mais seulement d'insister sur les différenciations entre PCS. La proportion d'ouvriers est en effet plus importante parmi les arrivants dans les espaces périurbains les plus éloignés de la ville-centre (périurbain lointain et pôles périurbains), attestant de la force du tri social par la distance ou plus exactement par les différentiels de prix du foncier. A cela, il faut ajouter que les lieux de travail de ces catégories sociales sont en moyenne un peu plus périphériques que ceux des catégories moyennes ou supérieures.

Pour ces catégories moyennes et supérieures, le mouvement de périurbanisation s'exerce généralement dans un rayon plus proche de la ville, même si quelques cas sont caractéristiques d'une mise au vert à des distances pour le coup nettement plus importantes. Encore une fois, l'hétérogénéité de chacune des PCS ne permet pas d'être toujours très affirmatif, mais les cadres qui migrent dans le périurbain sont plus des cadres du public que des professions libérales, et ils demeurent beaucoup moins nombreux que les professions intermédiaires. Sur un pas de temps un peu plus long, il est d'ailleurs intéressant de remarquer que la proportion de cadres et des professions intermédiaires ne fait qu'augmenter parmi les arrivants de la première couronne et des espaces périurbains ordinaires.

Enfin, les arrivants présentent également un profil socioculturel assez homogène. La proportion d'étrangers ou de français d'origine étrangère reste très faible, particulièrement dans le contexte des villes de l'Ouest de la France, où ces populations sont déjà globalement peu nombreuses. La remarque vaut sans doute également pour d'autres indicateurs non disponibles comme l'appartenance religieuse ou l'orientation sexuelle. Les minorités se caractérisent sinon par une absence, du moins par une invisibilité dans les espaces périurbains. Si les niveaux socioculturels restent disparates, si la culture dominante dans une commune donnée oscille entre culture des classes moyennes supérieures et culture populaire, les contre-cultures et la marginalité n'ont guère leur place dans les espaces périurbains. On assiste donc à un « white flag » à la française, avec une arrivée massive dans ces espaces périurbains de familles de statuts sociaux diversifiés, mais les logiques de tri social qui sont à l'oeuvre tendent à rendre les différents lieux de plus en plus homogènes sur le plan social.

1.5. Les caractéristiques des partants

En contrepoint, les caractéristiques des partants semblent nettement moins homogènes que celle des arrivants : les types de ménages et les âges sont assez variés, les PCS également. Trois grands groupes peuvent être distingués : les jeunes adultes qui migrent pour leur formation ou pour trouver un emploi ; des familles qui partent pour des raisons professionnelles ou familiales ; des retraités dont certains vont finalement vieillir ailleurs que dans le périurbain.

Au niveau des âges, les tranches 20-29 ans et les plus de 60 ans se distinguent par des soldes migratoires négatifs. Ce sont donc plutôt des personnes seules, par exemple au moment de la décohabitation, ou des couples sans enfants qui partent des espaces périurbains. La proportion de familles est cependant très importante dans les départs, parce que ce type de ménage représente une très large majorité de la population présente dans les espaces périurbains.

L'analyse des PCS des partants confirme et affine cet aperçu. Les autres inactifs, étudiants par exemple, représentent une grande part des départs depuis la première couronne ou depuis les espaces périurbains ordinaires. En dehors du cas spécifique des espaces périurbains les plus lointains, qui comportent encore une part importante de population rurale âgée qui est en train de migrer vers les établissements spécialisés (souvent situés dans des bourgs et des petites villes de l'espace rural ou de la périphérie des villes intermédiaires), les retraités ne représentent encore qu'une part faible des partants, mais leurs lieux de destination sont spécifiques. En fait, la structure sociale des partants est très proche de celle de l'ensemble de la population résidente, ce qui montre que les départs des espaces périurbains concernent de façon assez homogène l'ensemble des catégories sociales.

Tableau 6 : Composition socioprofessionnelle des partants par type d'espace, autour du Mans

PCS	Cadres et PIS	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres inactifs
Le Mans	10,5 %	20,6 %	21,7 %	15,2 %	8,9 %	19,5 %
Première couronne	5,7 %	17,1 %	22,2 %	20,7 %	9,3 %	20,9 %
Périurbain ordinaire	5,4 %	15,4 %	21,3 %	21,8 %	11,3 %	20,7 %
Pôles périurbains	5,5 %	11,4 %	22,1 %	27,8 %	9,2 %	17,8 %
Périurbain lointain	3,4 %	12,0 %	18,6 %	23,3 %	20,6 %	17,5 %

Source INSEE, RGP99, champ : population de plus de 15 ans.

Le premier groupe facilement identifiable est donc composé des jeunes adultes. Sans revenir sur des analyses plus détaillées sur les lieux de formation et d'insertion professionnelle des jeunes selon leur origine géographique (voir le volume 2), il est intéressant de constater que cela génère des flux non négligeables en direction des grandes villes, en particulier de la commune du Mans dans le cas présenté ici, voire vers des zones métropolitaines comme Nantes, Tours ou Paris pour ne prendre que quelques exemples. Cela a même une influence très nette sur la composition des flux d'arrivants au Mans (voir

le tableau précédent), car le processus est amplifié par l'arrivée de jeunes depuis le reste de la Sarthe ou depuis d'autres espaces de même nature. Les jeunes adultes n'ont guère le choix : les lieux de formation, en particulier pour l'enseignement supérieur (mais pas seulement), sont généralement situés dans les grandes villes. Les débouchés sur le marché du travail sont aussi essentiellement urbains, en raison des volumes d'emploi disponibles mais aussi parce que les pratiques d'embauche leur sont plus favorables dans les métropoles. De plus, les logements locatifs sont plutôt situés dans la ville-centre. Enfin, résider dans une grande ville permet d'être plus mobile, d'autant que les premiers emplois sont souvent de type précaires (CDD, intérim) et qu'il faut prendre son temps avant d'opter pour une mobilité définitive. Bref, les grands adolescents, qui sont souvent plutôt mécontents de résider dans le périurbain puisque la vie sociale de leur groupe d'appartenance se situe plutôt en ville, migrent massivement vers les villes lorsqu'ils deviennent de jeunes adultes en formation ou en recherche d'emploi sur le marché du travail. Ils deviennent ou redeviennent des urbains, au moins pour un laps de temps de l'ordre de la dizaine d'année. La question est de savoir s'ils reproduiront le modèle de leurs parents lorsqu'ils basculeront vers la vie familiale (s'ils basculent, le modèle du ménage « post-moderne » étant plutôt celui de la personne seule ou du couple sans enfants (Eder-Sandtner 2004)), ou s'ils se transformeront en ardents défenseurs de la vie urbaine, par frustration initiale ou par adhésion ultérieure.

Le second groupe, encore numériquement modeste, est composé par des retraités qui quittent les espaces périurbains. Si, à un moment, la figure du périurbain retournant en ville lorsqu'il est plus âgé a prévalu dans la littérature, force est de constater que ces retours restent très marginaux. Ils ne sont le fait que d'une petite minorité, souvent avec un bagage culturel élevé ou très élevé, et parfois le retour est même plus précoce puisque c'est aussi pour les enfants, pour leur éducation (proximité d'établissements scolaires prestigieux) ou pour leur épanouissement (activités culturelles ou sportives, autonomie dans le déplacement) qu'est effectué ce retour en ville. Il nécessite cependant des moyens financiers que n'ont pas la plupart des périurbains. Même si c'est le cas, leur choix est plutôt conforme à celui des retraités de l'espace urbain en général. Le choix le plus courant est d'abord de vieillir sur place, dans la maison qui a concrétisé le projet résidentiel familial, ce qui n'est pas aussi sans poser des questions redoutables pour l'avenir de ces espaces périurbains (difficultés de mobilité, coûts plus élevés des services d'aide à domicile, etc.) (Luxembourg 2005). Le second choix, plus courant dans les zones métropolitaines, est de rejoindre les espaces balnéaires, la côte atlantique en priorité pour les nantais. Vieillir dans le périurbain, dans la ville ou sur la côte, le choix des retraités habitant les espaces périurbains est donc hétéroclite mais la première proposition reste la plus courante. Enfin, il faut ajouter qu'il existe des départs vers les établissements spécialisés, plutôt après 75 ans, mais que cela représente des volumes encore modestes étant donné le caractère assez récent du processus de périurbanisation dans les villes intermédiaires de la France de l'Ouest.

Enfin, le troisième groupe est formé des familles ordinaires qui migrent pour des motifs professionnels ou en raison de recompositions familiales. Sur le plan quantitatif, cet ensemble est majoritaire en raison du nombre important de familles dans les espaces urbains, mais leur propension à migrer est plus faible que celle des jeunes adultes décohabitants. L'instabilité croissante des situations professionnelles conduit cependant un nombre important de ménages à changer de lieu de résidence, en particulier à changer totalement d'aire urbaine. Il s'agit parfois de la conséquence d'un reclassement plus ou moins difficile lors d'une restructuration économique (Vignal 2003), mais également du déroulement « normal » des carrières dans de grands groupes ou dans la fonction publique, ce qui implique des arbitrages parfois délicats entre les membres de la famille. Par ailleurs, la hausse du nombre de divorces

ou de séparations se ressent également au niveau des trajectoires résidentielles puisque les recompositions familiales se traduisent très souvent par des changements de lieux de résidence. Dans ce cas, il faut noter que l'itinéraire géographique de l'individu tend parfois à se recentrer au moins momentanément, par exemple par un passage dans le segment du locatif privé situé en ville. Toutefois, l'évolution de la composition des familles (naissance d'un nouvel enfant ou au contraire départ des plus grands) est également un puissant moteur de la mobilité résidentielle, cette fois à des échelles souvent beaucoup plus fines avec des changements de lieux de résidence dans la même commune ou entre deux communes très proches l'une de l'autre.

1.6. Le périurbain : un temps dans le cycle de vie ou une impasse résidentielle ?

Cette courte analyse des données sur la mobilité résidentielle dans les espaces périurbains n'a pas d'autre ambition que de rappeler le contexte général des flux dans lequel se situe chaque décision individuelle. Cela permet cependant de prendre conscience de la diversité des parcours avant même l'amorce d'une analyse plus qualitative et de se poser la question du sens des itinéraires résidentiels des ménages périurbains. En d'autres termes, une migration vers les espaces périurbains est-elle une simple étape dans le cycle de vie, avec l'hypothèse sous-jacente que l'itinéraire ultérieur puisse se dérouler vers d'autres types d'espaces, ou est-ce une impasse résidentielle, c'est-à-dire que pour l'essentiel, les ménages périurbains risquent de rester et de vieillir sur place, et finalement de former un milieu social un peu à part du reste de nos sociétés urbaines ?

S'interroger de façon aussi brutale est sans doute un peu excessif, car la question ne se pose pas, au niveau global, de façon aussi abrupte. Par contre, elle se pose ainsi au niveau de chaque ménage, qui décide ou non de demeurer sur place. Généralement, l'objectif des ménages périurbains est de s'installer pour longtemps, même si la capacité des individus à se projeter dans l'avenir est souvent démentie par la réalité. Une séparation, une mutation ou une opportunité professionnelle, le vide occasionné par le départ des enfants, la prise de conscience de la baisse de la capacité à être mobile, etc., remettent souvent en cause un projet résidentiel généralement présenté au départ comme « définitif ».

La situation générale est plutôt la résultante de la somme de multiples décisions individuelles et est donc plus difficile à interpréter. L'idée d'une sédimentation d'un certain nombre de ménages dans les espaces périurbains peut aisément s'imposer, les départs étant encore peu nombreux et surtout très marginaux vis-à-vis des arrivées. Mais aujourd'hui, l'instabilité croissante de l'emploi et la réalisation de plusieurs vies dans une vie individuelle unique conduit à renouveler les interrogations sur les parcours des ménages.

Le travail d'investigation à partir des données du recensement reste ainsi à systématiser, en particulier au niveau de l'interprétation des mobilités résidentielles. Il est d'ailleurs étonnant que ce travail ait été fait sur l'Ile-de-France de façon déjà fort complète (Berger 2004) mais qu'on ne dispose pas de son équivalent dans le reste de la France, ne serait-ce qu'autour d'une métropole régionale ou d'une ville intermédiaire unique. Une analyse complète des résultats de la livrée 2009 du recensement permanent permettrait sans doute à la fois de mettre à jour les savoirs sur les flux de mobilité résidentielle et de mieux spécifier les caractéristiques des espaces périurbains par rapport aux autres types d'espace. Ce travail devrait surtout s'orienter vers la modélisation, au sens de la simplification, des flux, un peu à l'image de ce que nous avons proposé pour les mobilités quotidiennes dans une publication antérieure (16-Dodier 2005). Encore faut-il que les données soient exploitables à des échelles fines et que la composition des flux de mobilité résidentielle reste accessible au niveau le plus fin (matrices communes/communes).

Toutefois, les connaissances actuelles sur la géographie de la mobilité résidentielle sont déjà bien suffisantes pour comprendre que la structure sociale des espaces périurbains est modelée en profondeur par l'ampleur de ces mobilités résidentielles. En effet, comme les volumes de personnes qui changent de résidence sont très importants et que les profils des arrivants sont significativement différents de celui des partants, les espaces périurbains sont touchés par une intense recomposition sociale. Toujours plus de familles, un départ massif des jeunes au moment de la décohabitation, une redistribution partielle des retraités, mais aussi un renouvellement permanent des habitants par la mobilité professionnelle et les recompositions familiales, tout cela concourt à faire des espaces périurbains un espace des familles, certes, mais en perpétuel brassage.

2. Les ségrégations dans l'espace périurbain

Dans un contexte global marqué par de forts différentiels de prix du foncier et de l'immobilier, la prégnance du modèle résidentiel du propriétaire en pavillon et une réalité de l'urbanisation marquée par le poids important de l'offre périurbaine, l'ensemble des flux de mobilité résidentielle contribue à provoquer des différenciations sociales non négligeables. Le terme de ségrégation est ici pris dans son acception la plus statistique, non comme une appréciation de l'ampleur de ces différenciations sociogéographiques et encore moins comme traduisant des différenciations d'ordre ethnique.

Toutefois, les processus migratoires succinctement décrits précédemment ont pour première conséquence la formation d'un espace des familles dans les zones périurbaines, qui peut être interprété comme émanant de la mise en ordre des types de ménages dans la ville contemporaine. La deuxième dimension intéressante est que la situation socio-spatiale des espaces périurbains oscille toujours entre mixité sociale et micro-ségrégations. Dans un lieu donné, l'hétérogénéité des attributs sociaux semble faire de ces espaces un espace de mixité, extrêmes excepté, mais dans le détail, et sans que l'on sache vraiment si cela influe sur les relations potentielles entre catégories sociales, les différentes strates de la société locale ne sont présentes que dans certains contextes résidentiels.

Par contre, des différenciations larges à l'échelle des villes se mettent en place, avec la généralisation d'une organisation interne des espaces périurbains en couronnes concentriques. Cela s'explique par l'historicité de la périurbanisation mais aussi par les différentiels de coûts du foncier. Le tout est pondéré par une tendance à la reproduction des différenciations en secteurs présentes à l'intérieur des villes. De plus, une opposition existe entre les plus petites villes et les aires métropolitaines, le processus de périurbanisation s'appuyant sur des ressorts différents dans ces deux cas. En fait, derrière ces grandes tendances, il est souvent difficile de prévoir la catégorisation sociale d'un espace donné même à une micro-échelle. En effet, des facteurs de diversité, la distanciation de certains individus par rapport aux modèles résidentiels, une extrême variété des parcours biographiques, etc. contribuent à brouiller le modèle général sans cependant l'effacer complètement.

2.1. L'espace des familles

Il peut sembler relativement banal de lire les espaces périurbains comme étant d'abord un espace homogène, celui des familles. L'intérêt des chercheurs spécialistes de l'analyse des différenciations sociales s'est effectivement toujours plus porté sur les ségrégations issues de positions différenciées dans la hiérarchie socioprofessionnelle ou sur la dimension ethnique de ces différenciations que sur les variables démographiques. Pourtant, la division sociale de l'espace est depuis longtemps présentée comme articulant les trois dimensions de façon complémentaire, notamment dans la lignée des travaux nord-américain sur l'écologie factorielle, ce que confirment en France les analyses statistiques comparatives anciennes ou plus récentes (voir Madoré 2005). Lorsque le périurbain est d'abord présenté comme l'espace des familles, il est souvent rétorqué que cela n'a pas une incidence forte sur la perception des différenciations sociales.

Pourtant, c'est d'abord une réalité statistique, à un degré qui est sans commune mesure par rapport à d'autres différenciations dans les espaces urbains ou périurbains ordinaires. Ainsi, sauf exceptions notables dans les plus beaux quartiers de Paris ou dans des quartiers vraiment homogènes sur le plan ethnique (Belsunce à Marseille), jamais la proportion d'une PCS ou d'une catégorie ethnique dans l'ensemble de la population n'atteint ou dépasse les trois-quarts. C'est pourtant le cas dans certaines communes périurbaines banales si le raisonnement porte sur la population des différents types de ménages. C'est-à-dire que plus de

75 % de la population vit dans des ménages du type « couples avec enfants ». A contrario, la quasi absence des autres types de ménages, personnes seules, autres ménages, ménages monoparentaux, est remarquable et seuls les couples sans enfant sont parfois présents de façon significative dans le cas d'une tendance au vieillissement.

Ensuite, sa signification n'est pas si neutre que cela. En effet, derrière la présentation de tranches d'âge ou de PCS banales du type « autres inactifs », se cachent des différenciations sur les types de ménages qui sont peut-être plus significatives qu'on ne veut généralement le dire. En effet, si on veut bien considérer les différentes sortes de ménages comme un indicateur intéressant des mutations de notre société, cette surreprésentation des familles octroie aux espaces périurbains une position singulière dans l'espace urbain. L'un des tout premiers facteurs de changement au sein des sociétés contemporaines est en effet la relativisation de la place des familles dans le cœur de l'organisation sociale. Les types de ménages emblématiques de la société actuelle sont en effet plus les personnes seules, les couples sans enfants ou les « autres ménages », pour reprendre l'expression de l'INSEE, du type colocalitaires et ménages sans famille nucléaire de base.

Sans développer trop longuement cette vision des espaces périurbains, car il ne faut pas non plus sombrer dans la surinterprétation, ceux-ci peuvent donc apparaître comme une sorte de refuge des formes d'association entre individus les plus englobantes et les plus intégratrices. Inversement, les types de ménages emblématiques de la société post-moderne, qui laissent une marge de manœuvre et de pensée autonome plus grande pour leurs membres et apparaissent comme des formes encore plus réversibles, sont essentiellement présents dans le cœur des villes. Les espaces périurbains jouent donc un rôle d'espace d'accueil privilégié pour les familles, un type de ménage en voie de raréfaction même s'il reste aujourd'hui majoritaire et demeure un horizon probable pour la plupart des individus.

Cela permet aussi de mettre l'accent sur le fait que la recherche sur les différenciations sociodémographique reste encore peu développée dans la géographie. L'analyse des ménages et des différentes tranches d'âges émerge progressivement et constitue un champ thématique prometteur. A l'heure du vieillissement d'une large part de la population et de l'allongement de la période de transition entre l'enfance et la véritable insertion dans le monde adulte, ce champ de recherche mérite d'être pleinement investi par la géographie sociale.

2.2. Entre mixité sociale et micro-ségrégations

La seconde spécificité des espaces périurbains se situe sur le plan de la composition socioprofessionnelle des populations. Les mécanismes de sélection sociale par les prix du foncier jouent en effet un rôle important dans la transformation du profil socio-économique des différentes composantes de l'espace périurbain. Si le profil social des partants est très divers, grosso modo identique au profil général des populations résidentes, les arrivées sont beaucoup plus homogènes, même si elles diffèrent selon les lieux, en particulier selon la distance au centre et les micro-contextes résidentiels, et selon le moment de la migration. Au niveau local, la situation varie entre une certaine mixité sociale et des formes de ségrégations douces. L'absence de concentration très nette de catégories sociales très élevées, mais aussi des populations les plus paupérisées, fait que les différenciations s'effectuent uniquement à l'intérieur d'un large spectre allant des catégories moyennes supérieures aux catégories populaires. Non que les catégories extrêmes soient totalement absentes des espaces périurbains, mais les quelques familles très aisées sont relativement dispersées (petits châteaux, manoirs, maisons bourgeoises dans les bourgs, pavillons contemporains de très grande taille sur vaste parcelle ici ou là, etc.) et les ménages en grande difficulté sont également dispersés entre les quelques opérations de locatif social (les maires sont d'ailleurs très prudents sur ce point), certaines maisons des centres-bourgs, mais parfois aussi des

maisons de lotissement (cas de surendettement, problèmes familiaux, etc.), sans qu'il soit possible de repérer des concentrations marquées comme c'est le cas dans les quartiers de grands ensembles HLM.

En fait, dans un lieu donné, la sédimentation de populations sur un laps de temps d'une trentaine d'années contribue à une certaine hétérogénéité sociale. A l'échelle du lotissement, la composition sociale initiale est souvent assez homogène, les prix étant souvent presque identiques d'une parcelle à l'autre surtout si les tailles des parcelles et les modèles de maisons ne varient pas beaucoup. Si les nouvelles formes de lotissements, qui comptent de plus en plus de parcelles, introduisent d'emblée une certaine mixité sociale en jouant sur les tailles des parcelles (par exemple en faisant varier les surfaces du simple au double), l'homogénéité sociale reste souvent très nette au départ. Or, le renouvellement des familles va modifier progressivement la composition initiale, en introduisant progressivement de la variété. En effet, les primo-arrivants sont généralement de catégories plus modestes que ceux qui vont ensuite les remplacer au gré du renouvellement de la population. Les premières années, les changements sont souvent très modérés, puis ils augmentent régulièrement avant de se stabiliser au niveau d'une proportion moyenne d'un tiers de nouveaux ménages tous les dix ans. La composition sociale du lotissement se transforme donc petit à petit en suivant généralement une trajectoire ascendante, c'est-à-dire que des catégories sociales de plus en plus élevées remplacent les populations initiales.

De plus, la croissance des communes périurbaines fonctionne par vagues successives. La politique actuelle des collectivités locales est d'ailleurs de maîtriser la croissance en se fixant régulièrement des seuils à telle ou telle échéance. La construction d'un lotissement de tel côté de la commune sera bientôt suivie, deux à quatre ans plus tard, par une nouvelle opération, soit dans la continuité, soit dans un autre secteur de la commune. Cette croissance par ajouts successifs génère de la mixité sociale car au fur et à mesure de l'évolution des prix du foncier, de l'élévation générale des qualifications et du goût de plus en plus marqué des catégories moyennes supérieures pour un cadre de vie agréable, les catégories sociales qui arrivent dans la commune deviennent de plus en plus élevées.

A ce processus s'ajoute la variété des types de bâti dans une commune donnée, qui peut parfois être un facteur important de mixité sociale. Ainsi, pour reprendre notre exemple de La Bazoge, les différentes formes de bâti identifiées n'accueillent pas les mêmes populations. Dans les petites maisons du bourg ancien, les catégories sociales sont souvent très modestes, mais cela ne forme pas un ensemble homogène de populations en difficulté d'habiter car les situations sociales sont très disparates d'une maison à l'autre. Inversement, les secteurs d'habitat dispersé, que ce soit la zone « naturelle urbanisable » avec de grands pavillons contemporains ou les fermettes rénovées, comptent une grande proportion de cadres, de professions libérales, d'artisans-commerçants et de chefs d'entreprises. A mi-chemin entre ces deux situations, la composition sociale des lotissements ou des maisons hors lotissement varie de façon assez fine selon l'époque d'achèvement de la construction et les dynamiques de renouvellement de la population. Plus le lotissement est récent, plus les catégories sociales sont du type catégories moyennes supérieures, mais certains lotissements anciens plus populaires connaissent parfois une vague importante de renouvellement de la population avec une arrivée massive de jeunes ménages plus aisés avec enfants. La situation générale ressemble donc plus à de la mixité sociale qu'à de l'entre soi.

A contrario, cette situation générale de variété des catégories sociales ne signifie pas que toutes les catégories sociales se fréquentent ou que les interrelations sociales entre membres de catégories sociales différentes soient forcément plus importantes dans les espaces périurbains qu'ailleurs. Si le tissu associatif, dense et dynamique, est un facteur important de mélange social (sauf dans le cas d'activités ou d'objets très « distinctifs »), une grande part de la population reste en dehors de ce brassage et tend à ne rencontrer que des voisins ou des

personnes qui leur ressemblent. Au niveau des individus ou des ménages, il existe, dans les espaces périurbains comme ailleurs, des personnes qui expriment des peurs de l'Autre ou qui rejettent explicitement une partie de la population, mais cela ne constitue ni une spécificité ni un élément majeur de la définition des populations périurbaines. Globalement, nous n'avons pas identifié de volonté affirmée de ne pas se mélanger, du moins pas à l'échelle des groupes sociaux. Inversement, l'idéologie du vivre-ensemble est également bien diffusée dans les espaces périurbains, s'appuyant notamment sur le mythe du village rural convivial et solidaire. Cela crée donc une situation dans laquelle chaque commune périurbaine oscille entre mixité sociale et micro-ségrégations selon les contextes résidentiels.

2.3. Distance au centre, couronnes et secteurs

A une échelle plus large, les processus précédemment décrits contribuent cependant à structurer socialement l'espace de façon plus claire. Deux facteurs principaux sont en œuvre :

- la distance au centre, via les coûts du foncier et de l'immobilier et les stratégies résidentielles des ménages, induit une tendance au tri social entre couronnes périurbaines.

- un deuxième facteur de variation, selon des secteurs, se surimpose à cette dimension principale, et mobilise plus les aménités propres des lieux (paysagères, spatiales ou sociales).

Les variations des prix du foncier sont le premier facteur explicatif de la tendance au tri social entre couronnes périurbaines. C'est d'abord le premier facteur explicatif des différenciations sociales entre la ville dense et ses périphéries. Les familles, puisque ce sont elles qui sont concernées, intériorisent fortement les effets des prix en ne considérant comme possible que certaines localisations résidentielles. Dans le cas de ménages aisés, l'arbitrage se fait entre une localisation centrale ou péricentrale, lorsque la proximité de la ville et de ses infrastructures culturelles, économiques, scolaires, sportives, etc., est considérée comme particulièrement importante, et une localisation périurbaine lorsque le cadre de vie (vaste terrain, piscine, surface habitable importante, aménités paysagères et environnementales, etc.) est considéré comme plus central. Ces familles aisées ont les moyens financiers de faire cet arbitrage.

Pour la plupart des ménages des catégories moyennes, *a fortiori* lorsqu'il n'y a qu'un revenu dans le ménage ou lorsque les deux situations professionnelles sont modestes ou fragiles, le choix se résume souvent à comparer des produits immobiliers de nature très différentes et à arbitrer entre éloignement de la ville et impact financier sur le budget. Le choix du périurbain s'impose donc facilement, et à l'intérieur de ces espaces périurbains, on observe une tendance au tri social entre les premières couronnes, où les statuts sociaux sont plutôt du type catégories moyennes, et les franges externes du périurbain, qui sont plus attractifs pour les ménages les plus modestes.

Ce processus est extrêmement efficace, mais il ne nous semble pas devoir être traduit trop brutalement comme l'apparition d'une « nouvelle fracture sociale » (Guilluy et Noyé 2004) ou comme une assignation à résidence. Les ménages qui font le choix du périurbain lointain le font généralement en réalisant un rêve, celui d'être propriétaire de son logement, qui plus est dans un cadre globalement agréable même si les déconvenues sont nombreuses. Aussi, sauf exception plus liée à l'état des relations dans le couple ou à un projet résidentiel mal évalué (les cas de surendettement semblent un peu plus nombreux dans le périurbain lointain), l'éloignement de la ville est certes vécu comme une contrainte au niveau individuel, mais il ne faut pas surévaluer les effets collectifs de cette localisation résidentielle. Les contraintes sont journalières, en raison du temps passé dans les transports, mais aussi plus diffuses, notamment avec une impression d'être un peu loin de ce qui fait que le monde bouge. Cependant, la situation n'est pas explosive comme dans les grands ensembles de logements

HLM des grandes villes, où les sentiments de l'assignation à résidence et de la marginalisation sont nettement plus développés.

Cette organisation générale en couronnes concentriques est visible autour de toutes les villes, qu'elles soient de grande ou de petite taille, avec des variations liées aux contraintes des sites (présence de coupures nettes, sites naturels spécifiques – assez peu fréquents dans l'Ouest en dehors des estuaires –, déformation par les axes de transport en fonction de l'accessibilité). Elle est recoupée par des différenciations en secteurs, avec souvent un axe qui accueille des populations plus huppées, comme nous l'avons déjà montré au début des années 90 (Dodier, 1994).

L'existence d'un axe de périurbanisation préférentielle des populations les plus aisées du périurbain s'explique soit par un processus débuté plus tardivement (par exemple au nord-ouest du Mans) donc concernant des catégories sociales globalement plus aisées dans un contexte de prix immobiliers en augmentation forte, soit par reproduction de différenciations internes à la ville-centre comme dans le cas de la périphérie de Nantes où les communes périurbaines de l'estuaire sont beaucoup plus populaires que celles situées au nord de l'agglomération (Sautron par exemple). De plus, les aménités environnementales les plus remarquables attirent les catégories plus aisées (les bords de la Loire dans le périurbain d'Angers), alors que les espaces plus banals, notamment les zones de grande culture, sont plutôt délaissées par ces catégories sociales. Des différenciations se construisent donc sur la base des qualités paysagères de petites régions, les espaces bocagers s'opposant socialement aux espaces ouverts moins recherchés.

L'ensemble de ces deux dimensions, couronnes et secteurs, forme une matrice discrète mais bien présente, contribuant également à la mise en ordre des catégories sociales dans l'ensemble de l'espace. Il faut ajouter que comme la division sociale s'exerce désormais sur l'ensemble des aires urbaines, les différenciations globales sont un peu plus importantes, ou du moins les quartiers de compositions contrastées (qui sont des quartiers urbains, « beaux quartiers » et zones d'habitat social) sont de plus en plus opposés en termes de composition sociale. Par contre, les espaces périurbains restent globalement des lieux de mixité sociale, les ségrégations qui les traversent restant modérées.

2.4. Le rôle de la taille de la ville

Enfin, un dernier plan de différenciation majeur oppose les espaces périurbains selon la taille de la ville qui les polarise.

Les aires métropolitaines se distinguent d'abord par une composition sociale souvent singulière, avec des proportions de cadres beaucoup plus importantes que dans les autres types d'espace. Cela joue sur la nature des espaces périurbains puisque les catégories sociales moyennes supérieures jouent un rôle très important dans les premières couronnes, ce qui tend à rejeter de fait les autres catégories sociales encore plus en périphérie. De plus, comme l'espace sur lequel s'exerce le tri social est plus étendu et que les prix varient dans une fourchette beaucoup plus large, le processus de formation de couronnes socialement différenciées est beaucoup plus intense. Les catégories sociales populaires solvables ont donc tendance à résider très loin en périphérie, substituant des coûts de transports élevés à des coûts de logement inabordables. De plus, comme les catégories aisées sont les plus sensibles à la qualité de leur environnement naturel ou social, les processus de tri entre petites régions ou entre micro-contextes résidentiels sont également plus intenses autour de ces grandes villes. L'ensemble de ces transformations conduit à un morcellement social plus net, à une mise en ordre des catégories socioprofessionnelle dans l'espace qui est beaucoup plus intense même si les espaces périurbains restent avant tout marqués par la présence des familles.

Dans les villes moyennes, les catégories sociales concernées par la périurbanisation sont déjà globalement plus modestes. Moins nombreuses que dans les grandes villes, les catégories aisées sont essentiellement présentes dans la ville-centre et dans quelques rares localisations périurbaines. L'organisation interne des espaces périurbains est donc uniquement produite par les différentiels de coûts immobiliers, également moins intenses, et conduit à l'identification de couronnes plus ou moins nettes. Dans la première couronne, les catégories moyennes prédominent alors que dans le périurbain lointain, les catégories ouvrières restent majoritaires. L'amélioration récente de l'accessibilité (construction de roades, doublement des pénétrantes, etc.) permet également de sauvegarder des conditions de transports qui restent acceptables par toutes les catégories sociales.

Autour des petites villes, le processus de périurbanisation reste porté par des processus assez différents. Bien que plus récent, l'étalement urbain est une réalité souvent méconnue de ces petites villes, mais les volumes de construction sont pourtant, comparativement à la taille de la ville, actuellement très importants. D'ailleurs, les différentiels de prix sont beaucoup moins intenses et ne sont pas le moteur principal du tri social. La pénurie de terrains constructibles dans la ville-centre est ici le facteur prédominant de la périurbanisation et se superpose à une demande sociale de campagne qui se diffuse rapidement au sein des catégories populaires. Il faut d'ailleurs rappeler le caractère encore assez industriel du tissu économique local, et la tertiarisation est plus portée par des emplois peu qualifiés de services aux personnes que par des services aux entreprises à fort contenu technique. Les qualifications restent donc modestes dans l'ensemble du petit système urbain et la périurbanisation concerne des ménages guère différents de ceux qui continuent de résider dans ces petites villes. Le processus est donc plus porté par un besoin de retour à l'espace rural, qui concerne d'ailleurs des personnes qui ont souvent des origines rurales voire agricoles très récentes. Le fait de disposer d'un jardin est ainsi un facteur essentiel des stratégies des ménages autour de ces petites villes.

2.5. Facteurs de diversité

A ces grandes différenciations selon les tailles des villes, la distance au centre ou les contextes résidentiels se rajoutent des facteurs de diversité qui contribuent à brouiller un peu l'ordonnement des catégories sociales entre elles.

Premièrement, un certain nombre de ménages se caractérisent par une certaine distanciation vis-à-vis des modèles, en particulier par rapport au modèle résidentiel dominant. Cette distanciation fonctionne dans les deux sens, c'est-à-dire que certains ménages aisés n'ont pas les projets ou le statut résidentiel auquel on pourrait s'attendre, et qu'inversement, des membres de catégories sociales plus modestes peuvent très bien disposer d'un patrimoine bâti un peu hors du commun. Dans ce deuxième ensemble, se trouvent notamment les « transformateurs », des ménages qui se sont fait une spécialité de la rénovation de fermettes anciennes. Disposant d'un savoir-faire important, d'un réseau d'entraide souvent très fourni avec des échanges mutuels de services (« Je te refais la plomberie, tu m'aideras pour la charpente... »), ces personnes passent l'essentiel de leur temps libre à modifier leur bien immobilier. Souvent, ils achètent au départ une vieille ferme un peu délabrée, qu'ils « retapent », faisant d'ailleurs preuve d'un goût qui les rapproche des catégories aisées (respect du caractère rustique des lieux, solutions innovantes au niveau écologique, etc.). Certains disposent donc d'un patrimoine de très grande qualité, ou bien réalisent une belle plus-value et recommencent l'opération un peu loin de la ville-centre. Inversement, des personnes très aisées peuvent très bien se contenter d'une banale maison de lotissement, en particulier lorsqu'ils relativisent le modèle résidentiel dominant, parfois même comme preuve de distinction et donc qu'inversement ils affirment un goût prononcé pour des activités au fort potentiel distinctif, voyage, musique, etc.

Deuxièmement, il faut rappeler le caractère parfois factice des catégorisations sociales. Des personnes classées « employé » peuvent très bien disposer de revenus ou d'un patrimoine nettement plus élevé que des « cadres ». De plus, les origines sociales des parents peuvent être disparates, un cadre fils de cadre n'ayant généralement pas exactement les mêmes envies, valeurs et représentations qu'un cadre fils d'ouvriers. Il faut d'ailleurs noter l'extrême variété de l'adhésion à un nouveau groupe social d'appartenance, certaines personnes devenant des ambassadeurs zélés des modes de vie caractéristiques de leur nouveau groupe social, quand d'autres gardent leurs distances et revendiquent leurs origines antérieures.

Troisièmement, la multiplicité des plans de différenciation est un puissant agent de mélange social (Cailly 2004). Les personnes présentes dans un espace donné peuvent l'être au titre d'appartenances sociales très différentes : l'une aura les moyens financiers, l'autre aura un goût affirmé pour un type de résidence précis, une autre encore aura bénéficié d'une transmission familiale, etc. A l'échelle de l'individu, chacune de ces appartenances multiples peut être mobilisée à des moments différents du parcours biographique et être à l'origine de mobilités résidentielles vers des lieux totalement différents. Les itinéraires individuels sont donc d'une très grande diversité et expliquent une part de la diversité sociale des espaces périurbains

Enfin, mais nous l'avons déjà longuement exprimé, la diversité même du périurbain, tant sur le plan paysager qu'au niveau des formes d'urbanisation et même la diversité préalable des catégories sociales, sont des facteurs importants de maintien de la diversité sociale. Lorsqu'un lieu est socialement peu typé, il reste attractif pour des membres de catégories sociales très diverses et tend donc à conserver ses caractéristiques de mixité sociale, alors qu'un espace socialement homogène attire essentiellement les membres d'une seule catégorie sociale.

Ce développement sur l'état des différenciations sociales dans les espaces périurbains est sans doute insuffisamment étayé mais l'objectif n'est pas de faire une description argumentée de l'état de la division sociale des espaces périurbains. Il est uniquement de rappeler le contexte dans lequel se construisent les stratégies résidentielles des ménages alors même que ce contexte est aussi la conséquence de la demande sociale.

En effet, cette géographie des différenciations sociales forme aussi un support pour les stratégies résidentielles des ménages. Ceux-ci, même s'ils n'ont qu'une connaissance imparfaite de ces recompositions, intériorisent des représentations de l'espace social qui rendent possible ou non un éventuel choix de résidence dans les différents types d'espace.

L'ensemble des éléments décrits jusqu'à présent constitue donc le contexte général dans lequel se déploient les stratégies résidentielles des ménages. Le but, pour l'instant, a surtout été de rappeler de façon synthétique ce contexte, de manière à l'évacuer en partie lorsque nous nous intéresserons aux individus et aux groupes sociaux. La réalité de l'urbanisation, issue de la confrontation entre une offre foncière et la demande sociale, les caractéristiques des flux de migrations vers ou au départ des espaces périurbains, les variations de prix dans l'espace, la nature des différenciations sociales et bien d'autres facteurs encore, tout cela forme un faisceau de contraintes structurelles largement intériorisées par les ménages au moment d'exercer cette action dans l'espace qui est de choisir un lieu de résidence, ou tout simplement d'y demeurer.

3. Stratégies résidentielles : la force des modèles sociaux

Pour poursuivre les investigations sur l'articulation entre logiques collectives et actions individuelles dans le champ des mobilités résidentielles, il semble pertinent de partir des principaux arguments exprimés par les ménages pour justifier leurs stratégies résidentielles. Les discours tenus par les ménages apparaissent comme l'expression d'une justification (Boltanski et Thévenot 1987), mobilisant des arguments d'ordre général pour décrire leur propre situation, traduisant à la fois leurs aspirations les plus profondes mais comportant également une part de reconstruction. Il n'est pas tenable, pour un individu, de vivre en totale contradiction avec un certain nombre de valeurs fondamentales. Il est donc nécessaire de mettre en cohérence ses actes et ses représentations du monde et de soi.

La notion de stratégie résidentielle a déjà été largement définie, utilisée et enrichie, notamment à travers la tenue d'un colloque célèbre du même nom (Bonvalet et Fribourg 1990). Plus spécifiquement appliquée à un secteur périurbain de l'Ile-de-France, la thèse de D. Desponds (2003) comporte également une analyse détaillée des stratégies résidentielles de ménages périurbains, mais en insistant sur les choix de localisation et les facteurs explicatifs externes plus que sur les ressorts internes aux ménages. Le but ici n'est pas de reprendre ces travaux, mais d'utiliser ce concept pour expliciter la façon dont les ménages se « débrouillent » avec l'espace en matière de localisation résidentielle. Les stratégies résidentielles ne sont d'ailleurs qu'une des composantes des choix de vie faits par les ménages, qui exercent aussi des choix en matière d'emploi, de relations familiales, de pratiques spatiales (comme nous le présenterons dans la prochaine partie), etc. La notion de stratégie est également de plus en plus utilisée dans le champ de la géographie politique à travers la conception élargie d'un électeur – stratège – habitant (Bussi et Badariotti 2004). Les stratégies résidentielles ne sont donc qu'un révélateur parmi d'autres de la nature du rapport à l'espace des individus, dans un cadre original d'interrelations constantes entre membres d'un même ménage puisque la décision est conjointe dans tous les sens. De plus, un raisonnement en termes de stratégies ne peut être fécond qu'à condition de replacer les éventuelles rationalités observées dans un ensemble plus large, tenant compte à la fois des limitations d'ordre culturel, des contraintes de toutes sortes qui pèsent sur les ménages et de la part de hasard que contient toute décision humaine.

Si les entretiens sont donc parfois difficiles à interpréter, il est possible de les considérer comme des révélateurs des principaux facteurs intégrés dans la prise de décision, d'imaginer quels sont les fondements des stratégies résidentielles. Parmi les nombreuses possibilités, cinq facteurs principaux seront ici déclinés de façon plus approfondie. Sans être exhaustif, l'intégration du modèle résidentiel, la recherche d'aménités environnementales, la vision de la vie professionnelle, le fait de tenir compte de proximités relatives et l'auto-positionnement par rapport à la ville, sont les facteurs les plus importants. Ce sont des pistes de recherche à approfondir, notamment en intégrant l'articulation entre choix individuels et contraintes. Les ménages font des choix dans un cadre borné, dans un champ des possibles délimité par des contraintes externes qui les obligent à des micro-renoncements, que finalement ils acceptent et justifient, parce qu'il faut bien vivre.

3.1. Méthodes, observations et résultats

Les méthodes mises en place pour aborder les stratégies résidentielles sont donc de deux types différents. D'une part, la dimension « stratégie résidentielle » a toujours été présente dans les entretiens effectués auprès des ménages qui sont suivis sur le long terme et certains ont même fait l'objet d'une observation plus spécifique au moment d'un

changement de résidence. De plus, l'enquête sur 913 ménages dans divers espaces périurbains des Pays de la Loire comporte un nombre important de questions sur les parcours résidentiels ainsi que des questions sur les motivations.

Dans les entretiens menés auprès de la quarantaine de ménages que nous suivons depuis près de cinq ans pour certains, la dimension « stratégies résidentielles » est souvent la première question abordée de façon approfondie. En effet, les personnes comprennent très bien qu'un géographe puisse s'intéresser à la mobilité résidentielle et ils font souvent l'effort de rechercher dans leurs souvenirs ce qui a été déterminant lors de leur arrivée dans les espaces périurbains. Toutefois, comme il s'agit souvent d'une narration a posteriori, avec des délais qui peuvent parfois être importants entre le moment de la migration et la réalisation de l'entretien, il est évident que le discours contient une grande part de reconstruction, donnant une impression qui est sans doute parfois un peu éloignée des dispositions d'esprit initiales. Il s'agit plus d'une justification ultérieure, sur la base de la situation et des représentations actuelles des personnes interviewées. De plus, la mémoire est parfois imparfaite comme le montre l'existence de désaccords entre les deux membres d'un couple sur des facteurs aussi objectifs que le nombre de maisons visitées ou les différentiels de prix. Sur les aspects plus qualitatifs (facteurs de choix, prise en compte de la dimension spatiale), l'entretien a posteriori comporte une certaine part d'incertitude et est à interpréter avec prudence.

Par contre, plusieurs de ces ménages ont déménagé depuis que nous les suivons, ce qui est une occasion d'approfondir la question des stratégies résidentielles. En particulier six d'entre eux ont été suivis de très près au moment de leur démarche, avec plusieurs entretiens ou rencontres tant en amont que pendant et même en aval de la recherche d'un logement. Ce chiffre peut paraître réduit, mais il correspond à ce que nous avons l'opportunité de réaliser et demande une proximité avec le ménage qui ne peut être systématiquement reproduite. Nous sommes donc ici clairement dans une démarche purement compréhensive, qui n'a pas l'ambition de monter en généralité. Cependant, cette méthode s'avère fructueuse, permettant en particulier de s'appuyer sur des éléments objectifs (localisation des biens visités par exemple) pour analyser la dimension spatiale de ces stratégies résidentielles. Ainsi, il est possible de démontrer que la plupart des ménages ont une zone de recherche, pas forcément très bien déterminée, mais qui tient compte de nombreuses variables spatiales comme les lieux de travail des deux conjoints, la proximité de la famille ou l'origine géographique, tout en intégrant la dimension financière des coûts. La plupart partent sur la base d'une zone un peu floue, qui se précise au fur et à mesure, soit en s'affinant (lieux trop éloignés ou qui ne plaisent pas), soit en s'élargissant, notamment lorsqu'il y a prise de conscience de la réalité des coûts. Plusieurs ménages ont par exemple ouvert leur espace de recherche vers des espaces périurbains plus éloignés, ou ont intégré des espaces périurbains dans leur périmètre de recherche alors qu'il n'y en avait pas initialement. Un grand nombre des remarques qui suivront sont donc issues de cette méthode de suivi de ménages dans leur démarche d'accession à la propriété ou de migration résidentielle vers une commune périurbaine.

L'enquête plus large qui a porté sur 913 ménages de communes périurbaines de villes de différentes tailles de la région Pays de la Loire permet de pondérer l'effet de distorsion induit par une trop grande proximité avec les ménages précédents ainsi que de proposer un panorama plus large des motivations résidentielles. Les deux sources semblent donc se compléter parfaitement. Les questions posées permettent classiquement de caractériser le logement actuel et le logement précédent (localisation, caractéristiques immobilières, statuts, financement, etc.), mais une question centrale sur les motivations qui prend la forme suivante a également été introduite :

Tableau 7 : Extrait du questionnaire PERIURB

Q25/ Pourquoi avez-vous choisi d'habiter ici ? (Numéroter de 1 à 6 par ordre d'importance)		
<input type="checkbox"/> Avoir un jardin	<input type="checkbox"/> Bonne réputation de la commune	<input type="checkbox"/> Cadre rural ou campagnard
<input type="checkbox"/> Caractéristiques du logement	<input type="checkbox"/> Changement du lieu de travail	<input type="checkbox"/> Choisir un nouveau voisinage
<input type="checkbox"/> Départ en retraite	<input type="checkbox"/> Etre propriétaire	<input type="checkbox"/> Famille originaire ou proche d'ici
<input type="checkbox"/> Habiter en maison individuelle	<input type="checkbox"/> Ne pas être ennuyé par voisins	<input type="checkbox"/> Par hasard
<input type="checkbox"/> Partir de mon quartier précédent	<input type="checkbox"/> Pas un choix	<input type="checkbox"/> Proximité du lieu de travail
<input type="checkbox"/> Proximité d'infrastructures scolaires	<input type="checkbox"/> Autre raison (à préciser) : ...	

Cette question a souvent été prise très au sérieux par les personnes qui répondaient à l'enquête et nécessitait un temps de réflexion plus long. La lecture des réponses à cette question peut se faire à la fois de façon transversale (quelle part des ménages répond « pour avoir un jardin » quelle que soit la place choisie pour classer cet item), soit en hiérarchisant les réponses selon leur position. Ainsi, certaines raisons sont systématiquement plutôt placées en premier (« Etre propriétaire » par exemple), alors que d'autres vont apparaître de façon plus secondaire, ce qui ne veut pas dire que ce soit moins intéressant à analyser. Les items qui tournent autour du repli ou de la fuite ne sont ainsi jamais placés en premier, mais leur présence, assez discrète au demeurant, est assez discriminante.

Tableau 8 : Arguments justifiant la mobilité résidentielle

	% de ménages ayant cité cet item	% de ménages ayant cité cet item en 1^{ère} position
<input type="checkbox"/> Etre propriétaire	62,4	23
<input type="checkbox"/> Habiter en maison individuelle	64,3	12
<input type="checkbox"/> Caractéristiques du logement	33,8	6
<input type="checkbox"/> Autre raison	18	8
<input type="checkbox"/> Avoir un jardin	55,5	6
<input type="checkbox"/> Cadre rural ou campagnard	60,2	5
<input type="checkbox"/> Proximité du lieu de travail	44,8	13
<input type="checkbox"/> Changement du lieu de travail	12,6	6
<input type="checkbox"/> Départ en retraite	6,3	2
<input type="checkbox"/> Famille originaire ou proche d'ici	33,8	8
<input type="checkbox"/> Bonne réputation de la commune	23,2	1
<input type="checkbox"/> Proximité d'infrastructures scolaires	22,7	2
<input type="checkbox"/> Ne pas être ennuyé par voisins	16,6	1
<input type="checkbox"/> Partir de mon quartier précédent	11,3	2
<input type="checkbox"/> Choisir un nouveau voisinage	3,2	0
<input type="checkbox"/> Par hasard	23	4
<input type="checkbox"/> Pas un choix	5,2	2

Source : PERIURB

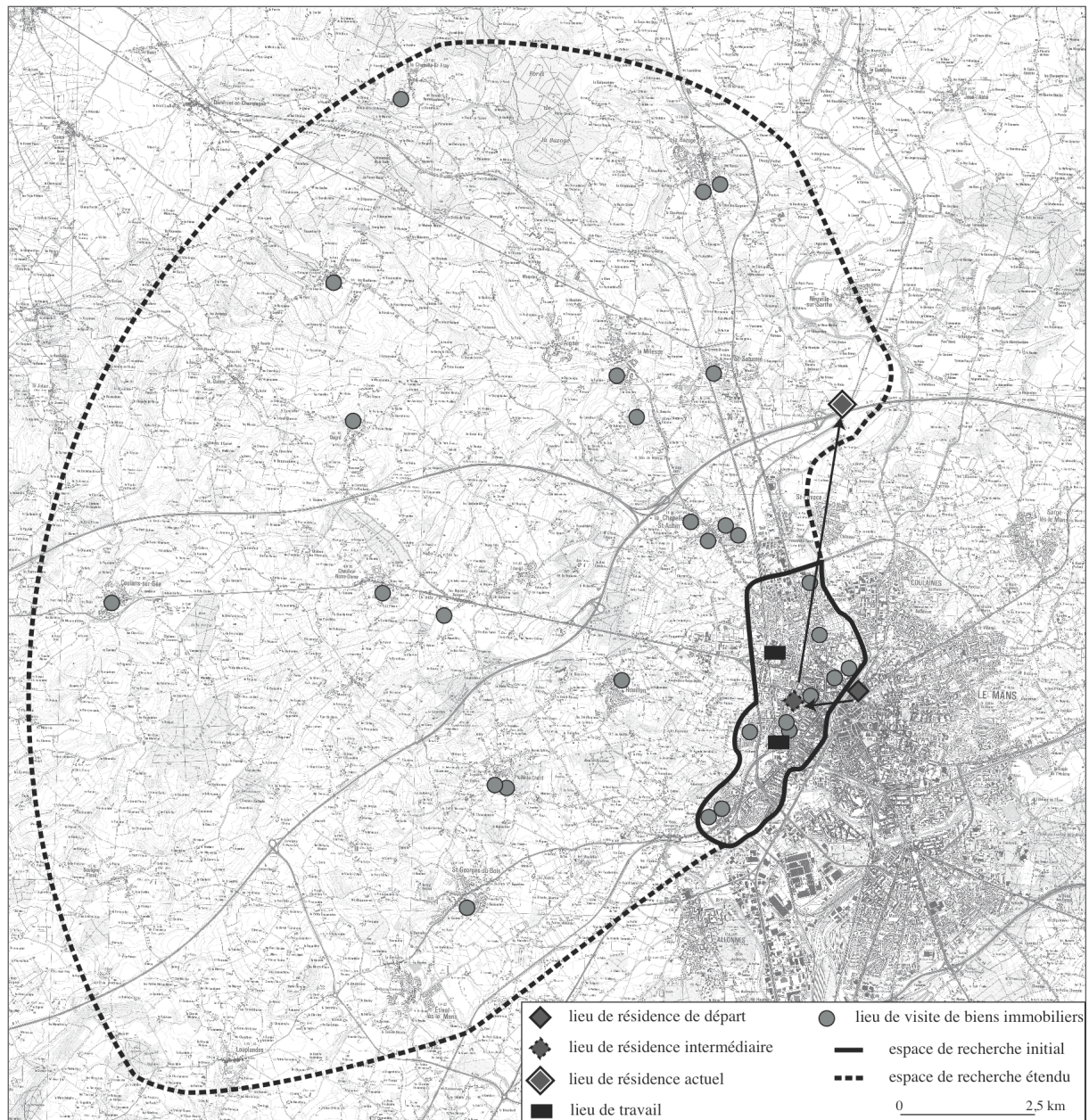
Si ces résultats restent encore en suspens dans le cadre d'un travail collectif (caractérisation de groupes de migrants selon les motivations, recherche de facteurs explicatifs pour certains types de mobilité résidentielle, croisement avec les attributs sociaux, etc.), ils nourrissent cependant une part de notre réflexion sur les parcours et les trajectoires, à la fois au niveau du bilan et dans sa dimension prospective. Quelques chiffres seront donc extraits de cette enquête, complétant la mobilisation des entretiens qui sont plus anciens.

3.2 Tranches de vie

Les stratégies résidentielles peuvent être illustrées par trois exemples qui vont donner un peu d'humanité à notre propos. Le but n'est pas de transcrire in extenso des entretiens, ni même d'analyser en détail ces trois exemples à l'image de ce qui serait réalisé dans le cadre d'un travail de thèse. Il s'agit juste d'illustrer, par trois exemples assez contrastés, l'hétérogénéité des fondements des stratégies résidentielles avant de revenir sur l'inscription de ces parcours résidentiels dans une trajectoire socio-spatiale.

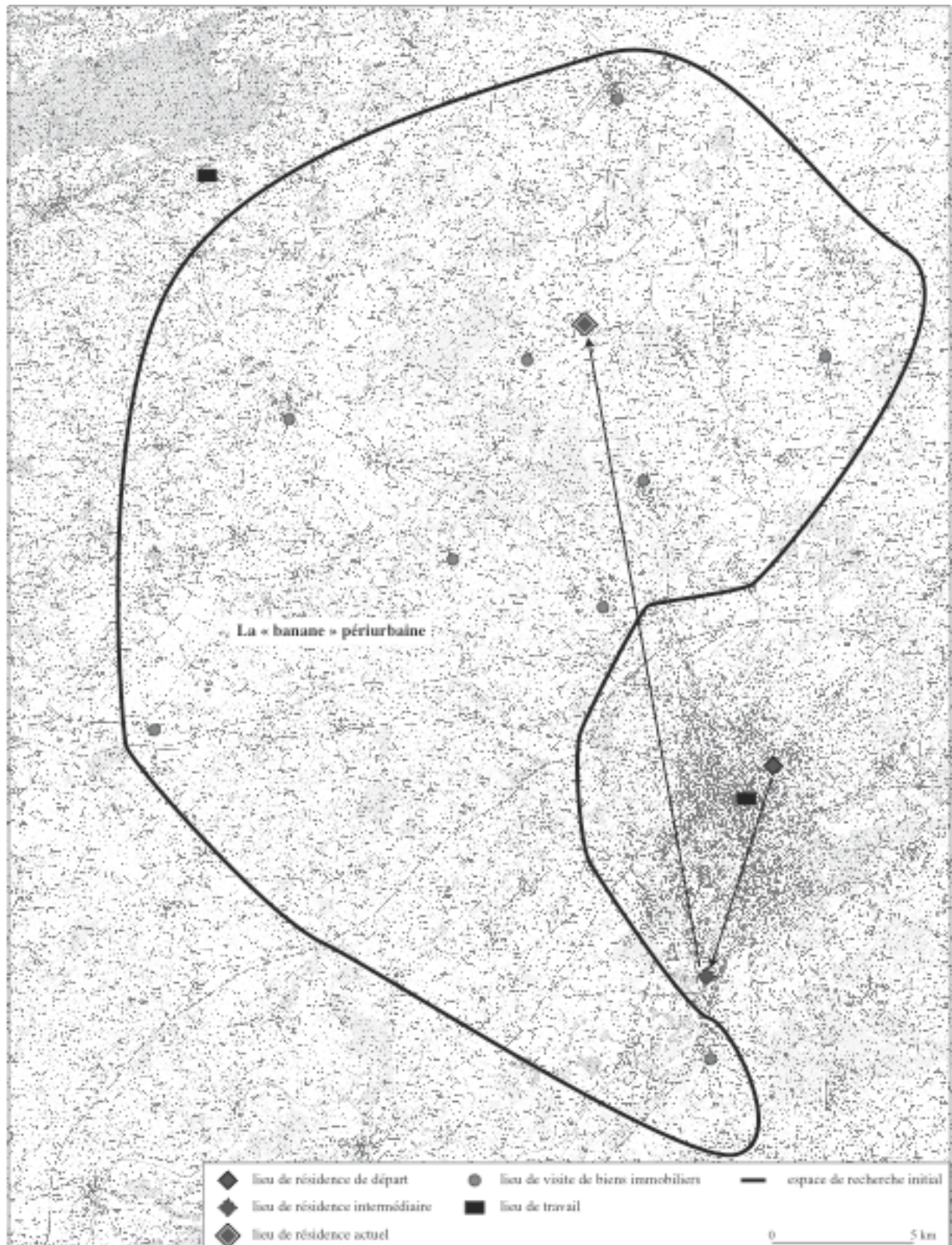
Le premier cas est assez emblématique de la façon dont des ménages qui n'avaient pas forcément considéré les espaces périurbains comme un lieu de résidence prioritaire sont amenés à choisir ce type d'espace, tout en assumant pleinement ce choix. Le couple en question est composé de deux actifs typiques des catégories moyennes, une infirmière et un technicien dans une grande entreprise. Leurs lieux de travail sont urbains, certes un peu périphériques (hôpital du Mans, situé dans la périphérie ouest, et péricentre sud-ouest du Mans), mais ils ont longtemps habité dans les quartiers péricentraux du Mans, déménageant juste une fois pour des raisons pratiques : plus de surface, plus de proximité avec les lieux de travail, en particulier pour éviter de passer par le centre-ville lors du trajet domicile-travail. Leurs pratiques de l'espace sont typiques de celles d'un couple de jeunes actifs urbains, fréquentant beaucoup le centre-ville mais aussi les pôles périphériques, à la fois pour les tâches quotidiennes (courses, etc.) et pour des activités culturelles. Suite à la naissance d'un premier enfant, et avec le projet d'en avoir au moins un autre, ils estiment que l'appartement devient un peu petit et décident de concrétiser un projet résidentiel qui leur trottait déjà dans la tête depuis un moment. Sur le plan financier, ils ont ainsi un apport personnel non négligeable mais ils ne souhaitent pas non plus s'endetter pour une durée trop longue. Ils prospectent donc initialement dans les quartiers péricentraux à proximité immédiate de leur logement précédent, en ayant recours à des relations directes entre particuliers. Après avoir visité six petites maisons du style « mancelle », ils restent un peu déçus et s'inscrivent dans une agence immobilière qui ne tarde pas à les inciter à chercher dans les communes périurbaines proches. Leur horizon s'ouvre tout à coup et, de fil en aiguille, ils prospectent de plus en plus loin du Mans, allant visiter des maisons jusqu'à une distance de 20km du Mans. Finalement, une opportunité soudaine (forte baisse du prix) pour une maison visitée dans le périurbain le plus proche leur fera choisir une localisation à proximité immédiate de la ville. Cette maison a beaucoup de cachet (c'est du bâti ancien) et elle est à la fois vaste et comporte un grand terrain. Tous ces attributs n'étaient pas du tout des critères au départ, la maison est ainsi beaucoup plus grande que ce qu'ils avaient envisagé initialement par exemple. A travers cet exemple, et sans insister sur les discours justificatifs sur lesquels nous reviendrons ultérieurement, on comprend aisément que le projet résidentiel s'est transformé radicalement à la fois sous l'influence des acteurs du marché immobilier et par la découverte d'une localisation résidentielle qui n'était pas envisagée. Par contre, il est également très clair que le budget transport n'a pas été calculé, que le côté pratique (proximité du travail ou des services) n'a pas pesé très lourd, et que la décision résulte du coup de cœur plutôt que de la décision rationnelle. L'attrait pour un cadre de vie a finalement prévalu sur les autres facteurs.

Carte 5 : Espaces de la recherche résidentielle, premier exemple



Le second exemple, par contraste, invite à comprendre les formes de rationalité qui sous-tendent les stratégies résidentielles des ménages. Locataires dans une commune située juste dans la banlieue sud du Mans, c'est également l'arrivée d'un premier enfant qui déclenche le projet résidentiel, même s'il tardera à se concrétiser pour des raisons financières. Le couple n'a en effet pas du tout anticipé ce projet : les deux personnes approchaient de la quarantaine et commençaient à se faire à une vie de célibataire, non désirée au départ, lorsque leur rencontre (un « coup de foudre » disent-ils) est venu transformer radicalement leur vie. Ils patienteront donc un peu, avant de prendre la décision de faire construire un pavillon dans un lotissement. La recherche du terrain a précédé la recherche d'un constructeur. La localisation résidentielle est donc une variable essentielle pour ce ménage, désirant à la fois un environnement agréable (« un lotissement d'accord, mais en bordure, on veut voir des champs ») et la proximité d'une école primaire (elle est professeur des écoles et très attentive à l'éducation de son enfant).

Carte 6 : Espaces de la recherche résidentielle, deuxième exemple



Leurs capacités financières sont très correctes (il est cadre dans le secteur public), mais ils ont d'emblée intégré que la périphérie mancelle était trop onéreuse. Ils ont donc dessiné sur une carte une belle « banane » comme ils l'appellent eux-mêmes, qui détermine à la fois le quadrant dans lequel ils cherchent un terrain (le quadrant nord-ouest)

et la distance à la ville. La première couronne est évitée de fait mais la distance maximale est beaucoup plus floue et dépend surtout des temps de trajet. Cette banane a plutôt une forme de croissant, car elle est large sur l'axe nord-ouest (qui est la direction de la commune rurale dans laquelle elle enseigne) et beaucoup plus fine vers le nord-est et le sud-ouest. Cela signifie que s'ils trouvent un terrain dans ces secteurs un peu éloignés de leurs lieux de travail, il devra être situé à proximité du Mans. Leur choix s'est finalement porté sur une commune située à 20km au nord du Mans, dans un lotissement communal situé dans un environnement très champêtre avec vue sur la forêt, mais situé à moins de 200m de l'école primaire. Il faut noter que ce couple a parfaitement anticipé les contraintes induites par leur nouveau lieu de résidence : le calcul des coûts de transport a été intégré, la difficulté de trouver des modes de garde pour leur enfant également (ils ont trouvé une assistante maternelle trois mois avant leur déménagement), etc. Pas de surprises à l'arrivée donc, l'ensemble de leur vie quotidienne avait été imaginé, rêvé et même espéré peut-on dire.

Le dernier exemple est complètement opposé, puisqu'il s'agit d'un cas de retour en ville ce qui, par contraste, permet d'éclairer aussi les motivations à rester dans les espaces périurbains. La famille est constituée par un chef d'entreprise, une femme au foyer et leurs cinq enfants âgés de 2 à 15 ans, avec des revenus particulièrement élevés. Disposant d'un patrimoine d'origine familial non négligeable et de revenus mensuels confortables, la dimension financière de la mobilité est totalement occultée. La décision se prend uniquement à partir d'une comparaison du côté pratique des localisations résidentielles et sur les envies des différents membres du ménage. Le mari n'a pas vraiment de représentations très marquées, il est finalement peu présent dans le logement familial et, même s'ils ont recours à un salarié pour entretenir le terrain et faire de menus travaux d'entretiens de la maison, il trouve que leur ferme située tout près au nord du Mans est à la fois difficile à entretenir et éloignée de son travail (situé en zone industrielle sud). En même temps, la proximité de ses parents est un facteur important de son attachement à son lieu de résidence périurbain. Clairement, il a laissé à sa femme l'entière initiative d'imaginer puis de s'occuper d'un déménagement dans le péricentre huppé du Mans (quartier du jardin des Plantes). Son épouse est donc le moteur de la décision et justifie son choix par les contraintes liés à une localisation résidentielle périurbaine. Avec ses cinq enfants, scolarisés dans quatre établissements scolaires différents, elle n'arrête pas de prendre la voiture pour conduire les uns au car (qui ne passe pas à proximité immédiate) ou pour récupérer les autres à la sortie de l'école. De plus, disposant d'un bagage culturel élevé, elle insiste pour que ses enfants fassent de nombreuses activités culturelles à l'extérieur, en particulier musique, théâtre, catéchisme, scoutisme, non seulement dans leur commune de résidence mais aussi dans des établissements prestigieux du Mans (Conservatoire de musique). Elle en a donc « marre de faire le taxi » et souhaite que ses enfants soient plus autonomes dans leurs activités. Ce souci est d'ailleurs partagé par les deux plus grands enfants, qui sont demandeurs d'une plus grande autonomie dans leur vie sociale (et affective pour l'aîné, mais il ne faut pas le dire aux parents !), argumentant également qu'ils pourront continuer à aller à la « campagne » chez leurs grands-parents pendant les week-end. Par contre, l'un des jeunes enfants est très déçu de partir de « sa » maison, exprimant son attachement avec une grande émotion. Il s'est en particulier constitué un « atelier d'artiste » dans une petite dépendance de la maison, qui est vraiment « son endroit » à lui. Il y a donc eu négociation en interne et c'est le mode de vie périurbain, la nécessité d'une mobilité automobile et les difficultés d'autonomie des adolescents, qui sont à l'origine de la décision.

Carte 7 : Espaces de la recherche résidentielle, troisième exemple



Ces trois exemples montrent donc qu'il y a quantité de façons de construire des stratégies résidentielles. Celles-ci sont avant tout mise en œuvre par la co-construction d'un projet entre les deux membres du couple, quand ce n'est pas en tenant compte de l'avis des enfants comme l'indique le dernier cas. Ce projet, plus ou moins bien défini et anticipé, est

ensuite confronté aux réalités financières du marché immobilier et au jeu des acteurs de ce marché. Il entre en interaction avec d'autres stratégies résidentielles, notamment sur le segment de l'ancien. Il existe également une concurrence entre les ménages, soit très directe dans les formules de particulier à particulier, soit savamment entretenue par les agences immobilières, qui jouent un jeu de rôle oscillant entre le conseil et l'injonction d'achat.

La dimension spatiale prend également des formes disparates. Parfois, la localisation résidentielle désirée est définie à une échelle très fine. C'est le cas notamment pour les nombreux changements de résidence internes aux espaces périurbains dans un rayon qui dépasse rarement les 10km. Parfois, la signification des distances n'est pas très bien comprise, seule l'expérience concrète de la mobilité viendra éclairer la personne. Dans d'autres cas, c'est un ensemble de proximités relatives qui sont mobilisées : proximité du lieu de travail, de services spécifiques ou de la famille. Enfin, dans un autre cas de figure, c'est plus le type d'espace, rural, périurbain, périphérique, péricentral ou central, qui entre en ligne de compte, les ménages imaginant leur vie future en fonction d'archétypes de modes de vie qu'ils associent à chacun de ces types d'espaces. Ces catégorisations ne sont d'ailleurs pas toujours explicites, le terme de périurbain par exemple n'est pas souvent cité, mais elles semblent de plus en plus claires dans les représentations semble-t-il.

3.3. Accession à la propriété et maison individuelle

La force du modèle résidentiel dominant ressort de façon spectaculaire à travers les résultats de l'enquête PERIURB. En effet, alors même que la question porte essentiellement sur la localisation (pourquoi « ici »), les deux modalités qui arrivent en tête des critères de choix sont « être propriétaire » pour 62 % des ménages et « habiter en maison individuelle » pour 64 %. De plus, ces deux items sont souvent associés et systématiquement classés dans les premières places, plutôt comme première réponse pour « être propriétaire » et en position juste secondaire pour « habiter en maison individuelle ». De la même façon, dans les entretiens, le désir d'être propriétaire s'impose comme le premier aspect de la stratégie résidentielle : avant de se poser la question du « où » résider, il a fallu se poser la question du « est-ce que nous avons les moyens financiers de devenir propriétaire ». Des échanges avec des cadres du secteur bancaire (à l'occasion d'une formation) ont également confirmé que le projet résidentiel restait le premier facteur d'épargne des ménages, même si tous ne pourront réaliser leur rêve de devenir propriétaire. Le désir de vivre dans une maison complète ce souci patrimonial et, même si la question n'était pas très bien posée dans l'enquête, la représentation concerne avant tout le pavillon indépendant et non la maison mitoyenne, bien que les ménages soient parfois contraints de se contenter de cette seconde forme de maison individuelle. Les petites annonces sur les maisons mitoyennes sont d'ailleurs souvent complétées par la mention « sans gêne », le rapport au voisinage étant à la base de la préférence pour le pavillon indépendant. Migrer vers les espaces périurbains est donc clairement porté par des représentations positives du fait d'être propriétaire de son logement, de préférence un pavillon indépendant, tout en intégrant les contraintes financières qui obligent à habiter loin de la ville-centre.

Il faut noter ici que plus de 8 % des ménages ont cité de façon spontanée le prix comme un facteur de choix déterminant, l'exprimant soit directement (prix du foncier ou prix de l'acquisition), soit via la mention d'un événement spécifique (héritage, donation, opportunité foncière, etc.). Nous avons imaginé que le prix pouvait faire partie des « caractéristiques du logement », mais certains ménages ont bien émis le souhait de préciser que le prix était un facteur majeur pour décider de leur localisation résidentielle. On sait par ailleurs que les réponses spontanées sont généralement assez rares, surtout dans le cas d'un questionnaire largement fermé comme c'est le cas pour l'enquête PERIURB, ce qui confirme

le fait que le coût de l'achat est une variable déterminante. Cela montre la force de cette contrainte qui n'est pas seulement intériorisée par les ménages : elle fait partie intégrante des facteurs de choix et des justifications résidentielles. Les observations directes des ménages confirment le rôle central des prix : les ménages partent de leur propres capacités financières et les intègrent dans leur démarche spatiale, soit en définissant une zone de localisation possible en fonction de leur budget, soit en comparant les localisations possibles en termes de coûts-avantages au moment du choix.

Les caractéristiques du logement (surface, nombre de pièce, le fait de disposer d'une chambre au rez-de-chaussée ou de deux salles de bains, etc.) concernent par ailleurs 34 % des ménages, cette fois sans position très marquée (cette modalité peut être exprimée à n'importe quel rang). Ce résultat semble un peu différent de ceux obtenus dans les années 90 dans les travaux sur la mobilité résidentielle en général (Bonvalet et Fribourg 1990), qui démontraient que ces caractéristiques étaient centrales dans la stratégie des ménages. Mais si cette modalité apparaît un peu en retrait, c'est aussi parce que le fait de devenir propriétaire d'une maison individuelle contient en soi une satisfaction par rapport aux caractéristiques du logement. Que ce soit en faisant construire ou en acquérant une maison ancienne, les ménages choisissent un logement qui correspond bien à la famille : la surface est suffisante ; le nombre de pièces est optimal (ce sera éventuellement une raison d'un nouveau déménagement) ; lorsque le couple est un peu plus âgé, une chambre au rez-de-chaussée ou une configuration de « plain-pied » est désirée en prévision d'une perte de mobilité ; des desideratas spécifiques (un bureau, une pièce pour une activité particulière, etc.) entrent en ligne de compte, etc. Dans un certain nombre de cas, en particulier lorsque l'effort financier est important, des formes de renoncement peuvent exister sur ce plan.

Des éléments de variation existent cependant dans l'adhésion au modèle résidentiel, porté par les situations antérieures des ménages. Lorsque le ménage était déjà propriétaire, il ne cite évidemment pas cela comme une raison de l'arrivée dans son nouveau logement. De même, s'il habitait déjà en maison individuelle, le désir d'avoir un pavillon n'est pas une raison première de son emménagement dans sa résidence actuelle. Il s'agissait donc certainement du premier facteur influençant la mobilité résidentielle précédente mais il n'est pas exprimé pour la dernière migration. Cela renforce en fait le caractère unificateur du désir d'être propriétaire d'une maison individuelle, car ces deux modalités sont sans aucun doute citées par l'extrême majorité des ménages au moment de leur première mobilité pour devenir propriétaire ou pour habiter dans un pavillon.

La régularité avec laquelle ces facteurs de choix reviennent dans l'enquête comme dans les entretiens montre bien que c'est un mouvement de fond qui participe à bien distinguer les espaces périurbains des autres types d'espace. En effet, ce sont les espaces où la proportion de propriétaires tend à être maximale et dans lesquels se fait souvent la première accession à la propriété d'un ménage avec enfants. S'il existe un mode de vie périurbain, s'il existe une identité périurbaine, c'est d'abord dans cette adhésion au modèle résidentiel du propriétaire d'un pavillon familial qu'il faut aujourd'hui le rechercher, même si ce modèle n'est pas exclusivement l'apanage des espaces périurbains.

3.4. Le modèle résidentiel

Le caractère homogène des espaces périurbains provient donc en grande partie de l'impact généralisé du modèle résidentiel dominant. Depuis les travaux fondateurs sur le modèle pavillonnaire (Raymond et al. 1966), jusqu'à ceux plus récents sur la réception de l'urbanisme contemporain (Semmoud 2003), de nombreux auteurs insistent sur le rôle du modèle résidentiel et de l'ambiguïté du rapport entre désirs des ménages et promotion d'un modèle résidentiel dominant. Celui-ci est composite et comporte d'ailleurs deux facettes

principales. La première est le fait que devenir propriétaire est devenu et reste un horizon souhaité par une majorité de personnes. La seconde porte plus sur la forme du logement et impose le pavillon comme modèle de référence.

Le souhait de devenir propriétaire, même si la proportion de ménages propriétaires de leur logement stagne depuis de nombreuses années, reste bien ancré dans la population française. Pourtant, comme le rappellent Bourdieu et de Saint-Martin (1990), le désir d'être propriétaire n'est pas une évidence « naturelle » ou culturelle. Au sein des classes populaires et surtout au sein de la classe ouvrière, le statut le plus courant de la fin du XIX^e jusqu'au milieu du XX^e siècle est bien celui de locataire. Cependant, la dilution de l'esprit de classe parmi les ouvriers, l'élévation des niveaux de vie, la transformation des standards de consommation et la diffusion de l'idéologie « petite-bourgeoise » pour reprendre les termes de l'auteur, ont conduit à une baisse de la revendication du droit à n'être « que » locataire. De plus, les politiques publiques, à travers l'aide à la pierre ou à l'accession à la propriété, les médias, par l'image qu'ils donnent de la réussite ou du bonheur, les constructeurs eux-mêmes, par la publicité et la promotion de la « liberté » procurée par le statut de propriétaire, etc., ont contribué à la diffusion de l'idée qu'une vie « normale » doit être consacrée à devenir propriétaire de son logement. L'idée même du bonheur familial est souvent associée au fait d'être propriétaire de son logement. Face à ces incantations répétées sur le très long terme, les ménages se sont d'autant plus facilement convertis, dans l'Ouest de la France, que les valeurs ancestrales liées à la possession de la terre et de la pierre restaient largement ancrées dans la population d'origine rurale (Allain 1992). Cette injonction sociale, couplée avec les tensions pesant sur le secteur locatif, a pour conséquence d'inciter des ménages à faibles revenus à devenir propriétaire, fut-ce au prix d'un endettement important, d'une difficulté à répondre aux aléas de la vie, ou d'une obligation à faire des choix drastiques en matière de consommation.

La seconde facette du modèle résidentiel est que le pavillon s'est imposé comme une norme en matière de logement, non seulement dans les espaces périurbains mais aussi en périphérie des villes. Une fois encore, ce modèle n'est pas obligatoirement ancré dans une longue tradition de l'habitat en France. L'habitat populaire a longtemps été un habitat horizontal, avant que les techniques de construction ne permettent de construire en hauteur, mais il était généralement organisé en bandes continues. La séparation physique des logements est aujourd'hui de plus en plus nette, renforcée par des dispositions réglementaires régissant la construction (par exemple laisser une bande de 4m entre la limite de parcelle et la construction). Il faut dire que le bruit est souvent la première cause de l'inconfort exprimé dans les grands ensembles, et que ce désagrément est aussi ressenti dans les maisons en bande, particulièrement dans les premières générations de lotissements. Même si, depuis, les normes de construction ont fortement fait diminuer les niveaux sonores ressentis, en particulier dans les maisons jointives (maisons accolées par le garage, nouveaux matériaux avec de meilleures propriétés isolantes, prise en compte du confort acoustique dans la conception, etc.), cela reste aujourd'hui un reproche fort adressé aux maisons de ville promues par les tenants de la redensification. La conséquence de la promotion du pavillon comme modèle principal est d'une part que cela engendre parfois un certain nombre de frustrations pour ceux qui ne peuvent accéder à ce standard, d'autre part que les terrains doivent être d'une taille minimale suffisante, ce qui engendre une consommation de terre plus importante et des coûts fonciers plus élevés.

Globalement, ces deux types d'injonction sociale forment un arrière-plan aux décisions des ménages. Des personnes qui ne pensent pas, initialement, devenir propriétaire d'un pavillon modifient peu à peu leur projet résidentiel, notamment au moment de l'arrivée d'enfants dans le ménage. Dans ces moments là, la volonté de se conformer au modèle dominant devient plus grande ou, du moins, la résistance au modèle dominant s'émousse : un

certain embourgeoisement se manifeste peu à peu. Des personnes qui se contentent parfaitement de leur statut de locataire, à force de voir leurs amis devenir propriétaire, d'être confrontés à des images associant famille et maison individuelle, etc., finissent par envisager d'acheter un logement. De même, lors de la recherche de ce logement, le projet du ménage peut s'infléchir progressivement vers le modèle du pavillon, en particulier sous l'influence des acteurs du marché immobilier qui excellent souvent dans la promotion de ce modèle résidentiel dominant. Des facteurs externes conduisent donc souvent les ménages à se conformer au modèle dominant, mais les processus cognitifs et sociaux qui sont à l'origine de cette diffusion de modèles restent à bien des égards méconnus.

3.5. Les coûts fonciers et immobiliers

Une autre raison de la forte inflexion des projets résidentiels des ménages est liée à la réalité des marchés fonciers et immobiliers. Il existe déjà de nombreux travaux sur le fonctionnement de ce marché et en particulier sur la formation des prix, dont on trouve un écho régulier dans *Etudes Foncières* par exemple. De même, la connaissance du fonctionnement de ces marchés est un enjeu majeur du combat sans merci que se livrent les agences immobilières et les notaires (entre les deux groupes ou à l'intérieur de chaque groupe), la capacité à estimer correctement un bien étant un facteur fort de différenciation entre ces acteurs. Force est de constater d'ailleurs que l'information sur ces prix est à la fois pléthorique, incomplète et inexacte, et laisse souvent les particuliers dans l'expectative.

Dans la période récente, la montée des coûts fonciers et immobiliers a été un facteur majeur du renforcement du processus de périurbanisation. La croissance a eu lieu en deux phases distinctes, de 1988 à 1993 d'une part, puis de 1998 à 2007 d'autre part. Durant cette dernière période, les prix ont partout plus que doublés, et si l'augmentation semble plus forte dans les aires métropolitaines, l'ensemble des types d'espace, petites villes comprises, a été touché par cette hausse. La connaissance de la géographie de ces augmentations, si elle a été esquissée localement à partir des sources notariales (Desponds 2003), voire sur l'ensemble de la France (Filippi et al. 2007), reste très parcellaire et mériterait une attention renouvelée. Ainsi, sur la région Pays de la Loire, il semble que la hausse de l'immobilier ait fonctionné par vagues successives, touchant d'abord la ville-centre puis s'étendant progressivement aux premières couronnes, conduisant certains ménages à chercher à se loger toujours plus loin des villes. Les économistes peuvent bien expliquer qu'avec la variation des taux d'intérêt l'effort final pour une famille reste grosso modo stable depuis une quinzaine d'année, la principale conséquence est que c'est, pour un ménage qui désire devenir propriétaire, un puissant moteur pour aller chercher de meilleures conditions financières au-delà des villes.

En effet, la seconde caractéristique des prix de l'immobilier est de s'organiser assez clairement selon la distance au centre. Le prix du m² constructible varie de presque 1 à 10 entre la partie dense des villes et les zones les plus éloignées des centres urbains. Le différentiel entre les diverses couronnes périurbaines est moins tranché pour les biens déjà construits (les coûts de construction varient assez peu selon la localisation) mais reste suffisamment net pour favoriser l'étalement urbain. Si la tendance à la hausse semble s'être interrompue ces deux dernières années, les niveaux de prix restent particulièrement dissuasifs dans la partie dense des villes.

L'arbitrage des familles s'effectue en fait entre des produits immobiliers différents. Selon ses capacités financières, un ménage aura le « choix » entre un appartement de taille modeste à proximité du centre-ville, une maison de ville dans le péricentre quasiment sans terrain et à laquelle il « manque » une pièce, c'est-à-dire qu'il y aura une seule chambre pour les enfants, un pavillon périurbain de 100m² avec un « grand » jardin, voire une ferme restaurée, certes très éloignée des lieux de travail et des services, mais avec un très grand

terrain (et une piscine...). L'arbitrage, s'il tient compte du prix et des caractéristiques du logement, fait donc appel à d'autres aspects, les représentations qu'ont les gens de ces différents types d'espaces, la localisation de l'emploi des deux conjoints et les contraintes qui y sont associées, la proximité plus au moins grande de services (petite enfance, écoles, collèges, commerces de proximité) etc.

Il y a dans ce domaine de quoi alimenter un certain nombre de nouveaux travaux de recherche, car comme cette relation entre choix et capacités financières est souvent très intériorisée par les ménages, il est difficile de la faire ressortir par les enquêtes ou les entretiens. Dans le cadre de nos travaux, le principal intérêt est de comprendre comment s'articule l'évolution des prix du foncier et de l'immobilier et les stratégies résidentielles des ménages et en particulier les stratégies de recherche d'une maison. Cela joue à la fois à l'échelle des individus et ménages, qui prennent la décision d'acheter ou non à tel prix à tel endroit, mais il existe aussi une forte dimension collective, car à capacités financières voisines, l'éventail de choix des ménages est souvent similaire. Des régularités se font jour et le fonctionnement du marché foncier et immobilier semble bien être le facteur premier de la mise en ordre des catégories sociales dans l'espace.

3.6. La recherche d'un environnement rural et/ou préservé

Les préoccupations liées au cadre de vie sont également très présentes dans les réponses des ménages et forment clairement le second ensemble de justifications régulièrement mobilisées. Dans le cadre de l'enquête PERIURB, deux modalités principales résument l'adhésion à des valeurs environnementalistes : « avoir un jardin » est cité par 55 % des ménages et habiter dans un « cadre rural ou campagnard » recueille 60 % de réponses positives. Leur position dans l'échelle des valeurs des ménages est très hétérogène, mais elles reviennent rarement en première position et sont plus mobilisées comme un complément aux modalités qui tournent autour du modèle résidentiel que comme une priorité absolue.

Ces deux modalités sont par contre un peu exclusives l'une de l'autre, c'est-à-dire que si l'une est cochée, l'autre a de fortes chances de ne pas l'être, comme si l'appréciation de la qualité du cadre de vie se déclinait seulement à l'échelle du logement ou à l'échelle de l'environnement plus large mais rarement en articulant les deux acceptions. La première concerne plus spécifiquement des ménages centrés sur leur logement, ce qui est un indicateur finalement assez fiable d'une perception populaire du cadre de vie. Des pratiques spécifiques complètent souvent ce souci de posséder un jardin, notamment la pratique du bricolage, une attention portée à la tenue de son « intérieur » et bien sûr la pratique du jardinage, mais plutôt axée sur le jardin potager. Habiter dans un « cadre rural ou campagnard » est au contraire plus l'apanage des catégories aisées, avec une dimension hédonique évidente, également complétée par la pratique de loisirs dans la nature proche, par exemple sous la forme de promenades. Le bien-être forme ici un arrière-plan général aux justifications résidentielles et la conception de celui-ci oscille entre deux pôles bien distincts : d'un côté, celui du cocooning ou de la forteresse permet de supporter le poids d'une position sociale dominée, d'un emploi à fortes contraintes ou mal rémunéré, d'un travail pénible physiquement ou psychologiquement, du sentiment de ne pas avoir prise sur ce qui se passe à « l'extérieur » de la famille, etc. ; de l'autre, celui de l'intégration dans la société et de la mobilisation de la nature comme ressource, porté par des valeurs à la fois individualistes (se sentir bien), écologiques, familiales et sociétales.

Dans les entretiens, l'expression de la dimension « qualité du cadre de vie » du choix résidentiel prend des formes très variées, de la valorisation de la vue ou du paysage environnant, jusqu'au souci de « mettre les enfants au vert », qui revient parfois comme un leitmotiv dans certains entretiens. A. Morel-Brochet (2006) a parfaitement démontré que

l'opposition urbain-rural, plutôt exprimée par les ménages sous la forme d'un antagonisme entre la ville et la campagne, restait une grille de lecture tout à fait valide car elle continuait de structurer une grande partie des représentations des ménages. Par contre, il s'agit d'une vision souvent idéalisée de l'espace rural, que les pollutions générées par l'activité agricole, olfactives en particulier, viennent parfois bousculer. La vision de la campagne prédominante est d'ailleurs bien marquée par une perception urbaine des fonctions de cet espace rural, et non par des perceptions rurales.

Il est intéressant de noter que l'argumentaire sur le cadre de vie se centre souvent sur les enfants ou sur la volonté de donner aux enfants des conditions de vie agréables. Parfois, on a l'impression que le cadre de vie des parents est moins primordial, alors que ce sont bien eux qui sont à l'origine de la décision de migration. En fait, cela peut s'interpréter de deux façons différentes : d'une part comme la marque d'un raisonnement centré sur la famille et sur le devoir d'être de « bons » parents, ce qui ressort souvent dans les entretiens ; d'autre part comme le moyen de supporter les contradictions entre la recherche d'un environnement préservé et en même temps la conscience de participer à sa dégradation tant au niveau paysager (ce qui se mesure aussi par la volonté de réduire la construction dans sa commune une fois installé), que par l'utilisation systématique de la voiture pour les déplacements de la famille. Cette participation à des pollutions diffuses est une « obligation », certes, mais elle apparaît alors induite par un choix à la base positif, comme une simple conséquence de l'arbitrage entre impact environnemental et nécessité de tout faire pour que les enfants s'épanouissent dans un cadre de vie agréable.

Il s'agit donc aussi de la marque d'une forme d'individualisme plus ou moins bien assumé, puisqu'il entre en opposition avec la volonté affichée de s'intégrer dans un milieu social et de faire société. Cette contradiction, qui concerne plutôt les catégories cultivées d'ailleurs, n'est pas évidente à gérer dans les discours, alors même qu'elle est finalement assez bien vécue au quotidien. Cela fait partie des petits arrangements qui font que les personnes vivent bien, au bout du compte, leur vie de périurbains.

3.7. Le rôle de l'emploi et du travail

Une des surprises de l'enquête PERIURB résulte de la présence en bonne place des argumentaires tournant autour de la proximité du lieu de travail. En dehors de ceux qui indiquent qu'un changement de lieu de travail est à l'origine de la mobilité résidentielle (13 %), ce qui est alors logiquement souvent cité en premier facteur par les personnes concernées, 45 % des ménages indiquent que la proximité du lieu de travail a été un facteur important lors du choix de leur résidence actuelle. Or, nous avons posé l'hypothèse que cet item serait peu cité, car la situation même des communes d'observation, souvent dans le périurbain lointain ou du moins au-delà de la première couronne, semblait peu favorable à la convocation d'un tel argument. Concrètement, les lieux de travail sont parfois très éloignés du lieu de résidence, et il faut effectivement utiliser le pluriel car les ménages arbitrent en tenant compte, généralement, des deux lieux de travail des membres du ménage. Ce type de réponse concerne donc presque un ménage sur deux et très souvent en très bonne place par rapport aux autres modalités possibles. En fait, à y regarder plus attentivement, on s'aperçoit d'une part que cela peut être une réalité objective et d'autre part que la perception de la proximité est chose délicate concernant l'emploi.

Dans le premier cas, cela concerne tous les salariés qui travaillent dans ces espaces périurbains. Le volume d'emploi global est relativement faible mais dans certaines communes, il permet cependant de donner du travail à des salariés de faible qualification, souvent des femmes, sans nécessiter de longs déplacements domicile-travail. La proximité d'un des deux emplois du ménage, qui n'est pourtant parfois présenté que comme un revenu d'appoint sur le

plan financier, est alors un facteur de choix déterminant car la validité économique de cet emploi dépend de sa proximité avec le lieu de résidence du ménage. Cet arbitrage est d'ailleurs caractéristique d'une séparation nette des rôles entre hommes et femmes, notamment dans la gestion du quotidien et des enfants. La tendance habituelle est de minimiser les déplacements de la femme, parce qu'elle va de toutes façons assurer l'essentiel des déplacements locaux, sauf si son emploi paraît incertain (et la décision du choix d'une localisation périurbaine le rend alors encore plus fragile) ou est trop central (dans le cas de femmes employées du secteur public ou du commerce en particulier).

Dans le second cas, il faut comprendre toute l'ambiguïté possible des rapports au travail des habitants, qui ne concerne d'ailleurs pas spécifiquement les périurbains. Cet emploi structure leur vie au sens le plus fort du terme, car il permet aux individus de trouver une place dans la société, de construire une vie de famille dans la sécurité, de réaliser le projet résidentiel, d'assurer la reproduction sociale, etc. En même temps, la relativisation de la « valeur » travail (Méda 1995) conduit à un besoin de mise à distance de l'emploi. Lorsque l'individu travaille à proximité immédiate de son lieu de résidence, la transition entre sphère privée intime et sphère du travail est très immédiate. Il peut même s'avérer parfois difficile de faire la coupure entre les deux mondes dans le cas de certaines situations professionnelles (indépendants par exemple). Comme la pression au travail est de plus en plus forte, les entreprises exigeant souvent plus de productivité dans un laps de temps plus court (Melchior 2007), les individus mettent également en place des stratégies pour prendre de la distance avec cette pression. Certains ont une marge de manœuvre suffisamment importante dans leur vie professionnelle pour pouvoir le faire au niveau du contenu du travail ou dans le refus de mélanger les deux sphères, mais pour d'autres salariés la distanciation ne peut essentiellement s'obtenir que par une mise à distance spatiale.

Quand la personne habite loin, elle n'est plus corvéable à merci et elle se soustrait partiellement à l'obligation potentielle de revenir sur son lieu de travail en urgence. Dans le cas de salariés connaissant des systèmes d'astreinte (infirmier, technicien EDF, etc.), en habitant loin l'individu exerce une pression indirecte pour que le recours à sa personne, en cas d'urgence, soit moins automatique.

De plus, sur le plan symbolique, le trajet entre le lieu de travail et le lieu de résidence doit finalement être suffisant pour permettre de prendre du recul par rapport à son travail. L'arrivée dans son habitation, parfois même le fait de franchir le seuil, est alors décrit comme une rupture avec le monde du travail. Une grande distance entre le travail et le lieu d'habitation n'est alors plus une contrainte mais une condition sine qua non du ressourcement dans le domicile familial.

A contrario, les salariés apportent sans doute de plus en plus de travail à domicile. Il s'agit alors de s'affranchir de la contrainte temporelle ou spatiale qui consiste à travailler éloigné de sa famille. Certains préfèrent ramener du travail à la maison, pour finir tranquillement « après le bisou du soir » à leurs enfants, plutôt que de rester au bureau et de rentrer une fois qu'ils sont couchés. Cela génère d'ailleurs des besoins résidentiels spécifiques que traduit la présence courante de la mention « bureau » dans les petites annonces immobilières. Cette forme de relation floue entre emploi et résidence concerne surtout des cadres subissant une très forte pression au travail mais elle tend à se diffuser.

Il est donc aisé de comprendre que la notion de proximité, pour l'emploi, se mesure plus en dizaines de kilomètres qu'en kilomètres. La personne désire habiter au plus près de son emploi certes, par exemple en choisissant un lieu de résidence dans le même axe que le lieu de travail afin d'éviter d'avoir à contourner la ville par une rocade encombrée. Cependant, elle peut aussi considérer la mobilité domicile-travail comme un pensum quotidien, comme une obligation contingente à son désir de devenir propriétaire de son logement, ce qui passe alors par l'acceptation d'une distance importante à parcourir chaque jour.

Dans un autre domaine lié à la vie professionnelle, le fait de partir en retraite n'intervient que dans 6 % des cas comme un facteur important pour expliquer le choix résidentiel. 6 % « quand même » serait-on tenté d'écrire. En effet, l'arrivée de populations retraitées n'est pas considérée comme une composante majeure du dynamisme démographique des espaces périurbains. Pourtant ce phénomène existe. Il est basé sur le fait que la mobilité résidentielle vers un espace désiré devient alors possible, les gens ayant moins de contraintes professionnelles dans ce cas. D'ailleurs, les aspects familiaux accompagnent souvent ce facteur de choix, la proximité de la famille, mais aussi des services, étant un critère essentiel pour ce groupe particulier.

Ce lien entre perception de la vie professionnelle et mobilités résidentielles semble être un domaine de recherche qui reste largement à explorer. A l'heure actuelle, les travaux sont encore nettement cloisonnés entre les spécialistes de la mobilité professionnelle et ceux qui mènent des investigations sur la mobilité résidentielle. Si le lien entre les deux est parfois esquissé, les processus qui sont à l'origine des décisions individuelles restent très largement méconnus. Une perspective intéressante consisterait ainsi à se focaliser sur deux ou trois groupes professionnels très différents pour observer, à partir de méthodes compréhensives, comment chacun articule le déroulement de sa vie professionnelle et son parcours résidentiel.

3.8. Proximité : une notion à géométrie variable

Des formes de proximités jouent donc un rôle important. Derrière ce mot très souvent employé dans les entretiens, se cachent en fait des réalités spatiales diverses et des attentes très disparates. La proximité peut être celle de la famille, mais aussi celle des services. Elle peut se mesurer à l'échelle très fine de la parcelle ou de l'environnement immédiat du logement, comme mobiliser des ordres de grandeur de l'ordre de la centaine de kilomètres.

La proximité la plus recherchée est celle de la famille. Ainsi, 34 % des ménages ont considéré que le fait que la famille soit originaire ou proche de leur lieu de résidence a été un facteur important de choix. Ce critère est alors souvent cité soit en première position, soit au contraire plutôt en complément d'autres critères. En fait, cela dépend beaucoup de ce que les gens entendent par proximité. Elle peut être immédiate (un parent est originaire du lieu ou réside dans la commune), et alors cela devient un facteur qu'on cite dans les premières places, soit c'est l'accessibilité à la famille qui est globalement bonne, et la notion de proximité devient toute relative. Dans un entretien, la proximité de la famille a ainsi été considérée comme un élément important pour un ménage qui arrivait de la région parisienne et dont l'essentiel de la famille réside en Bretagne. Il faut noter d'ailleurs que 3 ou 4 % des ménages citent spontanément d'autres raisons familiales.

Cette recherche d'une proximité de la famille, surtout lorsqu'il s'agit d'un raisonnement à des échelles très fines concernant la commune ou les communes voisines, est plutôt le fait de ménages populaires. D'une part les relations sociales les plus importantes dans ces catégories sociales sont les relations familiales et d'autre part, la famille constitue une ressource parfois indispensable à la migration dans les espaces périurbains. En effet, lorsque les moyens financiers sont limités et/ou que les contraintes liées à l'emploi sont très fortes, les ménages cherchent des solutions alternatives pour la garde des enfants. Recourir aux services d'un proche est alors une solution, envisagée parfois dès avant la mobilité résidentielle, pour palier le coût ou les contraintes des autres modes de garde (horaires, etc.).

Dans ce cas, les motivations rejoignent presque un autre ensemble de justifications qui tournent autour de la recherche de la proximité des infrastructures scolaires. 23 % des ménages citent ainsi cette modalité comme l'une des six les plus importantes, même si elle est généralement convoquée de façon secondaire par rapport à d'autres critères de choix. Cette attention aux conditions de scolarisation est plus spécifique des catégories relativement aisées ou

moyennes. Elle se décline cette fois à des échelles très fines, soit de la vérification de la possibilité de scolariser les enfants dans la commune, et ce quel que soit le secteur choisi, public ou privé, ou encore de l'appréciation de la distance à l'arrêt du bus scolaire si les enfants sont en âge de poursuivre au collège ou au lycée, voire même à des échelles encore plus précises, de la distance à l'école primaire en particulier. Dans ce cas, l'objectif est de minimiser la pression sur les parents pour tout ce qui concerne les déplacements de leurs enfants à l'école, même si dans les faits, le souci de la sécurité les conduit quand même à emmener ou à aller chercher leurs enfants à l'école.

Enfin, ce souci de la proximité d'infrastructures collectives ou de services spécifiques peut s'exercer dans d'autres domaines, comme le prouve le fait que 4 % des ménages citent spontanément l'importance de la proximité d'autres services dans leur décision d'emménager dans leur logement actuel. Outre la proximité de services de santé, qui est désirée plutôt par les retraités, l'équipement de la commune en installations sportives ou culturelles, la présence d'un tissu associatif dynamique dans ces activités mais aussi la présence de commerces de proximité sont régulièrement des critères exprimés de façon spontanée par les ménages. D'ailleurs, une grande partie des personnes qui ont répondu « bonne réputation de la commune », soit 23 % du total des réponses, ont en fait une attention particulière pour ce qu'on leur a dit des services de la commune (et non d'une appréciation du niveau social ou des relations sociales comme on pourrait aussi l'imaginer).

Le rôle de la proximité apparaît donc comme multiforme, dépendant largement du domaine auquel le mot est associé. Dans le cas du travail, nous l'avons déjà remarqué, les distances de la « proximité » se mesurent en dizaines de kilomètres ou en dizaines de minutes en utilisant essentiellement l'automobile. Ce sont aussi les ordres de grandeur qui concernent la proximité de la famille, bien que celle-ci puisse s'apprécier de façon encore plus variable. Par contre, la proximité des services s'apprécie sur la base de métriques qui varient seulement selon le mode de transport utilisé : moins de 400m pour la proximité d'une école primaire ou d'un arrêt de bus scolaire, c'est environ le seuil qui conduit les individus à prendre leur véhicule, moins de 4 à 5 km pour la proximité des services de la vie courante.

Ces proximités relatives entrent en résonance avec d'autres critères de choix, comme la connaissance préalable des lieux ou la capacité à être mobile. Elles contribuent souvent à l'appréciation des localisations résidentielles potentielles à la fois à une échelle très fine, celle de l'environnement immédiat du logement, et à une échelle plus large, souvent celle de la position par rapport à la ville.

3.9. Fuite de la ville et idéologie anti-urbaine ?

L'hypothèse que les idéologies anti-urbaines et les comportements de fuite de la ville sont à la base des stratégies résidentielles des ménages est très prégnante dans la littérature contemporaine sur les espaces périurbains. Qu'elle soit exprimée de façon un peu brutale, assimilant la périurbanisation à la peur de l'urbanité et à la volonté délibérée de se mettre à l'écart de la société (Lévy 2001) ou sur le mode plus doux de la patrimonialisation (Pinson et Thomann 2001) ou de l'entre-soi (Donzelot 2004), l'idée d'un rejet de la ville et des autres comme moteur des comportements résidentiels apparaît comme un élément incontournable à tester. Dans l'enquête PERIURB, les modalités qui peuvent être rattachées à cet aspect ont été exprimées de façon relativement « soft » et indirecte afin de ne pas brusquer les ménages. Dans les entretiens, cet aspect a également été abordé de façon prudente mais systématique. Dans le cas inverse, il aurait été évident que cette dimension des stratégies résidentielles n'aurait pas été exprimée car les gens savent bien qu'il n'est pas socialement « correct » d'utiliser de tels arguments, du moins dans le contexte culturel de la France de l'Ouest. Cela n'empêche pas de pousser un peu les personnes enquêtées à aller sur ce terrain même si elles ne désirent pas trop aborder ces questions a priori.

Or, nous nous attendions à ce que les résultats soient bien supérieurs à ce que nous avons obtenu. En particulier, les items les plus « défensifs » du type « choisir un nouveau voisinage » (3 %) ou « partir du quartier précédent » (11 %) semblent n'avoir rencontré que peu d'adhésion. Dans le second cas, cela concerne en particulier les accédants à la propriété issus du logement social et des ménages qui étaient effectivement confrontés à des conflits de voisinage. La modalité « ne pas être ennuyé par les voisins », qui sous-entend clairement une mise à l'écart d'autrui au moins symbolique, recueille cependant 16 % d'avis favorables. Une modalité plus positive comme la « bonne réputation de la commune », bien qu'elle soit ambiguë et puisse donc aussi traduire l'état de la desserte en services, rencontre un succès plus important puisqu'elle concerne 23 % des ménages. Ce type d'argumentaire pour expliquer une localisation dans les espaces périurbains est donc présent de façon modérée et est souvent exprimé en complément du statut de propriétaire ou du caractère « individuel » de la maison.

De façon un peu étonnante, ces modalités et, notamment dans les entretiens, les postures les plus fermes de mise à distance spatiale des autres en général, sont assez souvent le fait de personnes qui sont pourtant très impliquées dans des formes intenses de relation aux autres, que ce soit par la participation à la vie municipale ou au tissu associatif, ou en présentant des caractéristiques relationnelles au dessus de la moyenne (nombre de relations sociales dans la semaine, etc.). Cette apparente contradiction peut être en partie levée grâce aux entretiens compréhensifs, qui montrent que aller vers les autres dépend aussi de la capacité de l'individu à pouvoir « vraiment » se ressourcer dans son logement, un peu comme si la sécurité du cocon, familial en l'occurrence, rendait possible une démarche volontariste de promotion du vivre-ensemble. Il y a là une piste de recherche à approfondir, qui permettrait peut-être de concevoir certaines formes d'individualisme non comme un rejet de la dimension collective de nos sociétés, mais comme une condition du développement de la relation aux autres.

Les idéologies anti-urbaines sont donc bien présentes dans les discours des ménages, mais souvent plus comme une justification de la situation actuelle, résider dans un espace « rural » même s'il est essentiellement périurbain, que comme quelque chose qui est obligatoirement ancré dans l'individu. Je suis intimement persuadé qu'une partie des personnes qui ont un discours de rejet de la ville, aurait un discours de rejet de la campagne si elles habitaient en ville et auront un tel discours si elles sont amenées à retourner en ville. La nécessité de justifier sa situation actuelle induit l'adoption de postures et d'arguments qui sont en fait complètement réversibles. Une frange restreinte de la population présente cependant un profil profondément marqué par une aversion pour la ville, qui ne date d'ailleurs pas du moment de la migration vers les espaces résidentiels périurbains et s'inscrit souvent dans une histoire familiale ou personnelle mouvementée. Il s'agit clairement d'un des grands types de comportements que l'on peut repérer mais la présence de ce groupe n'est pas spécifique aux espaces périurbains et ne forme pas, nous semble-t-il, une marque de fabrique intrinsèque aux espaces périurbains.

En fait, le rejet des autres s'exprime de façon non pas parallèle mais perpendiculairement au rejet de la ville. Certains ménages « anti-urbains » ont d'ailleurs un discours très fort sur l'anonymat de la ville et la difficulté de lier connaissance dans ce milieu spécifique mais figurent par ailleurs parmi les plus sociables des ménages périurbains. Ils sont les premiers à saluer toutes les personnes rencontrées en « campagne », même « étrangères » ou inconnues, parce qu'elles sont justement présentes physiquement dans un espace où, pour eux, l'interconnaissance va de soi. Inversement, il est possible de repérer des comportements d'individualisme exacerbé en milieu urbain. Ils ne s'expriment pas de la même façon, soit parce que les niveaux socioculturels sont plus élevés et que la mise à distance des catégories « inférieures » par le fonctionnement du marché immobilier est efficace et rend inutile la revendication d'une mise à l'écart, soit parce que cela apparaît comme une réaction viscérale

à une situation de mise à l'écart de fait dans le cas de l'habitat social. Il ne faut donc pas relier ces deux types d'attitudes qui ne sont que faiblement corrélées entre elles et encore moins en faire un attribut fondamental de la périurbanité.

Par contre, dans les espaces périurbains comme ailleurs, les attitudes d'ouverture ou de fermeture aux autres coexistent avec plus ou moins de bonheur, nous y reviendrons dans la troisième partie. Des ménages arrivent dans les espaces périurbains en adoptant une posture de repli sur le logement qui ne laisse que peu de place aux rapports aux autres : le minimalisme social est de mise. Inversement, le mythe de la convivialité villageoise est également un puissant moteur du désir de vivre dans les espaces périurbains. Dans ce cas, les désillusions liées au contrôle social et à l'atonie des rapports humains côtoient ensuite des postures volontaristes de participation à la vie sociale, que ce soit à l'échelle étroite de la commune comme à l'échelle très large de l'ensemble de la ville.

Au final, contrairement à ce qui est affirmé de façon récurrente par Lévy (2003), il ne nous semble pas possible de stigmatiser les habitants des espaces périurbains comme plus « individualistes » que les autres, ou comme n'assumant pas le « frottement » aux autres groupes sociaux, *a fortiori* « inférieurs ». Les espaces périurbains sont plutôt, comme la plupart des types d'espaces d'ailleurs, des endroits dans lesquels se joue la confrontation entre plusieurs manières de faire relation. Le repli côtoie l'ouverture, l'entre-soi s'oppose au vivre-ensemble.

Les localisations résidentielles choisies par les ménages résultent donc de l'inscription dans l'espace des motivations des ménages. La plus importante consiste à réaliser un projet résidentiel qui est dans la plupart des cas conforme au modèle résidentiel dominant, même si la réalité des prix fonciers et immobiliers interfère dans les envies des ménages. La demande sociale pour la périurbanisation est également soutenue par le désir de s'installer dans un environnement social et naturel préservé, ou associant une image rurale à une réalité périurbaine. La prise en compte de dimensions spatiales passe également par la perception de proximités relatives, en particulier celles liées au travail, à la famille et aux services. Inversement, si certains ménages expriment une adhésion aux idéologies de l'écart, celles-ci ne semblent guère être un des moteurs de la périurbanisation. L'ensemble de ces justifications permet aux ménages de penser qu'ils effectuent un choix en toute conscience, même s'ils sont tout à fait lucides sur les diverses contraintes qui pèsent sur leurs décisions.

4. Stratégies résidentielles, esquisses d'interprétations

Ces investigations sur les stratégies résidentielles des ménages conduisent à proposer quelques pistes pour progresser dans l'analyse des comportements. Premièrement, il apparaît que les stratégies résidentielles se construisent en articulant perception des ressources, c'est-à-dire lecture des attributs différenciés des lieux, et exercice de compétences, comprises comme une capacité à utiliser des savoir-faire en matière de lecture et de compréhension de l'espace. Les capacités spatiales rendent possible la mobilisation du potentiel qu'est une ressource spatiale et sont à la base de la construction de ces stratégies résidentielles. Toutefois, les différences interindividuelles dans ces compétences spatiales semblent s'organiser en fonction de deux plans de différenciations majeurs : l'expérience liée au parcours antérieur et la permanence d'une polarisation sociale dans la perception des espaces périurbains. L'expérience sociale et spatiale antérieure, lisible à travers l'ensemble de l'itinéraire résidentiel, rend un certain nombre de trajectoires possibles : la logique du parcours biographique s'impose. La perception des espaces périurbains semble toujours traversée par une opposition entre une perception « cultivée » et une perception « populaire », même si chaque individu contient en général en lui-même les deux potentiels, certes de façon inégale, et mobilise chacun d'entre eux selon sa position du moment. La stratégie résidentielle de chaque individu varie donc entre expression d'un choix réfléchi et contraintes liées à sa position sociale et familiale. L'ensemble de ces éléments permet ainsi de poser l'hypothèse forte que les espaces périurbains, comme tous les types d'espace, jouent un rôle spécifique dans la mise en ordre des catégories sociales dans l'espace, qui est intrinsèque au mode de fonctionnement des sociétés contemporaines.

4.1. Mobilisation de ressources

Tout d'abord, les espaces se singularisent par des caractéristiques différentes, qui sont autant de ressources qui peuvent être ou non intéressantes pour les individus. Ces ressources sont principalement les aménités environnementales, l'accessibilité générale, la présence de services, la proximité ou non d'autres ressources ou au contraire de nuisances potentielles, ainsi que les possibilités offertes par le milieu social.

Dans les espaces périurbains, les lieux ont des aménités spécifiques qui les distinguent les uns des autres : il existe de belles maisons et des logements beaucoup plus banals ; des paysages présentent des caractéristiques particulières et d'autres n'évoquent pas grand-chose aux individus qui y résident ; des lieux, à une échelle très fine, sont agréables à vivre et d'autres comportent des nuisances objectives (bruit, pollution, etc.). La qualité de vie étant désormais une des composantes principales de ce que les individus considèrent comme essentiel pour « bien vivre », ces aménités environnementales sont devenues, sur un laps de temps finalement assez court, une des ressources spatiales les plus recherchées. Elles se déclinent à la fois à l'échelle du logement et de la parcelle de terrain, mais aussi dans la proximité (d'une forêt, le fait de disposer d'une belle vue, etc.) et, à une échelle plus large, en termes de facilité d'accès à des lieux d'une grande qualité environnementale (résider près de la mer ou de la montagne, etc.).

L'accessibilité d'un lieu forme d'ailleurs une seconde ressource fondamentale. Dans des espaces qui sont fait par et pour la mobilité, pouvoir être connecté rapidement avec d'autres lieux ou résider dans un endroit qui permet un accès facile à des lieux dotés eux-mêmes de ressources intéressantes (le centre-ville, un pôle d'emploi périphérique, un espace vert, etc.) sont devenus des attributs qui permettent de distinguer les différents espaces. L'effet de la construction d'une infrastructure routière ou autoroutière sur le processus de périurbanisation est d'ailleurs immédiat et notable. L'amélioration de l'accessibilité d'un lieu

le fait devenir un lieu de résidence potentiel pour des catégories sociales et des individus qui n'imaginaient pas, auparavant, venir résider dans ces espaces (l'exemple de l'A51 au sud de Grenoble est particulièrement net). Le phénomène s'observe également pour les infrastructures de transport collectif (tramway, effet « RER » ou « TGV », etc.), mais de façon plus modérée dans la période contemporaine.

Un troisième ensemble de ressources potentiellement mobilisables par les ménages et donc susceptibles d'infléchir leurs stratégies résidentielles est la présence de certains services. S'agissant principalement de familles, les infrastructures scolaires sont bien évidemment un facteur de choix essentiel. D'ailleurs, cette proximité peut se percevoir à la fois à une échelle très fine et de façon beaucoup plus relative, en termes d'accessibilité en temps par exemple. La possibilité pour un enfant d'aller seul à l'école primaire ne se conçoit qu'avec des distances très courtes, mais la proximité d'un collège ou d'un lycée, parce qu'elle comporte aussi des nuisances potentielles, est plus mesurée par l'évaluation des temps de transports ou de la distance à l'arrêt du car scolaire. D'autres services, accueil de la petite enfance, commerce de proximité, services de santé et pharmacie, animation culturelle ou sportive, etc. jouent bien évidemment un rôle, à chaque fois de façon différente selon les caractéristiques des ménages (âge, composition, etc.).

La notion même de proximité est donc appréciée de façon combinée entre intérêt de la minimalisation de la distance physique, pour le côté pratique, mais aussi mise à distance symbolique (pour le travail par exemple) ou considérée comme nécessaire en cas de nuisance possible. Typiquement, la proximité d'une entrée d'autoroute est désirée pour la facilité d'accès au reste du monde, mais elle engendre aussi des craintes en termes de sécurité des biens et de nuisances environnementales. La situation des ménages est donc parfois proche de formes de schizophrénie, désirant à la fois une chose et son contraire. De plus, les échelles de référence pour la proximité varient fortement selon le domaine considéré : parfois les métriques sont de l'ordre de la centaine de mètres (école), dans d'autres cas les distances se comptent en dizaines de kilomètres (travail).

Les lieux comportent aussi des ressources sociales, bien qu'elles soient plus difficiles à évaluer par les ménages. Choisir ses voisins est parfois considéré comme aussi important que choisir sa maison, mais le problème est que l'information disponible sur ce sujet est encore moins fiable que l'information sur les biens immobiliers. La perception qu'ont les gens du potentiel social d'un lieu de résidence dépend donc souvent d'une image construite antérieurement, de la bonne réputation de la commune ou du lotissement, ou d'une expérience sociale parcellaire, sauf lorsque le lieu de résidence antérieur s'avère proche. Une forme d'attachement aux lieux se construit ainsi, ce qui explique la tendance à déménager dans un rayon assez proche lorsque la cause est un simple changement de statut résidentiel. De plus, la proximité de la famille est une ressource souvent indispensable pour les catégories populaires pour qui les relations familiales sont primordiales dans les relations sociales et qui ont souvent recours à une aide familiale, pour la garde des enfants en particulier.

Enfin, les ressources d'un lieu sont confrontées à des coûts, en intégrant plus le coût d'achat de l'immobilier que les coûts de transports comme cela a déjà été prouvé (Baudelle et al. 2004). Les individus ne sont sans doute pas toujours parfaitement rationnels du point de vue économique, ils ne font pas une analyse coût-avantage d'une parfaite orthodoxie, mais leurs décisions tendent toujours à intégrer une dimension financière, particulièrement lorsqu'il s'agit d'acheter un bien immobilier. Ils pèsent donc le pour et le contre des différentes localisations résidentielles possibles, qui ne sont généralement pas très nombreuses, et arbitrent selon les avantages et les inconvénients de chaque lieu, mais aussi en fonction du prix. La plupart des ménages ne se livrent pas à des calculs savants : les coûts sont évalués « à la louche » ou sont même à peine esquissés et la décision peut parfois apparaître comme irrationnelle, mais cette dimension financière est toujours présente au moins comme un arrière-plan.

4.2. Compétences spatiales

En face de ces ressources potentielles réparties de façon irrégulière dans l'espace, les individus et les ménages disposent de compétences diverses dans la manière de lire l'espace ou d'en tenir compte dans leur décision. L'accès à l'information, la compréhension de cette information, la faculté à se fondre dans des lieux nouveaux ou à mobiliser des réseaux sociaux, l'ensemble de ces éléments influent sur la capacité des individus à transformer un potentiel en ressources effectivement utilisées.

Le premier facteur de différenciation tient à l'inégal accès des ménages à l'information spatiale. En matière de stratégies résidentielles, cela varie d'abord par l'utilisation de vecteurs différents d'information sur l'état du marché immobilier et foncier. Le savoir sur ces marchés peut ainsi être abordé par les ménages seuls, en rentrant dans des systèmes de relations directes entre particuliers, ou passer via des médias tels que les agences immobilières ou les notaires. Or, les biens immobiliers disponibles à l'instant t dans les différents canaux d'information ne sont pas les mêmes, la qualité de l'information est différente, parfois biaisée ou incomplète, et les sources de l'information véhiculent elles-mêmes des représentations et des valeurs qui contribuent à infléchir les stratégies des ménages. L'information peut aussi concerner les différents lieux de résidence envisagés, les services disponibles dans une commune, la proximité de nuisances, etc., bref tout ce qui contribue à caractériser les ressources potentielles des lieux. Dans ce cas, l'information donnée par les vecteurs précédents est souvent complétée par la mobilisation d'autres sources, souvent plus institutionnelles (mairies, sites Internet, etc.), et parfois familiales ou amicales, surtout dans les catégories populaires. Les individus se forment également souvent une opinion par eux-mêmes, en arpentant l'espace environnant le lieu de résidence envisagé afin d'évaluer ses spécificités.

Ensuite, les ménages se différencient par la capacité à comprendre l'intérêt de ces ressources, donc à traduire l'information spatiale disponible en un potentiel pour la vie de tous les jours. Concevoir un itinéraire entre un possible lieu de résidence et son lieu de travail demande un certain savoir-faire spatial. Utiliser une carte, recourir à des sites Internet de calculs d'itinéraire, expérimenter préalablement la route à faire, se renseigner sur les embouteillages, etc., sont des exemples d'actions possibles et leur réalisation n'est pas systématique car elle demande des compétences spécifiques. De même, anticiper les coûts financiers ou en temps de ce trajet, n'est pas une démarche très courante. Certains ménages se livrent pourtant à une réelle démarche prospective, se projetant dans leur vie future en fonction des caractéristiques spatiales des lieux de résidence envisagés. Certaines personnes ont la capacité à se poser les bonnes questions en amont de leur décision de déménagement, quand d'autres, certains « captifs » de L. Rougé (2005) en sont de bons exemples, n'ont pas vraiment anticipé les implications de leur installation à tel ou tel endroit.

Une fois que le choix est fait, les individus ont d'ailleurs plus ou moins la faculté à se fondre dans un lieu nouveau. Des différenciations existent au sein même des ménages, cette fois, entre ceux qui ont une capacité à comprendre le mode de fonctionnement local, notamment au niveau des relations sociales, et d'autres qui conservent leurs modes de vie et leurs systèmes de pensée précédents. La malléabilité des modes de vie est ainsi très variable, nous y reviendrons dans la troisième partie, et la capacité à profiter concrètement des ressources locales est très disparate. C'est sans doute dans la possibilité de mobiliser des réseaux sociaux que les différenciations les plus importantes existent. Pour certains, l'intégration dans un nouveau lieu de résidence est difficile : ils restent sur le registre de la nostalgie de leur ancien lieu de résidence ou surinvestissent leur logement. Inversement d'autres saisissent très bien quels sont les canaux qui permettent d'entrer facilement en contact, notamment en utilisant le tissu associatif (Chalas 2007). Ils font preuve d'une

étonnante faculté d'adaptation à leur nouveau milieu social, par exemple en s'impliquant rapidement dans la vie associative ou municipale.

L'ensemble de ces facteurs fait que la capacité à mobiliser des ressources locales diffère fortement d'un ménage à l'autre et même d'un individu à l'autre dans un même ménage. Il est d'ailleurs difficile de proposer une grille explicative de ces différenciations, qui ne s'organisent pas strictement selon le statut social ou culturel. Les ménages aisés font souvent preuve d'une excellente faculté d'adaptation, mais ce n'est ni systématique, ni un trait distinctif par rapport à d'autres catégories sociales. En effet, des personnes de catégories modestes ont justement la capacité à surmonter des difficultés potentielles (financières ou familiales), en ayant une lecture des ressources locales particulièrement efficace. Ainsi, ils vont facilement entrer dans les systèmes d'aides aux personnes qui existent un peu partout, alors même que les modalités pratiques sont très variées. Ils vont savoir comment faire appel à la solidarité de leurs voisins ou d'autres habitants, par exemple pour emmener un enfant à l'école ou à des activités, en cas de problèmes liés à la mobilité. Les compétences dans la lecture de l'espace des individus sont donc un puissant facteur de différenciation sans que cela ne recoupe les plans de différenciations habituels. C'est un facteur essentiel d'hétérogénéité des comportements dans l'espace.

Les stratégies résidentielles observées se construisent donc dans la confrontation entre des ressources locales spécifiques et l'exercice des compétences propres à chaque ménage ou à chaque individu.

4.3 Trajectoires antérieures : expérience sociale et expérience spatiale

Les stratégies résidentielles dépendent en grande partie des trajectoires antérieures. Il s'agit sans doute de l'un des principaux facteurs de variation, en dehors des facteurs structurels déjà mis en évidence qui s'imposent aux ménages comme des contraintes différenciées selon les groupes sociaux. Ces variations dépendent beaucoup de l'expérience de vie qu'ont les deux membres du couple ou l'individu concerné. L'expérience sociale rend possible ou non l'adoption d'un mode de vie ou d'une localisation résidentielle. L'expérience spatiale est formée des localisations antérieures et de l'ensemble de la trajectoire résidentielle de l'individu. Elles se construisent toutes les deux à travers la réalité propre de la vie de l'individu, mais aussi par transmission, en particulier par les proches. Cette expérience à la fois sociale et spatiale concourt à construire un parcours de vie, une trajectoire biographique, qui influe grandement sur la trajectoire à venir.

L'expérience sociale est faite de petits détails de perception d'une ambiance sociale, de rencontres impromptues, des relations sociales amicales et familiales mais aussi d'échanges dans le milieu professionnel ou associatif, etc. L'ensemble des relations sociales d'un individu contribue à lui construire une expérience sociale qui lui donne ou non des clefs pour comprendre un milieu social. L'existence de périurbains parmi les proches ou même seulement parmi les connaissances situées hors du cercle premier, est souvent un facteur facilitant le passage à l'acte d'une migration vers les espaces périurbains. Cela veut également dire que, puisque ces vecteurs de transmission sont efficaces, la plupart des gens vivent bien leur vie de périurbain. Un certain nombre de valeurs liées à la famille, à la convivialité, à la qualité de vie, à l'environnement naturel ou social sont ainsi mis en avant par des relations sociales pour promouvoir la vie périurbaine. Même si les proches occultent parfois les côtés négatifs, l'expression généralisée d'une expérience positive concourt à rendre possible une résidence dans l'espace périurbain pour des personnes qui n'y habitent pas encore. Ces individus peuvent défendre une position inverse à l'instant t, dans une discussion par exemple, parce que leur situation personnelle du moment ne les rend pas perméables du tout à ces arguments, en particulier en cas de célibat, mais dès que leur situation familiale change, leur

perception des espaces périurbains se modifie. La naissance d'un enfant est souvent décrite comme le facteur déclenchant, ou du moins comme déclenchant le long processus de maturation qui conduira à une décision de migration vers les espaces périurbains.

De plus, l'expérience sociale prend également une forme plus immédiate, souvent construite au moment de la prospection immobilière. Tel endroit sera jugé trop huppé, donc a priori trop cher, ou au contraire trop populaire ou mal fréquenté, parfois juste sur la base d'une très courte expérience sociale positive ou malheureuse (une route dangereuse, un regard mal interprété), ou sur la base d'une réflexion plus approfondie. Au bout du compte, le choix se portera plus facilement sur des espaces auxquels les gens correspondent et la probabilité est forte qu'ils y restent, ou du moins qu'ils y résident plus longtemps, si le nouveau lieu de résidence choisi correspond bien à leur position sociale, que ce soit en termes de position dans la hiérarchie sociale ou d'homogénéité des types de ménages et des modes de vie. Le bilan est donc que les ménages ont tendance à harmoniser leur lieu de résidence avec leur propre position sociale.

L'expérience spatiale, difficilement séparable de la précédente, est constituée de l'ensemble des pratiques antérieures des lieux, que ce soit des lieux de résidence ou des lieux simplement fréquentés quel qu'en soit le motif. Le fait de fréquenter un lieu ou un type de lieu, le rend en effet familier et le fait rentrer dans le champ des lieux de résidence possibles. Certains des ménages suivis présentaient ainsi la particularité de fréquenter le lieu ou un endroit très proche avant d'y résider, soit par les antécédents familiaux, soit par une pratique associative préalable. Si, dans son parcours résidentiel, une personne a déjà résidé dans les espaces périurbains, la probabilité est grande qu'elle y retourne, par exemple après une remise en couple. Inversement, les personnes qui ont vécu leur enfance dans les quartiers de logements sociaux n'expriment pas un attachement viscéral ou un a priori évident en faveur d'une localisation résidentielle périurbaine. Ils décrivent souvent leur parcours en montrant leur attachement à d'autres types de lieux, parfois avec de la nostalgie, bien que la présentation de la dégradation des conditions de vie et surtout des relations sociales dans ces quartiers antérieurs soient souvent mentionnée comme pouvant être à l'origine de la mobilité résidentielle. L'expérience spatiale, différenciée selon les individus, est donc un puissant facteur d'hétérogénéité de l'inscription dans l'espace des comportements sociaux.

Cette expérience à la fois sociale et spatiale se construit par le parcours de vie de la personne et par transmission par des proches ou par l'environnement social. Cette transmission joue dans les deux sens, c'est-à-dire que les autres peuvent jouer le rôle d'un modèle attractif mais qu'ils peuvent aussi constituer un pôle répulsif. Parfois, la transmission de l'expérience, sans doute un peu à l'image de la transmission de « valeurs » entre parents et enfants, peut se faire par opposition autant que par adhésion. Mais la trajectoire d'un individu se comprend toujours en référence à son propre vécu antérieur et à la diffusion de normes et de modèles par ses relations sociales et son environnement familial.

La principale question qui se pose aujourd'hui concernant la transmission de l'expérience spatiale est d'ailleurs de savoir si les enfants des espaces périurbains vont reproduire le modèle qu'ils ont connu pendant leur enfance. La génération de leurs parents a été prise d'une véritable frénésie immobilière : tous les membres des catégories sociales moyennes et supérieures et la majorité des membres des catégories populaires ont désiré, et souvent réussi, à devenir propriétaire. Mais il est aujourd'hui très difficile d'imaginer ce que sera le modèle résidentiel ne serait-ce que dans une dizaine d'années. Est-ce que la prise de conscience environnementale, en particulier du caractère fini de notre planète et des disponibilités foncières, de l'importance de conserver des terres arables pour nourrir plus de 8 milliards d'individus, est-ce que ces arguments environnementaux prendront le pas sur le désir d'être propriétaire d'un chez soi, de disposer d'un terrain privatif et de partiellement se mettre en dehors de la vie sociale ? Ce modèle est-il seulement viable économiquement ? La perspective d'une raréfaction des terres urbanisables est un élément qui participe à la probable poursuite du mouvement de

hausse contemporain des coûts du foncier. Cette croissance sans fin des coûts fonciers risque de laisser bien des ménages à l'écart du rêve pavillonnaire. De même, la croissance du prix de l'essence remet en cause une conception de la mobilité périurbaine dominée par l'automobile. Même si les prix des carburants font du yoyo, même si les normes techniques deviennent plus contraignantes, même si l'innovation technologique conduit à fabriquer des véhicules individuels de plus en plus propres et surtout de moins en moins consommateurs d'énergie fossile, le modèle périurbain ne sera-t-il pas remis fondamentalement en cause ?

L'expérience de la vie périurbaine des premières générations d'enfants semble être un point d'appui potentiel pour promouvoir un modèle résidentiel plus respectueux des biens naturels et des terres disponibles. En effet, l'expérience est certes positive, par la qualité de la vie au quotidien surtout durant les premières années, par le plaisir d'être avec des copains de son âge, par la possibilité de jouir de l'espace de la maison familiale et du carré de pelouse, par l'impression aussi d'être dans un secteur privilégié, en dehors des grands risques de la pollution, de l'agression, des tensions sociales et de l'empreinte de la misère. Mais, plus grands, ces enfants ont aussi ressenti les contraintes d'une localisation résidentielle marginale. L'éloignement des centres de loisirs (en particulier du cinéma et des cafés !), des lieux de convivialité de leur groupe social de référence, des endroits où il se passe quelque chose alors que dans leur lointaine commune périurbaine, « il ne se passe rien », tout cela a été ressenti négativement. La mobilité est aussi potentiellement perçue de façon négative et la proximité, au moins de quelques points névralgiques comme les lieux de socialisation, est alors considérée comme une variable très positive. Les systèmes de valeurs évoluent : aujourd'hui certains montrent ostensiblement leurs bonnes pratiques en matière de déplacement en privilégiant transports collectifs ou modes de déplacement doux comme le vélo. Peut-être que demain, les mêmes, un peu plus âgés cette fois, revendiqueront le droit de ne pas être contraint de vivre pour rembourser l'emprunt de leur pavillon et voudront montrer leurs bonnes pratiques résidentielles en privilégiant la ville dense.

Toutefois, le processus actuel concerne déjà les premières générations d'enfants périurbains. L'hypothèse du saut d'une génération dans l'adhésion au modèle résidentiel, exprimée en conclusion par Berger (2004) semble donc devoir être pondérée. Parmi les nouveaux arrivants dans les espaces périurbains, il y a déjà des « enfants » des espaces périurbains. Certes, cela reste marginal pour le processus lui-même, qui reste d'abord soutenu par les stratégies résidentielles d'autres populations, mais cela participe au mouvement. Plutôt qu'un saut de génération, l'hypothèse à promouvoir est sans doute celle d'une appréciation très différenciée des ressources comparées des espaces périurbains et urbains selon la position dans le cycle de vie des ménages et surtout selon la conception même du ménage. Agrégation d'individus pour lesquels les relations sociales externes restent primordiales ? Ou entité globalisante dans laquelle doivent se fondre les deux membres principaux et leurs enfants ? Dans le premier cas, les ressources urbaines vont rester indispensables à l'équilibre des individus et le choix d'une localisation urbaine, même un peu périphérique en fonction des capacités financières, sera très probable. Dans le second, l'importance du cadre de vie et de la cellule familiale rend beaucoup plus plausible un choix résidentiel périurbain.

Globalement, il est donc souvent possible de prévoir, en caricaturant un peu, une partie des stratégies des ménages, même si les processus cognitifs qui sont à l'origine des décisions restent opaques et si la réalité potentielle est très large. Parfois, des facteurs non prévisibles, une opportunité foncière, un « coup de cœur », puisque l'expression revient souvent chez les ménages, troublent le champ des localisations possibles. Toutefois, il est dans la plupart des cas relativement aisé de reconstruire l'ensemble des facteurs qui conduit à une localisation résidentielle périurbaine. Cette localisation s'inscrit donc dans un parcours de vie, un itinéraire qui croise celui d'une autre personne dans le cas d'un couple, dont la cohérence biographique globale reste très forte.

4.4 Représentations de l'espace : importance de l'appartenance sociale

In fine, des régularités existent dans la manière dont les ménages considèrent l'espace périurbain comme un lieu de résidence potentiel. En forçant un peu le trait, deux pôles opposés peuvent être identifiés, que nous rattachons par commodité aux catégories antagonistes que sont les catégories moyennes supérieures et les catégories populaires, mais qui ne peuvent être réduits à cette dimension. Encore une fois, les catégorisations « objectives » qui peuvent être définies à partir des revenus ou du bagage socioculturel des ménages n'épuisent pas cette opposition et les contre-exemples sont aussi nombreux que les ménages rentrant dans les archétypes. Mais il s'agit d'une tendance générale qu'il convient de rappeler aussi avec force. Nous opposons donc les représentations de l'espace selon deux catégories, « cultivée » et « populaire » (Cailly 2004), qui sont souvent présentes conjointement dans chaque individu, à des degrés certes divers, mais dont la mobilisation dépend aussi du contexte. Typiquement, un même individu peut être dans une vision « cultivée », habiter dans un type d'espace et percevoir les autres espaces à partir de ce point de vue, puis changer de lieu de résidence en mobilisant soudainement des représentations plus « populaires » et donc en appliquant un nouveau prisme bien spécifique sur les espaces. Inversement, il peut aussi y migrer en conservant une grille de lecture « cultivée », hédoniste et environnementaliste. C'est ce processus qui fait que les modes de vie et les comportements résidentiels apparaissent réversibles, c'est-à-dire que l'adoption d'un modèle n'est jamais définitive.

Dans le domaine des mobilités résidentielles, la vision « cultivée » de l'espace périurbain est clairement dominée par la question du cadre de vie. Les arguments mobilisés sont souvent du type « mettre les enfants au vert », « avoir de l'espace » ou « avoir un jardin », « s'éloigner de la vie trépidante des villes », « retour à la campagne », etc. Ces ménages sont souvent moins contraints par les moyens financiers et doivent donc justifier plus en profondeur le choix d'une localisation résidentielle périurbaine, ce qu'ils font en mobilisant avant tout des arguments écologiques et paysagers. Ils savent bien qu'ils ont les capacités de vivre dans la ville dense et que c'est une perception individualiste de l'environnement qui les conduit à faire ce choix résidentiel. La déclinaison de ces valeurs environnementales prend des aspects très divers en se projetant dans le mode de vie envisagé. Un argumentaire sur la pratique des pérégrinations périurbaines, sous la forme de randonnées à pied ou à vélo, la possibilité de recourir au « bio » ou aux circuits courts pour des raisons de qualité, voire de sécurité alimentaire, accompagne ainsi très souvent l'expression de la recherche d'un cadre de vie agréable.

Choisissant souvent des contextes résidentiels originaux voire distinctifs (la maison bourgeoise du centre-bourg, la ferme rénovée ou le pavillon contemporain isolé), d'autres justifications sont également utilisées dans le détail. C'est-à-dire que pour justifier une localisation spécifique, les raisons liées à l'accessibilité urbaine sont par exemple mises en avant de façon quasi systématique. Les membres de ce groupe social sont en effet très mobiles et désirent rester connectés aux autres espaces, même au niveau des moyens de communication, la question du débit Internet ou de la couverture en téléphonie mobile étant également des facteurs discriminants ou des ressources appréciées. Ils désirent notamment rester reliés à la ville, puisqu'ils conservent une forte appétence pour les activités culturelles commerciales et sociales du centre-ville. De même, la proximité de services, spécifiquement les infrastructures scolaires, est caractéristique d'une perception « cultivée » des espaces périurbains.

Par contre, sans doute parce qu'il n'est pas socialement correct d'exprimer ce genre d'argument, la mise à distance d'autres catégories sociales ou plus globalement de l'ensemble de la société est généralement démentie. Pourtant, dans les faits, ce sont plutôt ces catégories sociales qui vivent les plus éloignées des autres dans les espaces périurbains. *A contrario*, la convivialité villageoise ou la qualité des relations sociales sont parfois présentées comme un

attrait potentiel. Il faut reconnaître, nous le reverrons dans la troisième partie, que la participation de ces catégories sociales à la vie communale ou associative est souvent assez intense. Globalement, ce sont aussi les catégories sociales qui ont le plus accès à l'information en amont des stratégies résidentielles. Leur connaissance du marché de l'immobilier est exacte et les ressources des différents lieux de résidence potentiels sont souvent correctement perçues. La dimension temporelle est également bien appréhendée. Cela signifie que la projection dans un futur mode de vie correspond souvent assez bien à la réalité effective de la vie périurbaine. D'ailleurs, les individus présentant ce profil sont souvent très conscients que leur localisation résidentielle n'est que temporaire et leur mobilité résidentielle est importante en raison des positions professionnelles, y compris à l'échelle interurbaine.

Quelquefois, la justification devient excessive comme si les tensions internes liées à l'individu devenaient trop prégnantes. Trop d'arguments tue l'argument et la surabondance de raisons est parfois suspecte. Ainsi, dans cette vision cultivée du périurbain, on évite soigneusement de reconnaître la dépendance automobile. Etre tributaire de la voiture alors que l'on défend des valeurs écologiques est une contradiction trop forte pour être supportée par l'individu seul, et si la question est posée, le sujet déplace le problème vers des échelons plus large, celui de l'organisation de la société dans son ensemble. Lorsque l'écart entre les valeurs affichées et la réalité de la vie périurbaine devient trop important, ces personnes n'hésitent guère à retourner en ville, d'autant qu'ils possèdent les moyens financiers qui rendent possible cet acte fort.

En contrepoint, la perception « populaire » de l'espace périurbain s'appuie plus sur le désir d'être propriétaire et les contraintes du marché immobilier, la proximité de la famille et un enracinement résidentiel. Encore une fois, rappelons que ces perceptions ne s'opposent pas strictement, mais sont présentes en chaque individu comme deux pôles entre lesquels balancent les justifications de ses stratégies résidentielles.

La vision « populaire » des espaces périurbains se focalise d'abord sur le projet immobilier lui-même : taille du logement, nombre de pièces, possibilité de disposer d'un terrain même de faible superficie, contraintes financières, possibilités d'emprunt, coût du m², etc. Les espaces périurbains sont avant tout perçus comme l'endroit où le projet résidentiel est du domaine du possible ou du raisonnable. En filigrane, se dessine souvent l'image d'un réel pari sur l'avenir, d'un surinvestissement probable dans un logement qui est la réalisation d'une vie de travail. Parfois, le projet résidentiel remplit totalement la vie du couple, nécessitant un investissement à la fois financier et personnel (pour la finition, les travaux ultérieurs d'agrandissement ou d'aménagement, etc.), et au bout du compte devient l'horizon principal vers lequel tendent les actions individuelles. Le désir d'être propriétaire, classiquement exprimé sous la forme de « ne pas vouloir payer un loyer à perte », sous-tend clairement le processus.

Etre à l'écart de la ville peut également apparaître comme une justification possible. Parfois originaires de l'espace rural, vivant mal la ville et notamment les espaces les plus « urbains » que sont les centres-villes, ayant vécu dans l'espace urbain, parfois sur deux générations, mais sans y être totalement intégrées, ces populations ont le sentiment de revenir « à leur place » en migrant vers les espaces périurbains. Le sentiment d'être dominé, de ne pas vraiment avoir de prise sur les grandes évolutions de la société, se traduit alors par une mise à l'écart spatiale. Se centrer sur le logement familial permet de ne pas vivre au quotidien l'impression de domination qui s'exerce de façon plus nette dans l'espace urbain dense, par la relégation dans des quartiers dévalorisés ou par la confrontation constante aux tentations de la consommation effrénée. Les espaces périurbains sont alors les espaces de l'acceptation de sa condition sociale.

La proximité de la famille joue également un rôle prépondérant pour les catégories populaires. L'espace périurbain est une ressource parce que des membres de la famille habitent à proximité, nous l'avons déjà exprimé longuement. Cette proximité est considérée comme un atout important, car cette ressource est sinon indispensable du moins très importante pour la socialisation des membres des catégories populaires. Un grand nombre de ces personnes ont donc des formes antérieures de liens avec l'espace vers lequel elles migrent, et elles y développeront ensuite des formes d'attachement résidentiel bien plus structurantes pour les individus que dans une vision « cultivée » des espaces périurbains. La localisation résidentielle paraît ainsi beaucoup moins réversible a priori, car partir serait un véritable déchirement (Vignal 2003) qui serait synonyme d'échec du projet résidentiel et donc d'échec du projet familial.

Les stratégies résidentielles des ménages sont donc traversées par de multiples plans de variation, même si l'opposition entre une perception « cultivée » et une perception « populaire » des espaces périurbains continue de façonner une partie des différenciations entre ménages. Cependant, la nature de l'expérience sociale et spatiale des individus est ce qui rend possible ou non une localisation résidentielle périurbaine, cette expérience prenant corps dans la réalité concrète de la vie des individus mais étant également transmise par les proches ou par d'autres vecteurs sociaux. Les contraintes plus fortes qui pèsent sur les stratégies résidentielles (fonctionnement du marché immobilier, contexte général de l'urbanisation, structuration sociale de l'espace), apparaissent en filigrane comme des éléments qui sont intériorisés par les ménages, qui surplombent leurs actions en définissant le champ de ce qui est effectivement réalisable ou raisonnable. Enfin, en construisant ces stratégies résidentielles, les ménages projettent sur l'espace des appréciations des différents modes de vie, adhérant pleinement ou non à des modèles résidentiels, mais aussi à des modèles de modes de vie.

4.5. Entre choix et contraintes

L'ensemble des facteurs explicatifs du choix d'une localisation exprimé dans le chapitre précédent n'épuise cependant pas la réalité des stratégies résidentielles des ménages. Par exemple, dans l'enquête PERIURB, un dernier ensemble de modalités concernait la manière même de faire ce choix, invitant les répondants à admettre la possibilité de reconnaître l'existence d'impondérables, de hasards, qui auraient joué un rôle dans leur décision. Or, près du quart des ménages, 23 % exactement, ont jugé nécessaire de mettre la modalité « par hasard » dans les six facteurs les plus importants, auxquels s'ajoutent 5 % qui ont précisé ne pas avoir fait un choix. Plus significatif encore, 6 % des ménages ont placé une de ces deux modalités en première position, ce qui atteste bien d'une situation de contrainte tout à fait exceptionnelle. La mobilité vers des espaces périurbains, dans un certain nombre de cas qui sont souvent des situations familiales, professionnelles ou financières très difficiles, peut donc être également vécue comme une relégation ou une assignation à résidence. Inversement, les autres ménages ont plutôt placé ces deux modalités en dernier ou dans les rangs terminaux, pour faire comprendre qu'une part de hasard ou de contrainte était venue s'ajouter aux raisons exprimées précédemment.

La situation des ménages oscille donc entre choix et contraintes, quel que soit le contexte résidentiel ou culturel d'ailleurs, comme le prouve le fait que cette expression ait également été utilisée par Dureau et al. (2000) pour rendre compte des stratégies résidentielles des ménages à Bogota. Dans une ville du « Sud » ou dans les espaces périurbains des villes de la France de l'Ouest, les stratégies résidentielles des ménages sont à la fois contraintes par des mouvements qui dépassent très largement l'échelle du ménage et portées par les choix de vie effectués par les individus eux-mêmes.

Les contraintes, nous l'avons déjà dit et nous le répèterons encore, sont d'abord et avant tout celles induites par le fonctionnement des marchés fonciers et immobiliers, mais l'organisation culturelle et sociale des différents types d'espace joue aussi un rôle : les familles des catégories moyennes ou populaires solvables n'ont guère d'autre choix que de résider, désormais, dans les espaces périurbains. Cependant, il ne s'agit pas ici de sombrer dans une posture structurale excessive, mais seulement de rappeler avec force que les décisions des ménages s'inscrivent dans un spectre forcément limité par leurs ressources financières et leur capacité plus ou moins importante à prendre de la distance vis-à-vis des modèles résidentiels. Les stratégies résidentielles des ménages s'intègrent dans **un champ des possibles** borné par un ensemble complexe de contraintes sur lesquelles les individus « ordinaires » n'ont que peu de prise. Leurs parcours résidentiels s'inscrivent donc dans une suite logique de localisations, dans des parcours biographiques dont les inflexions, toujours librement choisies, apparaissent finalement prévisibles.

Les ménages expriment souvent avec beaucoup de persuasion leur impression de faire un choix de vie en s'installant dans les espaces périurbains. Ce choix est alors porté plus par des valeurs « positives » fondées sur la place de la famille dans leurs représentations, l'attractivité d'un mode de vie ou d'un environnement préservé, la notion de réussir sa vie, etc., que par des valeurs « négatives » de fuite de la ville ou de rejet des autres. La volonté de bien élever ses enfants, quitte à les surprotéger, est un des principaux moteurs des mobilités vers les espaces périurbains, ce qui est cohérent avec le fait que cela soit l'espace des familles. Ces valeurs familiales trouvent à se déployer dans cet espace même si les actions politiques ne les soutiennent pas toujours autant qu'il le faudrait, parce que le projet des migrants vers les espaces périurbains est avant tout un projet familial avant même d'être un projet patrimonial. De plus, ce projet est partagé par une large majorité de la population, y compris par les populations les plus âgées qui sont passées par ce stade. Aussi, est-il aisé de trouver des relations sociales qui soient sur la même longueur d'onde que le ménage, quel que soit la façon dont il conçoit l'éducation de ses enfants. La dimension patrimoniale est également un puissant facteur de mobilité vers les espaces périurbains, étant donné que ce sont les seuls espaces dans lesquels le projet patrimonial peut se concrétiser pour une grande partie des ménages. « Réussir sa vie », de ce point de vue, consiste donc pour beaucoup de ménages à emménager dans les espaces périurbains parce qu'ils ont totalement intégré les contraintes financières. Enfin, le mode de vie lui-même, essentiellement perçu comme présentant des garanties de qualité de vie liées à l'environnement « naturel » et, un peu plus à la marge, à l'environnement social, est un troisième moteur de l'attractivité des espaces périurbains.

Les ménages sont donc confrontés à plusieurs contraintes et opèrent des choix de vie, qu'ils assument tant bien que mal à travers leurs discours justificatifs. Les arbitrages entre les deux sont parfois douloureux, obligeant à des micro-renoncements multiples ou à un choix drastique entre modes de vie. Les micro-renoncements sont toutes ces petites décisions du quotidien qui ne correspondent pas aux aspirations profondes de l'individu mais qui lui sont indispensables pour pouvoir continuer de vivre au quotidien sa périurbanité : accepter de passer encore une demi-heure de plus dans les embouteillages, ne pas « avoir le temps » de rencontrer un ami parce qu'il faut tondre la pelouse, avoir l'impression de ne pas profiter de son lieu de résidence parfois, etc. La confrontation à la réalité de la vie périurbaine génère bien des déceptions, des tensions au sein même des ménages, des conflits entre groupes sociaux aux attentes différenciées. Plus fondamentalement, à l'intérieur même de l'individu, migrer vers les espaces périurbains signifie aussi renoncer à un certain nombre de choses qui structuraient sa vie d'avant. Ce choix assumé, au moins en façade, est un tournant dans la vie de l'individu qui peut ensuite regretter sa vie antérieure. Les processus d'identification aux lieux et l'adoption des modes de vie caractéristiques du périurbain paraissent donc tout à fait réversibles.

Les ménages semblent d'ailleurs assez lucides par rapport à leur situation, c'est-à-dire que si on les pousse un peu dans leurs retranchements, ils reconnaissent assez facilement l'existence de choses qui les dépassent même si, au quotidien, ils n'en parlent guère. Petites fourmis certes, mais fourmis bien conscientes de leur position sociale et de leur faible prise sur des événements qui les dépassent, les individus s'accommodent finalement assez bien de cette situation au quotidien car, comme l'exprimait un périurbain dans un entretien, « il faut bien vivre » et tant qu'à faire « essayer de vivre le mieux possible ».

4.6. Le rôle des espaces périurbains dans la ville contemporaine

L'ensemble des contraintes (formes d'urbanisation, force du modèle résidentiel, dynamiques foncières et immobilières, etc.) établissent donc le contexte sociétal dans lequel évolue chaque ménage et duquel il est difficile de s'affranchir tant un certain nombre de ces éléments apparaissent comme profondément gravés en chacun des individus composant la société. Cela contribue à définir un rôle précis pour les espaces périurbains dans la ville contemporaine.

De ce point de vue, les auteurs semblent un peu partagés. D'un côté certains semblent voir l'émergence d'une nouvelle société (Dubois-Taine et Chalas 1997) voire même de la concrétisation au cœur de notre société de nouvelles façons de vivre (Ascher 1995). D'autres insistent sur le caractère à part de ces espaces périurbain, comme le suggère l'expression de tiers-espace promue par M. Vanier (2005) même si son propos se situe plus sur le plan de la représentation politique que sur celui de l'ordonnement des espaces entre eux. D'autres enfin, qui voient les espaces périurbains tout au plus comme un avatar malheureux de la ville, considérant que c'est encore de la ville, poussent parfois le raisonnement jusqu'à en faire le symbole du rejet de la ville et de la désurbanité (Lévy 2001), quand ce n'est pas celui du rejet de l'humanité toute entière.

Il est donc nécessaire de se positionner à minima par rapport à ces visions différenciées du rôle des espaces périurbains dans la ville contemporaine, à la lumière des investigations sur les mobilités résidentielles. Ces espaces périurbains semblent bien jouer un rôle spécifique dans l'ordonnement du monde, et en particulier dans la façon dont les villes continuent de projeter leur ombre (Jousseau 1998) sur l'ensemble de l'espace.

Toutefois, plus nous travaillons sur les espaces périurbains, plus, il faut l'avouer, l'image de ceux-ci semble se brouiller. Ils apparaissent tout à tour comme des espaces qui continuent de fonctionner en parfaite osmose avec la ville, lui servant sinon d'exutoire sur le plan symbolique, du moins d'espace d'accueil de familles « urbaines » qui ne trouvent guère leur place dans le reste de l'espace des villes, puis comme un nouveau type à part entière d'urbanisation et de vie sociale, en voie d'autonomisation complète. Si on déplace un peu la focale sur le plan politique, l'organisation territoriale de ces espaces, en communautés de communes et en pays qui tournent souvent le dos à la ville, laisse apparaître le spectre d'une possible sécession sociale. Ensuite, si la profondeur de champ change en se rapprochant des villages qui composent les espaces périurbains, voilà qu'apparaît la vie sociale dans toute sa vigueur, ce qui rassure en pondérant les visions pessimistes, même si cette vie sociale ne concerne qu'une partie de la population. Donner une vision claire du rôle des espaces périurbains dans l'organisation de la ville contemporaine est donc assez délicat mais il nous semble que leur intégration au cœur même des sociétés contemporaines ne peut guère être discutée. Au contraire, les raisons qui poussent des individus à venir habiter dans les espaces périurbains sont en fait assez emblématiques des stratégies résidentielles en général. En d'autres termes, la « périurbanité » semble désormais toucher l'ensemble des catégories sociales et des types d'espace. Les stratégies résidentielles des ménages, par leur intégration dans des schémas de contraintes et par la façon dont s'exerce la capacité de choix des

individus, ne sont guère différentes selon les types d'espace. Le rôle des espaces périurbains est donc plus d'accueillir un certain type de population, en l'occurrence les familles des ménages des catégories moyennes et populaires, dans le cadre d'une organisation urbaine élargie, couvrant désormais peu ou prou l'ensemble de l'espace.

Cette position est d'abord imposée depuis l'extérieur des espaces périurbains : par la vision qu'ont les politiques et les décideurs des différents types d'espace et de leur rôle dans la ville contemporaine ; par les grands mécanismes qui régulent la vie sociale, comme le fonctionnement des marchés fonciers et immobiliers, la dynamique du marché de l'emploi, etc. ; par une articulation sociale et politique entre les différentes catégories spatiales, etc. Les ménages périurbains n'interviennent qu'à la marge dans la définition du rôle de ces espaces périurbains : d'une part en contribuant à soutenir la demande sociale pour une périurbanisation renouvelée ; d'autre part, par la projection, une fois installés, de leur propre vision de ce que doit être leur espace de vie. Ces deux types d'actions, par la multiplication de microdécisions individuelles, contribuent à influencer ce que sont les espaces périurbains, sans être le seul processus opérationnel.

Cette question de la place des espaces périurbains reste finalement une question vive de la recherche contemporaine. Ce questionnement doit demeurer en filigrane des travaux de recherche sur les espaces périurbains, que l'on s'oriente vers la confrontation entre étalement urbain et problématique de développement durable ou vers l'analyse fine des rapports sociaux dans l'espace.

Conclusions et perspectives de la deuxième partie

Dans ce domaine des mobilités résidentielles, de nombreux points restent donc à éclaircir. La première direction de recherche consiste à consolider un certain nombre d'analyses et d'hypothèses explicatives par un approfondissement empirique. La source PERIURB n'est ainsi qu'en cours d'exploitation, sa richesse demandant une phase de travail systématique qui n'a pas encore été menée à son terme. Croiser l'expression des facteurs de choix par les ménages avec leurs principaux attributs sociaux n'a ainsi été qu'à peine esquissé. Est-ce que les grands facteurs de choix définis, adoption du modèle résidentiel dominant, recherche d'un environnement rural ou préservé, proximité du travail, de la famille et des services, rejet manifeste de la ville, sont partagés par toutes les catégories sociales et/ou est-ce que des grands profils de comportements résidentiels sont identifiables selon le genre, l'appartenance sociale, l'itinéraire antérieur ou le niveau socioculturel ? Dans une autre direction, il reste à essayer de différencier les itinéraires et les comportements selon la position par rapport à la ville (périurbain proche ou lointain), selon la taille de l'agglomération et selon les micro-contextes résidentiels (lotissement ou habitat dispersé).

La situation des individus et des ménages est donc une position originale entre expression d'un choix délibéré et conscience plus ou moins nette de l'existence de principes qui surplombent les décisions individuelles. Quatre éléments entrent en ligne de compte dans les stratégies résidentielles des ménages : **les limitations culturelles, qui sont intégrées sans même que les individus s'en aperçoivent ; les déterminations sociales, qui rendent une localisation résidentielle envisageable ou non ; les contraintes structurelles, qui rendent une localisation résidentielle possible ou non ; et les choix individuels, qui actent réellement la détermination d'un lieu de résidence.**

Les limites d'ordre culturel sont intrinsèques aux individus qui ne sont guère conscients que leurs vies et leurs choix rentrent dans un ensemble de normes acceptées par tous, même par les personnes qui pensent prendre de la distance avec les obligations sociales dominantes. La façon dont chacun rentre dans la logique du besoin d'un lieu de résidence, pour prendre un besoin presque trivial, est un bon exemple du cadre général dans lequel s'inscrivent les décisions individuelles. De façon plus modérée, d'autres éléments freinent les possibilités offertes à chaque ménage, par exemple à partir de la perception de la mobilité ou de la manière de ressentir les distances. Voici trente ans, il n'était guère imaginable, pour un couple, d'habiter au quotidien dans deux villes différentes et de ne se voir que les week-end ou tous les quinze jours ou encore de résider à plus de 100 km de son lieu de travail. Aujourd'hui ces situations ne sont plus des exceptions et la distance n'est parfois plus un frein du tout pour certains ménages dotés d'un capital économique et culturel spécifique. *A contrario*, de nouvelles bornes à l'extension sans limite des mobilités se font jour par l'incorporation de la pollution individuelle produite par le tout automobile et la promotion d'une nouvelle norme sociale basée sur une mesure (empirique) de l'empreinte écologique individuelle. Dans un autre domaine, la diffusion ultra majoritaire du modèle résidentiel du propriétaire de sa maison individuelle peut également être perçue comme induite par l'univers culturel dans lequel l'individu est plongé.

Les déterminations sociales sont sans doute moins contraignantes et leur existence est plus reconnue par les individus, en particulier ceux dotés d'un capital culturel élevé. Elles font d'une situation géographique un lieu de résidence potentiel ou non, selon la capacité d'un individu à s'extraire du carcan des conventions sociales ou au contraire selon sa propension à respecter les codes sociaux en vigueur. Des espaces ne sont ainsi pas « interdits », par exemple aux personnes d'origine étrangère ou d'orientation sexuelle différente de la majorité, mais ces normes sociales font qu'une personne présentant ces caractéristiques sait qu'elle risque d'avoir des difficultés à trouver sa place dans le contexte résidentiel périurbain. Dans ce cas, soit elle est dotée d'une force de caractère au-dessus de la moyenne et/ou d'une envie

de remise en cause de la société (et c'est alors un acte politique) et elle tente quand même l'aventure, soit l'individu se plie par conformisme, et souvent de bonne grâce, à ces conventions, en adoptant un comportement résidentiel en adéquation avec son statut social. En dehors du profil bien spécifique des pionniers de la périurbanisation (ou de la gentrification dans d'autres contextes), la plupart des individus, même lorsqu'ils ont des idées politiques tranchées, tendent à se conformer à ces grandes injonctions sociales.

Les contraintes structurelles, par exemple celles induites par les coûts différenciés du foncier et de l'immobilier, forment un troisième cercle plus réduit, limitant le champ des possibles pour chaque ménage. Certains types d'espace ne sont pas accessibles financièrement à toutes les catégories sociales, en particulier les espaces centraux et de plus en plus les espaces péricentraux. L'alternative se restreint pour les catégories moyennes à un choix entre localisation suburbaine et mobilité vers les espaces périurbains et pour les catégories populaires à la limite de la solvabilité entre espaces périurbains relativement proches et franges lointaines. D'autres facteurs structurels que les prix interviennent, comme les distances à la ville ou à d'autres ressources et la position objective d'équipements ou de lieux spécifiques qui « contraignent » les individus, au premier chef la position du lieu de travail.

Les choix individuels s'inscrivent dans ces trois éléments généralement convergents, les limitations culturelles, les conventions sociales et les effets de structure, qui forment autant de bornes à l'intérieur desquelles se déploient les stratégies résidentielles des ménages. Les individus jouent alors entre des facteurs de choix variés, qui portent sur la nature du bien immobilier lui-même, la localisation relative par rapport à des ressources identifiées, la perception de l'espace environnant, l'adhésion ou non au mode de vie associé à la localisation résidentielle. Le raisonnement des ménages tient alors à la fois de l'analyse coût-avantage et de la rationalité économique, et de la véritable stratégie spatiale. La projection dans un idéal de vie espéré et les négociations internes entre les membres du ménage sont alors au cœur de la prise de décision, qui révèle bien souvent des aspects de la relation de couple peu visibles dans d'autres circonstances.

Le nombre de lieux de résidence potentiels reste toutefois toujours assez limité, et l'éventail du choix se révèle être finalement assez restreint au moment de la décision à proprement parler. Cela tient à l'opacité du marché immobilier pour les ménages mais est aussi lié à la présence des limitations listées précédemment ainsi qu'au fait que les choix des ménages sont souvent assez impératifs : il faut que ce soit dans telle localisation, ou une maison de telle nature ! Le processus qui mène au choix résidentiel final est alors exprimé de façon très élective, sous la forme d'une franche adhésion à la localisation choisie.

Cet attachement à la décision prise s'explique d'abord par la nécessité de bien la vivre au jour le jour. Difficile d'admettre que l'on s'est trompé et il faut vraiment que la localisation présente des inconvénients majeurs (qualité du bâti, présence de nuisances fortes, poids trop lourd des temps de trajets, etc.) au point de générer de la souffrance ou des difficultés relationnelles dans le couple pour que la décision puisse être remise en cause. Ensuite cela renvoie également à la relation ambiguë entre la position sociale et la nature du choix. La conscience de la position de « dominé » n'est supportable que si elle est acceptée ou au moins relativisée. Si l'individu se sent confronté chaque jour à sa condition sociale, alors même que la localisation résidentielle choisie est plutôt conçue au départ comme la marque d'une trajectoire ascendante, elle ne pourrait être acceptée bien longtemps. Les gens s'accommodent donc au jour le jour de leur position sociale, cherchant à se valoriser dans d'autres domaines ou à vivre leur vie familiale comme un idéal à atteindre.

Au niveau des individus, les stratégies résidentielles nécessitent donc une compréhension des ressources spatiales et des capacités dans la lecture de l'espace. Ces compétences dans la stratégie spatiale forment-elles un « capital spatial » ou seulement une déclinaison dans l'espace des différentes formes de capitaux ? Ce débat parfois vif (Ripoll et Veschambre 2005, Cailly 2007) est avant tout un débat théorique et les résultats obtenus jusqu'à présent ne permettent guère

de trancher entre les différentes positions. Mais cela dépend d'abord de la façon dont on perçoit l'articulation entre les contraintes qui pèsent sur l'individu et sa marge d'autonomie dans la décision. Or, contrairement à d'autres (Pinson et Thomann 2001), nos investigations sur la mobilité résidentielle périurbaine insistent plus sur les éléments qui s'imposent aux ménages et s'affranchissent peut-être plus de la parole habitante axée sur la capacité de choix. Cela conduit à être très prudent dans le maniement d'une nouvelle sorte de capital que serait le capital spatial même si la mobilité est effectivement au cœur de nouvelles manières de définir les attributs sociaux (Urry 2005). Chaque individu possède effectivement une capacité plus ou moins importante à être mobile, à comprendre les différenciations spatiales, à s'adapter aux codes sociaux qui varient dans l'espace. Mais il s'agit d'une capacité, d'une compétence, qui n'est pas à mettre au même niveau que les autres formes de capitaux. Le parallèle entre être doté d'un fort capital (culturel, social ou économique) et disposer de compétences élevées dans la manière de faire avec l'espace n'est qu'une illusion qui berce certains géographes qui espèrent toujours faire de l'espace un axiome spatial central. Or, ces différenciations, à la différence des autres formes de capitaux, ne se traduisent guère par des oppositions tranchées entre individus ou groupes sociaux. Elles sont transversales aux autres éléments, c'est-à-dire que chacun d'entre eux peut être associé à une forme de compétence spatiale. Un capital économique peut se concrétiser par la possession concrète d'une portion de l'espace terrestre, et la compétence spatiale dans ce cas est de bien comprendre les différentiels de ressources, de valeurs, entre les différents espaces. Un capital culturel peut s'inscrire dans l'espace et comprendre une part de la capacité à faire avec l'espace.

Enfin, les mobilités résidentielles sont apparues comme un révélateur assez clair des multiples interactions que peut avoir un individu avec le monde qui l'entoure. Ces interactions se font à des échelles très variées, depuis l'intérieur du ménage ou du couple jusqu'à des interactions à des échelles beaucoup plus vastes. Le ménage est en effet à la fois une petite unité presque indivisible, notamment comme acteur sur le marché immobilier, mais il est aussi traversé par des séries de tensions, par des capacités de négociations entre les différents membres qui en font plutôt la plus petite entité divisible en matière sociale. Même si les individus, au sens de ego, sont eux aussi traversés par des contradictions, il n'y a pas de césure entre les différentes identités personnelles, entre ces identités plurielles définies par Lahire (1998). Elles cohabitent au sein même de l'individu et l'arbitrage interne consiste toujours à harmoniser les postures. Par contre à l'intérieur des ménages, les stratégies résidentielles sont au cœur de la relation de couple parce qu'elle engagent le projet conjoint dans toutes ses dimensions, économiques, relationnelles, familiales, etc.

En même temps, le ménage, cette fois en tant qu'entité, est confronté à de multiples jeux d'acteurs individuels ou institutionnels. Il faut se confronter aux stratégies résidentielles des autres ménages, aux stratégies financières des vendeurs présents sur le marché immobilier, aux représentations véhiculées par l'agent immobilier ou le notaire, aux avis des proches, etc. De plus, des acteurs forts, lotisseurs, constructeurs, promoteurs, collectivités territoriales, etc. sont également insérés dans des logiques qui ne correspondent pas forcément à celle du ménage, mais qui interfèrent sur la façon dont celui-ci perçoit la dynamique du marché résidentiel. Il faut aussi tenir compte, pour le ménage, des grandes évolutions de la société, qui sont présentes en filigrane derrière les actes de chacun des acteurs, qu'ils soient faibles ou forts.

Plus fondamentalement, les processus qui sont à l'origine de la prise de décision restent encore méconnus. Que ce soit sur le plan cognitif et interactionnel, entre les membres du ménage, ou même sur son versant économique, la démarche qui conduit les ménages à arbitrer entre différentes localisations résidentielles possibles n'est encore que très partiellement entrevue. Seul un suivi d'un plus grand nombre de ménages au moment même de la migration peut apporter des indications sur ces processus, et cela nécessite un travail conjoint avec d'autres sciences sociales, en particulier la psychologie spatiale, en intégrant des théories (théories des jeux par exemple) et des méthodes peu explorées en géographie.

Troisième Partie

**Pratiques spatiales :
habiter le périurbain**

La seconde thématique que nous proposons d'explorer concerne les pratiques spatiales du quotidien des habitants des espaces périurbains. Cette thématique a déjà fait l'objet de nombreuses publications de notre part, dont une sélection figure dans le volume 2 de cette HDR. Cette troisième partie doit donc se lire comme une continuité de ces articles, l'objectif étant de faire une synthèse de la production en proposant des conclusions plus fortes que celles disséminées dans ces publications. L'analyse de certains points sera systématisée, en particulier les plans de différenciations existants au sein de la population périurbaine et dans le domaine de l'exploration des rapports à l'espace des habitants. Inversement, le but n'est pas de revenir forcément sur l'ensemble des problématiques abordées dans ces articles, mais d'en extraire ce qui paraît le plus intéressant pour l'analyse de la relation entre individus et groupes sociaux dans l'espace, notamment de proposer une grille de lecture homogène des pratiques spatiales. Contrairement à la partie précédente, le propos sera donc nettement moins axé sur des perspectives de recherche, quoique certaines pourront être esquissées au fur et à mesure de l'identification de points restant obscurs. L'objectif est plutôt de faire état des travaux en cours ou achevés. L'enquête PERIURB, qui concerne aussi cette question des pratiques spatiales, sera donc également mobilisée même s'il restera ultérieurement à quantifier les différents types de pratiques spatiales identifiables dans les espaces périurbains.

Les pratiques spatiales sont ici un révélateur de la manière d'être au monde (Hoyaux 2002), d'habiter l'espace tel que cela a été défini dans la première partie (Stock 2004) : c'est un indicateur qu'il faut compléter en tenant compte de la façon dont est vécu chaque déplacement et chaque lieu, en prenant appui sur les perceptions différenciées de l'espace. Les pratiques spatiales sont en effet l'élément principal qui permet d'objectiver les rapports à l'espace, et donc, en s'aidant de l'interprétation des entretiens, de rendre compte de la façon dont les individus font avec l'espace, vivent l'espace, s'orientent dans l'espace, s'identifient à des portions d'espace ou même ne font strictement rien avec l'espace.

Par pratiques spatiales, il faut comprendre l'ensemble du système de lieux qu'un individu fréquente ou non au cours d'une période donnée. Les actions menées par chaque individu dans le cadre d'une organisation sociale s'inscrivent en effet dans des temporalités variées et dans des lieux spécifiques qui participent à sa propre singularité. Actions, temporalités et espaces contribuent à former des types de pratiques spatiales.

Ces pratiques spatiales sont basées sur un certain nombre de tâches à effectuer au quotidien. Aux fonctions vitales de base (se nourrir, dormir, se reproduire, etc.) se rajoutent toutes les fonctions qui font la vie en société, en particulier celles du quotidien : le fait de travailler, de consommer, de se déplacer, d'avoir des relations avec les autres, de participer à des activités sociales, culturelles, associatives, sportives, etc. Ce sont autant d'occupations qui, à des degrés divers, sont l'occasion d'un frottement *a minima* avec d'autres individus. Cette interaction avec les autres individus s'inscrit toujours dans le cadre de groupes sociaux plus ou moins pérennes.

Ces pratiques spatiales se caractérisent par des temporalités variées. Contrairement à d'autres spécialistes de la question de l'habiter qui se focalisent sur les pratiques touristiques (Ceriani et al. 2008), nous avons préféré travailler prioritairement sur les temporalités ordinaires (Raymond 1998). Les rythmes quotidiens sont faits à la fois d'habitudes, de répétitions journalières des mêmes actions et des mêmes déplacements, de la duplication sur de nombreuses journées de rituels quotidiens, de routines (Giddens 1987), et aussi d'actions plus exceptionnelles basées sur des temporalités rarissimes. Le déroulement du temps n'est pas strictement linéaire. Il comporte des accélérations, des ralentissements, des ruptures soudaines, soit imposées par des événements extérieurs (un aléas climatique, un événement social ou politique, une situation de crise ou un hiatus spatial, ne serait-ce que la mise en place d'une déviation momentanée sur une route), soit créées par l'action même de l'individu en

interrelation avec d'autres personnes (une rupture sentimentale, la naissance d'un enfant, un « accident de la vie », une « grande » décision, etc.).

Les pratiques se déploient également dans l'espace, formant un système de lieux fréquentés par l'individu. Certains lieux sont très signifiants pour l'individu, quand d'autres sont uniquement utilitaires et ne résonnent pas avec l'identité profonde de l'individu. Les lieux les plus importants traduisent assez bien ce qu'est la personne au quotidien : le domicile continue de polariser l'espace de vie de la plupart des gens et d'autres lieux sont structurants pour ses rapports avec autrui. Inversement, d'autres lieux ne sont fréquentés que par contrainte, ou même volontairement non fréquentés ou évités systématiquement.

Ces pratiques spatiales vont en fait permettre d'explorer une des facettes de l'habiter contemporain en essayant de systématiser les analyses. Existe-t-il un mode de vie spécifique aux espaces périurbains (Ghorra-Gobin 1989) ou les modes d'habiter périurbain sont-ils emblématiques de la diversité contemporaine des modes d'habiter ? La question posée en filigrane est bien évidemment celle du rôle du contexte spatial dans la formation d'un archétype : résider dans l'espace périurbain entraîne-t-il plus ou moins automatiquement l'adoption d'un mode de vie spécifique, des manières de faire avec l'espace ? Le système des lieux pratiqués a-t-il des structures spatiales qui sont spécifiques aux espaces périurbains, et donc significativement différentes de celles qui prédominent dans les autres espaces ? L'objet est aussi d'essayer de rendre compte de la diversité des pratiques dans les espaces périurbain. En effet, l'observation montre que, au-delà d'une tendance générale, l'unicité des pratiques spatiales n'est pas évidente à postuler. Au contraire, il existe une forte hétérogénéité des comportements, en particulier selon l'appartenance plus ou moins nette des individus à différentes formes de collectifs. Les différentes figures d'habitants des espaces périurbains sont-elles caractéristiques de la diversité des comportements contemporains ?

Dans une première partie, quelques éléments de cadrage devront être proposés. Une courte description des pratiques sociales du quotidien s'impose, à la fois pour montrer leur dimension spatiale, les mobilités induites, et pour exposer la variété des fonctions, des temporalités, des modes de transport, des perceptions de l'espace qui sont mobilisées par les individus.

Il sera ensuite nécessaire de passer en revue les rapports différenciés qu'entretiennent les habitants des espaces périurbains avec les multiples types d'espaces dans lesquels ils s'insèrent. Le domicile, le voisinage immédiat, le village périurbain, la ville et ses pôles périphériques, l'ailleurs, forment autant de types d'espaces qui sont fréquentés ou non selon les individus, en particulier selon leur appartenance spatiale.

Une attention particulière sera apportée à ce qui distingue les individus les uns des autres dans leur manière d'habiter les espaces du quotidien. Au-delà des jugements de valeur sur l'habiter périurbain, il semble plus intéressant de montrer que les différenciations s'organisent selon de multiples plans qui se superposent les uns aux autres. Trajectoire résidentielle antérieure, effet de genre, position dans le cycle de vie, oscillation entre habitus populaire et cultivé, la multiplication des plans de différenciation donne l'impression d'une individualisation croissante des modes de vie tout en validant la permanence des effets structurels.

Il est ainsi possible de repérer un certain nombre de figures-clefs pour rendre compte de la diversité des modes d'habiter des habitants du périurbain. Une première base de neuf profils peut être définie, qui reste à valider et surtout à quantifier. Dans les mêmes espaces coexistent donc des figures de souffrance, des figures équilibrées et des figures métropolitaines. De nouvelles relations sociales se construisent alors entre des groupes sociaux qui ne se seraient peut-être pas rencontrés dans d'autres contextes résidentiels. En même temps, de nouveaux conflits entre catégories sociales surgissent ici ou là. L'organisation sociale des espaces périurbains est donc tiraillée entre deux tendances contradictoires, à la fois en interne et en externe, entre clubisation et vivre-ensemble.

1. La réalité de la mobilité quotidienne

Cette partie propose quelques éléments de cadrage qui vont permettre de décrire l'articulation des pratiques spatiales entre le niveau de l'individu, qui les vit et les choisit, et le niveau de la ville, qui est à la fois le réceptacle et le support de ces pratiques spatiales. La croissance contemporaine des mobilités dans la ville concourt en effet à transformer l'organisation urbaine dans son ensemble. En retour, celle-ci forme un arrière-plan spatial spécifique dans lequel s'inscrivent les actions de l'individu. Ces pratiques spatiales apparaissent de prime abord comme très disparates, en raison de la variété des raisons qui poussent les personnes à se mouvoir dans l'espace, de la façon de se déplacer soit par les modes de transports, soit dans la manière de concevoir les itinéraires (boucles, programmation, etc.). L'opposition entre deux exemples permettra ainsi de prendre conscience de cette hétérogénéité de l'organisation spatiale des systèmes de lieux mobilisés par les individus, en opposant un exemple très « périphérique » et un exemple qui articule une forte dimension villageoise et une appétence pour la ville dense. Les perceptions de l'espace qui sont associées à ces pratiques seront également brièvement présentées. Cette diversité des pratiques pose un problème méthodologique de fond qui est d'arriver à construire des typologies de modes d'habiter (Léger 1998) qui soient pertinentes, à la fois fondées sur l'analyse objective des pratiques spatiales et sur la perception sensible, par les habitants, de leur dimension spatiale.

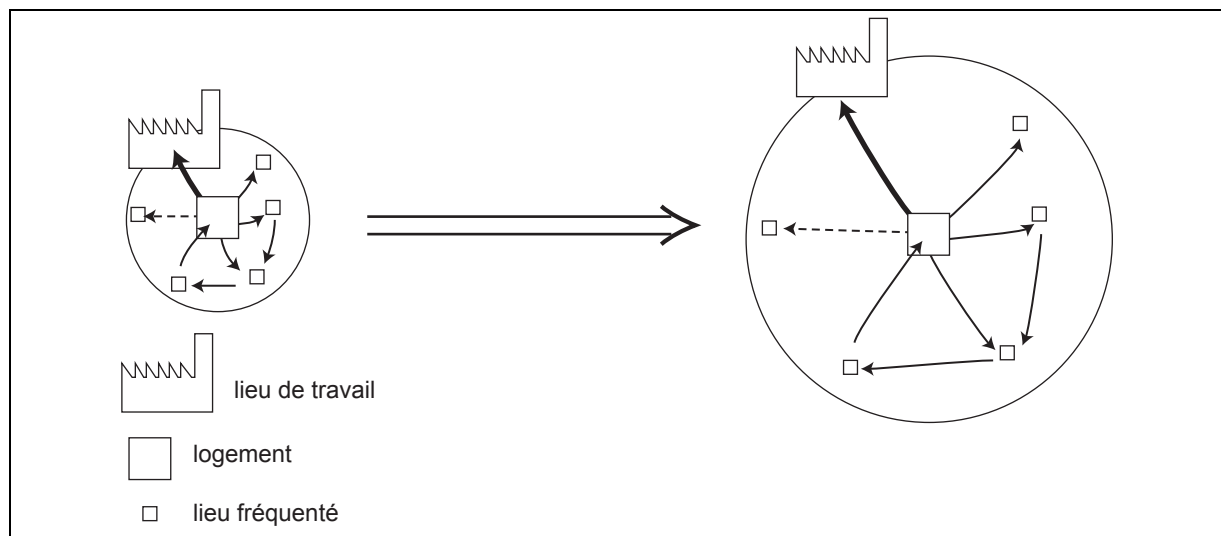
1.1. De l'individu à la ville par la croissance de la mobilité quotidienne

La mobilité quotidienne s'est fortement accrue parallèlement à la montée du processus de périurbanisation. La croissance de la disjonction entre résidence et travail s'est poursuivie, son développement participant à la transition urbaine entre la ville fordiste et la ville post-industrielle (Petsimeris 1991). Simultanément, l'avènement d'une civilisation des loisirs et du temps libre crée de nouveaux besoins de mobilité. De même, les flux de transports se sont considérablement accrus sur une cinquantaine d'années, sous l'effet synchrone de la diffusion de l'automobile pour tous et de l'amélioration constante des infrastructures routières. Après une période de transfert généralisé vers le transport individuel, les modes de transports collectifs connaissent eux aussi une croissance importante (TGV, tramways), et les modes doux de transport (marche, vélo, roller), sont redevenus à la mode. La mobilité est désormais un trait majeur de l'organisation sociale actuelle.

Pourtant, ce modèle de la mobilité généralisée trouve aussi ses limites dans les nuisances et les engorgements engendrés par cette frénésie de mobilité. Les axes routiers saturent, les embouteillages aux entrées et sorties de ville deviennent le lot quotidien des habitants des espaces périurbains, les problèmes de stationnement se multiplient, bref, la ville se retrouve confrontée aux limites de la mobilité. Même si le rythme de construction de routes et de moyens de transports collectifs fluctue, il ne permet guère que de pallier momentanément les plus importants problèmes, avant que l'infrastructure nouvelle ne soit submergée à son tour par la croissance du trafic qu'elle a elle-même contribué à susciter. De plus, la pollution induite par le développement de cette mobilité, la certitude aussi que le recours aux énergies fossiles trouvera bien un jour une fin, remettent en cause ce modèle. Enfin, le poids du temps passé à se mouvoir finit par faire saturer les individus qui développent parfois une vision négative de cette mobilité quotidienne. Ainsi, la croissance de la mobilité ralentit ou s'arrête dans les plus grandes villes, les ménages semblent rationaliser leurs déplacements ou même renoncent à certains d'entre eux. Pourtant, même si l'émergence de nouveaux comportements permet un report modal minimal et une inflexion de la mobilité globale, le fort volume de mobilité quotidienne reste une caractéristique majeure de nos sociétés contemporaines, formant une nouvelle frontière sociale (Urry 2005).

Toutefois, ce n'est pas parce que les flux ont augmenté que les pratiques spatiales se sont transformées radicalement. L'hypothèse d'un simple éclatement des pratiques sur des espaces plus larges, sans remise en cause du nombre de lieux fréquentés ou mobilisés comme symboliques, peut ainsi également être posée. Dans ce cas, seule la forme des systèmes de lieux dans lesquels les individus sont insérés aurait été modifiée. On serait passé d'espaces de vie centrés sur le logement et de faible diffusion dans l'espace à des espaces de vie beaucoup plus larges mais ne mobilisant pas un nombre significativement plus élevé des lieux fréquentés.

Carte 8 : Élargissement de l'espace de vie



Or, il semble que la transformation est réellement plus profonde. Elle associe en effet des nouvelles manières de se déplacer à cet élargissement spatial, à travers la mise en place d'une programmation dans le temps, le recours à la boucle rationalisée ou à la pérégrination (Wiel 1999), et des déplacements qui sont induits par de nouvelles activités sociales. De plus, tous ces trajets s'inscrivent dans un contexte urbain renouvelé, celui de la ville polycentrique.

En effet, la ville se construit lentement sous les effets conjoints des pratiques des habitants et des options choisies par les acteurs forts que sont les collectivités territoriales et les opérateurs du secteur de l'immobilier. L'ensemble du système urbain, dans une acception très large, est donc d'abord un cadre dans lequel se déploient les stratégies au quotidien des individus : les habitants font avec la ville. Dans l'autre sens, même si chaque acteur ne dispose que d'un pouvoir très limité, par un jeu de résistances, d'appropriations, de transformations, de détournements, l'organisation spatiale de la ville se modifie sous l'impact des comportements des acteurs « faibles ». Un va et vient constant s'opère donc entre un espace contraignant, qui influence les actions spatiales des habitants, et un espace construit, par et pour les individus. Evidemment, ces actions spatiales ne sont pas uniformes et des oppositions entre groupes sociaux prennent naissance dans la manière même de faire avec les lieux. Certains lieux servent de révélateurs à des confrontations sociales : l'appropriation par un groupe minoritaire d'une portion de l'espace va être « combattue » par un groupe numériquement plus nombreux, soit via des médias spécifiques (recours à la force publique, édicton de nouvelles règles d'urbanisme, etc.), soit par une multiplication de micro-actions menées par ce groupe social (présence accrue, appropriation symbolique par des traces spécifiques, etc.). Dans d'autres cas, l'espace-enjeu est partagé de façon plus ou moins tacite, par exemple selon l'heure ou le moment de la semaine, ou par occupation simultanée du lieu selon des postures bien différenciées. Cela n'empêche pas les conflits momentanés, par

exemple lorsqu'une personne n'a pas assimilé les codes de ce partage du territoire ou dans les moments de basculement entre deux fonctions de l'espace.

La somme de ces interactions et le déploiement des mobilités dans l'espace contribuent donc à modeler la ville, jusqu'à l'obtention d'une tendance qui participe à transformer le modèle urbain. Pour prendre uniquement l'exemple des flux domicile - travail, l'élargissement des espaces parcourus, l'augmentation des distances et la multiplication des types de flux participent à la transformation du modèle urbain contemporain. La ville, à l'heure actuelle, n'est plus seulement un pôle qui exerce une attraction sur une périphérie environnante. Si l'apparition de flux centripètes a été le processus dominant dans les années 70, la multiplication des flux centrifuges, la consolidation de flux tangentiels, l'apparition de centres secondaires dans la périphérie, exerçant à leur tour des formes de polarisation sur l'espace environnant, et la tendance à observer des micro-polarisations à différentes échelles, sont des processus très actuels qui modifient profondément la structure spatiale de la ville.

Cette forme urbaine complexe que de nombreux auteurs ont exprimé à travers l'utilisation d'expressions telles que la ville éparpillée (Bauer et Roux 1976), éclatée (Haumont et Lévy 1998, May et al. 1998), ou desserrée (Bordreuil 2000) sert désormais de substrat à la projection dans l'espace des pratiques des individus. Désormais, celles-ci ne peuvent donc qu'être complexes, multipliant les échelles de référence du logement à la ville en passant par les différents échelons de la proximité, en étant polarisées par de multiples centres secondaires, et marquées par des effets tunnels plus nets ou par une mise en réseau de lieux parfois très distants.

1.2. Pratiques spatiales et fonctions

Cette complexification est également liée à l'émergence de nouvelles fonctions sociales, même si d'autres se caractérisent par un impact moindre sur l'espace. Pourquoi les individus parcourent-ils l'espace ? Pour prendre leur place dans la société à travers un certains nombres d'actions. Certaines sont vitales, d'autres sont socialement imposées, d'autres enfin sont du domaine du libre choix.

Les fonctions vitales sont celles qui sont destinées à assurer la survie de l'individu. De la façon la plus minimaliste possible, l'individu pourrait se contenter de manger et de dormir, ce qui induit déjà des interactions sociales dans la plupart des sociétés. Parfois, ces fonctions vitales assurent en fait la survie de l'espèce humaine, comme se reproduire. Le changement le plus marquant est qu'elles sont désormais vécues comme des choix personnels, parfois parmi les plus importants qu'ils soient, et donc exprimés en l'occurrence sous la forme du choix d'avoir des enfants ou non, du fait de choisir ses partenaires sexuels ou de choisir la personne avec qui on veut partager sa vie. Parce que ces fonctions vitales sont exercées au sein d'une société complexe, elles entrent déjà dans le cadre d'interactions sociales.

De plus, l'homme étant *ipso facto* un animal social, d'autres fonctions lui apparaissent indispensables même si elles sont déjà plus complexes, faisant de toutes façons appel à des interactions sociales. Le travail, les déplacements, la consommation, le logement, etc. impliquent des relations avec d'autres individus, qui peuvent prendre la forme de situations de compétition et de concurrence, ou d'association et de coopération. Ces fonctions sociales se situent également en tension entre les choix individuels et l'injonction sociale. Habiter dans les espaces périurbains implique d'en avoir fait le choix et d'assumer ces choix au quotidien, mais est également une réalité qui est largement induite par ce qui entoure l'individu.

Enfin, les dernières fonctions sont celles que les individus font par simple envie, sans qu'il n'y ait de réelle obligation sociale. En particulier, toutes celles qui tournent autour du loisir sont de l'ordre du libre choix. Ces fonctions ne sont a priori pas indispensables, mais elles sont parfois présentées par l'individu comme centrales pour comprendre sa personnalité ou pour son

équilibre général et donc pour son rapport aux autres. Tout ce qui concerne la récréation est d'ailleurs, étymologiquement parlant, proche du ressourcement. Il s'agit bien de se re-crée, de retrouver la capacité à exprimer, par des choix individuels, ce que chacun est vraiment.

Les fonctions sont donc de nature hétérogène et induisent des manières variées de vivre l'espace et de le pratiquer. L'emploi, le recours à des services, le fait de consommer, les activités de loisirs, les relations sociales avec la famille ou les amis produisent des pratiques spatiales plus ou moins dispersées dans l'espace, nécessitant donc des mobilités au quotidien, et engendrent une identification à l'espace parfois nulle, parfois très intense, ainsi que des rapports sociaux intégrateurs ou excluants.

Le travail contribue depuis très longtemps à une intense mobilité mesurable par les navettes domicile-travail (Berger 1999). La croissance du nombre d'actifs a été le moteur de la croissance de la mobilité contemporaine sur cinquante ans mais sa stagnation récente et la diffusion, modeste, du travail à domicile rend son rôle moins crucial à l'heure actuelle. Le poids de ces déplacements dans le volume global de déplacement tend donc à diminuer, surtout pour les modes de transport individuels. Par contre, les distances parcourues sont toujours plus grandes, bien que les temps de transports soient quasiment stables en raisons de l'amélioration du réseau. Les déplacements sur le temps de travail continuent par contre de croître par la diffusion de fonctions nouvelles dans le système productif (services, communication, commercialisation, etc.). L'articulation entre le travail et les modes de vie (Lallement 2003) dépend d'ailleurs beaucoup du temps de travail et de l'organisation matérielle de ce temps social (temps partiels choisis ou imposés, horaires atypiques qui deviennent la règle, séparation nette ou non entre travail et vie personnelle, etc.).

D'autres types d'action sont parfois induits par les contraintes liées au travail et à la forme qu'il prend dans la société. Par exemple, la question de la garde des enfants, dans une société caractérisée par le travail des deux conjoints, prend de plus en plus d'importance (David 2000). Le nombre de déplacements induits par la nécessité de faire garder ses enfants augmente, que ce soit pour aller ou revenir de chez l'assistante maternelle, de la garderie, de la crèche communale ou parentale ou même des proches qui assurent la garde. Ce qui était assuré au sein des familles et à l'intérieur du domicile nécessite aujourd'hui systématiquement un déplacement des parents ou des personnes chargées de cette tâche, quand ce n'est pas des deux. Plus globalement, le recours à des services assurés par des personnes extérieures au ménage est à l'origine de déplacements de plus en plus nombreux. Des tâches ménagères à l'entretien du jardin, des questions de santé jusqu'à la réparation de la voiture, l'appel à des services externes se développe et conduit soit à une mobilité vers un lieu de service, soit au déplacement au domicile d'un prestataire de service.

Consommer est le type même de fonction qui se situe à l'interface entre besoin vital et organisation sociale. De façon très basique il s'agit parfois juste de se nourrir, mais rapidement la fonction se double d'une idée de plaisir personnel, par exemple à travers le choix des aliments quand c'est possible. Bien sûr, la consommation est globalement devenue une des pierres angulaires de la société, à la fois indispensable à son fonctionnement économique, élément de distinction et pratique sociale dominante. Cette forme d'action se situe dans un jeu d'acteurs complexes, ceux du secteur du commerce, qui proposent des formes de consommation auxquelles la personne adhère plus ou moins. Cette fonction s'est d'ailleurs profondément rationalisée, puisqu'on est passé d'une multiplication de lieux fréquentés sur des rythmes journaliers (différents petits commerces dans un rayon assez proche par exemple), à une concentration à la fois dans l'espace et dans le temps : dans l'espace, l'hypermarché est devenu la base de la consommation, avec son cortège de lieux satellites dans des grands pôles urbains consacrés à la fonction commerciale ; dans le temps, les individus concentrent ce genre de mobilité sur des rythmes plus amples, du style une fois

par semaine ou tous les quinze jours, voire tous les mois (Bondue 2004). En même temps, des formes alternatives de commerce sont désormais réhabilitées, souvent comme une pratique distinctive d'ailleurs : au peuple, le temple de la consommation, c'est d'ailleurs souvent un temps social important associé à un véritable plaisir ; aux catégories aisées, la consommation de qualité via les circuits courts ou dans les commerces de centre-ville. L'action sociale de consommer s'inscrit donc de manière originale dans l'espace.

Les loisirs en général, même s'ils comportent des formes d'injonction sociale, sont sans doute la fonction qui est le plus du domaine du choix individuel. Rester à la maison pour regarder la télévision, faire du bricolage ou du jardinage, ou se déplacer pour pratiquer une activité sportive ou culturelle dans un lieu de socialisation, la sélection est faite par l'individu lui-même. Or, dans les carnets de route, on s'aperçoit que ces déplacements non strictement obligatoires sont particulièrement nombreux, pouvant même devenir une véritable contrainte pour les individus. C'est particulièrement vrai dans les espaces périurbains pour la figure de la maman-taxi, plus rarement du papa, qui assure non seulement ses propres déplacements mais également ceux de ses enfants. Toutefois, le but est bien aussi, à travers une pratique sociale, d'avoir des relations sociales et de se ressourcer. Ces activités sont donc décrites selon leur nature comme des moments de convivialité et/ou comme un retour sur soi.

Les relations sociales forment en fait une fonction à part entière. Dans certains cas, les individus ont besoin d'une justification pour entrer en relation avec les autres. Ils cherchent donc au départ une activité qui leur plaît mais, dans le fond, ils restent ensuite plutôt pour la qualité des relations sociales vécues à travers cette activité. Dans d'autres situations, ils n'ont pas besoin de justification, soit parce qu'on est dans une démarche élective (se recevoir entre amis), soit parce que la démarche est naturalisée comme dans le cas des relations familiales. Cet ensemble large de relations sociales relie souvent des lieux selon une logique qui est beaucoup moins centrée sur le logement que pour les autres fonctions, et les rythmes sont également nettement différenciés, alternant périodes de relations intenses et périodes de repli relatif sur les fonctions plus quotidiennes. Ce sont également les fonctions qui sont les plus travaillées par le boom des télécommunications. Si le téléphone rapproche les gens sans qu'ils y aient fusion, la présence d'images instantanées (webcams, MSN, visiophones, etc.) permet plus qu'une simple communication à distance et fait vaciller la conception usuelle de l'espace-temps.

Au final, les occasions d'interactions sociales sont nombreuses et la diversité des fonctions sociales que les individus ont à assumer tend à multiplier les usages de l'espace. Le même lieu peut être intégré dans l'habiter d'un individu au titre du libre choix, quand une autre personne n'est là que parce que les hasards de la vie ont fait qu'une contrainte sociale majeure, pour elle, s'exerce à cet endroit. Les manières de faire avec l'espace et de vivre l'espace sont donc très dépendantes du rôle social que l'individu joue à l'instant t, d'où le rôle central des temporalités et des rythmes sociaux, en y associant de nombreux modes de vie et de déplacement.

1.3. Temporalités et boucles programmées

La dimension temporelle des pratiques spatiales est également un facteur de diversité particulièrement important. Dans la plupart des méthodes mises en place, le recueil des rythmes de fréquentation est un élément important de l'appréciation de la relation d'un individu avec un lieu. Le temps passé dans son logement est ainsi une variable fondamentale du mode d'habiter comme l'ont parfaitement montré Authier et al. (2001) à partir de l'exemple des quartiers anciens. Inversement, des lieux fréquentés très occasionnellement n'ont généralement pas d'effets très nets sur les processus identitaires, sauf s'ils s'inscrivent dans une autre logique fondée sur la symbolique et non sur la fréquentation.

La ville fonctionne aujourd'hui 24h/24, même si la nuit conserve un rôle spécifique dans les temps sociaux (Gwiazdzinski 2002), et offre des ressources en continu aux individus, qui peuvent les mobiliser selon leurs besoins ou selon leurs contraintes (horaires de travail). Le système urbain se caractérise aujourd'hui par sa capacité à se faire côtoyer des temps sociaux différenciés (Tabboni 2006). Certains vivent la ville à pleine vitesse, jonglant entre les modes de transport, passant d'un lieu à un autre sans problème majeur pour assimiler des codes sociaux variés, quand d'autres la parcourent lentement ou peinent à comprendre les manières d'être et de circuler. Ces rythmes sociaux se confrontent au quotidien, contribuant à créer une « ville à mille temps » (Boulin et Mückenberger 2002) avec laquelle font les individus. Les habitants des espaces périurbains se distinguent d'ailleurs par des usages du temps et de l'espace légèrement spécifiques, associant programmation, trajets en boucle et recours systématique à l'automobile. Cela influence fortement leur vécu de la mobilité.

L'une des caractéristiques principales de la mobilité des périurbains est donc qu'ils programment beaucoup plus systématiquement leurs déplacements sur la journée ou sur la semaine que les habitants d'autres types de lieux (Cailly 2008). A l'échelle de la journée, il est clair que la plupart des habitants du périurbain savent le matin, en partant de chez eux, quels sont les principaux déplacements de leur journée. Des contre-ordres et des imprévus sont bien évidemment possibles mais les grandes lignes de leur espace vécu de la journée sont déjà fixées. Cette programmation tient compte des grandes opérations à effectuer : travailler généralement, faire une ou deux courses ou démarches, éventuellement tenir compte d'un enfant à récupérer ou d'une activité programmée. Les moyens de télécommunication sont souvent mis à contribution pour affiner la programmation en cours de journée et le téléphone portable a d'ailleurs été très vite adopté par certains ménages périurbains en raison de son côté « facilitateur » de la mobilité quotidienne. Si cette tendance à la programmation se diffuse dans l'ensemble de la société, il s'agit bien d'un des attributs les plus nets de la condition périurbaine.

La programmation s'effectue également sur l'ensemble de la semaine, avec une distinction entre journées travaillées et journées de repos qui structure l'ensemble de la semaine. Pour de nombreux ménages, en particulier pour ceux qui résident dans les espaces périurbains les plus éloignés ou pour ceux qui ont des temps de travail important sur une journée (cadres et indépendants), le poids du transport et du temps de travail interdit presque d'effectuer d'autres déplacements et d'autres fonctions pendant les jours de travail. Seuls quelques arrêts sur le trajet domicile-travail ou une petite activité à proximité immédiate du domicile sont possibles. Inversement, les jours chômés sont mobilisés par toutes les catégories sociales pour réaliser toutes les occupations qui demandent beaucoup de temps ou pour grouper plein de petites obligations sur une journée. Les 35h ont d'ailleurs renforcé cette tendance, qui existe aussi dans les ménages dont l'un des conjoints travaille à temps partiel. Le temps libéré, que ce soit une journée ou une demi-journée, est alors consacré en totalité ou en partie à la corvée des déplacements contraints (courses, démarches administratives, recours à des services, etc.) même si une petite place peut être faite à une activité plus choisie (visite à la famille, activité sportive ou culturelle, détente). L'emploi du temps et la mobilité des ménages sont donc rationalisés par cette programmation sur la semaine.

Enfin, la programmation s'effectue également à l'échelle de l'année, mais les habitants des espaces périurbains n'ont pas vraiment de spécificité marquée dans ce domaine. On peut même poser l'hypothèse que ce sont les habitants de la ville-dense qui programment le plus leur année, en tenant compte des périodes de vacances et/ou de plus forte fréquentation de l'espace qu'ils habitent. Inversement, certains périurbains ne partent pas en vacances. Se trouvant bien dans leur maison individuelle et désirant profiter de leur jardin, ils éprouvent moins le besoin de se ressourcer par un séjour dans un milieu plus exotique. Toutefois, on trouve la trace, dans les entretiens, de formes de choix entre l'entretien du jardin, qui demande

beaucoup d'investissement au printemps et en été, et par exemple les visites à la famille lointaine, qui sont effectuées plutôt pendant l'automne ou les fêtes de fin d'année.

Dans le même esprit, la façon de concevoir les itinéraires est également une des particularités des habitants des espaces périurbains. Le schéma usuel passe ainsi du simple aller-retour à la boucle rationalisée ou à la pérégrination, alors que les habitants du centre continuent de fonctionner sur la base d'une structure en étoile (Cailly 2008). Dans le cas de la boucle, les déplacements sont organisés de façon à minimiser les distances et surtout le temps passé dans les transports. L'exemple donné dans la première partie avec le recueil d'une trace GPS montre bien ces formes de rationalisation, tout en tenant compte de la forte contrainte des horaires de certaines activités sociales. Les lieux situés à proximité de lieux imposés, par le travail ou la résidence, ou le long des trajets habituels sont nettement préférés à des ressources localisées dans d'autres secteurs de l'agglomération ou nécessitant un détour plus significatif. L'enchaînement de ces lieux successifs peut être quotidien ou simplement être un potentiel mobilisé plus rarement. On passe donc d'une conception de la mobilité journalière sur la base de navettes et d'aller-retour, à l'idée d'un parcours générique, d'une boucle plus ou moins large dans laquelle sont inclus les lieux potentiels de la fréquentation du quotidien.

Dans le cas de la pérégrination, la programmation est beaucoup moins forte mais l'individu construit également des boucles entre son départ du domicile et son retour. Cependant, il ne prévoit pas forcément beaucoup à l'avance ses déplacements et se laisse également conduire par son instinct, ses envies du moment et sa curiosité pour relier entre eux divers lieux, de commerce par exemple. Les circuits effectués sont plus variés et des imprévus modifient sans cesse la suite du parcours. Cette forme de boucle est cependant moins courante que la programmation a priori.

1.4. Le vécu de la mobilité automobile

Les lieux sont reliés par des déplacements qui prennent des formes diverses, en particulier selon le mode de transport utilisé, l'éloignement du domicile, le degré de connaissance des itinéraires empruntés ou la fréquence de leur fréquentation par l'individu. Les modes de transport, même si l'automobile est largement dominante dans les espaces périurbains (Dupuy 1995), dépendent à la fois d'un certain nombre de caractéristiques spatiales (éloignement, qualité de la desserte par tel ou tel mode de transport, sécurité du déplacement notamment pour les modes doux, etc.) et des attributs sociaux de l'individu. Selon ses moyens financiers, ses référents culturels ou son univers idéologique, la personne peut très bien faire des choix qui ne soient pas strictement celui du recours systématique à l'automobile, ce qui influe fortement sur la façon dont sont vécues les mobilités associées.

La domination de l'automobile est sans partage et reste un trait caractéristique de la mobilité des périurbains. Le taux de motorisation est bien sûr très élevé dans les espaces périurbains, généralement plus de 90 % autour du Mans (RGP99), et la plupart des familles possèdent deux véhicules, voire trois si les enfants sont en âge de conduire. Inversement, le fait de ne pas posséder de voiture est pour un habitant des espaces périurbains un facteur majeur d'exclusion sociale (Orfeuill 2004) et le processus s'enclenche même pour les ménages qui ne disposent que d'un seul véhicule (Motte 2006) ou conduit à des processus d'enfermement résidentiel (Rougé 2005). La question de prendre ou non l'automobile pour répondre à une sollicitation ne se pose même pas pour la plupart des périurbains (Sajoux 2004). L'usage de la voiture est presque naturalisé, même si l'évolution récente est marquée par une prise de conscience de cette hégémonie. Les faibles densités et l'éloignement de la plupart des services ou des commerces rendent obligatoire ce recours massif à l'automobile, qui reste le seul moyen de transport cumulant rapidité et coté pratique. Relier entre eux des lieux dispersés ne peut encore guère se faire par d'autres moyens alternatifs.

Cet usage presque exclusif de l'automobile ne doit cependant pas faire oublier que d'autres personnes que les adultes se déplacent. Pour les adolescents, collégiens ou lycéens, le car scolaire est le premier moyen de déplacement. Dans certaines configurations spatiales, périurbain très proche ou le long des principaux axes, il existe également des lignes de bus ou de cars interurbains qui desservent les communes périurbaines. De même, quelques lignes de chemin de fer passent dans des gares périurbaines, contribuant d'ailleurs à la récente forte augmentation du trafic voyageur des TER. Cependant, force est de reconnaître que ces quelques alternatives restent bien timides, car les fréquences de desserte restent insuffisantes pour que les moyens de transports collectifs soient une alternative crédible à l'automobile dans ces espaces lâches. De plus, des pans entiers du périurbain, parce que la dispersion des lieux de résidence est forte jusqu'à des distances de l'ordre de 40 km autour des plus grandes villes, ne sont pas concernés par une offre de transports collectifs. Enfin, ces modes de transport concernent plutôt une clientèle captive composée des jeunes et, à un degré moindre, des personnes les plus âgées, en raison d'un manque de souplesse évident. La façon de vivre la mobilité est d'ailleurs fortement dépendante du fait d'être captif ou non de la rigidité d'un mode de transport. En particulier les grands adolescents, collégiens en particulier et à un degré moindre lycéens qui ont plus de latitude s'ils ont la possibilité d'utiliser un deux-roues motorisé, vivent parfois très mal les horaires contraints du car de ramassage scolaire. L'impossibilité de déroger à la règle imposée par l'horaire les oblige à refuser d'aller chez un ami après les cours ou à renoncer à profiter des aménités de la ville qu'ils découvrent pourtant à l'occasion de leur scolarité dans le secondaire.

Au sein même des communes périurbaines, un certain nombre de déplacements sont quand même effectués avec des moyens de transports doux, du type vélo et surtout marche à pied. Certes, les faibles densités ne sont guère favorables à la généralisation de la marche mais, comme dans d'autres types d'espace, ce moyen de transport reste dominant jusqu'à une distance de 400/500m. Il faut noter que l'école et les activités sportives et culturelles qui ont lieu dans la commune sont plus concernées par ce mode de transport, alors que la fréquentation des commerces se fait plus au départ ou au retour du domicile lors de la réalisation d'une boucle automobile. Dans certaines communes de première couronne, la mise en place de cheminements spécifiques, favorisée par la morphologie des lotissements (espaces verts obligatoires et présence de cheminements internes), tend à se multiplier. Cela ne reste cependant qu'une solution pour minimiser les déplacements motorisés locaux et non une alternative pour l'ensemble des besoins de mobilité.

Cette mobilité est vécue de façon différenciée par les habitants des espaces périurbains. Le rapport même à l'objet automobile (Hervouet 2005) est disparate. Certains considèrent cet objet comme un véritable prolongement de leur chez-soi, quand d'autres n'y attachent presque aucune importance à partir du moment où il fonctionne correctement.

En tant que valeur, l'intense mobilité peut être positivée comme condition *sine qua non* de la réalisation du projet familial et résidentiel ou permettant de concilier un choix résidentiel électif et la poursuite d'une mode de vie basé sur la consommation urbaine. De ce point de vue, promouvoir la mobilité comme valeur positive résonne bien avec la diffusion de l'idée que la mobilité (des individus, du capital, etc.) est centrale dans le fonctionnement des sociétés contemporaines. Mais il s'agit aussi d'un non choix au sens où elle est imposée par le contexte spatial du lieu de résidence. Pour une majorité d'habitants des espaces périurbains, leur intense mobilité n'est donc pas connotée positivement ou négativement, elle est juste une simple conséquence, plus ou moins bien assumée, de leur choix résidentiel. Cependant, dans un certain nombre de cas, cette mobilité devient mal vécue. Il s'agit alors d'un pensum quotidien, d'un déchirement qui les oblige à quitter leur chez-soi protecteur pour « plonger dans le trafic ». Le temps perdu dans les embouteillages est, plus que tout autre aspect, considéré comme une contrainte majeure. La fatigue engendrée par les kilomètres, la frustration d'avoir à éviter certains lieux, notamment le centre-ville, le poids de l'entretien des véhicules et du carburant dans les budgets familiaux, etc., engendre parfois une forme de souffrance latente ou du moins une lassitude vis-à-vis de la mobilité quotidienne. Cette mobilité quotidienne

dans les espaces périurbains se caractérise donc par une grande diversité (Hervouet 2007) au-delà de la domination sans partage de l'automobile.

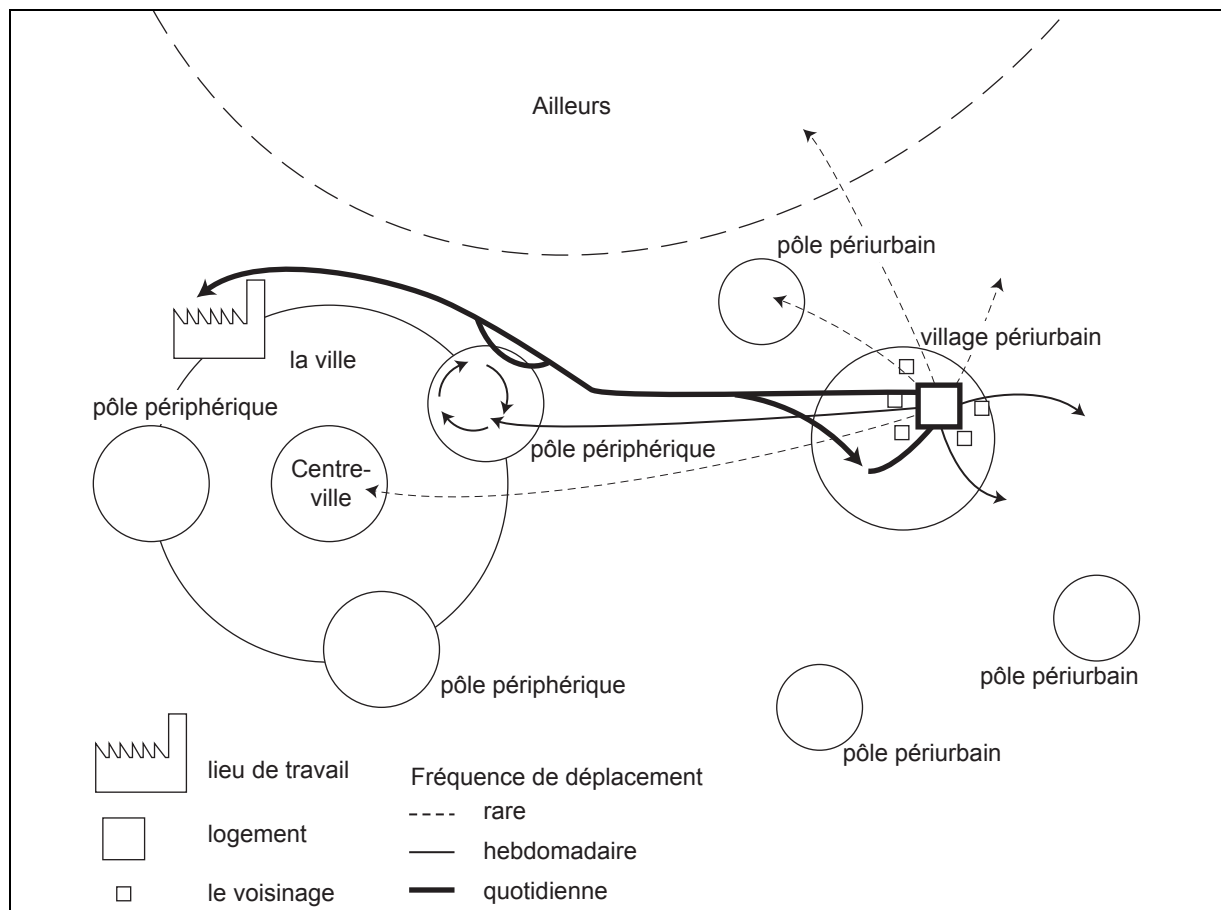
1.5. Un exemple de mode de vie « périphérique »

Présenter deux exemples un peu contradictoires de modes de vie d'habitants du périurbain permet de prendre conscience de ce qu'implique cette variété des fonctions, des manières de faire avec l'espace et même de la mobilisation des différents types de mobilité ou de modes de transport. A travers ces deux exemples, c'est aussi l'occasion de rappeler que dans ce domaine des pratiques spatiales, les données dont nous disposons sont particulièrement nombreuses : entretiens compréhensifs auprès d'une quarantaine de ménages, avec plusieurs entretiens successifs et/ou des entretiens avec les différents membres du ménage ; plus de 60 carnets de pratique sur une semaine, dont quelques uns sont complétés par un enregistrement d'une trace GPS sur une journée ; 913 enquêtes dans le cadre de PERIURB, qui permettent de quantifier les déplacements d'un ménage sur un laps de temps de un mois.

Ces deux exemples ne traduisent pas complètement la diversité de ce corpus, mais l'important est ici de comprendre la nature et la diversité des matériaux sur lesquels sont appuyés les analyses ultérieures.

Le premier exemple concerne un homme marié avec deux enfants qui habite dans une commune périurbaine du nord-est du Mans dans laquelle le ménage est installé depuis une dizaine d'années. Son espace de vie se structure autour de son logement, de son lieu de travail situé dans la Zone industrielle Sud, et de quelques lieux situés soit à proximité immédiate de son lieu de résidence, soit dans l'ensemble Zone Industrielle Nord / ZAC du Moulin aux Moines, qui est la principale zone commerciale de l'agglomération mancelle.

Carte 9 : Un exemple de mode de vie « périphérique »



Le temps passé dans son logement est très important. Les jours où il travaille, il revient directement à la maison en passant juste acheter un pain et un journal dans le centre-bourg. L'essentiel de ses activités de loisirs à son domicile consiste à regarder la télévision, particulièrement le sport et les matchs de football, et à entretenir sa maison et son jardin le week-end. Sa vie est très centrée sur ce logement, dans lequel il reçoit de temps à autre des membres de sa famille, en particulier son frère et ses parents, auxquels il rend également visite une fois par semaine. Il entretient des relations courtoises avec ses voisins, n'hésitant pas à donner un coup de main pour du travail dans le jardin et est prêt à rendre service en cas de « coup dur », mais il n'a jamais invité un voisin chez lui, pas même pour un apéritif. Ne participant pas aux activités culturelles ou sportives de la commune, il ne fréquente les habitants de la commune qu'à l'occasion de grandes fêtes organisées dans la commune (méchoui et comice agricole cette année). Il est à noter que les enfants ne participent pas non plus aux activités organisées dans la commune.

Son travail est donc situé dans la Zone industrielle Sud, mais avec sa femme ils ont choisit cette commune pour deux raisons bien identifiées. D'une part, le lieu de travail de son épouse est situé au nord du Mans et, d'autre part, sa famille est originaire de la commune voisine dans laquelle habitent toujours ses parents. Ses déplacements domicile-travail sont effectués en voiture, en déposant sa femme sur son lieu de travail lorsque leurs horaires sont compatibles (ils sont tous les deux astreints à pointer dans une plage horaire réduite). Les temps de transports sont assez importants, de l'ordre de 25 mn si tout se passe bien, mais l'encombrement habituel de la rocade nord fait que la durée peut atteindre 45 mn le soir pour le retour. Il ne peut cependant pas faire autrement en raison du caractère imposé de ses horaires. Bien que travaillant dans un grand établissement industriel doté d'un CE dynamique et efficace, il ne participe pas à la vie sportive et culturelle organisée dans ce cadre.

Le samedi est le jour des « grandes courses », qu'ils effectuent en famille. Ils se rendent systématiquement dans le magasin Auchan de la ZAC du Moulin aux Moines pour les courses habituelles et profitent de ce samedi après-midi pour effectuer également des achats dans les surfaces spécialisées de la même zone. La marque est souvent citée dans les entretiens comme gage de qualité et de choix, non seulement pour les produits mais aussi en termes d'animation. Tout l'après-midi est consacrée à cette activité de chalandise et la famille n'hésite pas à se restaurer dans le secteur, généralement le midi avant de faire les courses ou plus rarement le soir, en variant le type de restauration. L'unité Zone Industrielle Nord / ZAC du Moulin aux Moines forme donc un ensemble attractif, même si les difficultés de circulation sont de plus en plus importantes. Il faut d'ailleurs noter que la famille dispose d'un certain savoir-faire, en sachant organiser les achats en fonction de la probabilité d'embouteillage.

A contrario, le centre-ville est systématiquement évité en raison de la difficulté d'accès et de stationnement. Il faut vraiment une contrainte majeure, une démarche administrative par exemple, pour que la personne aille dans ce secteur de l'agglomération. Il n'exprime pas un rejet explicite de la ville ou de la vie urbaine. Ayant grandi dans un quartier urbain, il en conserve même un bon souvenir. Seulement, l'adoption d'une localisation résidentielle périurbaine s'est « naturellement » accompagnée d'un évitement quasi systématique du centre. Parallèlement, les autres pôles périphériques de l'agglomération ne sont pas non plus fréquentés en raison de l'éloignement. Il n'a pas envie de retourner dans le sud de l'agglomération après avoir fait la « navette », le terme est utilisé, toute la semaine et les autres pôles périphériques ne présentent pas d'intérêt spécifique.

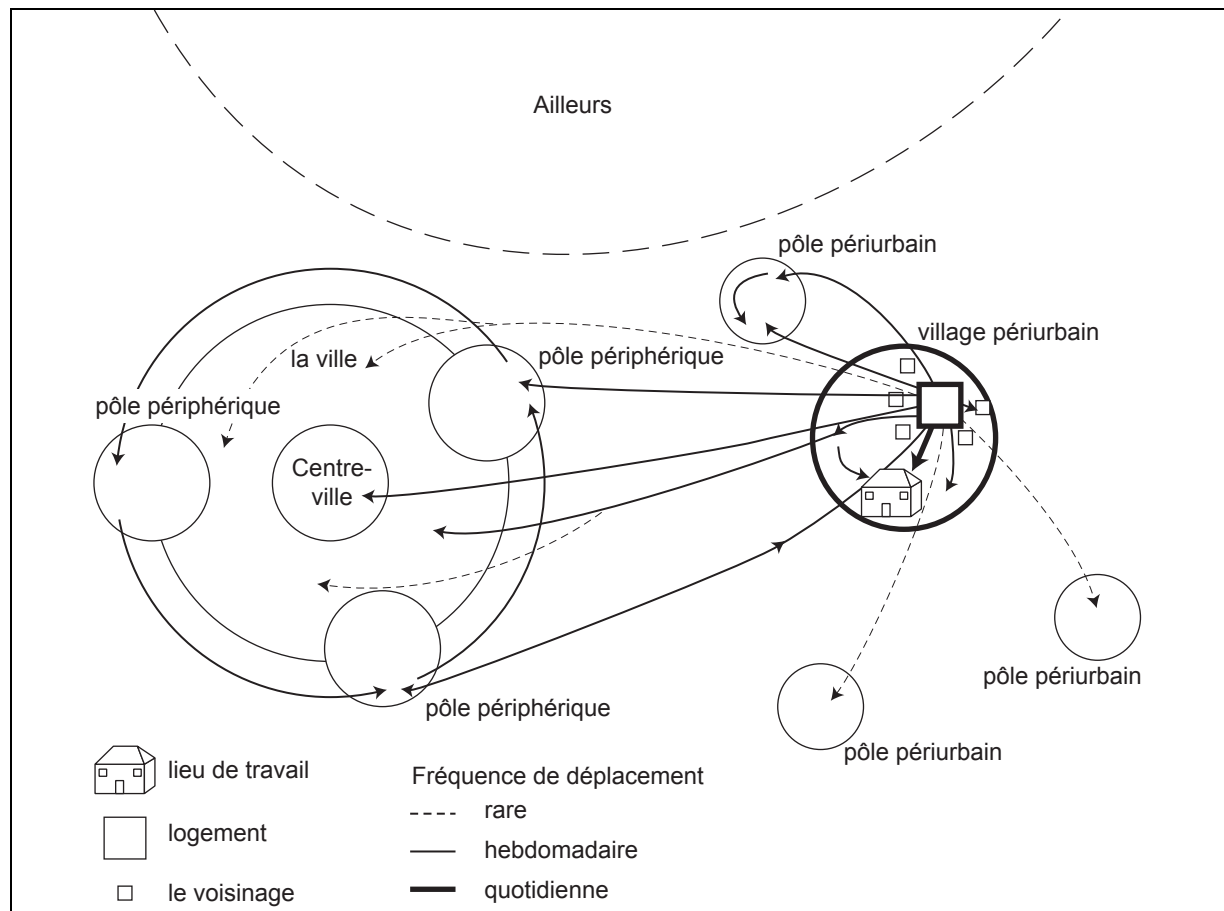
Globalement, son réseau de relations sociales reste assez étroit, essentiellement limité à la famille proche, mais il n'en souffre pas du tout. Il ne développe pas non plus d'idéologies anti-urbaines ou anti-sociales. « Ce n'est pas (son) truc », tout simplement, ni à lui ni à sa femme d'ailleurs. Le système de lieux dans lequel il s'insère associe donc de façon étroite son logement

et un pôle périphérique comme espace privilégié de pratiques, ainsi que quelques lieux proches dont certains peuvent être très importants sur le plan identitaire (sa commune d'origine).

1.6. Un exemple de mode de vie « villageois – citadin »

Le second exemple présenté est plus original, associant deux formes d'habiter qui sont habituellement plutôt antinomiques. Cette femme, appelons la X, présente en effet la particularité d'être à la fois très bien intégrée dans son village et de conserver une accroche urbaine indispensable à son équilibre.

Carte 10 : Un exemple de mode de vie « villageois – citadin »



X habite en effet dans un village présentant un profil assez populaire situé à une vingtaine de kilomètres du nord du Mans. Travaillant dans cette commune, son espace de vie quotidien durant la semaine est très centré sur son logement, son lieu de travail et sur le village lui-même. Sa maison est située à moins de 500m de son lieu de travail et elle fait l'aller-retour à pied deux fois par jour, rentrant déjeuner à son domicile le midi. Son logement est pour elle un élément important de son « équilibre » comme elle dit, et elle tient beaucoup à son jardin qui comporte à la fois une partie agrément (avec des fleurs magnifiques) et une partie potager « bio ». Elle est très attachée à sa maison qui est une ancienne ferme rénovée mais située dans la continuité du bâti du bourg dont-elle n'est séparée que par un lotissement déjà assez ancien construit avant son arrivée. Avec son mari, ils ont transformé ce logement petit à petit même si une grande part du gros œuvre était réalisé lors de leur arrivée, ajoutant progressivement des éléments de confort puis, plus récemment, des équipements « écologiques » comme par exemple des panneaux solaires sur une grange. Par contre, elle ne regarde pas du tout la télévision (« par principe ») et passe plutôt son temps à des activités de

lecture, de jardinage et de décoration de la maison. Elle a plaisir à héberger périodiquement des amis et surtout les membres de sa famille. Sa maison est vraiment le centre de son monde au quotidien, mais ce fort investissement domestique s'accompagne aussi d'une importante intégration locale.

Professeuse des écoles faisant office de directrice dans son établissement, elle cumule en effet travail à son domicile (plutôt la préparation de son enseignement) et dans son lieu de travail pour des tâches administratives au delà de ses heures d'enseignement. Ainsi, elle n'hésite pas à retourner sur son lieu de travail dans la soirée et le mercredi matin et ses jours de travail ne lui laissent guère de moments de libre dans la journée, en dehors de quelques courses effectuées en soirée dans les magasins de proximité (boulangerie tous les matins, mais c'est souvent son mari qui va acheter le pain, supérette et boucherie, presse en particulier). Par contre, le soir elle est active dans plusieurs associations locales, plutôt dans la commune voisine pour éviter de trop fréquenter les parents de ses élèves. Elle participe ainsi à deux associations sportives et culturelles différentes dans cette commune distante de moins de trois kilomètres et assure également des fonctions électives dans le bureau d'une de ces associations. Cependant, elle est également très présente dans les animations de sa commune, et participe également au bureau d'une association qui s'occupe justement de l'animation culturelle de la commune. Installée depuis plus de vingt ans dans cette commune, elle connaît d'ailleurs beaucoup d'habitants, certains ont été élèves dans son école ou ont été parents d'élèves, et elle entretient également des relations sociales avec de nombreuses personnes du village, notamment celles qui sont les plus présentes dans les animations culturelles. Les réceptions mutuelles sont assez fréquentes, près de deux fois par semaine environ, et elle aime bien discuter avec les habitants lorsqu'elle fait ses courses. Son appréciation du village est d'ailleurs assez élogieuse : elle considère que même s'il existe « comme partout » des « mauvais coucheurs », elle apprécie le caractère assez populaire des gens et les relations sociales « sans tralala », pour reprendre son expression.

Par contre, le week-end, son espace de vie s'élargit considérablement car elle « sort ». Dans son esprit, cela concerne deux fonctions complémentaires car sa fréquentation de l'espace urbain est multiforme. Premièrement, elle aime à fréquenter les grands centres commerciaux périphériques, pas seulement pour faire ses « grandes » courses. C'est aussi un moment de découverte, de consommation presque effrénée, tout en ayant un discours pourtant un peu distancié sur la « société de consommation ». Plus que tout, elle fréquente les magasins de décoration et d'équipement de la maison, car elle refait régulièrement sa décoration intérieure. Elle n'hésite d'ailleurs pas à contourner toute la ville pour aller comparer avec les magasins situés dans la partie sud de la ville alors même qu'elle habite au nord du Mans et alors que le principal pôle commercial de l'agglomération est situé dans cette direction. Enfin, elle s'arrête souvent, en revenant de ces pôles périphériques, dans un point de vente de produits fermiers situé dans le périurbain proche. Le samedi est donc le jour de la consommation sous toutes ses formes.

Elle apprécie aussi le centre-ville et en particulier la vie culturelle plus intense de la grande ville et ses « petits restaurants ». Dédaignant les multiplexes et la restauration standardisée des pôles périphériques, elle n'hésite pas à repartir presque tous les samedis soir pour un dîner en ville ou pour assister à une animation culturelle (cinéma, théâtre et surtout danse, de préférence contemporaine). Le dimanche est également un jour qui est plutôt associé à la fréquentation d'amis, dont la plupart habitent dans la ville dense, ou à la participation aux temps forts de l'animation urbaine, que ce soit dans le centre-ville ou en périphérie (Arche de la Nature par exemple ou salle Antarès). Sa faculté à s'intégrer dans des temps sociaux différenciés (Tabboni 2006) est d'ailleurs assez remarquable, passant de la fluidité des pôles périphériques à l'urbanité des centres-villes avec la même capacité à se fondre dans les rythmes et les codes sociaux. Le week-end, elle est donc une véritable citadine,

à la différence près qu'elle se déplace exclusivement en voiture pour rejoindre les lieux fréquentés. Elle a d'ailleurs son parking fétiche, « sous la muraille gallo-romaine », à partir duquel elle parcourt le centre-ville à pied.

Cette personne présente donc un profil particulier, associant un fort investissement local, des relations sociales très intenses et une permanence de caractéristiques citadines. Cette singularité lui est spécifique, comme chaque système de lieux fréquentés et chaque habiter sont propres à chaque individu, mais dans ce cas, l'unicité est beaucoup plus simple à mettre en évidence. Les modes d'habiter se présentent donc de prime abord comme extrêmement variés, selon les lieux fréquentés, les motivations des individus, leurs actions, leurs façons de s'identifier ou non à ces lieux, etc.

1.7. Vers une typologie des pratiques spatiales

Le but poursuivi dans cette troisième partie est cependant de s'emparer de cette variété des modes d'habiter périurbains pour saisir quels sont les principaux plans de différenciation sociale entre individus et pour tendre vers une typologie des comportements dans l'espace. La démarche qui motive ce travail est donc d'arriver à mettre un peu d'ordre dans la complexité des pratiques spatiales et des façons de faire avec l'espace. Elle pose cependant des problèmes méthodologiques et éthiques et engendre des interrogations sur l'identité réelle des individus.

L'idée exprimée habituellement est que l'étalement est un mode de vie (Bourdin 2001) ou du moins que s'inscrire dans le mouvement de l'étalement urbain induit l'adoption d'une manière spécifique de vivre l'espace au quotidien. Très souvent, les jugements de valeur, généralement négatifs, ne sont pas très éloignés de cette démarche, induisant presque en retour des formes de stratégies identitaires qui s'appuient sur cette stigmatisation, comme il a été démontré pour les grands ensembles d'habitat social (Camilleri 1996). Il est en effet frappant, dans les entretiens, de sentir comment les habitants des espaces périurbains voyant arriver un chercheur sont souvent dans une position initiale assez défensive ou démontrent une volonté de convaincre du bien fondé de leur mode de vie. Les différenciations entre urbains, périurbains et ruraux sont certes importantes, mais la diversité des modes d'habiter dans les espaces périurbains nous permet plus de comprendre ce qui structure les différenciations sociales dans les modes d'habiter que de réellement identifier un mode d'habiter périurbain qui serait « à part ». Si Cailly (2008) pose la question sous cette forme : « existe-t-il un mode d'habiter spécifiquement urbain », c'est bien parce que ses observations, en dehors de l'identification de sept caractéristiques majeures, l'incitent plutôt à conclure à la diffusion des modes d'habiter périurbains dans tous les contextes résidentiels. Si le contexte périurbain induit des formes de mobilité et d'habiter spécifiques, c'est surtout le lieu à partir duquel se propagent des manières de faire avec l'espace qui deviennent dominantes.

La question posée ici n'est donc pas tant de savoir ce qu'est la périurbanité comme figure singulière ou d'aller à la « recherche des spécificités du mode d'habiter périurbain » (Morel-Brochet. 2007). Elle est plutôt de savoir de quelles façons (le pluriel est essentiel) les individus vivent leur périurbanité. N'est-il pas possible d'identifier un certain nombre de modèles de base, dans la façon de vivre l'espace tel qu'il se présente aujourd'hui dans toute sa variété ? Ces archétypes peuvent-ils être combinés au niveau même de l'individu, afin de rendre compte au mieux de cette intense diversité ?

Une grille d'interprétation courante est d'interroger la périurbanité à travers le prisme de l'opposition entre urbain et rural. Morel-Brochet (2006) démontre parfaitement que cette opposition basique reste très efficace comme ferment de processus identitaires ou de distanciation entre populations. Comme l'exprime également très bien Alduy (2006), être périurbain, c'est en grande partie « être urbain et se penser rural ». Une « articulation entre identité campagnarde et identité urbaine » (20-Dodier 2007) est ainsi à la base même des

processus identitaires les plus courants dans les ménages périurbains. Cette grille de lecture, pour pertinente qu'elle soit, ne sera pas utilisée dans la suite de ce travail étant donné que les réflexions nous paraissent déjà bien avancées dans ce domaine.

Au-delà de cette première grille d'interprétation, caractéristique de la géographie, il semble également intéressant de comprendre comment toutes ces mobilités sont des facteurs de différenciation sociale, non seulement sur le plan quantitatif (Beaucire et Saint-Gérard 2001) mais aussi en termes de représentations et d'identité. La posture est donc plutôt de rechercher des modèles différenciés de modes de vie en se fondant sur l'analyse des espaces de vie et des systèmes de mobilité individuels (Cortes 1998) et en utilisant les représentations et les sensibilités habitantes (Morel-Brochet. 2007). La difficulté est à la fois méthodologique et éthique : méthodologique car traduire un système de lieux et des pratiques spatiales s'avère très complexe, et finalement plus fondé sur le bon sens que sur une démarche de classification au sens habituel du terme. Éthique, car cela revient à prêter aux individus des manières d'être et de faire qui ne sont que ce que le chercheur en perçoit et non une réalité intangible. La diversité même des pratiques pose des problèmes de saisie de la mobilité (140 variables dans l'enquête PERIURB par exemple) et rend difficile la construction de typologies de modes d'habiter indiscutables. Celle qui sera présentée est donc encore un modèle en construction, nécessitant une validation empirique par l'enquête PERIURB qui est en cours, afin de la rendre la plus pertinente possible. Les archétypes sont fondés à la fois sur l'analyse objective des pratiques (nombre de déplacements, distances parcourues, variété des lieux fréquentés, etc.) et sur le vécu, par les habitants, de la dimension spatiale de ces pratiques. L'ensemble de la démarche pose aussi des interrogations sur la nature de l'identité des individus, en particulier sur la multiplicité de ces identités ou des schèmes de référence, ainsi que sur la conception du rapport aux autres et des processus de socialisation.

2. Rapports à l'espace

Les habitants des espaces périurbains entretiennent des rapports variés avec les types d'espaces auxquels ils sont confrontés. Dans ce chapitre, des formes successives d'espaces vont être passées en revue à l'image de ce qui a été réalisé dans certains articles, mais en essayant d'être plus systématique. En premier lieu, l'espace domestique est considéré comme une première enveloppe pour l'individu, particulièrement mobilisée dans le cas des familles. Ensuite, le voisinage immédiat est fait d'un mélange de relations sociales significatives, de minimalisme social et de contrôle social, dans une tension propre à chaque individu et à chaque micro-contexte résidentiel. Le village périurbain forme également une matrice équivalente à celle du quartier en milieu urbain, avec une association entre solidarité, convivialité et anomie sociale. Les nouveaux espaces de la proximité que sont les polarisations périurbaines et suburbaines et ses alentours modifient en profondeur les systèmes de lieux de pratiques. Le rapport à la ville oscille entre attraction et répulsion, dans une logique spécifique selon les parcours antérieurs et les représentations. Enfin, le rapport à l'ailleurs, c'est-à-dire au reste du monde à travers notamment les pratiques touristiques, culturelles ou professionnelles sont caractéristiques des modes de vie urbains, ouverts sur le monde.

La vision des individus comme enchâssés dans des coquilles emboîtées (Moles et Rohmer 1998) fournit un plan commode pour décliner les différentes échelles d'espace auxquelles sont confrontés les individus. La présentation adoptée conduit ainsi de l'espace le plus proche, le domicile, au plus éloigné, l'ailleurs. Elle ne doit cependant pas faire illusion. Ces différentes dimensions ne sont pas forcément identifiées comme telles par les individus. L'ensemble forme un continuum dans lequel les individus s'insèrent sans faire de distinguo net entre chaque échelon, en raison notamment des flux d'information spatiale qui peuvent exister de façon immédiate entre des lieux qui peuvent être très éloignés. La diffusion des réseaux de communication quels qu'ils soient remet en cause la perception du proche et du lointain et questionne en même temps l'articulation des échelles telle que la géographie la conçoit habituellement. Les rapports à l'espace ne fonctionnent donc pas strictement selon des coquilles emboîtées. Les individus raisonnent à la fois dans le cadre d'un plan euclidien, avec des formes de rationalité évidentes, mais aussi sur la base de proximités affectives relatives qui ne tiennent pas du tout compte de la distance quel que soit son mode de calcul. Pour les individus, le système des lieux marquants est plutôt un système global non hiérarchisé. Comme il a déjà été exprimé, les cadres théoriques actuels en géographie ne permettent pas de bien comprendre la dimension cognitive des rapports à l'espace. Il manque ici un cadre théorique novateur pour rendre compte de ce réel changement. Seule une collaboration plus affirmée avec la psychologie de l'environnement pourra permettre de lever ces interrogations, de prendre en compte le changement induit par les nouveaux modes de communication, ce qui ouvre des perspectives particulièrement stimulantes pour des réflexions ultérieures.

2.1. Une quasi constante : un fort rapport au logement

S'il existe une spécificité sociale dans l'habiter périurbain, c'est bien celle d'un fort rapport au logement. Dans la quasi-totalité des entretiens, le rapport affectif au logement ressort de façon très nette. Cette relation est centrale dans l'autodéfinition des individus, qui investissent beaucoup, dans tous les sens du terme, dans leur logement. Le temps de présence est important, bien plus que dans les quartiers anciens des grandes villes (Authier 2001) même si nous manquons d'une mesure fiable pour pouvoir comparer les deux types de contextes résidentiels. Seuls quelques ménages atypiques, en particulier les personnes seules ou les jeunes couples des petites maisons anciennes des centres-bourgs ont parfois une pratique plus distanciée de leur logement.

Ce fort rapport au logement est caractéristique des familles et des propriétaires. Le lien avec le logement est quasi viscéral pour certains ménages, parce que l'association entre le logement et la famille est totale. La famille est solide parce qu'elle se traduit par la coprésence dans le logement et celui-ci est le symbole même de l'existence de cette famille, même lorsqu'elle commence à se disperser. L'effort financier que représente l'acquisition de la maison se justifie également par l'adoption d'un mode de vie centré sur le logement.

Les activités pratiquées dans le logement sont alors multiformes et des différenciations apparaissent déjà. Si la promotion du cocooning et des petits plaisirs de la vie quotidienne est partagée par presque tous, ce qui est réellement entendu sous ces appellations est assez disparate d'une famille à l'autre. L'aménagement intérieur et l'entretien de la maison sont les premières activités pratiquées, mais si certains prennent cela pour du plaisir, parlant de décoration et de bricolage, pour d'autres ce sont des corvées de la vie quotidienne, plus ou moins bien partagées entre les différents membres de la famille. La télévision et ses accessoires (DVD, satellite, etc.) tiennent également une place de choix, surtout dans les ménages populaires, mais certains s'en passent ou ne disposent que d'un vieux téléviseur. *A contrario*, des activités présentées comme distinctives (lecture) ou de gymnastique cérébrale (mots croisés, etc.) sont beaucoup moins partagées.

Les espaces domestiques (Collignon et Staszack 2003) sont vécus de façon également différente dans leurs modalités concrètes, avec une dimension sociale évidente. La présence d'une grande pièce à vivre est typique des catégories sociales aisées ou des personnes disposant d'un capital culturel élevé (20-Dodier 2007). La vie de famille se traduit alors par la promotion de la vie en famille, se concrétisant par la permanence des repas pris en commun et des activités ludiques partagées entre parents et enfants. *A contrario*, l'espace domestique reste plus partagé dans les catégories plus populaires, la cuisine restant l'apanage de la femme, quand l'atelier est plutôt la pièce de son mari. Selon qui on reçoit, les repas se prennent soit dans cette cuisine (ce qui est un indice de familiarité), soit dans la salle à manger qui est la pièce de réception. De même, l'ameublement peut être considéré comme un marqueur d'appartenance sociale, le minimalisme étant plus le fait des ménages aisés qui n'ont pas besoin d'amasser des objets « transactionnels ».

Des différenciations sont également visibles selon la position dans le cycle de vie. Les enfants sont plus centrés sur leur chambre, éventuellement sur une salle de jeux ou sur le coin télévision. Les grands adolescents, bien avant de quitter le nid familial, revendiquent le droit à se replier sur leur chambre dans laquelle les parents n'ont plus le droit d'entrer (sauf éventuellement pour faire le ménage...). Inversement, lorsque les enfants sont partis, les couples se partagent parfois plus nettement leur maison, devenue trop grande, avec des pièces communes et des pièces plus ou moins réservées à l'un des membres du couple. Plus tard, leur vie tend à se concentrer sur le seul rez-de-chaussée, d'où l'attention portée par les acquéreurs les plus âgés à la présence d'une chambre de plain-pied, en raison des difficultés que représente l'accès à l'étage lors de la perte des capacités physiques.

Les abords immédiats du logement jouent un rôle spécifique d'interface avec le voisinage. C'est à la fois l'espace qui est donné à voir aux voisins, aux autres habitants ou aux simples passants, et en même temps une portion d'espace approprié que l'on tente de soustraire au contrôle social en l'entourant de haies denses ou de « murs » plus ou moins amovibles. Il est cependant difficile de faire un parallèle évident entre le degré d'ouverture sur l'extérieur et l'attitude du ménage dans son rapport aux autres. Certaines maisons peu visibles abritent des personnes soucieuses des autres, mais parfois aussi de véritables asociaux, et inversement des maisons très accueillantes peuvent être le lieu de résidence de ménages repliés sur leur logement. Tout dépend en fait de la façon dont le ménage perçoit réellement cet espace extérieur. Il peut être considéré comme un prolongement immédiat du logement, avec notamment la même fonction de ressourcement, ce qui fait que l'on y tolère peu le

regard des autres. Dans d'autres cas, l'espace extérieur n'est que peu investi ou occupé et devient parfois un moyen de pression vis-à-vis de l'extérieur. Dans ce cas, l'espace extérieur prend souvent une fonction défensive, le chien se chargeant d'agresser systématiquement les personnes passant à proximité, mais aussi les voisins. Il peut aussi n'être plus qu'un dépôt dont on se soucie peu de l'aspect visuel.

Il est à noter que la mode des décorations de Noël et de l'illumination du logement ou des arbres du jardin est l'occasion de relire cette séparation classique entre espace public et espace privé. Certaines habitations privées deviennent de véritables pôles d'attraction durant quelques semaines et les occupants ouvrent parfois l'espace du jardin aux promeneurs. Dans le même ordre d'idée, des petits musées privés peuvent être accessibles gracieusement sur simple demande, comme un musée du verre à bière à La Milesse au nord du Mans, ou comme celui de l'uniforme à Lavardin (qui a été depuis quelques années repris par une collectivité territoriale suite au décès de son propriétaire, et valorisé dans un nouveau lieu d'exposition). Si l'enclosure domine très largement, dans certaines situations bornées dans le temps ou dans l'espace, l'espace privé peut devenir en partie public.

Enfin, le logement est aussi le lieu de réception et a donc une fonction sociale qui dépasse le seul ménage propriétaire. Il devient une ressource pour les autres membres de la famille, qui peuvent y être reçus, voire hébergés de façon temporaire, mais aussi pour les amis. Dans un certain nombre de cas, les entretiens montrent que le logement d'un ménage peut devenir, momentanément ou sur des temporalités longues, le lieu de ralliement d'un groupe d'amis. On y organise alors des fêtes, l'isolement permettant justement de faire plus de bruit que dans d'autres contextes résidentiels. Le coin « barbecue », qui peut être construit collectivement, devient le centre de la vie du groupe social ainsi constitué.

Le fort investissement dans le logement est donc multiforme et ne semble pas devoir être traduit de façon grossière comme étant un indicateur du repli des ménages périurbains dans leur ensemble. S'il existe des situations réelles de repli sur l'espace étriqué du logement, ce n'est qu'en mobilisant aussi les pratiques spatiales à d'autres échelles que l'on peut les percevoir. Inversement, certains ménages décrivent très bien leur fort attachement à leur logement comme étant une condition de leur faculté à lier connaissance avec autrui, à pratiquer l'espace de leur commune de résidence ou de l'ensemble de la ville, comme si le fait de disposer d'une base arrière solide permettait plus facilement d'aller vers les autres ou de rayonner sur un espace plus large.

2.2. Voisinage et minimalisme social

Si le jardin est l'espace qui est donné à voir aux autres, c'est également souvent le lieu des interactions sociales avec les voisins. On se salue ou on se parle essentiellement « par dessus la haie ». Ces relations sociales de proximité peuvent se faire le matin lors d'un départ simultané vers le travail ou plus souvent à l'occasion d'une rencontre inopinée dans la soirée, mais elles ont surtout lieu le week-end, avant ou après avoir tondu la pelouse, taillé les rosiers ou bêché son potager.

Dans la majorité des cas, il existe une norme de la relation sociale entre voisins qui peut être considérée comme une marque de minimalisme social (Charmes 2005). Cette norme consiste à saluer ses voisins (« oh, entre nous, c'est juste bonjour/bonsoir »), éventuellement à répondre à une demande de relation sociale en parlant de la pluie et du beau temps, mais en évitant d'aller plus loin que d'éventuels échanges d'informations sur la vie de la commune ou du lotissement. En particulier, il est hors de question de parler de choses susceptibles de « fâcher », comme par exemple la vie politique nationale ou les convictions religieuses. De ce point de vue, les relations sociales entre voisins dans les espaces périurbains ne semblent guère différentes de celles qui prévalent dans d'autres contextes résidentiels.

Ces relations sociales sont caractérisées par le respect d'un certain nombre de codes sociaux qui sont ceux du « bon voisin ». Un « bon voisin » n'empiète pas sur la sphère privée ou la vie familiale mais peut intervenir en cas de besoin, de danger immédiat ou d'un problème exceptionnel (maladie, accident). Les échanges de petits services (covoiturage des enfants, petites réparations, dépannage pour des ingrédients, etc.) sont déjà moins courants, car ils sont de l'ordre de l'optionnel : si on s'entend bien, on est susceptible de se rendre mutuellement service. Par contre, sans tenir de comptes détaillés, il est nécessaire que cet échange soit équilibré, c'est-à-dire que l'un des deux n'ai pas l'impression d'en « faire » plus que l'autre.

Dans les lotissements qui viennent de se construire, l'enthousiasme du début, le sentiment de partager a minima une destinée commune ou un itinéraire social proche, permettent souvent l'instauration de relations sociales plus intenses. Des formes de solidarités institutionnelles, sous la forme des associations de lotissement, ou plus informelles, surtout si les néo-proprétaires ont eu des déboires avec le lotisseur ou, plus souvent, avec le ou les constructeurs, sont ainsi repérables dans certaines communes. Mais la plupart des périurbains habitant ces lotissements décrivent des formes de cycles, alternant phases de relations assez intenses et périodes de calme, en particulier selon l'âge des enfants. Les jeux communs dans les espaces verts ou chez les uns ou les autres, les services mutuels de covoiturage pour les activités voire pour aller à l'école, génèrent des relations sociales plus soutenues entre voisins. Il est clair que les relations sociales se construisent d'abord par les enfants ou en ayant les enfants comme prétexte initial, avant de concerner plus largement l'ensemble du ménage. Par contre, lorsque les enfants du lotissement grandissent et deviennent plus autonomes, l'usure liée à l'émergence de micro-conflits de voisinage et les replis progressifs sur le logement des ménages les plus âgés expliquent que les relations sociales se distendent. Le lotissement rentre donc dans une sorte de léthargie, avant de se réveiller éventuellement avec l'arrivée d'une nouvelle génération de périurbains plus jeunes et de leurs enfants. Il est cependant plus difficile pour la deuxième génération d'habitants de vivre la même expérience, car il y a généralement moins d'enfants et le milieu social n'est pas le même que celui des habitants plus anciens.

Enfin, les fréquentations assidues entre voisins sont plus rares que ces situations générales, sans être réellement exceptionnelles. Ces relations se construisent lentement dans le temps car il est rare que les relations soient intenses dès l'installation. Il y a généralement une période d'observation initiale qui finit par déboucher progressivement sur des relations plus suivies, apéritifs partagés puis réception chez les uns ou les autres ou partage d'activités communes. Mais, pour ces relations, comme pour les autres relations sociales, ce n'est pas la nature de voisin qui compte pour l'établissement de la relation. D'ailleurs, ce ne sont généralement pas les voisins les plus immédiats qui sont les plus fréquentés. Les individus sont en fait dans une démarche de choix relationnel. Celui-ci ne se met en place que s'il y a partage de quelque chose avec d'autres. Il est donc rare, désormais, que ces relations entre voisins soient de l'ordre de l'obligation.

En même temps, un contrôle social permanent se met en place à travers le regard des voisins. Une personne exprimait ainsi comment le caractère particulier de son travail (horaires décalés, journées continues de 12 h) lui permettait certes d'avoir des moments de loisirs plus importants, mais le fait d'être en décalage avec ses voisins faisait que certains d'entre eux ne comprenaient pas vraiment qu'il « bénéficie » d'autant de moments de libres dans la semaine. Il en était même arrivé à pratiquer des activités hors de chez lui, alors qu'il avait une certaine appétence pour le bricolage, pour ne pas avoir l'impression d'avoir à se justifier. De même, certaines personnes qui font des choix de vie qui ne sont pas réellement dans la norme dominante tout en étant sensibles au regard des autres peuvent parfois ressentir de façon prégnante leur différence. Comme dans les sociétés villageoises enracinées, cette forme de

contrôle social s'exerce de façon diffuse, par des regards « qui en disent long » et des opinions émises entre personnes « dans la norme », mais elle semble plus présente ou du moins plus ressentie que dans les autres contextes urbains.

Les situations peuvent bien sûr aller jusqu'au conflit entre voisins. Les décalages entre les attentes des uns et des autres sont souvent à l'origine de ces brouilles. Si les voisins sont considérés comme s'immisçant trop nettement dans la vie familiale, ou au contraire s'ils sont trop « froids », la probabilité de conflit augmente. Ces oppositions se cristallisent souvent sur des petits riens : des usages des espaces extérieurs considérés comme peu citoyens ; un véhicule mal garé ; la présence d'une poubelle devant un portillon ; une utilisation de la tondeuse à un moment jugé inadéquat, etc. La question du bruit est d'ailleurs souvent la base de conflits latents entre voisins, ce qui ne diffère finalement guère d'autres contextes résidentiels. Sauf exception, ces micro-conflits se diffusent peu dans le reste du lotissement ou de la commune, même si certains peuvent devenir une affaire « communale », nécessitant la médiation du maire ou du conseil municipal.

Au final, la situation générale se caractérise par une ample diffusion d'un certain minimalisme social qui consiste à vivre en bonne intelligence avec ses voisins sans aller plus loin sur le plan relationnel. Cependant, ce minimalisme social de proximité est souvent décrit comme nécessaire à la fois pour se protéger des aléas du rapport aux autres, ne pas trop s'investir avec les voisins permettant aussi de prévenir les éventuels conflits, mais aussi comme une condition pour aller vers les autres mais dans d'autres cadres, soit au niveau de la commune, via des activités associatives par exemple, soit au niveau de l'ensemble de la ville.

2.3. Le mythe du village convivial à l'épreuve de la vie périurbaine

Pour les habitants des espaces périurbains, le village joue le même rôle que le quartier pour les habitants de la ville dense. Un parallèle peut donc être fait entre la perception du quartier (Authier 2001) et la manière de vivre au quotidien dans un village périurbain. Les pratiques spatiales à l'intérieur des villages périurbains apparaissent même plus intenses, les pratiques utilitaires étant renforcées par l'unité administrative que forme la commune. De plus, la limite physique de l'urbanisation est ici clairement identifiable, de l'activité agricole ou un environnement plus naturel séparant le village des autres communes périurbaines. Il existe une frontière avec les communes voisines, certes plus ou moins bien connue, mais ce n'est pas le cas pour un quartier urbain. Enfin, le caractère plus dispersé de l'offre de services dans l'espace périurbain rend mécaniquement plus intense une fréquentation *a minima* du territoire communal. Ces différents facteurs renforcent par la même occasion les pratiques plus affinitaires, d'autant que l'arrivée dans le périurbain est parfois sous-tendue par la recherche d'une certaine convivialité.

Un idéal communautaire est en effet parfois décrit comme ayant été un moteur de l'installation dans les espaces périurbains. Il existe un mythe de la convivialité villageoise car la commune étant de petite taille, les gens imaginent a priori que tout le monde se connaît. La sociabilité villageoise est alors idéalisée, décrite comme de meilleure qualité que les sociabilités urbaines, en mettant en avant des caractéristiques de solidarité ou de spontanéité. Pourtant, la réalité est souvent plus ordinaire, mêlant des personnes très impliquées localement et d'autres qui sont quasiment absentes de la commune. D'un côté, il existe une figure du « surinvesti », qui pratique quotidiennement le village pour des raisons très diverses allant du recours aux services jusqu'à la participation très active à la vie politique ou associative locale. De l'autre, les communes périurbaines restent pour certains habitants un simple lieu de résidence qui ne présente guère d'utilité pratique ou sociale. La commune est alors considérée comme une commune-dortoir et ses propres ressources sont généralement méconnues ou minimisées.

En fait, la plupart des habitants partagent *a minima* des usages peu impliquants de la commune de résidence. Les éventuels commerces sont fréquentés pour du dépannage, on est donc content de les avoir « sous la main » mais on recourt au maximum à la grande surface de la périphérie urbaine. Les activités proposées par les associations ou par des régies municipales (musique, activités culturelles diverses, pratiques sportives) sont éventuellement fréquentées si c'est pratique au niveau des horaires et de l'articulation au reste de la vie familiale mais souvent dans une optique exclusivement de consommation. Quelques démarches administratives éventuelles complètent cet ensemble de pratiques à l'échelle du village périurbain qui forment en quelque sorte le socle commun de la pratique de l'espace local, sans que cela ne soit très marquant pour les individus. A dire vrai, ces pratiques spatiales plus ou moins contraintes par le fonctionnement de la vie quotidienne pourraient très bien avoir lieu ailleurs sans que cela ne change grand-chose à l'identité propre de chacun des individus formant le ménage.

Toutefois, d'autres pratiques spatiales peuvent devenir beaucoup plus significatives pour les individus et les ménages. L'école joue en particulier un rôle important dans l'intégration des populations arrivées depuis peu. Certaines personnes décrivent très bien comment elles se sont « faites intégrées », parfois même à leur corps défendant, par le biais des relations sociales qui se tissent autour de l'école. Les rencontres quotidiennes avec d'autres parents contribuent à l'élargissement du cercle relationnel. Cela commence par quelques mots, puis parfois cela se concrétise par des relations plus intenses. Pour les enfants, ces relations sociales sont fondamentales, formant le premier socle de la socialisation, et laisseront souvent des traces profondes dans les esprits. Les parcours entre le domicile et l'école sont ainsi, comme en milieu urbain (Depeau et Ramadier 2005), l'occasion d'un apprentissage de l'autonomie et de la relation aux autres en dehors du strict cadre familial. En fait, les relations sociales des enfants forment également une sorte de potentiel qui est mobilisé ou non par les parents pour construire leurs propres relations sociales. Là aussi, des services mutuels, en particulier de covoiturage des enfants, précèdent souvent des relations plus formalisées. De plus, la participation à l'encadrement des activités qui sortent de l'ordinaire (sorties qui peuvent être très locales, comme aller à la bibliothèque) puis à l'organisation des fêtes et des kermesses autour de l'école, peuvent faire de ces personnes des « personnages locaux » dans un laps de temps finalement assez court.

Les relations de sociabilité se construisent aussi à travers les activités sportives et culturelles locales. Si certaines personnes participent dans une optique uniquement de consommation comme il a été exprimé précédemment, d'autres pratiquent sciemment ces activités dans le but de rencontrer des personnes dans un environnement proche. L'ancrage local de ces personnes est alors un choix délibéré (Bourdin 1996), basé sur ce mythe du village convivial, et qui renforce lui-même la réalité sociale du village. Les bureaux d'association fonctionnent comme des creusets de la vie sociale, qui peut ensuite s'exercer en dehors du cadre associatif, directement entre individus ou entre ménages. Les trajectoires d'insertion des nouveaux habitants (Brévard 2003) passent ainsi très souvent par le dynamisme du tissu associatif existant ou par la création de nouvelles structures. Le tissu associatif joue donc un rôle fondamental dans la vie sociale. Dans certaines configurations spécifiques, les villes nouvelles par exemple, la manière de rencontrer d'autres personnes qui vous ressemblent semble passer presque exclusivement par le tissu associatif (Chalas 2007). De plus, ces associations, très dynamiques surtout en première couronne, assurent une véritable mission de service public en contribuant à l'animation des communes.

D'ailleurs, certains villages périurbains sont parfois allés un peu plus loin dans l'animation en développant une identité propre basée sur les fêtes locales. Dans certaines communes périurbaines, le programme des animations culturelles, sportives ou festives est donc très fourni, bien plus, en tous cas, que dans un quartier urbain de taille équivalente. Le

renom de ces activités ou de ces animations dépasse souvent le cercle étroit de la commune et attire des populations d'autres communes périurbaines ou même de la ville-centre. Un groupe d'acteurs locaux orientés vers la promotion de la commune via ces animations est souvent le moteur de ce dynamisme culturel ou festif, qui peut même échapper totalement au pouvoir politique municipal.

Cependant, la vie sociale périurbaine reste très normative et essentiellement conçue pour les familles avec enfants. Les grands adolescents se sentent souvent en marge de cette vie sociale et sont finalement amenés à construire leur propre vie sociale en marge du fonctionnement de la commune. Des lieux plus ou moins situés à la marge des espaces publics, un banc ou un arrêt de bus, sont ainsi appropriés par ce groupe afin d'y mener une existence sociale autonome. Cependant, ces jeunes sont souvent confrontés à des formes de rejets explicites ou implicites sur lesquelles nous reviendrons. De même, les populations âgées, surtout si elles sont d'origine autochtones, peuvent se sentir dépossédées ou mises à l'écart. Enfin, au sein même du groupe des familles, celles qui vivent un peu différemment ou rentrent difficilement dans la norme dominante, soit par leur manière de vivre, ce qui est en grande partie indépendant de leur niveau de vie, soit parce qu'elles sont en proie à des difficultés de quelque nature que ce soit, ont parfois des difficultés en raison du poids du contrôle social. Il est difficile d'être marginal au sein des espaces périurbains et même plus simplement d'être un peu différent dans les rythmes et les modes de vie.

Au bilan, la situation qui prédomine est loin de celle du repli parfois décrite. Les pratiques spatiales du village périurbain associent en effet des usages banals et utilitaires avec des relations sociales plus importantes pour les individus. Partir devient donc une sorte de déchirement pour les uns, quand pour les autres le passage par la commune périurbaine n'aura été qu'un temps spécifique dans le cycle de vie. Si une norme dominante est très présente et s'impose à chaque individu, les relations sociales sont cependant nombreuses et forment une sorte de ciment social qui est sans doute au moins aussi efficace que dans d'autres contextes urbains.

2.4. Nouvelles proximités périurbaines

A ces pratiques spatiales relativement intenses de la commune périurbaine, s'ajoutent de plus en plus des pratiques spatiales dans les environs. Les polarisations internes au périurbain forment de nouveaux bassins de vie à une échelle moindre que celle de l'ensemble de la ville. A ces polarisations internes, s'ajoute le rôle fondamental des pôles suburbains qui captent une partie non négligeable des flux et qui concernent quasiment toute la population périurbaine, à l'exception des plus captifs.

De nouvelles proximités se construisent donc à l'intérieur des espaces périurbains. Si, quelques années en arrière, les flux au départ de la commune périurbaine se dirigeaient exclusivement vers la ville-centre ou sa périphérie immédiate, les enquêtes et les carnets de pratiques montrent qu'aujourd'hui un nouvel échelon de la proximité se construit sous la forme de nouveaux petits bassins de vie. Pour un certain nombre d'activités, les périurbains peuvent effectivement choisir de se déplacer vers une commune voisine plus ou moins proche. De l'emploi se crée un peu partout dans les espaces périurbains, emplois de services souvent peu qualifiés mais qui vont en particulier offrir des opportunités de travail aux femmes les moins diplômées. Pour les activités sociales, culturelles ou sportives, l'offre de chaque commune étant souvent très incomplète, les habitants des espaces périurbains tendent à prospecter sur un espace plus large et à utiliser des ressources situées dans des communes voisines. Telle ou telle commune sera donc attractive, celle-ci grâce à une école de musique dynamique, celle-là par un club sportif emblématique, une autre enfin parce qu'un petit supermarché ou des services à la personne s'implantent. Parfois, plusieurs fonctions se

développent en même temps et certaines communes périurbaines tendent à recréer des polarités internes au système urbain. D'anciens bourgs industriels se réactivent par la création d'une zone d'activité, mais des communes historiquement à base uniquement agricole développent une offre de services à la population qui en font des communes attractives. Moncé-en-Belin, dans la partie sud de l'espace périurbain du Mans, est un bon exemple de commune ayant suivi ce type de trajectoire. Le périmètre des communautés de communes a parfois un impact sur la construction de ces nouvelles proximités, en particulier dans le domaine des services publics, mais les pratiques des ménages sont globalement très indépendantes de ces constructions politiques qui n'ont parfois que peu de sens pour les habitants. C'est bien la nature de l'offre qui importe, vue à travers le prisme d'un lieu de résidence spécifique. A partir de chaque lieu de résidence, les ménages observent l'offre, reçoivent des informations, souvent parcellaires, mais se forgent peu à peu une image mentale des ressources disponibles dans les différentes communes et se fabriquent un quotidien à chaque fois différent. Certains ménages font ainsi un usage intensif de ces nouvelles proximités périurbaines, quand d'autres les ignorent totalement.

L'autre dimension de la proximité est incarnée par les nouvelles polarités suburbaines. Les grands centres commerciaux périphériques sont à la fois des lieux de travail, de consommation et de divertissement, dont la pratique est finalement partagée par le plus grand nombre. Ces zones sont d'abord des lieux de travail pour une quantité croissante de périurbains. Nous avons ainsi montré que pour la zone nord du Mans, la plupart des membres des catégories moyennes travaillant dans ce pôle commercial majeur de l'agglomération résidaient dans la couronne périurbaine proche, au contraire des catégories les plus modestes (magasinières, caissières, etc.), qui étaient fortement contraintes dans leur lieu de résidence par la localisation du logement social. Or, le volume d'emploi croît constamment dans ces pôles de la périphérie, des emplois de services parfois supérieurs s'ajoutant aux classiques emplois du secteur du commerce. Les zones d'habitat les plus accessibles sont alors les franges internes des espaces périurbains, dont le contenu social correspond d'ailleurs assez bien au niveau social des actifs travaillant dans ces espaces.

Cependant, pour la majorité des habitants des espaces périurbains, ces polarités périphériques sont d'abord le lieu de la consommation. L'hypermarché périphérique est un lieu de brassage de population. Toutes les catégories sociales le fréquentent, selon des temporalités certes très diverses, mais rares sont les individus qui ne font pas leurs courses dans un magasin de ce style en dehors de catégories sociales spécifiques (personnes âgées plus ou moins dépendantes, « captifs », personnes en difficulté de mobilité). L'attractivité de ces zones périphériques est renforcée par l'agrégation d'enseignes spécialisées, notamment dans l'équipement de la maison ou le bricolage, qui sont deux activités importantes pour les ménages périurbains. Ces pôles périphériques permettent de trouver à peu près tout ce dont un ménage peut avoir besoin et la concentration dans l'espace contribue à la simplification de la vie des habitants. Car les justifications données par les ménages sont avant tout d'ordre pratique : le but est de ne pas perdre trop de temps pour trouver le produit dont on a besoin, en ayant du choix et l'assurance, peut-être illusoire, de l'avoir au meilleur prix. C'est vraiment la consommation qui est à la base de la fréquentation des pôles suburbains par la quasi-totalité des populations périurbaines, comme d'ailleurs par la grande majorité des habitants de la ville-dense, ce qui fait aussi de ces polarités suburbaines des points de rencontre entre urbains et périurbains.

Enfin, pour certaines catégories sociales, les nouvelles fonctions ludiques développées autour des centres commerciaux périphériques exercent manifestement une attraction qui dépasse cette fonction de consommation. L'offre culturelle s'est développée sur la base de l'implantation de grands multiplexes cinématographiques, relayée par un tissu dense de restaurants à thème de grandes chaînes nationales et plus rarement de petits entrepreneurs locaux, et par des activités plus ludiques (karting, centre de remise en forme, parc aquatique,

etc.). Les jours de « sortie », en particulier le samedi soir, ces établissements connaissent un franc succès. Les relations sociales qui s'y développent fonctionnent sur la base de groupes déjà constitués. Ces lieux sont en effet rarement des lieux de socialisation nouvelle. Ils ne sont que les lieux où se cultivent des relations déjà établies dans d'autres cadres. La périurbanisation contribue finalement à son tour au renouvellement des centres secondaires (Boino 2001) en formant un stock de clients potentiels pour ce type d'activité.

Par contre, la perception de ces polarités périphériques diffère fortement d'un ménage à l'autre. Pour certains, en particulier pour les plus jeunes et pour les plus modestes, ces polarités périphériques sont quasiment le centre de leur univers hors logement. La fréquentation est intense et multiforme, associant souvent étroitement loisir et consommation. Ces espaces pourtant décriés sont réellement appropriés par certains groupes sociaux et deviennent des lieux importants pour les individus : des lieux de ralliement pour le groupe d'amis, notamment pour les jeunes ; des lieux de sortie en famille associant chalandise ordinaire et consommation-plaisir ; des lieux de consommation culturelle basée essentiellement sur le cinéma. Inversement, d'autres ménages, tout en fréquentant ces espaces pour des raisons pratiques, expriment leur distanciation vis-à-vis de ces localisations spécifiques et plus généralement vis-à-vis de la consommation de masse. Ce genre d'attitude est particulièrement fréquent chez les cadres, qui font souvent l'apologie de la « bonne » consommation, c'est-à-dire des circuits courts, du bio et de la qualité, mais qui achètent quand même les produits les plus ordinaires dans ces grandes surfaces périphériques. Par contre, un certain nombre de périurbains évitent effectivement ces zones commerciales, au moins pour la consommation culturelle, les repas au restaurant ou les activités de loisirs. Ils restreignent alors leur fréquentation au strict minimum, à l'utilitaire de la consommation ordinaire, vivant d'ailleurs assez mal les embouteillages récurrents ou adoptant des stratégies d'évitement des heures de pointe afin de contourner ce qu'ils considèrent comme une nuisance. Le succès récent des services de type commande sur Internet / chariot prêt à votre arrivée, s'appuie d'ailleurs essentiellement sur ce type de ménages.

Ces deux ensembles, proximités périurbaines et polarités suburbaines, renouvellent cependant les rapports à l'espace des ménages périurbains, en proposant des possibilités nouvelles pour les pratiques spatiales. Les centres périphériques se sont imposés comme un passage quasi obligé pour la plupart des ménages et les proximités périurbaines apparaissent comme un potentiel prometteur pour limiter les déplacements des ménages. Une véritable politique de la mobilité dans les espaces périurbains pourrait d'ailleurs s'appuyer sur cette tendance novatrice pour promouvoir une vision plus durable des espaces périurbains.

2.5. Ville : je t'aime, moi non plus

Le rapport à la ville est de loin celui qui est le plus disparate entre habitants du périurbain. Certains sont toujours de parfaits citadins, fréquentant assidûment avec plaisir et savoir-faire le centre-ville ou même l'ensemble des espaces urbains, quand d'autres se sentent définitivement étrangers dans la ville ou craignent tant d'y aller, qu'ils évitent systématiquement cet espace.

Pourtant, la ville dans son ensemble, et souvent le centre-ville en particulier, est encore le lieu de travail d'une très grande majorité de périurbains. Dans un contexte spécifique, lorsque la commune-centre est vaste et concentre une large majorité des emplois (Le Mans et la plupart des villes moyennes ou des petites villes de l'Ouest de la France), près de 85 % des habitants de la première couronne travaillent dans la commune-centre. Dans les espaces plus diversifiés, ayant connu une phase de première périurbanisation des emplois et dans lesquelles les zones suburbaines concentrent de plus en plus d'emplois (Nantes par exemple), les pourcentages sont moins élevés en première

couronne, mais on retrouve de tels chiffres dans la seconde couronne. Le brassage spatial par l'emploi est donc un premier facteur promouvant une pratique de la ville dans son ensemble. Pour certains individus, c'est la seule raison d'un déplacement en ville, au sens large du terme, mais pour d'autres, cette mobilité nourrit quantité d'autres mobilités plus choisies.

Par exemple, la ville est aussi le lieu d'une consommation spécifique, soit sur des produits de qualité soit autour des activités de loisirs. Ce phénomène est particulièrement net dans le domaine associatif. Si les associations des communes périurbaines assurent une offre de base, les habitants du périurbain ont également tendance à utiliser le tissu associatif de la grande ville proche, notamment pour les activités rares ou distinctives (sport spécifique, conservatoire de musique, activités dans un cadre communautaire ou religieux, etc.). Parmi les personnes résidant dans les couronnes périurbaines et adhérentes d'une association, cela concerne près d'une personne sur deux. De la même façon, même si des formes de consommation moins standardisées que celle des hypermarchés existent aussi au sein même des espaces périurbains, la consommation en ville, et surtout en centre-ville, se caractérise par une recherche de qualité ou d'originalité qui en fait une pratique éminemment distinctive. Le choix d'une pratique du « shopping » un peu à part, mais si elle est finalement largement partagée, est clairement exprimé, associant détente et chalandise. Ce sont donc les quartiers regroupant les boutiques « chics » ou ayant un cachet original qui sont fréquentées, selon des temporalités très variables d'un individu à l'autre. L'ensemble concourt donc à faire de la ville le lieu de l'ouverture du choix. La proximité à la ville est alors un caractère discriminant à l'intérieur des espaces périurbains, renforçant l'attractivité de la première couronne ou des lieux les mieux connectés au centre-ville. Habiter dans les espaces périurbains n'est alors pas un synonyme de repli sur soi ou de retrait dans des espaces en marge, c'est seulement résider dans un cadre de vie agréable tout en ayant largement accès aux ressources urbaines.

Pour un grand nombre de périurbains, la fréquentation de la ville est aussi le temps des sorties et de l'épanouissement personnel. L'animation culturelle de la grande ville reste très attractive pour les catégories aisées, qui n'hésitent d'ailleurs pas à parcourir de grandes distances pour de la consommation culturelle spécifique. Ces déplacements peuvent d'ailleurs se faire à l'échelle interurbaine, intégrant les autres grandes villes voire les zones métropolitaines, et en particulier Paris (Cailly 2004) dans les espaces de pratique. La ville est également le lieu des sorties destinées à rompre avec le temps du quotidien. Les grandes fêtes urbaines, les restaurants et cafés du centre-ville ou des zones animées, les discothèques pour les jeunes adultes, etc. sont autant de lieux attractifs qui font que la ville reste pour beaucoup un espace de pratique rarement hebdomadaire mais souvent au moins mensuel.

Enfin, l'ensemble de la ville est aussi le lieu du maintien des relations sociales anciennes, construites durant sa jeunesse, sa scolarité ou dans le cadre de son parcours résidentiel antérieur, ou enfin formé par les gens que l'on rencontre, justement, dans les activités pratiquées en ville. Les relations sociales amicales, celles qui sont décrites par les individus comme réellement signifiantes pour eux, sont en effet rarement localisées dans le cercle étroit de la commune périurbaine ou de quelques lieux environnants. Les plus importantes des relations sociales sont souvent réparties sur l'ensemble du système urbain, avec des zones de concentration qui relèvent parfois du hasard des localisations antérieures, mais qui sont aussi parfois parfaitement réparties sur l'ensemble de la ville. Cela inclut donc d'autres espaces périurbains, situés par exemple à l'opposé par rapport au centre-ville, en particulier lorsque ces amis sont également des familles avec des âges équivalents, qui ont en gros suivi la même trajectoire résidentielle. Or, ces différents lieux comptent beaucoup pour les individus, surtout s'ils en sont originaires, car ce sont

finalement les relations sociales construites avec les gens qui habitent dans des lieux qui font que ces lieux importent.

Au final, il est clair que les habitants des espaces périurbains conservent, dans leur grande majorité, une pratique plus ou moins assidue de l'ensemble de la ville. Le maintien d'une certaine urbanité permet d'ailleurs d'imaginer une certaine réversibilité des pratiques et des stratégies résidentielles, qui s'observe par exemple en cas de recomposition familiale. Une minorité restant urbaine dans l'âme et dans les représentations conserve même une pratique très intense du centre-ville (parfois plus que lorsqu'ils y habitaient !). Ces périurbains là, souvent assez aisés, plaquent toujours sur la ville des appréciations positives liées à l'animation urbaine et à l'échange. Pour une majorité d'habitants des espaces périurbains, la ville, et spécifiquement le centre-ville, ne sont que des lieux parmi d'autres, dont on connaît et apprécie les ressources mais qui ne déclenchent pas plus d'enthousiasme que d'autres types d'espaces. L'appréciation par l'individu des espaces dépend alors surtout des relations sociales et des activités pratiquées dans ces différents types de lieux. Le centre-ville est alors souvent évité pour toutes les activités contraintes (consommation, relations sociales dans un lieu « neutre », etc.), même si certaines fonctions obligent à le fréquenter (démarches administratives). Il reste par contre apprécié pour des activités plus choisies (consommation culturelle, animations, rencontres avec des amis).

Enfin, il ne faut pas nier qu'une minorité de périurbains développent sinon une indifférence, voire un rejet de la ville dans son ensemble. L'expression de ce rejet passe d'abord par des arguments utilitaires de difficultés d'accessibilité. Le temps passé pour rejoindre le centre-ville, en voiture bien sûr, en fait une contrainte qui pèse plus que le plaisir ou l'intérêt à fréquenter le centre. Le manque d'urbanité des espaces réellement accessibles fait aussi partie, paradoxalement, des arguments convoqués. Certains périurbains, en particulier des femmes, rechignent à se garer dans des parkings souterrains froids et inquiétants. Les grandes places, vides ou au contraire trop densément occupées, sont décriées pour leur caractère déshumanisant. L'insécurité latente de la ville finit souvent par être exprimée : la peur de l'agression personnelle, les violences symboliques de groupes de jeunes ou de « SDF » avec des chiens, qui s'approprient certains espaces, font que l'individu se sent dans un espace qui lui est étranger. A dire vrai, l'expression des idéologies anti-urbaines reste timide, du moins dans notre échantillon, mais on sent une inflexion progressive des rapports à la ville vers plus de crainte et plus d'incompréhension.

Ces manières opposées d'appréhender la ville semblent sensiblement liées à des origines sociales différentes. Pourtant, certains habitants d'origine populaire sont passés par les espaces urbains dans leur parcours résidentiel, parfois sur deux générations successives. Mais la ville dont ils ont le souvenir est plutôt la ville des grands ensembles que celle du centre-ville. Dans un certain nombre de cas, on exprime d'ailleurs un souvenir plutôt positif du logement social, en ajoutant souvent et très rapidement que la situation s'est dégradée depuis leur passage par ce type de quartier. Mais finalement, ces catégories sociales, souvent d'origine rurale dans la France de l'Ouest, n'ont jamais vraiment été intégrées à la ville et se sentent définitivement mieux dans les espaces périurbains.

Enfin, il faut noter qu'il existe des différences dans la manière d'appréhender le centre-ville selon la taille de l'agglomération. Dans les petites villes, le centre reste finalement très attractif, car il est à la fois accessible et guère différent, dans sa fréquentation sociale par exemple, du reste du système urbain. Dans les villes moyennes et intermédiaires, les distances à parcourir sont déjà plus importantes, les difficultés de stationnement augmentent et l'écart social entre les différentes catégories sociales fréquentant le centre-ville tend également à croître, mettant un peu plus de distance sociale entre habitants du périurbain et personnes fréquentant le centre-ville. Enfin, dans les aires métropolitaines, le centre finit par focaliser,

pour certains habitants du périurbain, l'ensemble des maux urbains, en particulier la délinquance, la violence et la misère. De plus, comme ces populations méconnaissent concrètement cet espace central, les centres secondaires de la périphérie étant plus développés et attractifs et les communes des couronnes périurbaines étant elle-même mieux équipées et animées, les distances sociales et spatiales se cumulent pour engendrer des phénomènes de rejet un peu plus fréquents.

Au bilan, ce rapport à la ville est sans doute celui qui provoque le plus de différenciation dans les modes d'habiter périurbains. D'un côté, certains habitants plutôt aisés des premières couronnes conservent une vision très positive et des pratiques intenses de l'ensemble de la ville, quand d'autres, plus éloignés et souvent de catégories sociales plus modestes, tendent à ignorer les ressources urbaines voire à plus ou moins rejeter un espace qui leur est étranger.

2.6. L'ailleurs : une vision de plus en plus urbaine

Le rapport au reste du Monde développé par les ménages périurbains ne diffère guère, en première lecture, de celui qui prévaut au sein des ménages urbains. Il est possible de distinguer les pratiques selon les types de lieux fréquentés, entre les autres villes voisines, les échelons métropolitains et spécifiquement Paris, les espaces du tourisme lointain voire exotique. Dans ce domaine, la diversité est de mise, allant de l'absence totale de déplacement à l'extérieur de la zone périurbaine locale, ce qui n'est pas la norme dominante, jusqu'à des fréquentations multiformes d'espaces variés à toutes les échelles, même si cet archétype du grand voyageur n'est pas non plus le plus courant. Le profil le plus habituel est celui d'une fréquentation modérée des espaces situés en dehors de l'orbite immédiate de la ville associant, sur une période d'un an, quelques week-ends de visite à la famille éloignée ou à but culturel ou festif avec une ou deux périodes de vacances, dans des lieux touristiques généralement assez banals, la côte vendéenne étant la première destination recensée. L'ensemble des lieux fréquentés forme cependant une liste à la Prévert qui traduit la diversité des raisons du voyage et des centres d'intérêts des ménages.

Les fonctions qui sont à l'origine de ces déplacements hors aire urbaine sont en effet assez disparates. Certains actifs habitant dans les espaces périurbains ont d'abord l'occasion de se déplacer sur l'ensemble du Grand-Ouest ou vers Paris, plus rarement sur l'ensemble de la France ou à l'Étranger, pour des raisons d'ordre professionnel. Ces déplacements peuvent être de temporalité régulière, comme tel cadre d'entreprise qui se déplace vers Paris, siège du groupe pour lequel il travaille, au moins une fois par semaine. Pour d'autres types d'emplois, en particulier les commerciaux, les espaces parcourus sont plus régionaux, mais les fréquences peuvent alors être quasiment journalières. Dans le même ordre d'idée, ces déplacements sont intrinsèques au travail effectué pour les chauffeurs routiers (nombreux exemples dans le périurbain des petites villes), qui développent un savoir sur l'espace spécifique. Enfin, d'autres salariés sont appelés à se déplacer plus rarement en dehors du bassin d'emploi de la ville, mais ces déplacements sont alors très clairement identifiés comme des moments à part dans la vie professionnelle, comportant une part d'adaptation à d'autres lieux et souvent à d'autres moyens de transport. Au total, ces déplacements professionnels représentent une part importante de la mobilité à longue distance de l'ensemble de la population périurbaine, même s'ils touchent exclusivement les adultes et certains étudiants.

Une seconde raison de déplacement concerne les visites à la famille, qui représentent également des volumes non négligeables. Ces déplacements s'organisent souvent sous la forme de courts séjours de week-ends ou de très courtes vacances, en particulier au moment des fêtes de fin d'année, des « ponts » du printemps, de la

Toussaint et, plus rarement, au moment des grandes vacances. Toute la famille est alors impliquée. Les lieux sont extrêmement éclatés et, sur les effectifs réduits dont nous disposons, il est difficile de repérer des logiques régionales très affirmées. Cela illustre également le brassage généralisé de la population française, notamment l'éclatement des lieux de formation et d'insertion professionnelle des jeunes, mais aussi, surtout pour les catégories sociales du type cadre, la mobilité spatiale des actifs tout au long de leur vie professionnelle.

Ensuite, les vacances sont évidemment une justification courante de déplacement en dehors de l'aire urbaine puisqu'il s'agit alors « d'habiter autrement le Monde » (Duhamel 2006). Il est difficile de juger si les comportements des périurbains sont réellement différents des autres groupes sociaux habitant en ville. Les destinations sont variées, avec une prédominance logique, pour la France de l'Ouest, des lieux de villégiature situés sur la côte Atlantique, qui captent aussi une grande partie des flux de déplacements de courte durée. Cependant, d'autres destinations sont également représentées, que ce soit les bords de la Méditerranée, sans doute dans des proportions moindres que dans d'autres contextes résidentiels, la montagne (peu de départ en vacances d'hiver toutefois, en dehors des catégories très aisées), la campagne (en particulier la Normandie et le Massif central dans son ensemble), les villes, au premier rang desquelles Paris, ou encore des destinations à l'étranger (Londres) ou plus exotiques (par exemple les Antilles et le Bassin Méditerranéen)

Il semble toutefois que les ménages périurbains ont une plus grande tendance à rester chez eux, du moins à limiter la durée ou la fréquence des départs en vacances. Cette plus faible propension au départ relativise l'impact énergétique de certains ménages périurbains. Eviter les déplacements à longue distance, à défaut de limiter ses déplacements quotidiens, est aussi une manière de contribuer, à sa petite échelle, à la limitation des émissions de gaz à effet de serre. Ceci n'est cependant qu'une justification donnée *A posteriori*, car la plupart des ménages périurbains qui ne partent pas ou peu en vacances le font d'abord par obligation ou par manque de moyens financiers autant que par choix, l'envie de profiter de son jardin ou de son logement pendant les vacances s'imposant de plus en plus nettement comme un comportement usuel en raison du manque de temps généré par le poids de l'activité professionnelle ou des autres contraintes quotidiennes.

Enfin, il faut noter que certains ménages périurbains pratiquent aussi des déplacements de courte durée dans d'autres villes voisines, en particulier pour le shopping au moment des fêtes, pour la consommation culturelle ou la fréquentation des parcs d'attraction, voire pour des événements sportifs. Paris garde ainsi un rôle attractif spécifique dans tous ces domaines, ce qui renforce les liens organiques liés aux déplacements d'affaires.

Globalement, en dehors de situation de captivité ou de repli sur les espaces périurbains, cette fréquentation de l'Ailleurs ne semble guère différer de celle des urbains vivant dans la ville dense. La propension au départ est parfois momentanément plus faible, en raison aussi du poids financier de l'acquisition de la maison individuelle et de la contrainte liée à la présence de très jeunes enfants, mais les pratiques des espaces hors aire urbaine tendent à croître régulièrement à l'image de l'ensemble de la société urbaine. De ce point de vue, les habitants des espaces périurbains paraissent donc autant « urbains » que les citadins.

Au final, ces différentes échelles du rapport à l'espace des individus s'ordonnent selon une combinaison propre à chaque individu. Chacun de ces échelons est un potentiel que chaque individu mobilise ou non. Certains individus ne sont présents que sur un ou deux échelons quand d'autres articulent l'ensemble des références possibles. Certains

individus présentent des pratiques équilibrées sur plusieurs mailles quand d'autres affectent des valeurs ou des représentations très différenciées, adhérant de façon volontaire et intense à un échelon, s'y identifiant, mais ne fréquentant les autres espaces que par contrainte ou avec retenue. La présentation en échelles successives et emboîtées ne doit cependant pas être considérée comme un positionnement théorique dans la lignée de Moles et Rohmer (1998). Bien au contraire, nos observations montrent plutôt que ces articulations d'espaces ne sont pas pensées comme telles, mais qu'au contraire les individus vivent l'espace de façon assez monolithique, ne différenciant pas les lieux de pratique selon des distances euclidiennes, voire même selon les fréquences ou les temporalités. Ils considèrent l'espace comme un continuum faiblement différencié, utilisant les ressources spatiales qu'ils ont appris à connaître au cours de leur itinéraire personnel tout en étant limité par des contraintes sociales. Les individus s'adaptent aux situations spatiales plus qu'ils ne les provoquent, même si des apprentissages successifs élargissent leur horizon singulier.

Dans cette combinaison propre à chaque individu, on peut cependant repérer des régularités sociales qui font sens. La position sociale, l'expérience antérieure, l'intégration dans des groupes sociaux à échelles variables, sont autant de caractéristiques qui forment un arrière-plan efficace pour expliquer la manière dont chaque individu pratique l'espace.

3. Plans de différenciations

A partir de ces grandes lignes générales des rapports à l'espace, se construisent des profils très différenciés de périurbains. Plusieurs plans de différenciation sont repérables dans les pratiques spatiales et dans la façon de percevoir les espaces. Quatre grands plans de différenciations structurent l'essentiel des variations, mais d'autres sont évidemment identifiables sans être aussi déterminants. La trajectoire résidentielle, l'effet de genre, la position dans les différentes étapes de la vie et bien sûr les statuts socio-économique et culturel sont ces principaux plans de différenciation.

La trajectoire antérieure reste un élément déterminant des pratiques spatiales observées. L'itinéraire résidentiel a pu être, ou ne pas être, l'occasion d'un apprentissage d'autres modes de vie et d'autres espaces. Le fait d'avoir été citadin ou non, d'être déjà passé par les espaces périurbains ou issu de l'habitat social, engendre des manières différentes de vivre l'espace local et se lit souvent très bien dans les pratiques de la ville-dense.

La distinction entre les hommes et les femmes perdure malgré les changements dans la conception du couple contemporain et dans la répartition des rôles au sein des ménages. Cette différenciation concerne en particulier l'espace domestique mais aussi l'échelon du village périurbain ou les espaces de la proximité périurbaine, plus investis par les femmes. L'espace de la ville est fréquenté et perçu de façon assez différente sans que cette opposition porte sur les rythmes de fréquentation.

Un autre plan de différenciation fonctionne selon les étapes de la vie des individus, car si les modes de vie périurbains satisfont pleinement les parents et les jeunes enfants des familles, les adolescents sont beaucoup plus critiques vis-à-vis de cette localisation périurbaine. De plus, les jeunes adultes sont peu présents dans ces espaces car ils adhèrent très peu au modèle périurbain. De même, vieillir dans les espaces périurbains engendre deux attitudes possibles ou successives : la disponibilité liée au départ en retraite peut se traduire par une réouverture de l'espace fréquenté, avec une pratique plus assidue de la ville et/ou du village périurbain, avant que la perte d'autonomie ou un choix délibéré de se mettre hors du monde ne signifie une tendance au repli sur le logement.

Enfin, le statut socio-économique et culturel reste une dimension majeure des différenciations dans les pratiques spatiales. La grille de lecture de Cailly (2004), qui oppose un « habitus cultivé » et un « habitus populaire » semble effectivement continuer de fonctionner avec force dans les espaces périurbains, où elle est redoublée par des effets basiques de distance au centre. Ces deux dispositions sont souvent présentes conjointement dans l'esprit des habitants du périurbain. Ceux-ci mobilisent donc plus ou moins l'une ou l'autre des représentations possibles, en fonction du moment et du lieu où ils sont et en fonction de l'évolution de leur vie personnelle ou de leur système de valeurs. Dans la manière de vivre les espaces domestiques, dans la façon de s'investir dans le village périurbain, dans la pratique ou non des espaces urbains, les différenciations socio-économiques restent donc particulièrement prégnantes.

3.1. Trajectoires antérieures et permanences des pratiques

Le premier plan de clivage à l'intérieur des populations périurbaines est lié à la nature des trajectoires résidentielles antérieures. Toutefois, au sein d'un type homogène de trajectoire, la recomposition des pratiques de mobilité, des lieux fréquentés, des espaces parcourus se fait également sur des rythmes différenciés. Si certains ménages adoptent très rapidement le « pack périurbain » (Cailly 2008), d'autres se caractérisent par une permanence des pratiques spatiales antérieures.

Les trajectoires d'arrivée dans les espaces périurbains se caractérisent par une diversité des espaces d'origine même si l'amplitude spatiale des mobilités résidentielles reste souvent faible. Certains viennent du pôle urbain, avec une mobilité qui s'accompagne d'un changement de statut résidentiel, de locataire dans le secteur privé (plus rarement dans le secteur HLM) à propriétaire, quand d'autres, en particulier dans les espaces périurbains lointains, résidaient déjà dans l'espace périurbain dans une commune proche ou dans un petit pôle rural situé à proximité. Dans une même commune, notamment dans les communes des couronnes externes étudiées dans le cadre de l'enquête PERIURB, cohabitent donc des personnes qui ont une expérience antérieure de la ville multiforme et intense, et des personnes qui ont plutôt une expérience de la vie périurbaine voire qui ont des origines rurales affirmées. A position sociale voisine, les modes d'habiter sont alors sensiblement différenciés, spécifiquement au niveau de la manière de vivre la ville proche ou l'espace du village périurbain. Ces différenciations sont particulièrement nettes au sein des catégories modestes présentes dans le périurbain lointain et se redoublent parfois avec des différenciations sociales entre catégories moyennes inférieures et moyennes supérieures, et avec des segmentations spatiales entre résidents des espaces périurbains proches et habitants des espaces périurbains les plus éloignés.

Les périurbains qui n'ont pas résidé en ville auparavant se caractérisent souvent par un plus fort repli sur le logement, par une conception productrice du jardin, par une fréquentation du village périurbain assez intense surtout s'ils en sont originaires. Leur mode de vie s'inscrit également dans des espaces de proximité autour de la commune périurbaine, parce que telle autre commune voisine est leur lieu de résidence antérieure ou parce que telle autre est le lieu de résidence de proches, familles ou amis, ou encore parce que tel pôle rural est fréquenté pour la consommation ou est le lieu de scolarisation des enfants. Inversement, ils se distinguent par une plus grande appréhension de la ville, parfois même perçue comme une menace, ville qu'ils pratiquent cependant de manière contrainte, pour le travail, souvent dans les zones industrielles sans urbanité, pour la consommation dans les pôles périphériques, ou bien pour des formalités administratives (ce qui renforce aussi leur défiance), mais rarement de façon choisie ou détendue.

A l'opposé, les périurbains d'origine citadine conservent la plupart du temps des liens étroits avec la ville, et pas seulement pour la travail ou la consommation. Ils connaissent parfaitement l'ensemble des ressources de la ville et n'hésitent pas à les mobiliser, que ce soit pour la consommation, y compris en centre-ville, les activités associatives, sportives ou culturelles, ou la consommation culturelle. Surtout, la ville reste le lieu principal des relations sociales entre amis, et dépend donc assez étroitement de la structure des relations sociales antérieures. Si ces relations sociales étaient intenses, la pratique de la ville reste forte, mais si ces relations sociales étaient déjà peu développées, la fréquentation de la ville est beaucoup moins assidue. De plus, leur rapport à l'espace local est moins signifiant, même s'ils cherchent aussi à vivre de nouvelles expériences (ballades, sociabilités de voisinage, consommation de proximité, etc.), ou s'investissent dans de nouvelles activités domestiques (bricolage, jardin d'agrément, etc.). Il faut également noter que le petit groupe spécifique de ceux qui sont issus de l'habitat social se distingue souvent par une fréquentation antérieure de la ville moins intense et que cela joue un rôle important dans la recomposition de leurs pratiques spatiales.

La manière d'habiter et la perception des différents types d'espace dépendent donc largement des histoires personnelles et des trajectoires résidentielles. Cependant, le changement de résidence et l'arrivée dans l'espace périurbain représentent un potentiel qui est mobilisé ou non par les individus. Résider dans les espaces périurbains peut ainsi être l'occasion de modifier en profondeur ses modes de vie, comme n'être qu'un simple changement de lieu de résidence n'induisant aucune mutation profonde de la structuration des

pratiques spatiales de l'individu. Ainsi, certains néo-habitants des espaces périurbains adoptent très rapidement la panoplie du parfait périurbain, en se déplaçant uniquement en voiture, en oubliant la ville et en recherchant les sociabilités villageoises, quitte à prendre plus tard un peu de distance avec ce nouveau mode de vie. A l'opposé, d'autres continuent de fréquenter assidûment la ville, ne changeant quasiment pas leurs sociabilités et ajoutent seulement à leur vie sociale un nouvel espace de vie qu'ils fréquentent alors souvent de façon très utilitaire.

Il existe cependant une tendance à la transformation progressive des pratiques spatiales, par la connaissance progressive de nouvelles ressources locales, à travers la formation d'un réseau de sociabilités locales ou à travers la participation à des activités associatives ou ludiques dans l'espace local. L'ancienneté de l'installation dans le périurbain est ainsi un bon indicateur de la transformation des modes de vie. Dans un premier temps, la plupart des ménages d'origine urbaine ne modifient qu'à la marge leurs pratiques spatiales puis, petit à petit, adoptent de nouvelles manières de faire avec l'espace qui sont caractéristiques des modes de vie périurbains, comme avoir tendance à éviter le centre-ville, recourir aux trajets programmés ou en boucle, se focaliser sur les polarités périphériques ou s'investir dans des relations sociales plus locales.

Ces trajectoires individuelles et collectives et cette capacité différenciée à garder des relations avec la ville ou à adopter le mode de vie périurbain a un impact fort sur les processus d'identification spatiale. La référence à la ville est ainsi souvent conservée par ceux qui en sont originaires et qui continuent de la pratiquer, quand la plupart de ceux qui ne la fréquentent plus ou peu, ou qui n'y sont pas passés dans leur trajectoire résidentielle, évitent de citer la ville dans les processus d'autodéfinition. Les références au village ou bien à d'autres mailles plus englobantes comme le département ou la région, sont alors privilégiées.

3.2. Périurbains et périurbaines, effets de genre

Le genre forme un second plan de différenciation dans la structuration des pratiques spatiales. Les tâches qui induisent une mobilité ne sont pas réparties de façon très égalitaire au sein de la plupart des ménages périurbains. La perception de la mobilité, la nature variée du rapport au travail, le partage des tâches qui prévaut au sein des familles sont les principaux facteurs explicatifs de ces différenciations.

Les hommes ont ainsi beaucoup plus tendance à percevoir la mobilité de façon positive, comme une condition de la réussite du projet familial, voire comme une coupure utile entre la sphère professionnelle et la vie du ménage, alors que les femmes subissent plus les contraintes liées à la mobilité. Il faut dire que leur participation aux pratiques spatiales du ménage ne se limitent pas à leur propre mobilité professionnelle, contrainte ou de loisir, mais que s'y ajoutent souvent une part majoritaire des déplacements induits par les activités des enfants. Elles assurent en effet majoritairement les déplacements vers l'école des plus jeunes. En contrepartie, le père allait souvent chercher ses enfants le samedi matin mais la suppression de ces cours du samedi induit des recompositions. Ce jour était souvent utilisé par les pères pour justifier un manque d'investissement les autres jours de la semaine. Ils sont donc désormais de plus en plus nombreux à s'occuper du transport à l'école des enfants au moins un matin ou un soir selon leurs disponibilités professionnelles. De même, les femmes assurent majoritairement le transport des enfants sur les lieux de leurs activités culturelles ou sportives, en particulier dans les premières couronnes, parfois en arrivant à l'exemple extrême de la maman-taxi décrit en première partie à partir de la trace GPS de ses déplacements un mercredi. La mobilité du mercredi est en particulier assurée par les femmes, qui soit prennent un jour de RTT, soit travaillent à 80 % pour dégager le temps nécessaire, alors que les hommes participent plus aux transports du samedi ou du dimanche.

Cette participation différenciée aux déplacements des enfants est liée à la perception de la place du travail de la femme dans le ménage. Pour de nombreux couples, le travail de la femme est encore considéré comme le salaire d'appoint ou du moins les choix de carrières sont fait au profit de la situation professionnelle de l'homme alors que l'emploi de la femme reste moins central dans le fonctionnement du couple. Si des choix sont à faire, par exemple car les deux emplois sont très contraignants en termes d'investissement en temps, ils consistent souvent à sauvegarder les chances du mari de faire carrière et au contraire conduisent à la mise entre parenthèses de la carrière de la femme. Les choix résidentiels confortent cette dimension, paradoxalement en privilégiant la proximité de l'emploi féminin, puisque c'est elle qui « devra » assurer la mobilité des enfants. Minimiser les déplacements professionnels de la femme est en quelque sorte une anticipation sur la répartition ultérieure des tâches au sein de la famille.

Enfin, plus globalement, ces dissymétries des pratiques dépendent assez étroitement de la conformation de la famille au modèle du couple égalitaire ou au contraire au modèle traditionnel. Dans la plupart des ménages, la répartition des tâches ou les choix professionnels respectifs sont discutés et négociés, ce qui n'empêche pas des situations variables, des plus égalitaristes aux plus disproportionnées. Dans d'autres ménages, la question n'est guère abordée et les rôles sont affectés par défaut. L'explication la plus courante est d'ailleurs souvent de type « naturaliste », surtout pour tout ce qui touche aux enfants (relations avec l'école, transports, éducation des plus jeunes), qui est « naturellement » le domaine d'excellence de la femme ou pour les tâches qui nécessitent de la force physique (bêcher le jardin ou faire du « gros » œuvre) qui sont « naturellement » réservées aux hommes. Cette naturalisation des rapports de genre semble plus prégnante au sein des catégories les plus modestes. Au bilan, la répartition des tâches domestiques demeure inégalitaire.

En termes de pratiques spatiales, l'ensemble de ces éléments se traduit par trois caractéristiques principales qui concernent respectivement le rapport au logement, la pratique du village périurbain et des communes de proximité et enfin le rapport à la ville.

Premièrement, si le fort investissement dans l'espace domestique touche autant les hommes que les femmes, force est de constater que les modalités du rapport au logement restent marquées par des différenciations de genre. La répartition des tâches reste assez inégalitaire, les tâches d'entretien de l'intérieur (ménage, lessive, repassage, cuisine quotidienne) étant majoritairement du ressort des femmes, quand celle de l'entretien des extérieurs (tonte de la pelouse, taille des haies) et les gros travaux de réparation sont du domaine masculin. Par contre, l'aménagement intérieur, l'entretien d'un jardin potager ou d'un jardin d'agrément sont des activités plus partagées. De même, dans certaines familles, certaines pièces sont encore dévolues aux femmes alors que les hommes sont plus présents dans la partie bureau ou dans l'atelier, même si la grande pièce à vivre regroupe tous les membres de la famille.

Au niveau du village périurbain, les pratiques spatiales sont beaucoup plus féminines. Mêmes s'il existe des contre-exemples spectaculaires, l'espace du village ou des communes voisines est avant tout de l'ordre des pratiques féminines, en particulier parce que c'est l'espace dans lequel se déploient prioritairement les activités des enfants. Si un homme pratique beaucoup le village, c'est généralement le cas pour sa femme également, alors que l'inverse est moins systématique. Les rapports à l'école sont très clairement à la base de cette dissymétrie, les femmes étant beaucoup plus souvent investies dans l'association locale ou dans la participation aux sorties scolaires, même si les hommes sont cependant présents dans les conseils d'école. De la même façon, la participation aux activités est très sexuée, certains sports en particulier étant réservés aux hommes, jusqu'à l'exemple extrême du football, quand les activités culturelles, la gymnastique ou la randonnée sont beaucoup plus féminisées. Le tissu associatif assure cependant une certaine mixité à travers les

associations à buts festifs ou d'animation, ou sur des activités aux caractéristiques moins tranchées. Les femmes prennent ainsi de plus en plus de responsabilités dans les associations, mais aussi au sein des conseils municipaux, particulièrement dans les premières couronnes (Achin et Paoletti, 2002).

Enfin, la pratique de la ville prend également des modalités différentes selon le genre. Globalement, la ville est plus fréquentée par les hommes, en particulier parce que dans certains ménages, il est le seul à travailler dans l'espace urbain, la femme ayant un emploi de service à la personne dans l'espace périurbain. Toutefois, l'inverse est vrai également et cette différenciation est donc avant tout liée à la nature du lieu de travail. De même, les hommes ont plus tendance à recourir à des activités associatives dans l'ensemble de l'espace urbain, la mobilité engendrée semblant moins un frein pour eux que pour les femmes. La fréquentation des pôles périphériques semble par contre très peu sexuée, soit parce qu'elle se fait en famille, soit, si seul l'un des conjoints assure les « courses », parce qu'il n'y a pas de différenciation très nette. Par contre, la fréquentation du centre-ville est un peu plus féminisée, sans doute parce que la fonction shopping joue un rôle important, alors que les autres activités qui se déroulent en ville, relations entre amis, activités culturelles, participation à des animations festives, etc., sont essentiellement pratiquées en couple ou en famille. Toutefois, les personnes qui ont exprimé le plus la peur de la ville et de son côté déshumanisant sont, dans notre échantillon, plutôt des femmes.

Ces différenciations de genre structurent donc des pratiques différenciées entre hommes et femmes. Si, pour ces dernières, l'arrivée dans les espaces périurbains peut être synonyme de rétractation de l'espace de vie, les différenciations observées dépendent avant tout des types de rapports conjugaux, plus ou moins égalitaires, et recourent d'autres différenciations, en particulier selon la position sociale.

3.3. Plus je grandis, plus je hais le périurbain

Le troisième facteur de différenciation est souvent interne aux familles et dépend étroitement de la place des individus dans leur cycle de vie. Les espaces périurbains sont d'abord ceux des familles. Tant les parents que les jeunes enfants sont donc en général parfaitement en phase avec une localisation résidentielle dans le périurbain et les pratiques spatiales des individus sont globalement conformes aux grandes lignes exprimées précédemment. Il faut cependant noter au passage que le contrôle des déplacements des jeunes enfants dans l'espace périurbain peut parfois être très fort, ce qui joue sur leur capacité d'initiative et leur prise d'autonomie. En particulier, les trajets vers l'école sont souvent motorisés, avec dépôt à la porte de l'école ou accompagnement entre le parking et l'entrée de l'établissement scolaire. Toutefois, à l'intérieur des lotissements, les déplacements sont souvent assez libres, soit entre maisons voisines comportant des enfants avec des âges en rapport, soit vers une zone plus ou moins aménagée avec des jeux. Par contre, pour ceux qui habitent le long des grands axes, les déplacements sont beaucoup plus restreints comme sur certains axes urbains.

Pour les grands adolescents et à un degré moindre pour les très jeunes adultes, les pratiques spatiales sont cependant significativement différentes ou du moins les individus de ces groupes sociaux aspireraient à avoir des pratiques spatiales différenciées.

Il faut bien comprendre que les jeunes sont sans doute les catégories les plus captives des espaces périurbains. Aspirant à une mobilité autonome, ils dépendent en fait très souvent des moyens de transports collectifs, peu efficaces et très contraignants en termes d'horaires, ou bien ils sont soumis aux emplois du temps de leurs parents. Leur mobilité autonome n'est possible que sur des courtes distances et donc généralement restreinte aux déplacements à l'intérieur du village périurbain, plus rarement entre deux communes voisines. De plus, leurs

parents sont souvent réticents à cette autonomie de déplacement, d'abord pour des raisons liées à la sécurité routière. Le moyen de transport autonome dont ils disposent est souvent le deux-roues, motorisé ou non, qui est un moyen de transport comportant plus de dangers que les autres. D'autant que la pratique en particulier des scooters et spécifiquement celle des jeunes garçons, est souvent empreinte de prises de risque. C'est sans doute une manière d'affirmer son indépendance par rapport au poids de la société locale (surtout si « l'engin » fait beaucoup de bruit...) et par rapport à l'autorité parentale. Les modes de socialisation de groupe, fréquents dans ces catégories d'âge, renforcent cette tendance à la prise de risque, qui est un mode de socialisation à part entière.

Ce n'est que lorsqu'ils passent le permis et qu'ils disposent d'un véhicule particulier que l'indépendance des jeunes dans les pratiques spatiales se manifeste. L'éventuelle automobile dont ils ont la jouissance est considérée comme le deuxième véhicule familial ou est partagé entre les différents membres de la fratrie. Sauf exception, cette mobilité autonome est donc très souvent dépendante de négociations internes aux ménages qui sont souvent source de conflits internes.

Concrètement, on observe des mouvements complémentaires de polarisation spécifique sur certains échelons et de pratiques plus intenses à d'autres niveaux. Tout d'abord, au niveau de l'espace domestique, le lieu de vie principal tend à se recentrer sur la chambre de l'adolescent. Le reste de la maison familiale est certes fréquenté, mais beaucoup moins approprié que pour d'autres membres de la famille. « C'est mon antre » nous a ainsi déclaré un jeune en parlant de sa chambre, dans laquelle le reste de la famille n'est que toléré comme « invité ». De même, les espaces extérieurs du pavillon, le jardin, sont de plus en plus désertés au fur et à mesure que les enfants grandissent, et que le regard des autres, des voisins en particulier, devient pesant.

La fréquentation du village périurbain prend également des formes différentes. Si certains grands adolescents continuent de fréquenter les pôles habituels (stade, salle polyvalente, etc.), d'autres se replient sur les marges de l'espace public, annexant un banc ou un arrêt de bus, au grand dam des populations riveraines. Des fantasmes d'insécurité liés à la drogue sont ainsi parfois exprimés par d'autres habitants, y compris en réunion publique, alors même que la réalité de la consommation, par manque de fournisseurs, n'est que très marginale. Les conflits avec les groupes dominants sont souvent axés sur la manière d'occuper l'espace, l'appropriation symbolique d'une portion de l'espace par un groupe minoritaire n'étant que peu acceptée par le groupe dominant. En même temps, ces espaces situés à la marge permettent aussi aux jeunes d'avoir une plus grande liberté dans leurs relations sociales, et notamment dans leurs relations amoureuses.

Inversement, les pôles périphériques sont fréquentés de façon assidue, et seraient sans doute encore plus fréquentés si la mobilité était réellement autonome. Le multiplex le plus proche, les lieux de restauration rapide, les galeries marchandes (surtout pour les filles), les parkings aussi tout simplement, sont alors le lieu de ralliement de la bande de copains. On s'y retrouve pour un moment de sociabilité de groupe, pour une pratique culturelle commune, pour des pratiques sportives « sauvages » aussi (rollers par exemple), mais tout cela nécessite un moyen de transport autonome. Ces espaces sont perçus comme ceux de la liberté de mouvement loin des parents ou des voisins, ce qui revient au même. Ils sont ceux de l'invisibilité vis-à-vis du cercle étroit du village périurbain, mais aussi de la visibilité par d'autres populations, notamment d'autres jeunes venus de l'espace urbain. Une fois encore, ces deux conditions, invisibilité des parents et visibilité vis-à-vis du groupe social, favorisent les rencontres, les jeux de séduction et de l'amour.

La fréquentation de la ville-dense est plus hétérogène et dépend assez étroitement de la carte scolaire. Certaines zones périurbaines conduisent à une scolarisation dans des lycées périphériques situés dans des quartiers à faible urbanité, même si leur simple présence

favorise l'existence de bars ou de salles de jeux qui servent de lieux de rencontre pour les grands adolescents. Cela engendre de toutes façons un élargissement du cercle des relations, la découverte d'autres modes de vie et de pensée, une éducation politique parfois. Toutefois, dans de nombreuses zones périurbaines autour des villes intermédiaires, la sectorisation et le côté pratique (lignes de transports collectifs) conduisent toujours à une scolarisation dans des lycées de centre-ville. Cette fois, au-delà de l'élargissement du réseau de relations, le lieu même d'implantation conduit les jeunes périurbains à de nouvelles expériences sociales, à un parcours plus intense de la ville-centre, en marge des heures de cours ou s'ils ont l'autorisation de sortir de l'établissement. Il est intéressant de noter ici que les rares lycéens de seconde qui n'ont pas l'autorisation de sortir dans certains établissements sont souvent d'origine périurbaine et qu'il s'agit d'une décision des parents. Cette décision ne tient souvent qu'une année, étant donné la pression de l'adolescent, qui demande juste à bénéficier de la même liberté de mouvement que l'immense majorité des jeunes de son âge. Cela traduit bien le regard parfois méfiant des parents pour une ville qu'ils ont quitté depuis longtemps. Dans cette configuration de centre-ville, les jeunes périurbains sont alors au contraire très nombreux à fréquenter assidûment le centre, en particulier pendant les heures de libre avant le car du soir.

Enfin, l'arrivée dans l'enseignement supérieur, lorsqu'elle existe, est l'occasion d'une plus grande autonomie encore, parce que le jeune a accès à une mobilité individuelle autonome, parce qu'il rentre dans un groupe social très présent dans la vie urbaine ou encore parce qu'il obtient un logement, certes de très petite taille, au sein même de la ville. La fréquentation de la ville se renforce encore, même s'il existe des exceptions notables, notamment parmi les jeunes femmes.

Cette fréquentation et l'enthousiasme des jeunes pour les espaces centraux nous a ainsi conduit à poser la question suivante : le périurbain fabrique-t-il des urbains ? La frustration de ces années de la fin du collège et du lycée lié à un lieu de résidence périurbain conduit en effet les jeunes à surinvestir la ville, comme lieu d'émancipation, comme lieu de socialisation et comme lieu de pratiques spatiales. Est-ce un simple moment dans leur cycle de vie avant de reproduire le modèle résidentiel et familial de leur parents, ou adopteront-ils durablement les modes vie de l'urbain dense ?

3.4. Vieillir, c'est s'investir ou se replier

Le vieillissement est également un facteur de différenciation dans les pratiques spatiales et la mobilité. Plusieurs événements contribuent en effet à remodeler la carte des déplacements quotidiens ou plus exceptionnels. Le départ en retraite fait que le travail n'est plus le premier facteur de mobilité vers la ville, le départ définitif des enfants, généralement un peu antérieur, libère du temps pour soi et pour la mobilité mais prive aussi d'une bonne raison de « bouger », et la limitation progressive des capacités physiques et mentales augmente l'effort que nécessite chaque pratique un peu exceptionnelle. Deux périodes peuvent généralement être définies selon ces capacités.

La première période est celle de la pleine possession de ses moyens physiques et de ses capacités mentales, souvent couplée à des moyens financiers confortables et à une pratique aisée de la mobilité. Le départ en retraite modifie profondément la structure générale des déplacements puisque le travail n'est plus là pour rythmer les déplacements quotidiens et notamment pour inciter à une mobilité vers la ville. De même, les déplacements induits par les activités des enfants ne sont souvent déjà plus une contrainte qui participe à la définition du schéma de mobilité de chaque individu : les enfants devenus grands ont soit une mobilité autonome, soit ont définitivement quitté la maison familiale. Les pratiques spatiales des retraités les plus jeunes se caractérisent donc par un faible degré

de contrainte, les déplacements sont pour la plupart choisis, ou du moins leurs temporalités sont choisies, par exemple pour les déplacements liés à la consommation. Or, on constate souvent deux processus complémentaires. Le premier consiste paradoxalement à un retour à la ville, sous forme de mobilités choisies plus nombreuses, pour des activités associatives, pour de la consommation culturelle, pour des temps de détente dans la ville dense. La pratique de la ville, certes en des temps choisis qui peuvent éviter partiellement le frottement à des populations différentes, devient dans un premier temps plus intense. Les individus nous disent souvent qu'ils en profitent pour faire des choses qu'ils n'avaient pas eu le temps de faire, ou pour redécouvrir leur environnement. Ce phénomène est d'ailleurs aussi valable pour d'autres lieux pas nécessairement urbains (forêt de proximité, sites touristiques voisins, etc.) ainsi que pour les mobilités touristiques. Le second processus est celui d'un réinvestissement dans le village périurbain, avec des prises d'initiatives plus nombreuses dans le tissu associatif, une plus forte tendance à la prise de responsabilités dans la vie politique communale ou encore à la réactivation de relations sociales locales, qui avaient pu se distendre après le départ des enfants (ceux-ci étant souvent à la base de ces sociabilités locales). Le rapport au village périurbain, qui a pu être parfois très ténu jusqu'à l'heure de la retraite, est alors maximal.

La seconde période est celle de la privation progressive des capacités physiques ou mentales, ce qui joue sur la capacité à être mobile. Chaque déplacement nécessite un effort de plus en plus important. Prendre son automobile devient un acte potentiellement dangereux et la confrontation à d'autres manières de conduire, de se comporter ou de vivre, est de plus en plus mal vécue. La tendance est alors celle du repli sur soi et sur son logement et d'un rapport de plus en plus distendu avec les autres espaces. Dans un premier temps, ce sont les pratiques spatiales des pôles périphériques et de la ville qui diminuent avant de toucher plus largement l'ensemble des espaces hors du domicile. Cette tendance est souvent très progressive, se caractérisant par des renoncements successifs, mais peut aussi être parfois très brutale lorsque c'est un accident ou une maladie qui prive brutalement l'individu de sa capacité à se déplacer ou à entrer en communication avec autrui. Il existe souvent des paliers dans la structuration des pratiques spatiales, avec une période où l'individu s'abstient de sortir de son village périurbain puis, au bout d'une dizaine d'années par exemple, il finit par s'abstenir quasiment de sortir de chez-soi.

Pour ces populations vieillissantes, et elles sont de plus en plus nombreuses y compris autour des villes intermédiaires ou moyennes, vieillir chez soi est l'horizon principal (Luxembourg 2005). Ces populations sont demandeuses de nouveaux services qui leur permettent de rester dans leur domicile, et sont particulièrement sensibles à la présence d'un médecin à proximité, et on connaît les faiblesses de la densité médicale dans les espaces périurbains, ou d'une pharmacie. Les problématiques du maintien d'un certain nombre de services de proximité sont particulièrement importantes pour ces personnes et le développement de l'aide à domicile ou d'une animation spécifique au troisième âge est une question de plus en plus vive pour les communes périurbaines. De même, une demande pour des maisons de retraite se développe dans ces espaces, certaines communes périurbaines étant d'ailleurs déjà assez bien pourvues (accueil des personnes âgées d'origine urbaine) dans ce type d'équipement.

Le lien entre la capacité des individus à être mobile et leurs pratiques spatiales concrètes apparaît donc dans toute son évidence à travers l'exemple des retraités. Il s'agit d'une différenciation qui dépasse d'ailleurs cette seule catégorie sociale, touchant de façon transversale l'ensemble des catégories d'âge. Le handicap, l'état de santé, la difficulté de faire face aux autres, forment un plan majeur de différenciation sociale dans les pratiques spatiales

3.5. Habitus cultivé...

Toutefois, les différenciations dans les pratiques spatiales continuent également de s'organiser selon le statut socio-économique et culturel. Ce plan de différenciation joue particulièrement sur le rapport au logement et la façon de vivre les espaces domestiques, maison et jardin, dans la nature de la fréquentation de l'espace villageois et surtout dans la permanence ou non de pratiques spatiales urbaines. Je reprends ici la grille de lecture de Cailly (2004), opposant un « habitus cultivé » et un « habitus populaire », qui me semble correspondre parfaitement à ce que j'observe sur mes propres terrains, qui sont d'ailleurs assez similaires (Tours et Le Mans). Ces deux pôles forment un potentiel que chaque individu mobilise avec plus ou moins de force selon son histoire singulière. Une personne « aisée » par son niveau de vie ou « cultivée » par son niveau de diplôme pourra avoir des pratiques spatiales proches de ses origines sociales « populaires » et vice-versa. Inversement, certaines personnes adoptent assez facilement les codes et les valeurs de leur nouvelle catégorie sociale, comme décrit en première partie, et leurs pratiques spatiales correspondent donc assez bien à leur position sociale objective. Mais, au-delà de cette variabilité interindividuelle, cette grille de lecture continue de fonctionner de façon fort efficace au quotidien. Par ailleurs, cette opposition entre deux modes de vie est renforcée par la segmentation spatiale entre les catégories sociales aisées, qui résident plutôt en première couronne, à proximité de la ville, et les catégories modestes qui vivent plutôt dans les couronnes les plus éloignées de la ville, même si le parallèle entre condition modeste et habitus populaire d'une part, et moyens financiers confortables et habitus cultivé d'autre part, n'est pas automatique ou systématique.

L'habitus cultivé se caractérise par un ensemble cohérent d'appétences et de dispositions qui expliquent les formes prises par les pratiques spatiales. La sensibilité écologique et paysagère, le goût pour les biens de qualité, des dimensions éthiques plus exprimées que réellement appliquées, l'importance du bien-être, des compétences spatiales spécifiques, notamment aux échelons métropolitains ou au-delà, etc., contribuent à modeler un modèle de pratiques large et sous-tendu par de multiples activités.

La manière de vivre les espaces propres au ménage, jardin et maison, se caractérisent par une dimension hédonique et individualiste évidente. Le jardin est souvent d'abord une mise en scène pour son propre plaisir et les fleurs et les arbustes dominant, même si un potager, au nom de la qualité des produits, peut être présent. Il est parfois même distinctif au sens où les légumes produits sont des légumes rares ou ornementaux (par exemple les coloquintes). L'intérieur de la maison comporte souvent une grande pièce à vivre qui forme le cœur de la vie sociale et familiale et des temps forts rythment la vie familiale. Par exemple les repas restent souvent pris en commun malgré les horaires contraignants des uns ou des autres. Le modèle de la vie familiale reste profondément marqué par le souci de la transmission d'un capital social, économique et culturel.

L'espace local est également très fréquenté mais essentiellement via des activités associatives ou le recours aux filières courtes pour l'approvisionnement en produits alimentaires. Des formes de territorialisation existent, certains ont même la capacité à devenir une notabilité locale dans un laps de temps très court, mais cette territorialisation semble réversible et n'est que lié à la présence du lieu de résidence. Il s'agit souvent de contrôler son environnement immédiat, en participant à la vie de la commune de façon active. Il ne s'agit pas d'une territorialisation prégnante pour l'individu, qui a la capacité à se détacher de son espace local avec rapidité.

Les périurbains les plus aisés se caractérisent aussi par une mobilité intense et multiforme à l'échelle de l'ensemble de la ville. Leur travail est souvent situé au cœur de la ville dense, ou dans des localisations spécifiques où d'autres membres des mêmes catégories

sociales travaillent en grand nombre, ce qui leur donne aussi une identité professionnelle souvent signifiante et affirmée. La mobilité hors travail est également très intense et couvre l'ensemble de l'aire urbaine, voire dépasse régulièrement cet échelon (la fréquentation distinctive de Paris a été démontrée par Cailly 2004). Les activités associatives ou de consommation s'exercent donc sur l'ensemble de l'aire urbaine, avec une pratique occasionnelle ou distanciée des pôles périphériques, décrits souvent de façon assez négative, et au contraire une fréquentation de la ville dense et particulièrement du centre-ville qui reste forte et revendiquée. Des lieux spécifiques à fort contenu symbolique (les marchés, des lieux de pleine nature, des lieux patrimonialisés) sont également fréquentés par goût et par envie. La mobilité est, pour ces catégories sociales, une contrainte assez faible et est même très souvent présentée comme un principe de réalisation de soi et d'épanouissement personnel. En particulier, se déplacer vers la ville n'est pas perçu comme un déchirement mais plutôt comme un processus de distinction par rapport à d'autres habitants du périurbain, parce qu'on va y faire quelque chose de spécifique.

Enfin, les relations sociales des périurbains cultivés se caractérisent clairement par une diffusion sur l'ensemble de la ville et même bien au-delà. La mobilité résidentielle antérieure, les expériences sociales liées à la poursuite d'études longues, la participation à des activités rares au sein d'associations ou d'organismes qui ont un recrutement sur l'ensemble de l'espace urbain, ouvrent des horizons sociaux et contribuent à construire des réseaux relationnels larges.

Ces pratiques spatiales ne sont pas dénuées de contradictions, par exemple entre la promotion de la marche à pied et le fait que ces personnes sont quand même tributaires de l'automobile, ou dans le rejet des grands centres commerciaux périphériques et leur fréquentation hebdomadaire. Mais l'ampleur des pratiques culturelles de toute nature, le recours à une mobilité quasi permanente et la perception très positive de l'urbanité restent les caractéristiques majeures des catégories sociales cultivées.

3.6. ... et habitus populaire

Inversement, les périurbains d'origine populaire présentent des dispositions et des appétences différentes. La famille est le pilier des relations sociales, les pratiques domestiques sont au cœur de la vie des personnes, la pratique des espaces villageois est beaucoup plus naturalisée et la territorialisation est plus affective que réfléchie, enfin le rapport à la ville est plus distendu.

La façon de vivre la maison ou le jardin est en effet assez différente de celle des catégories cultivées. La maison est le lieu de vie de l'ensemble de la famille et les activités qui s'exercent au sein du domicile sont plus nombreuses et plus appréciées. La pratique du bricolage ou même des activités d'entretien de la maison sont souvent décrites très positivement et non comme une corvée. Bien tenir sa maison, l'avoir profondément transformée ou aménagée par soi-même, sont des motifs de fierté et montrant l'importance accordée à cette maison qui capte l'essentiel de l'effort financier du ménage. La pratique du jardin est de la même veine, fondée d'abord sur une utilité productive, mais aussi sur la valorisation d'un savoir-faire transmis familialement ou au sein de la même catégorie sociale. Les pratiques de détente, le temps passé devant la télévision, plus ou moins partagé entre les différents membres du ménage, complètent ce fort investissement domestique. L'ensemble des activités au domicile représente ainsi une grande part du temps hors travail, d'autant que l'essentiel des relations sociales se passent dans la maison, ou dans celles des amis ou de la famille.

Le rapport au village diffère également dans sa nature. Les fréquences et le nombre de lieux cités ne varient pas fondamentalement par rapport aux catégories cultivées. Ce qui

change, c'est la nature du rapport aux lieux, le sens qui est donné à cette fréquentation du lieu. Le village représente, pour les catégories populaires, le strict pendant du quartier en milieu urbain, c'est-à-dire un espace dont-on est, un peu malgré soi mais aussi avec fierté. Cette appartenance ne se discute guère et est largement naturalisée ou intériorisée, surtout si la personne est originaire de ce village ou des alentours. C'est donc l'espace « naturel » des relations sociales, des fêtes populaires et des moments collectifs que sont les soirées électorales, le loto du foot ou le repas des anciens. Cette territorialité est donc beaucoup plus importante pour l'individu, qui considère que cet espace fait partie de lui autant qu'il fait lui-même partie de cet espace, sans la même capacité de détachement que pour les catégories cultivées. Cette territorialisation se construit lentement, dans la durée, mais n'est pas facilement réversible.

Par ailleurs, les pratiques spatiales incluent beaucoup moins la ville. Les activités des enfants ou des parents, moins nombreuses, se cantonnent à l'offre locale. Le lieu de travail, lorsqu'il est urbain et cela est déjà moins courant, est plus souvent un lieu périphérique dénué d'urbanité comme les zones industrielles ou à faible potentiel relationnel comme les zones commerciales périphériques. Celles-ci sont cependant fortement fréquentées, représentant souvent un rituel hebdomadaire bien réglé, et même appréciées en raison de la forte appétence commerciale. Tout se passe comme ci, dans une société marquée par la consommation, les personnes qui ont le moins les moyens de consommer frénétiquement étaient les plus attirées par l'offre commerciale. Par contre, la ville dense et en particulier le centre-ville est plus souvent évité, en arguant du fait qu'on a rien à y faire de particulier. L'espace de vie reste donc plus étroit.

Il faut bien ajouter que la mobilité est perçue souvent de façon plus négative. Elle impacte en effet fortement les budgets familiaux, il faut compter, de façon plus ou moins rationnelle, le coût de ces déplacements, et les individus intègrent plus ou moins consciemment qu'il faut éviter de trop se déplacer. Il est par exemple hors de question de retourner en ville une fois revenu au domicile. Les temps de mobilité sont donc vécus de façon souvent un peu plus négative, d'autant que cela signifie quitter le domicile si fortement investi. De plus, l'intérêt de cette mobilité est moins perçu par ces catégories sociales, qui ont moins connu la vie métropolitaine et qui n'ont pas eu une expérience très positive de la mobilité comme celle des étudiants, etc. Le rapport à la mobilité est donc beaucoup plus neutre et oscille finalement entre obligation et indifférence.

Enfin, les relations sociales dans les milieux populaires sont toujours fortement marquées par l'importance des solidarités familiales. Les échanges de services sont nombreux (garde des enfants, entraide pour l'aménagement de la maison, etc.), les visites familiales au domicile sont régulières et rythment la vie sociale. Un système de relations sociales construites dans la proximité (voisins, autres habitants du village) complète cette surreprésentation des relations familiales, mais le système d'interconnaissances ne concerne que rarement des espaces plus larges, à l'échelle de l'ensemble de l'aire urbaine.

Il ne faut pas se méprendre sur notre propos concernant l'opposition entre « habitus cultivé » et « habitus populaire ». Il n'y a pas de jugement de valeur dans cette présentation, seulement le constat d'un rapport différencié à l'espace, et en particulier à la ville, et une perception différente de la mobilité. Il n'y a pas un modèle qui serait le modèle positif du frottement à autrui et de la mobilité généralisée, et un modèle négatif du repli sur le logement et des relations familiales. Ce sont simplement deux manières différentes de vivre dans l'espace, de faire avec l'espace, qui sont d'ailleurs présentes en chacun des individus selon une combinaison propre à chacun.

3.7. Multiplication des plans de différenciations et individualisation

La multiplication des plans de différenciation est une tendance majeure de la société contemporaine. Du moins, nous nous rendons compte peut-être plus finement de cette variété des oppositions entre personnes, par rapport à d'autres périodes de l'histoire de la recherche où l'objet était plus de comprendre les dimensions collectives des rapports sociaux ou bien la dimension collective principale. Les quatre effets qui sont présentés ici sont les plus importants, mais il en existe d'autres qui les recourent en de nombreuses intersections. Par exemple, la trajectoire résidentielle antérieure est apparue comme un élément souvent déterminant de l'adoption d'un certain mode de vie marqué par des pratiques spatiales en boucles programmées. Cependant, c'est l'ensemble de l'itinéraire individuel qui est susceptible de jouer un rôle pour un individu donné. Il arrive parfois que sans avoir eu une trajectoire résidentielle passant par les espaces périurbains, par exemple lorsqu'ils étaient enfants, des individus sont susceptibles d'avoir une connaissance singulière de manières d'habiter les espaces périurbains par l'intermédiaire de leurs relations interpersonnelles. De même, si les effets de genre et les effets de la position des individus dans le cycle de vie des ménages forment la base des différenciations internes aux familles, d'autres caractéristiques peuvent intervenir pour expliquer la variété des formes de mobilité ou des rapports à l'espace à l'intérieur d'une même famille. Enfin, si les effets de position demeurent une grille de lecture toujours aussi efficace et valide, d'autres variables sociales interviennent également, en brouillant parfois ces effets ou en les renforçant en d'autres moments.

Par exemple, au sein de notre échantillon, en raison même de la façon dont certaines personnes ont été interviewées, certains individus présentent une identité spécifique liée à la pratique passionnelle de sports de montagne. Il s'agit d'une forme originale mais peu courante d'identité sociale, qui est susceptible de s'imposer aux variables plus classiques du statut socio-économique ou du niveau d'éducation. Or, cette identité prend une importance décisive dans la structuration de leurs pratiques spatiales. Les lieux de vacances dans les Alpes ou de week-ends là où existent des écoles d'escalade, des lieux spécifiques autour du Mans ou dans la ville-centre (murs d'escalade, siège de l'association), forment une trame qui s'impose pour déterminer un type de mode de vie centré sur une activité spécifique. Pour ces individus, cette identité explique plus que tout autre caractéristique la forme prise par leur mobilité. Toutefois, les espaces de la mobilité quotidienne ne sont en rien affectés par cette spécificité, sauf à la marge pour expliquer le recours à un commerce ou à un service précis, et les autres attributs sociaux de ces individus, c'est-à-dire leur position sociale classique ou leur niveau de diplôme, sont alors à la base des mêmes différenciations que pour d'autres individus plus « classiques ».

Dans un sens opposé, l'opposition entre « habitus cultivé » et « habitus populaire » est renforcée par d'autres plans de différenciation, notamment en raison des différences de répartition des différentes catégories sociales.

Au final, chacun de ces plans de différenciation est un potentiel qui est ou non mobilisé par les individus. Un de ces plans peut avoir une importance extrême pour un individu et ne pas en avoir du tout pour un autre individu. Si on prend deux personnes ayant le même profil général, par exemple deux cadres habitant le périurbain lointain, de sexe masculin et quasiment de même âge, avec des itinéraires résidentiels et des origines sociales voisines, leurs manières de vivre l'espace peuvent être très différentes (9-Dodier 2004). Dans un cas, l'élément central explicatif du schéma de mobilité et du rapport au territoire est l'appartenance à une catégorie sociale cultivée, avec des moyens financiers importants, alors que dans l'autre cas, l'origine sociale modeste et la fatigue sociale liée au travail explique la tendance au repli sur le logement. En fait, chaque plan de différenciation est présent à des degrés divers au sein de chaque individu sous la forme de deux pôles entre lesquels chacun se

positionne plus ou moins durablement. Selon les circonstances, les relations sociales ou en particulier la nature de la relation conjugale, chaque caractéristique sociale est plus ou moins opérante et peut être plus ou moins explicative du mode de vie. Les rapports à l'espace, au logement ou à la ville par exemple, sont très fluctuants et réversibles au cours d'une vie. A un moment donné, l'individu va être très sensible à la vie sociale et culturelle de la ville dense, puis à un autre moment, il se recentrera très fortement sur le logement. Même si les modes d'habiter semblent assez stables dans le temps, leur inflexion est constante et des événements spécifiques, en particulier un changement de lieu de résidence, sont susceptibles de provoquer des ruptures plus importantes. Les plans de différenciations sont donc multiples et forment des potentiels mouvants dans le temps, contribuant à une impression d'une plus grande individualisation des pratiques spatiales.

Ce processus explique en effet que l'apparente individualisation des pratiques occulte éventuellement ces grands plans de différenciation. A l'échelle de l'individu, chacun semble singulier dans sa manière de vivre l'espace et de prendre des décisions spatiales. En effet, pour comprendre les pratiques spatiales de chacun, il est nécessaire de s'appuyer sur une combinaison complexe des différents attributs sociaux : certains jouent un rôle, d'autres sont peu efficaces et le tout est changeant dans le temps. Cette combinaison explicative est donc propre à chaque individu, ce qui conduit à un brouillage des effets des déterminants sociaux. Pourtant ceux-ci sont bien présents en arrière-plan et lorsqu'on accepte de rechercher la mosaïque de propriétés sociales qui déterminent les comportements individuels, la force des déterminants sociaux ressort toujours. Avant de rejeter leur existence au nom de l'individualisation des comportements, il semble donc nécessaire d'être prudent et au contraire de lire cette individualisation des comportements comme une preuve de la multiplication des déterminants sociaux.

4. Vers une typologie des modes d'habiter

A partir de la description de la variété des rapports à l'espace et des facteurs de différenciation entre individus et groupes sociaux, il devient possible d'esquisser une typologie des habitants du périurbain. Cette typologie est basée sur l'analyse conjointe d'éléments objectifs, comme le système des lieux fréquentés et la fréquence des mobilités ou les distances parcourues, et d'éléments plus subjectifs liés à la façon de vivre ces déplacements, de donner du sens aux lieux fréquentés et à s'identifier plus ou moins nettement à un espace donné.

Trois grands ensembles de figures sociales vont ainsi être définies, résonnant à la fois avec des modèles présentés par d'autres chercheurs avant nous comme les captifs (Rougé 2005), les villageois ou les métropolitains (Ascher 1995), mais en systématisant aussi la présentation. Les neuf figures principales auxquelles nous arrivons sont ainsi conçues comme un ensemble à peu près exhaustif des principales manières de vivre l'espace dans le périurbain. Ces types ne sont pas forcément propres aux espaces périurbains, certains concernent aussi la ville dense ou au contraire les espaces plus ruraux mais, inversement, certains types de mode de vie, en particulier un mode de vie très spécifique des espaces centraux qui est le citadin-piéton (voir un exemple dans Cailly 2004), ne sont pas ou peu présents dans les espaces périurbains.

Ces différents types d'habitants présentent par contre la caractéristique de vivre dans les mêmes espaces et donc d'être confrontés les uns aux autres au quotidien. Les espaces périurbains apparaissent alors comme un creuset social au sein desquels s'accordent plus ou moins bien des manières différentes de pratiquer l'espace, débouchant à la fois sur des processus de socialisation qui contribuent à ouvrir l'horizon social de certaines personnes, mais également sur des conflits qui servent de révélateurs aux jeux de pouvoirs entre groupes sociaux et aux principales cristallisations sociales.

La trajectoire des espaces périurbains en temps qu'espace social hésite donc entre la clubisation et l'entre soi, processus souvent privilégiés dans la littérature, et le vivre-ensemble comme idéologie plus ou moins partagée.

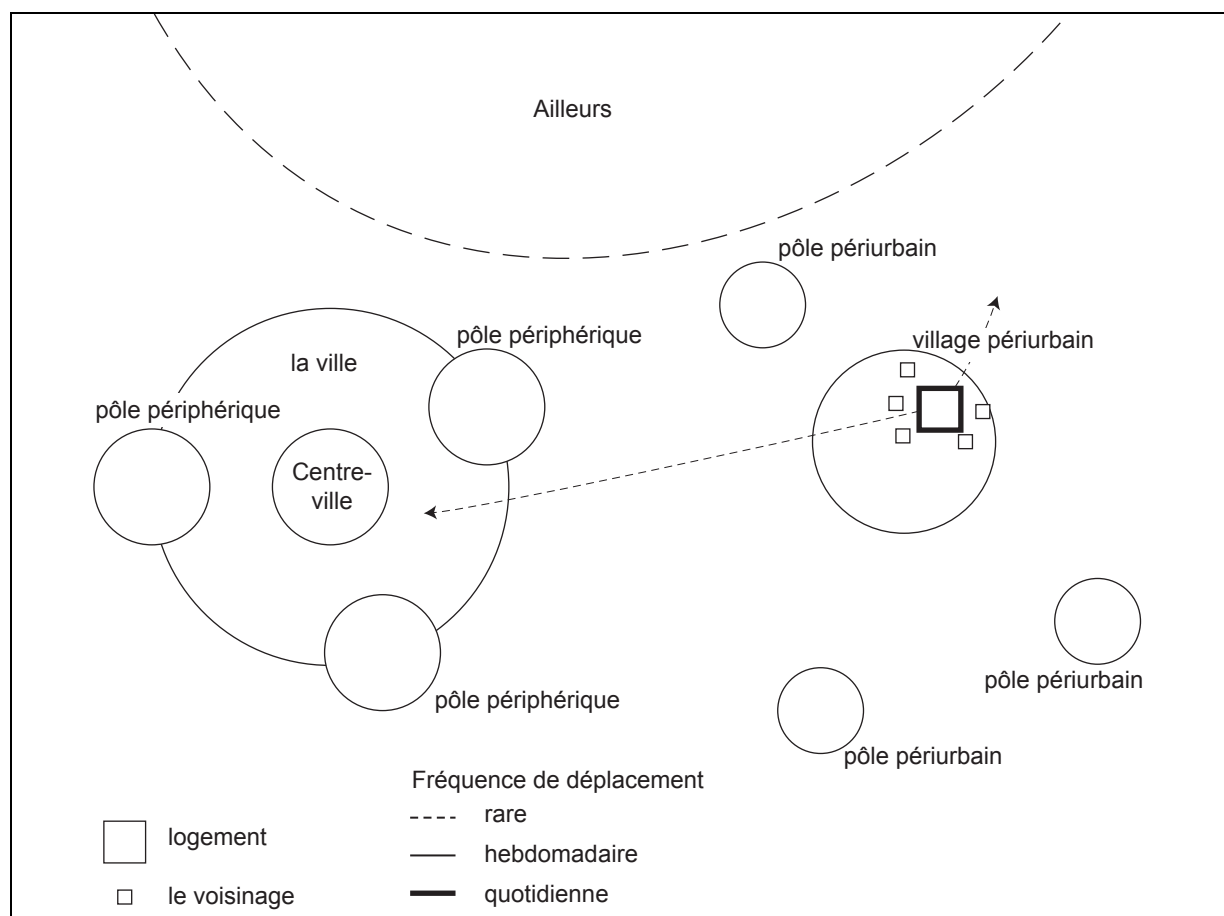
4.1. Figures de souffrance : *reclus, repliés et captifs*

Les figures de souffrance se caractérisent par une constante qui est double, avec à la fois une intense présence dans le logement et une fréquentation d'autres espaces qui est nulle ou limitée. Nous parlons de figures de souffrance parce que les relations sociales avec autrui sont faibles ou inexistantes mais certaines personnes ne le vivent pas de façon négative. Il peut s'agir d'un choix délibéré de se mettre plus ou moins hors du monde, en particulier en raison d'expériences sociales parfois traumatisantes. Dans ce cas, la situation est valorisée quasiment comme une thérapie personnelle. Dans d'autres cas, il s'agit de la conséquence d'un état de santé déclinant et la situation est alors très diversement acceptée. Dans d'autres enfin, il s'agit réellement d'une souffrance sociale, même si elle ne dit pas souvent son nom, avec l'impression d'être rejeté de la société ou d'en vouloir à la terre entière. Dans ce dernier cas, les individus ont vraiment conscience de leur spécificité, de leur marginalité. Trois groupes peuvent être définis : les *reclus*, les *repliés* et les *captifs*.

Les *reclus* regroupent les individus qui ne sortent pas ou peu de leur domicile. Plus ou moins assignés à résidence par un handicap moteur ou psychique, lié au vieillissement ou non, ils se caractérisent par une vie qui se déroule quasi exclusivement à l'intérieur du logement. Les personnes les plus âgées fournissent le gros des effectifs de ce groupe, mais la réclusion dans le logement est aussi la caractéristique de certaines populations handicapées, notamment celles qui présentent un handicap mental léger. Les seules occasions de sorties sont celles qui

sont initiés par les proches ou par les personnes qui s'occupent d'eux. Ces individus ne sont pas ou plus autonomes dans leurs déplacements et les espaces hors du logement ne représentent plus que des entités abstraites vis-à-vis desquelles ils n'expriment pas vraiment d'avis. Pour certains, les souvenirs de lieux précis, de sensations ou d'émotions représentent cependant une porte ouverte sur le monde. Dans d'autre cas, la télévision reste finalement le principal lien au monde, en dehors des visites des personnels des services sociaux, de la famille proche quand elle existe encore ou de quelques rares amis « de la vie d'avant ». Même l'espace du voisinage peut alors paraître comme relativement « étranger », alors que le village périurbain n'est plus fréquenté que de façon exceptionnelle. Les éventuelles autres sorties forment une constellation de lieux sans relations entre eux. Ils ne sont pas positionnés dans l'espace les uns par rapport aux autres et leur existence même paraît parfois bien floue. Il existe souvent une difficulté pour nommer ces lieux sans aide extérieure.

Carte 11 : Les pratiques spatiales du *reclus*



Il est difficile de quantifier la proportion de périurbains qui se rattachent à cette figure. Dans les enquêtes du type PERIURB, le phénomène n'est perceptible qu'à la marge, car il s'agit de personnes qui n'ouvrent pas leur porte aux enquêteurs, par impossibilité autant que par défiance. Nous avons toutefois repéré quelques cas de ce type. Par contre, les différents services sociaux connaissent souvent assez bien ces personnes, parce qu'ils ont été sollicités par la famille ou au fur et à mesure de la perte d'autonomie de l'individu, et cela fait désormais partie des populations bien suivies par les mairies, en particulier depuis la canicule de l'été 2003. Il est donc possible de faire des entretiens auprès de ces personnes par ces intermédiaires, par exemple dans le cadre des travaux sur l'habiter des personnes en difficulté résidant dans les espaces périurbains menés au sein du GREGUM par N. Buchot. De même, ce type est repérable en filigrane de travaux sur la pauvreté périurbaine, même si les travaux

Sur le plan financier, il s'agit souvent de ménages modestes qui sont sur le fil du rasoir en raison même du projet résidentiel. Les distances parcourues sont souvent très importantes car l'emploi reste localisé dans la ville-centre ou sa périphérie immédiate. La plupart de ces ménages ne tardent donc pas à faire des choix qui consistent souvent à renoncer à l'emploi urbain de la femme, son bénéfice financier étant englouti par le coût du transport et les frais de garde d'enfant. Les captifs sont donc bien souvent des captives, qui ont connu la vie en ville, mais qui se retrouvent assignées à résidence dans des espaces périurbains lointains où elles n'ont pas une vie sociale satisfaisante. Il s'agit donc d'une trajectoire sociale descendante, où le projet résidentiel lui-même est à l'origine des problèmes de désocialisation. Il semble, d'après les prolongements les plus récents de ces travaux (Rougé et Thouzelier), que ces familles ne demeurent pas très longtemps dans les espaces périurbains, la situation débouchant souvent sur des problèmes familiaux (divorce) et/ou sur un déménagement. Cependant, la persistance de ce modèle dans les espaces périurbains les plus lointains montre que des ménages qui ont ce type de trajectoire arrivent constamment dans les couronnes externes, remplaçant au fur et à mesure ceux qui les ont précédés. Il faut noter que certains grands adolescents, sans moyen de transport autonome et aspirant à une vie sociale urbaine, font partie de ce groupe des captifs. Au final, ce groupe n'est pas négligeable numériquement, et surtout induit des problèmes dans les espaces périurbains les plus lointains à la fois au sein même des familles mais aussi sous forme de conflits entre groupes sociaux endogènes ou allogènes, ou entre grand adolescents et les autres habitants.

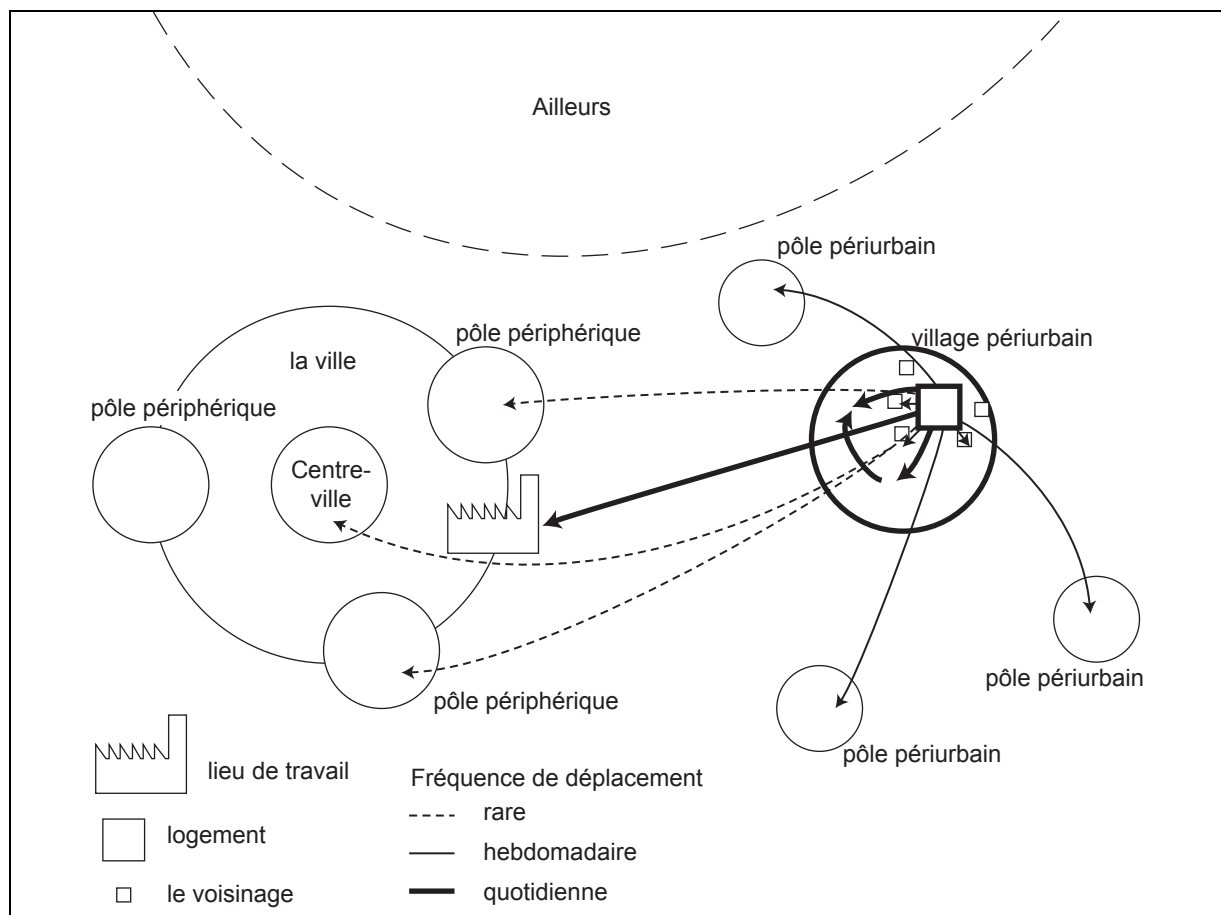
4.2. Figures équilibrées : *villageois, navetteurs et périphériques*

Un deuxième ensemble de figures sociales est formé par les figures « équilibrées », c'est-à-dire par les personnes qui vivent globalement assez bien leur condition périurbaine, fut-ce au prix de quelques arrangements avec leurs rêves ou leur conscience. Trois principaux sous-groupes sont dans ce cas : les *villageois*, qui réinventent des formes d'ancrage local, les *navetteurs*, qui tirent leur identité de leur pratique de la mobilité quotidienne, et les *périphériques*, qui se focalisent plus sur les nouveaux pôles périphériques des villes. Ces figures ne sont pas les plus couramment décrites dans la littérature, comme si leurs caractéristiques somme toute banales ne passionnaient pas les observateurs des espaces périurbains. Pourtant, ils représentent bien la majorité des habitants des espaces périurbains.

Les *villageois* constituent un groupe qui a été assez bien identifié par Cailly (2004), qui insiste notamment sur leur condition sociale souvent assez modeste. Ils se distinguent des autres habitants des espaces périurbains par leur fort attachement au village et aux sociabilités locales. Si leur rapport au logement est généralement intense, ils présentent la particularité d'avoir souvent des relations sociales de voisinage assez soutenues. Recevant leurs voisins, animant ou participant aux animations locales, ils sont connus dans leur lotissement et dans leur village et ne se contentent pas du classique minimalisme social. De même, leur fréquentation des commerces et des services présents dans la commune est fréquente et ne se résume pas à une utilisation banale. C'est pour eux l'occasion de relations sociales signifiantes et la marque d'une identification à l'espace local. Parfois présents dans les conseils municipaux, ils sont en tous cas les piliers de la vie sociale ordinaire et contribuent à créer du lien social et à promouvoir le vivre-ensemble, sans forcément en être très conscients. De même, ils n'hésitent que rarement à participer à des activités à l'échelle du petit bassin de vie périurbain, préférant d'ailleurs fréquenter le pôle périurbain le plus proche que les grands pôles périphériques. Par contre, la fréquentation de la ville est beaucoup plus occasionnelle et distancée. La plupart d'entre eux travaillent en ville, comme l'ensemble des actifs du périurbain, mais ils ne fréquentent guère la ville pour autre chose que pour consommer ou travailler. La ville présente des ressources qu'ils mobilisent à l'occasion, mais plus par

opportunité que par adhésion à un modèle social ou territorial. Leur identification au village périurbain transcende très largement leur identification à la ville proche.

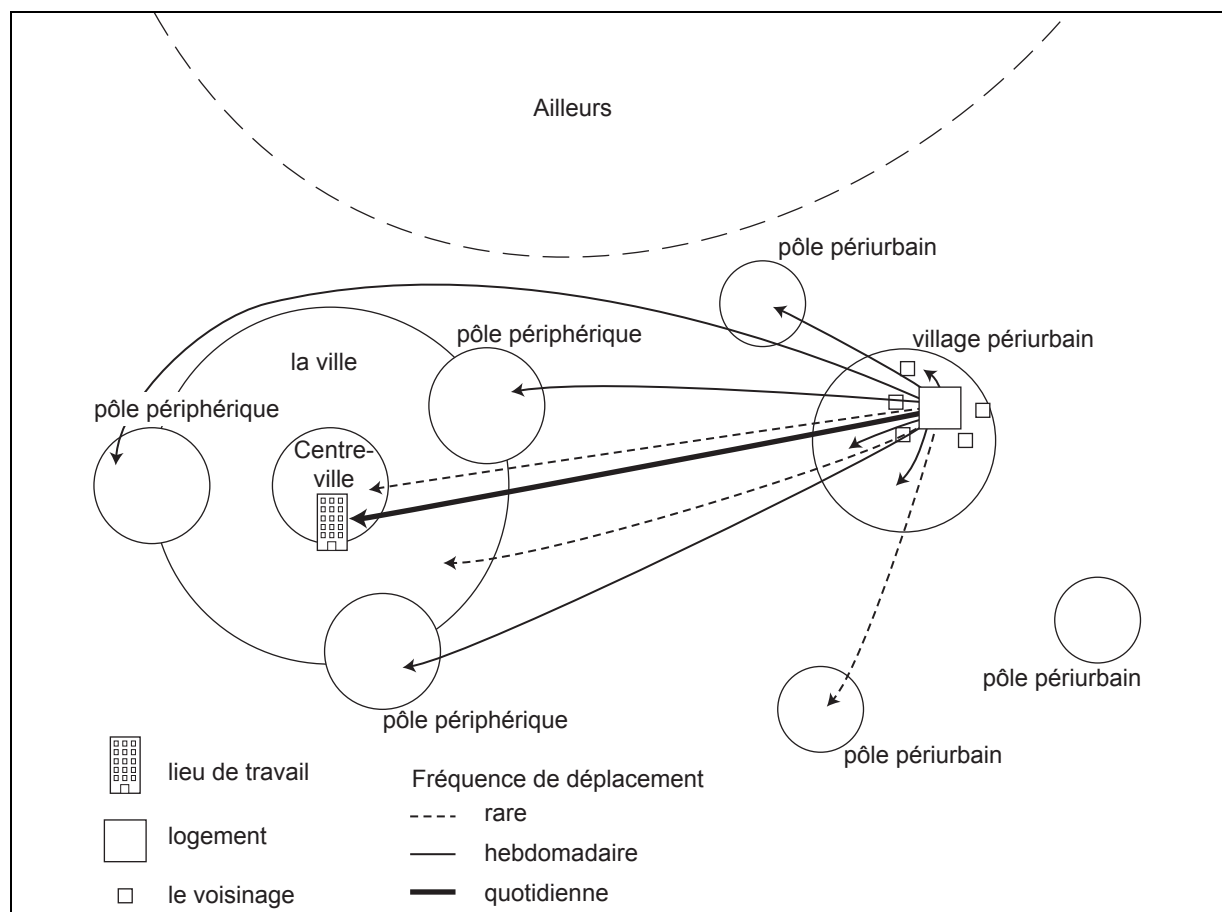
Carte 14 : Les pratiques spatiales du *villageois*



Issus la plupart du temps des catégories populaires, ces villageois sont nombreux à avoir des attaches locales. Soit leurs parents sont originaires de la commune ou d'une commune voisine, soit ils sont déjà passés par cette commune ou sa proximité dans leur itinéraire résidentiel. Mais cet aspect n'est une condition ni nécessaire ni suffisante. D'autres ménages populaires natifs des alentours restent repliés sur leur logement et des personnes n'ayant pas d'origines locales peuvent également présenter un profil identique. Dans ce cas, leur ancienneté dans le village est assez importante et on observe généralement un processus de territorialisation progressive. Au départ, leur profil était celui de navetteurs ou de repliés puis, progressivement, ils se sont intégrés à la société locale au point de ne plus parler d'eux comme « pièces rapportées ». Un processus d'ancrage local se met donc en place et l'identité spatiale locale paraît plus difficilement réversible que pour d'autres groupes sociaux. Il faut noter également que ce profil concerne parfois des personnes d'un certain âge qui n'ont plus guère envie de migrer. Par contre, il regroupe aussi les enfants scolarisés dans les écoles primaires locales, pour lesquels l'espace de vie du village est primordial même si cette phase semble transitoire avant la découverte de l'espace urbain. La plupart de leurs relations sociales hors de la famille et la plupart de leurs activités s'y déroulent au quotidien et ils connaissent souvent plus de personnes du village que leurs propres parents si ceux-ci se rattachent plus à d'autres groupes sociaux, navetteurs ou périphériques par exemple. Au final, cet archétype est assez fréquent dans la plupart des communes périurbaines, en particulier en seconde couronne et dans les espaces périurbains les plus lointains.

Les *navetteurs* se caractérisent par une plus grande capacité à jongler entre des lieux différents, entre le logement, le village et la ville dans son ensemble. Dans ce profil, aucun type d'espace n'a vraiment une prééminence sur les autres. Le rapport au logement est certes un tout petit peu plus faible que pour d'autres types déjà présentés, mais il s'avère au moins aussi intense que pour la plupart des familles périurbaines. Les relations à l'espace local associent à la fois de simples pratiques utilitaires, recours au commerce local pour le dépannage ou les petits achats quotidiens et utilisation des services de proximité proposés par la commune ou les associations locales, et à la fois des relations sociales plus impliquantes pour les individus, même si c'est souvent de façon assez choisie, à l'intérieur d'un lotissement ou d'une association par exemple, ou en se recevant entre familles. N'ayant pas peur de la mobilité, ils ont également recours aux ressources des autres communes périurbaines ou aux grands centres commerciaux périphériques. Ils fréquentent ceux-ci en connaisseurs, sachant à la fois profiter du choix et de la diversité des produits mais aussi s'en distancier à l'occasion. Enfin, leur fréquentation de la ville ne se résume pas à aller et revenir de leur travail. Déjà, ils présentent souvent la caractéristique d'être, plus que d'autres périurbains, capables d'organiser leurs trajets en boucles à partir de leur travail et de programmer leurs déplacements urbains, même s'ils se servent essentiellement de leur voiture. Ils ne dédaignent pas fréquenter la ville pour des raisons futiles, shopping ou loisir, bien qu'ils évitent parfois le centre-ville pour des raisons pratiques ou qu'ils se servent de routines pour palier les difficultés de stationnement. Enfin, une partie non négligeable de leurs relations sociales se déploie également sur l'ensemble de la ville, parce que la famille est dispersée sur l'ensemble urbain, parce qu'ils ont conservé des relations sociales avec des personnes qui résident dans d'autres quartiers, parce que leur trajectoire résidentielle est en général une trajectoire intra-urbaine, etc.

Carte 15 : Les pratiques spatiales du *navetteur*



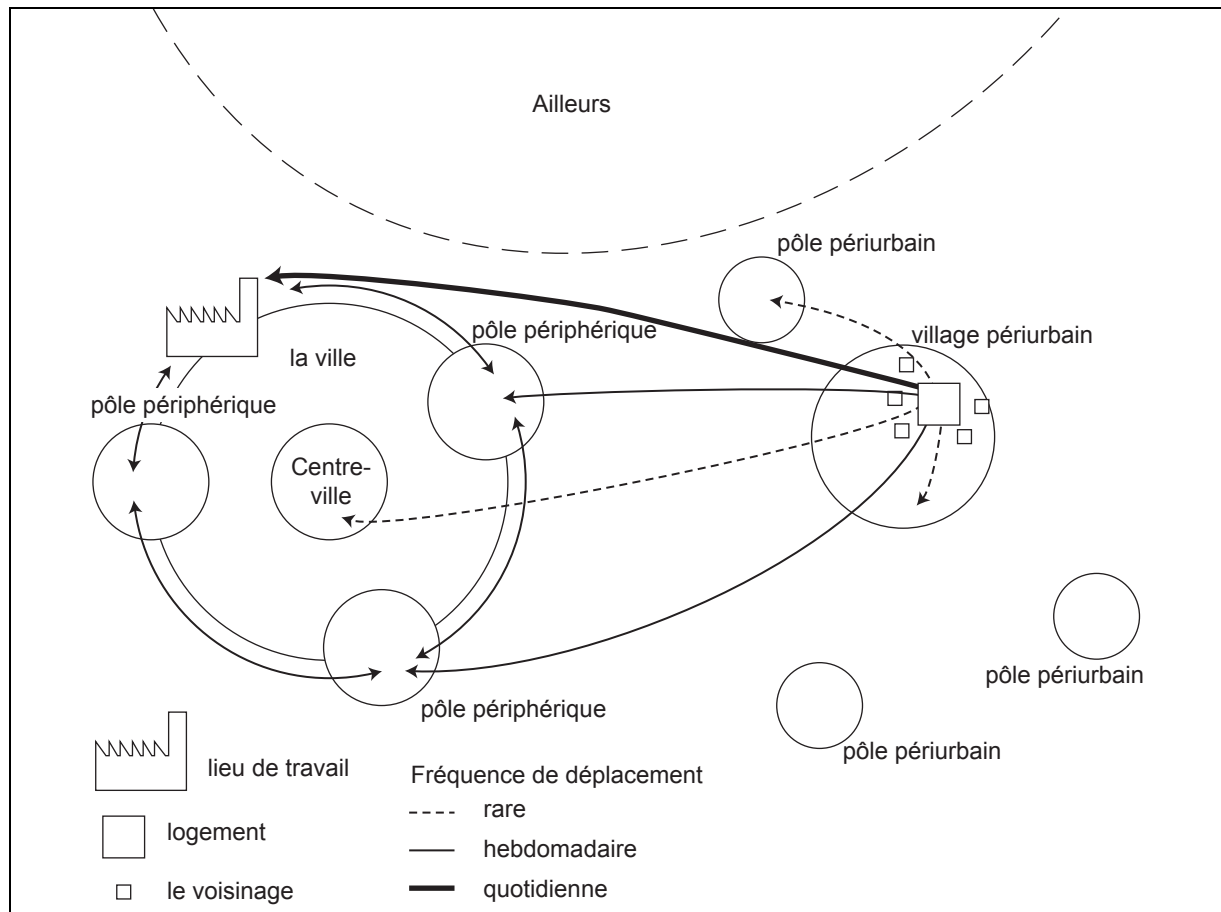
Leur identité spatiale est donc avant tout fondée sur leur mobilité quotidienne. Ils conservent mentalement une sorte de coupure entre l'espace local et l'espace urbain, passant successivement de l'un à l'autre mais ne percevant pas les deux comme un même ensemble contrairement à d'autres figures que nous présenterons ultérieurement. Il y a un temps pour la ville, souvent en semaine en incluant les soirées, et un temps pour le local, qui est généralement plus axé sur des pratiques de week-end. Cette séparation fait partie intégrante de leur identité individuelle et collective. Ce sont d'ailleurs ces personnes qui se nomment spontanément plutôt comme périurbains, ce qui est beaucoup plus rare dans les autres groupes. Ce profil est en fait assez banal dans tous les espaces périurbains, touchant autant la première couronne que les espaces les plus lointains, et concerne également toutes les catégories d'actifs, depuis les cadres jusqu'aux catégories populaires solvables. Il contient aussi les collégiens, dont le rythme de vie est rythmé par les horaires du car scolaire, excepté lorsque le collège est situé dans une commune périurbaine, et qui partagent leur vie entre une fréquentation de la ville et d'urbains de leur âge en semaine, et des activités qui s'inscrivent dans le cercle plus étroit du village périurbain ou de ses alentours le week-end. Plus globalement, ce profil pourrait être considéré comme étant l'archétype du périurbain ordinaire, assumant sa condition spatiale éclatée sur deux espaces et considérant sa mobilité quotidienne comme partie intégrante de soi.

Enfin, le troisième groupe est constitué par les *périphériques*. Cette figure se distingue de la précédente par une fréquentation beaucoup plus intense et plus engagée des pôles périphériques. L'utilisation des centres commerciaux peut être quotidienne, d'une part parce que l'emploi de la personne peut très bien être localisée dans ce type d'espace, d'autre part parce que les pôles périphériques présentent un attrait important pour l'individu. Dans le premier cas, l'investissement en temps dans les emplois du commerce, soit par une mise à disposition quasi-totale, soit parce que les horaires « coupés » nécessitent de multiples allers-retours, soit encore parce que le week-end devient un moment de travail ordinaire, conduit à ne plus séparer nettement temps de travail et temps hors travail. Ce phénomène est amplifié par les politiques des établissements économiques, qui font de l'adhésion aux « valeurs » de l'entreprise une condition du maintien dans l'emploi. D'ailleurs, l'absence de frontière nette entre les deux sphères, tant sur le plan spatial que sur le plan temporel, peut conduire à des formes de souffrance sociale. Toujours est-il que la fréquentation obligée des pôles périphériques parce que l'emploi y est localisé induit souvent une fréquentation intense de ces espaces y compris pour les loisirs ou les sociabilités. Ce profil spécifique d'actif ressort assez clairement dans les enquêtes et dans les entretiens, permettant de poser une base pour définir les « périphériques ».

Cependant, ce groupe est également constitué d'individus sur lesquels les pôles périphériques exercent un attrait évident. Cela peut s'expliquer par une forte appétence pour la consommation, comportement qui est loin d'être marginal dans une société basée sur l'échange marchand. La fréquentation des différents magasins présents dans ces pôles est alors quasi quotidienne et le degré de connaissance des ressources offertes par ces pôles est assez impressionnante. De plus, ces personnes utilisent également ces pôles périphériques comme lieu de loisir et lieu de sociabilité. Si dans un premier temps, ce processus s'est fait par détournement de la fonction d'un espace de statut privé axé exclusivement sur la chalandise, aujourd'hui ce phénomène est amplifié par les stratégies des grands groupes de la distribution qui visent à faire des grands centres commerciaux aussi bien des lieux de détente que des lieux de consommation. Les « périphériques » se retrouvent donc dans ces pôles pour des pratiques de loisirs largement axées sur la fréquentation du multiplex cinématographique et d'une offre marchande de complément (karting, bars, etc.), mais sont également susceptibles de se retrouver le dimanche sur les parkings pour pratiquer le roller (le

revêtement est bien lisse !) ou partir en randonnée en vélo. Ces différentes pratiques incluent généralement des formes de sociabilité plus ou moins intenses, c'est-à-dire que ces différentes activités sont souvent pratiquées en groupe, d'amis ou au sein de la famille. C'est particulièrement vrai pour les grands adolescents motorisés qui se retrouvent ensemble en marge du centre commercial ou du cinéma. Enfin, les formes de restauration présentes dans ces pôles périphériques, finalement assez diverses dans leur statut, permettent aussi des sociabilités de groupe ou plus intimiste selon le choix des individus.

Carte 16 : Les pratiques spatiales du *périphérique*



Au final, ces « périphériques » se caractérisent par une fréquentation plus faible à la fois du logement, surtout pour les jeunes, et du village périurbain, qui n'apparaît finalement que comme un espace-dortoir tel qu'on pouvait en faire la description dans les années soixante-dix. Mais la fréquentation du reste de la ville, et spécifiquement du centre-ville, reste également assez marginale pour ce groupe, rarement nulle pour les grand adolescents mais moindre que pour ceux que nous rattacherons aux figures suivantes. Il faut noter que ce groupe est très divers du point de vue social, même si la moyenne d'âge est plus jeune et les ressources un peu plus faibles que la moyenne.

Globalement, tous les membres de ces groupes vivent correctement leur condition périurbaine. Certes, ils ne pratiquent pas tous les espaces avec une même et forte intensité, passant ainsi à côté de ressources méconnues ou restant parfois un peu à l'écart de ce qui est au cœur du fonctionnement de la société contemporaine. Cependant, parce que résider dans les espaces périurbains est la concrétisation d'un projet résidentiel et patrimonial, parce qu'il faut bien s'arranger avec la réalité de la vie et parce que ces individus savent bien que le

monde est fait par d'autres acteurs, ils trouvent dans leur mode de vie et par leur mode de vie les éléments nécessaires à une forme d'équilibre individuel.

4.3. Figures métropolitaines : *hyper-mobiles*, *absents* et *multi-compétents*

Enfin, un dernier ensemble de figures périurbaines est ici regroupé sous le vocable de « métropolitaines », pour reprendre l'expression de Ascher (1995) décrivant la forme contemporaine prise par la ville. Une ville faite de mobilité, de fluidité des trajectoires de mobilité quotidienne, mais aussi de formes d'ancrage en perpétuelle reconstruction. Il s'agit donc des figures les plus en phase avec l'évolution contemporaine de la société. Trois sous-groupes peuvent être décrits à partir de l'analyse des modes d'habiter périurbains : les *hyper-mobiles*, qui se caractérisent par leur capacité à s'insérer dans les grands flux contemporains, les *absents*, pour qui la vie se déroule presque exclusivement hors de l'espace périurbain, et les *multi-compétents*, qui savent parfaitement jongler entre les ressources urbaines et l'ancrage local.

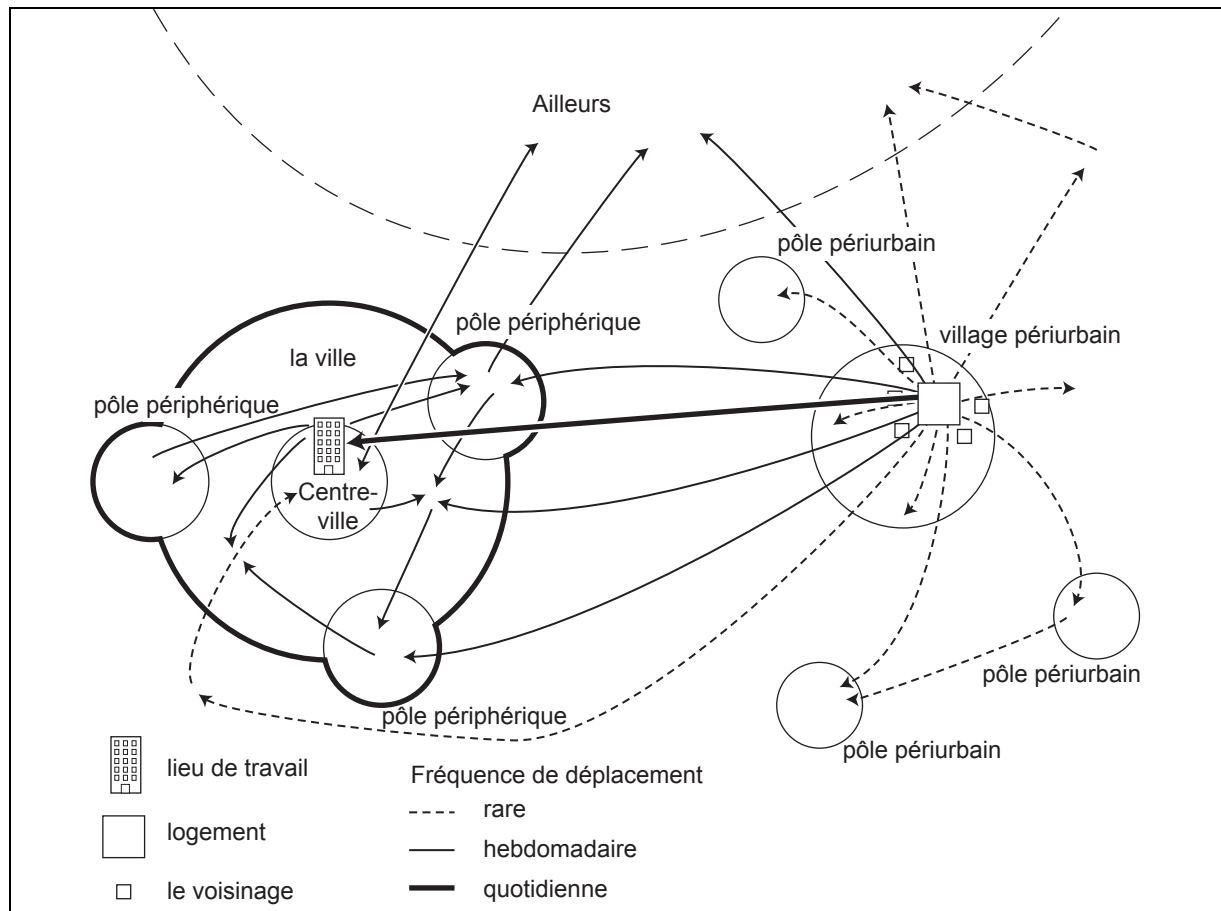
Les *hyper-mobiles* sont ces individus qui sont toujours en mouvement dans une ville elle-même constamment en transformation. Leur présence dans le logement est assez faible parce qu'ils sont constamment dans des flux. Travaillant en ville, mais avec de fréquents déplacements professionnels vers d'autres espaces que l'aire urbaine de résidence, partant très régulièrement en week-end, participant aux grands rassemblements festifs où qu'ils se tiennent, passant les vacances d'hiver à la montagne ou au soleil tropical et les vacances d'été au bord d'un rivage exotique ou dans une grande capitale européenne, ayant toujours des amis ou de la famille à visiter à l'autre bout de la France, voire de l'Europe, ces individus sont toujours en déplacement. Ils se définissent d'ailleurs par des référentiels larges, dépassant à coup sûr l'échelon local du village périurbain, mais aussi très souvent celui de l'aire urbaine. Une grande partie d'entre eux n'est d'ailleurs pas originaire de la région car ils ont souvent eu une forte mobilité durant leur formation ou leur parcours professionnel. Ils font donc majoritairement partie de la classe moyenne supérieure, dotée d'un niveau de vie confortable même si la mobilité absorbe au bout du compte une grande partie de leurs revenus.

Ils fréquentent pourtant l'espace local du village périurbain, mais essentiellement dans une optique utilitaire : commerce de proximité pour des produits de qualité ou activités associatives, culturelles en particulier, si l'offre locale est à la hauteur de leurs attentes. En même temps, on sent bien que leur présence dans le local reste assez distanciée, c'est-à-dire que si demain il faut déménager, par exemple pour des raisons professionnelles, quitter cet espace local ne constituera guère une déchirure. Au contraire, valorisant la mobilité sous toute ses formes, ce déplacement sera plus synonyme de découverte d'un nouvel environnement que contrainte de quitter un chez-soi qui serait doté d'un fort investissement symbolique. L'environnement du lieu de résidence peut lui-même être le facteur déclenchant de la mobilité puisque ces *hyper-mobiles* aspirent très souvent à déménager vers d'autres lieux pourvus d'aménités positives à leurs yeux, en particulier vers les espaces balnéaires ou touristiques, ou vers une plus grande ville.

Au quotidien, leurs pratiques se caractérisent par une grande mobilité, essentiellement automobile mais pas exclusivement. Ils sont souvent capables de jongler entre les différents modes de transport selon leur efficacité, voire selon les coûts s'ils sont de catégorie sociale modeste, ce qui est rare, ou assez jeunes, ce qui est beaucoup plus fréquent. De toutes façons, ils connaissent très bien les différents modes de transport et sont parfaitement à l'aise au péage de l'autoroute, où ils ne s'arrêtent plus, dans n'importe quelle gare ou même à l'embarquement dans un aéroport. Ils ont d'ailleurs la capacité à s'insérer de façon fluide dans les flux (Marzloff 2005), sachant trouver très rapidement des itinéraires alternatifs en cas d'encombres, ou palliant une panne sans grand effort grâce aux moyens de communication dont-ils sont forcément friands. Cette mobilité se déploie au quotidien sur

l'ensemble de la ville y compris les espaces périphériques voire périurbains situés à l'opposé de leur résidence et prend la forme de boucles systématiques tout en laissant de la place au hasard et aux recompositions dans la programmation des itinéraires.

Carte 17 : Les pratiques spatiales de l'hyper-mobile

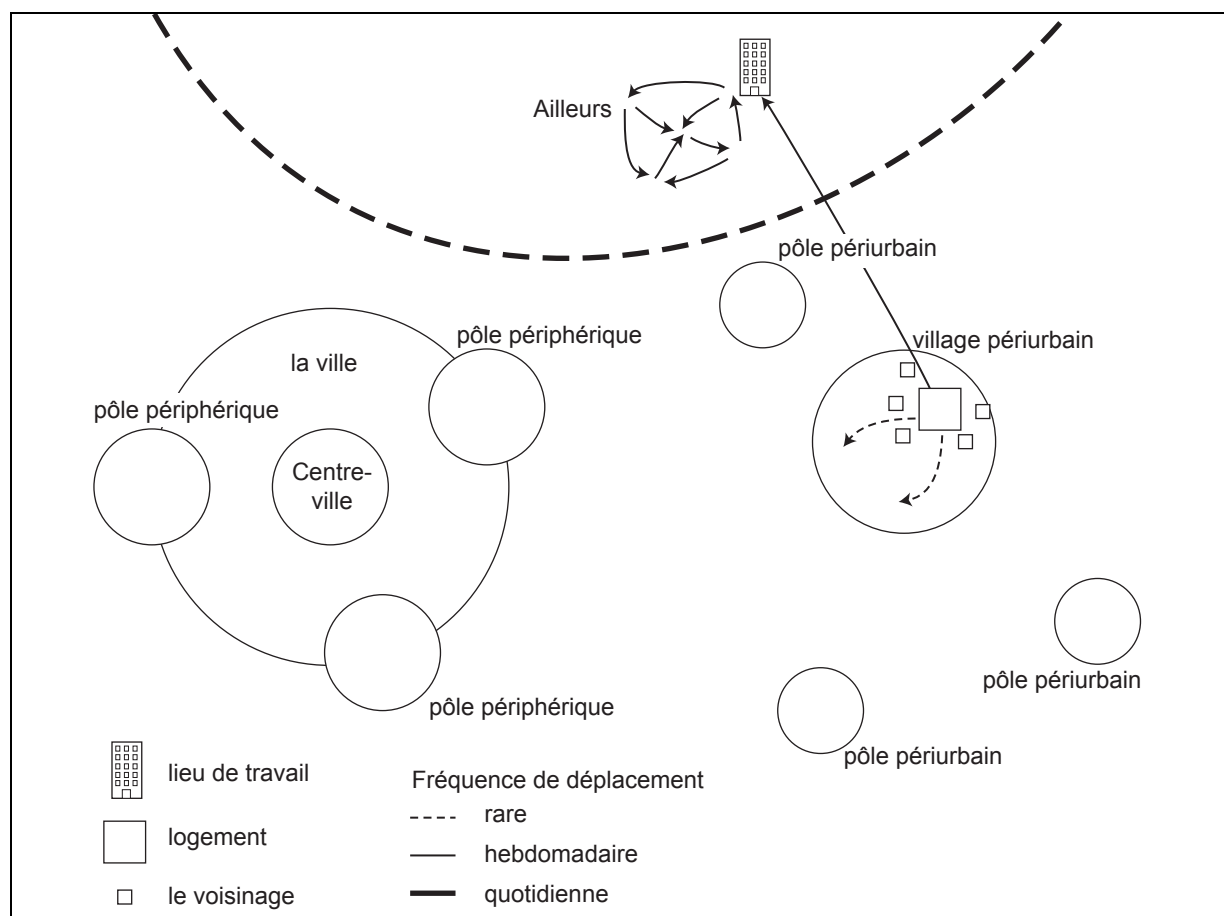


En contrepartie, leur ancrage au territoire reste faible et même leurs sociabilités de contact direct semblent parfois un peu superficielles. Les sociabilités « qui comptent » sont en effet plutôt des relations à longue distance, avec des amis ou de la famille avec lesquels ils communiquent régulièrement en attendant leur prochaine visite. Au final, il s'agit donc d'un mode de vie qui se situe constamment dans l'urgence et la vitesse, entre deux rendez-vous professionnels et la prochaine activité, entre la préparation du prochain déplacement et le retour sur les dernières vacances, sans que cela ne soit réellement un problème pour l'individu en raison des valeurs positives affectées à la mobilité. Tant que la situation professionnelle et familiale reste stable, ce mode de vie permet à ces individus d'avoir l'impression de prendre toute leur place dans le fonctionnement de la société.

Le second sous-groupe est composé des *absents* et il faut bien sûr comprendre absents du périurbain. Bien qu'ils résident dans une commune périurbaine, ces individus ne sont finalement que très peu présents à l'échelon local. C'est particulièrement vrai pour ceux qui travaillent dans une autre aire urbaine. Les cas de double-résidentialité ne sont plus rarissimes au sein des espaces périurbains des plus grandes villes et des villes moyennes et commencent à émerger dans les espaces périurbains des petites villes. Les ménages étant en général composés de deux actifs, il s'agit de composer avec deux situations professionnelles qui peuvent être difficilement compatibles. En raison de l'instabilité croissante du monde professionnel, les individus acceptent des situations familiales et professionnelles qui peuvent

paraître surprenantes en première lecture, mais qui sont toujours inscrites dans des trajectoires bien spécifiques. Vignal (2003) a bien décrit l'effet d'une délocalisation à distance moyenne sur les projets résidentiels des ménages, certains ne pouvant faire autrement que d'accepter des migrations alternantes à longue distance, généralement de fréquence hebdomadaire, à défaut de pouvoir déménager en raison soit de contraintes liées à l'emploi du conjoint, soit d'un ancrage familial très fort. De plus en plus de personnes acceptent donc des situations qui consistent à travailler très loin du domicile, en prenant par exemple un studio près de leur lieu de travail. Spécifiquement autour du Mans (Moreau-Lanéelle 2003), mais aussi autour des grandes métropoles, la figure de l'abonné TGV s'impose également, pour des durées variables d'un individu à l'autre, mais dépassant rarement la dizaine d'années. Des étudiants qui partent progressivement de la maison familiale et qui ne reviennent qu'occasionnellement font également partie de ce groupe hétéroclite.

Carte 18 : Les pratiques spatiales de l'absent

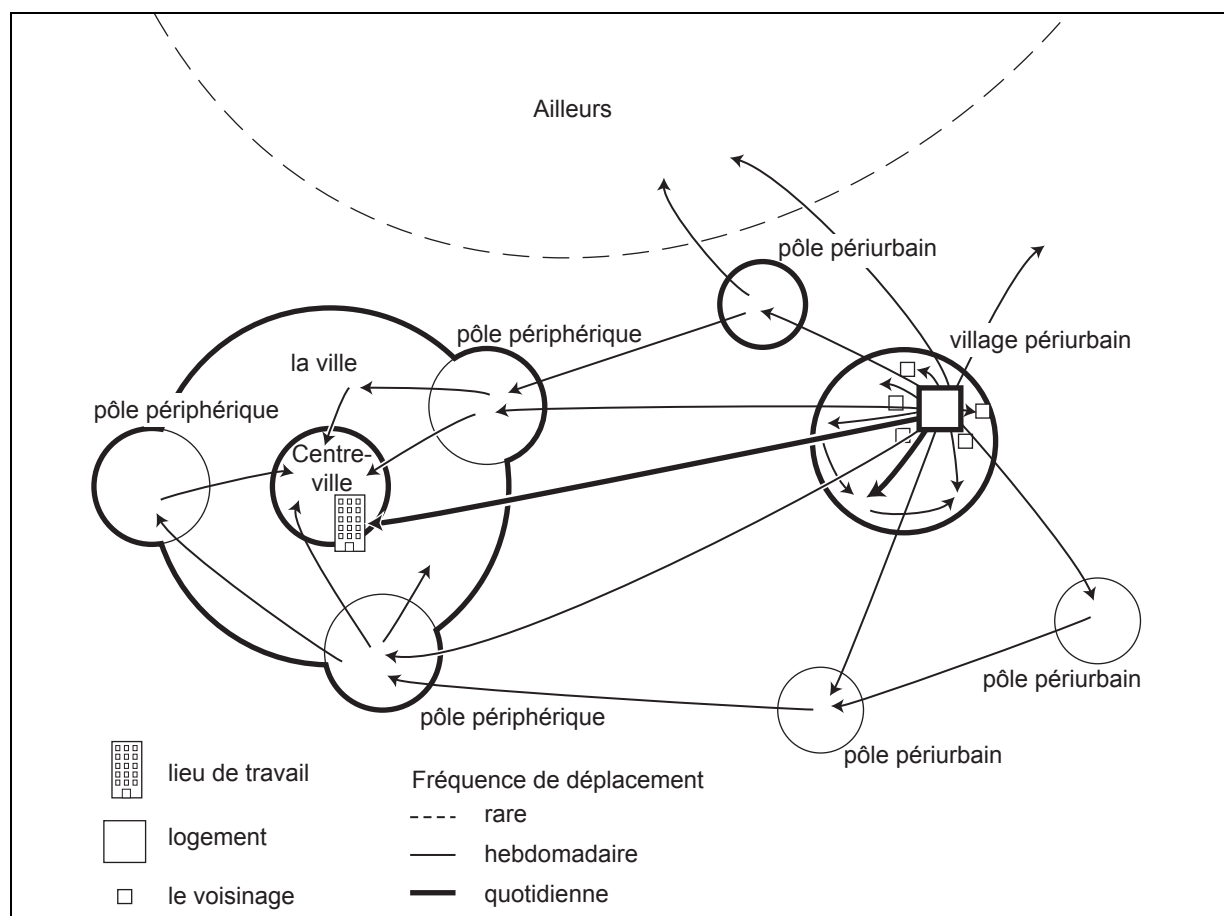


L'effet de ces situations professionnelles et familiales spécifiques sur les pratiques spatiales est assez spectaculaire. Moreau-Lanéelle (2003) montre bien la lente disparition du réseau de sociabilité local pour les navetteurs à très longue distance que sont les abonnés TGV. Bien que résidant au quotidien dans l'espace périurbain, en l'occurrence du Mans, ils n'en connaissent pas ou plus les ressources locales, laissant le conjoint gérer les affaires liées au domicile. Outre la raréfaction des relations sociales locales, les pratiques de l'espace proche du « domicile » sont de plus en plus réduites, en particulier pour les usages ordinaires. S'il subsiste une certaine fréquentation de l'espace local, c'est plutôt pour sauvegarder des liens plus forts soit en cultivant quelques sociabilités choisies, soit en continuant un engagement associatif ancien. Cependant, la trajectoire sur le long terme est clairement celle d'une

distanciation par rapport au village, l'énergie du quotidien étant absorbée par les déplacements à longue distance ou par la pratique d'autres espaces. Le rapport à la ville voisine est également de plus en plus distancié, ce qui s'accompagne pourtant rarement, pour les actifs, d'un investissement accru dans une autre ville, par exemple celle du lieu de travail. Par contre, pour les étudiants en partance de ces espaces périurbains, la moindre fréquentation de la ville proche est contrebalancée par la découverte d'une ou plusieurs autres villes, souvent fréquentées de façon intensive. L'accroche de ces absents à l'espace local se concentre donc sur l'échelon du logement, souvent décrit comme un lieu de ressourcement, un peu comme si la mobilité intense vécue durant la semaine devait être rééquilibrée par un ancrage dans le logement et donc dans le noyau familial. Le profil de ce groupe se rapproche donc au final de celui de la figure du repli, avec les mêmes souffrances plus ou moins occultées, même si certains indicateurs (kilomètres parcourus, connaissance d'autres lieux), paraissent identiques à ceux des hyper-mobiles.

Enfin, le dernier sous-groupe de métropolitains est formé par les *multi-compétents*, rarement décrits mais qui sont sans doute l'un des groupes les plus importants parmi les habitants des espaces périurbains. Ces individus présentent la caractéristique d'avoir des pratiques spatiales à de nombreux échelons différents sans que l'un d'eux ne semble avoir la prééminence, avec une capacité à utiliser au mieux les ressources de ces différents espaces mais aussi une capacité à s'insérer dans des normes et des valeurs différenciées.

Carte 19 : Les pratiques spatiales du *multi-compétent*



Parfaits villageois au sein du village périurbain, ils sont aussi de parfaits urbains lorsqu'ils vont au centre des villes et de parfaits « périphériques » lorsqu'ils fréquentent les

grands centres commerciaux, sans oublier leur ancrage au logement, symbole de la constitution d'une famille. Leur mobilité est sans doute moins intense que celle des deux précédents sous-groupes, mais elle s'exerce plus à propos, soit pour des actions qui impliquent vraiment l'individu (relations sociales, choix individuels de consommation ou de pratique culturelle ou sportive, etc.), soit pour accéder à des ressources qui ne sont pas disponibles dans l'espace proche. Mais ils savent également rester au sein du logement lorsque la mobilité s'avère inutile ou contre-productive, ou encore s'insérer dans un milieu local dans un laps de temps très court et sans difficultés majeures pour décrypter les comportements et les modes de vie dominants et pour s'y adapter.

Ce groupe est lui-même très composite, à la fois en termes d'origine sociale, de situation dans le cycle de vie, de moyens financiers, de localisation résidentielle, entre périurbain proche ou lointain et habitat dispersé ou groupé, etc. Il est même traversé par l'ensemble des plans de différenciations décrits précédemment, qui se traduisent par une variété de combinaisons possibles dans les pratiques des différents échelons de référence. Certains fréquentent plus la ville que d'autres ou ont une meilleure connaissance de l'ailleurs. De ce point de vue, ce groupe, comme les autres, n'est pas univoque et ne forme pas un ensemble d'une homogénéité parfaite. Cependant, pour comprendre qu'une grande partie des périurbains vivent très bien leur condition résidentielle, il faut prendre conscience de la forte présence de ce groupe de multi-compétents. Ils sont en quelque sorte l'illustration, au niveau des individus, de « la ville au choix » dont parlent Chalas et Dubois-Taine (1997), sans qu'il y ait derrière cette expression l'idée d'une quelconque sécession sociale vis-à-vis du reste de la ville ou même la tentation d'un entre-soi exclusif. Au contraire, par leur fréquentation régulière d'autres espaces, par leur conscience d'appartenir à un ensemble plus vaste que le seul village périurbain, ces individus sont l'archétype du citoyen éclairé capable de concevoir une utilité collective à une échelle beaucoup plus large. Cela n'empêche pas les tensions, de toutes façons inhérentes à toute confrontation entre groupes sociaux, et les conflits mais ce groupe assure souvent la cohésion sociale des espaces périurbains par sa capacité à jouer sur des échelons territoriaux différenciés.

4.4. Les processus de socialisation dans le périurbain

Au bout du compte, tous ces types d'habitants différents vivent bien au même endroit, cohabitent plus ou moins pacifiquement et rencontrent donc d'autres catégories sociales, d'autres manières de vivre, d'autres conceptions du rapport à l'espace et du rapport aux autres. Ces interactions sociales sont à la base des processus de socialisation pour un nombre croissant de personnes et ne peuvent être évacuées par des jugements de valeurs négatifs ou encensées comme l'archétype contemporain du rapport à autrui. Ce sont des processus comme il en existe d'autres dans les espaces urbains ou ruraux, de nature parfois identique, en particulier si les espaces périurbains sont comparés aux lotissements périphériques de la ville-dense, parfois nettement différenciée, par exemple si la comparaison est établie vis-à-vis des grands ensembles de logements sociaux ou par rapport aux centres anciens (Authier et al. 2001).

Ces processus de socialisation fonctionnent en grande partie via ou en marge des organisations formelles : l'école, les associations de copropriétaires, les associations sportives ou culturelles, les institutions communales ou, de plus en plus, supra communales, sont autant de vecteurs de relations sociales. Ces relations sont synonymes d'échanges et cela modifie positivement la vision de la société locale par les acteurs individuels, ou de confrontations, et cela peut induire des formes de rejet. Dans tous les cas, par petites touches, ces relations contribuent à changer les systèmes de valeurs des individus, les normes sociales qu'ils véhiculent et leur vision du Monde, ce qui contribue *in fine* à former une société.

Comme la plupart des habitants sont ou ont été des parents ou des enfants de familles « standards », l'école joue un rôle essentiel à la fois pour les processus de socialisation des jeunes enfants, mais aussi comme moyen d'intégration des parents. Groupes de parents d'élèves formels ou informels, associations liées aux activités annexes de l'école, rencontres devant le portail du groupe scolaire, etc., jouent un rôle central dans la cohésion sociale des espaces périurbains. Dans certains espaces, en particulier au nord-est de Nantes, les luttes d'influence entre le secteur privé et le secteur public structurent également des conflits latents, qui sont périodiquement relancés par des politiques municipales souvent plus ou moins favorables à l'un des deux « camps ».

Dans les grandes communes périurbaines de la première couronne, les associations des plus grands lotissements sont aussi des lieux d'échange et de confrontation, en particulier autour de la gestion des équipements communs (antennes, jeux d'enfants, etc.) ou de la possibilité de transférer le réseau viaire dans le domaine public. Il s'agit souvent d'un préalable à une possible consolidation du lien social par d'autres animations ou événements, comme des fêtes locales, des repas de voisins ou bien sûr par des échanges plus informels entre voisins.

Les associations culturelles, sportives ou festives, en général particulièrement dynamiques car portées par les aspirations des nouvelles populations, sont également un vecteur majeur de relations sociales. Le rythme de la vie de la commune périurbaine est largement calqué sur ces activités qui ne sont parfois qu'un prétexte à la rencontre sociale, mais qui peuvent aussi devenir un enjeu relationnel. Des conflits émergent parfois entre personnes, mais ils sont souvent révélateurs d'oppositions entre groupes sociaux différenciés : qui tient le pouvoir dans les associations ? Est-ce que ces associations sont des contre-pouvoirs à la municipalité ou accompagnent-elles la politique communale, etc. ? Une analyse sociologique fine du champ associatif apprend souvent beaucoup plus sur l'état des processus de socialisation dans les espaces périurbains qu'une analyse statistique des PCS.

Mais comme partout, les processus de socialisation fonctionnent aussi dans l'espace public, en confrontant des normes d'usages différenciées selon les groupes sociaux. Comment utilise-t-on l'espace public en général, ou parfois plus précisément la portion de voirie devant son logement, qu'elle soit publique, de droit privé à usage public comme certaines impasses de lotissements qui n'ont pas rejoint le domaine public, voire, beaucoup plus rarement, de droit privé et d'usage restreint par n'importe quel moyen que ce soit (panneaux, barrières). La réponse à cette simple question entre en résonance avec des représentations du rapport à l'espace public ou privé, à des manières différentes de concevoir la relation aux autres et renvoie à des systèmes de valeurs variés, à des conceptions différentes du respect des autres ou du droit d'usage, tout en générant forcément des conflits plus ou moins ouverts. De même, un aspect tout simple de la relation aux autres, le fait de se saluer ou non dans la rue, est souvent assez emblématique de l'état des relations sociales dans la commune.

Les relations sociales dans les espaces périurbains oscillent donc entre convivialité et méfiance, variant avec la plus ou moins grande capacité des individus à rencontrer des membres d'autres catégories sociales, et à la façon de gérer cette rencontre avec la différence. Cela n'est pas sans effet non plus sur la formation des identités spatiales individuelles, avec une plus ou moins grande adhésion aux valeurs et normes dominantes du lieu.

De ce point de vue, le périurbain fonctionne comme une machine à fabriquer du social, au même titre que n'importe quel type d'espace. Certes, la plus faible présence de populations d'origine étrangère, la domination symbolique des familles, la rareté des jeunes adultes, l'homogénéité apparente des modes de vie, peuvent faire croire que l'altérité est plus faible que dans d'autres configurations spatiales. Pourtant, parce qu'une grande part de la population est urbaine tout en se pensant rurale (Aldhuy 2006), parce que cette variété des rapports à l'espace décrite précédemment est omniprésente, parce qu'il existe de multiples plans de différenciation sociale, les individus sont confrontés à autrui, un autrui qui peut lui ressembler

comme lui être profondément étranger. Cette confrontation aux autres est donc tour à tour et simultanément source de stabilité et de sécurité pour l'individu, lorsque cela le conforte dans ce qu'il est, et source de remise en cause, de confrontation voire d'insécurité sociale. Dans cette perspective, et parce que les liens entre groupes sociaux passent par les individus, il existe des rapports entre groupes sociaux, faits à la fois de domination et d'association, d'attraction et de répulsion, de jeux de pouvoir et d'imposition de normes par les groupes dominants. Entre groupes sociaux, il existe donc un frottement constant, voire même des situations d'opposition plus ou moins pérennes, qui se révèlent à l'occasion des conflits.

4.5. Nouvelles populations, nouveaux conflits

L'arrivée de nouvelles populations dans les espaces périurbains, avec de nouvelles attentes en matière de services, des manières d'occuper l'espace ou de réagir aux nuisances de l'activité agricole qui sont avant tout celles d'urbains, génère des conflits qui sont des révélateurs de la confrontation entre groupes sociaux.

Si les travaux sur les conflits autour des grandes opérations d'aménagement sont désormais nombreux et bien documentés (Lecourt 2003), la recherche s'est assez peu focalisée sur les micro-conflits qui se déroulent au quotidien. Ces situations sociales spécifiques sont la marque d'antagonismes qui dépassent les individus acteurs de ces situations. Ce sont en fait les oppositions entre groupes sociaux qui prennent ainsi corps dans l'espace, d'autant que ces conflits portent souvent sur la manière d'occuper l'espace.

Les premières investigations menées sur cet aspect de la vie sociale ont concerné les conflits entre les groupes d'adolescents et les adultes en général (21-Dodier 2007). Dans quasiment chaque commune périurbaine, à un moment ou à un autre, le bruit fait par ces groupes de jeunes, ou même le simple fait de se réunir dans des endroits qui ne sont a priori pas conçus pour cela, provoque une sorte de psychodrame local. Dans ce cas de figure, les acteurs en présence sont toujours un peu les mêmes : un groupe de jeunes, des riverains « victimes », un maire ou un adjoint qui se retrouve en position d'arbitre tout en appartenant souvent au même groupe social que les riverains, éventuellement la gendarmerie lorsque la confrontation devient physique ou délictuelle. Les lieux du conflit, abribus, bancs publics, alentours d'une salle pour les jeunes, etc., sont également assez semblables même s'il existe des variantes locales, et le dénouement prend généralement deux formes possibles : déplacement ou suppression du lieu ou du mobilier qui servait de point de rendez-vous, ce qui ne fait généralement que déplacer le problème dans un autre endroit ou produit des rancœurs tenaces, ou prise de conscience des besoins d'une tranche d'âge très souvent oubliée par les politiques publiques et mise en place d'animations, de lieux de ralliement plus institutionnalisés, etc. Plus globalement, ces conflits sont la partie visible de l'opposition entre des groupes sociaux dominants, qui ont le pouvoir politique, financier et juridique, et un groupe social dominé, celui des jeunes, qui ne trouve qu'une place marginale dans le fonctionnement au quotidien des espaces périurbains, ou du moins qui doit faire sa place dans ces communes périurbaines, ce qui ne va jamais sans heurts.

D'autres désaccords sont cependant susceptibles de révéler également les dessous du fonctionnement des sociétés locales. La gestion des bruits liés à la vie des espaces périurbains, où on bricole et jardine beaucoup, est souvent un enjeu majeur dans la vie locale. Entre les contraintes professionnelles des uns et le désir des autres de profiter de la tranquillité du lieu, entre l'envie de montrer son savoir-faire, qui est un marqueur de la culture populaire, et la tentation d'occulter la présence des autres, les occasions de conflit sont légions et rythment les rapports sociaux entre voisins. Les horaires autorisés, les guides de bonnes pratiques, sont alors les symboles de l'imposition d'une norme sociale, qui est souvent celle des groupes sociaux qui détiennent le pouvoir symbolique ou politique dans la commune.

Les conflits autour d'un aménagement local, réalisation d'une déviation, d'un nouveau lotissement, d'un équipement public avec plus ou moins de nuisances (station d'épuration, salle « polyvalente » qui sert surtout à faire la fête et du bruit, etc.) traduisent également, au delà du classique syndrome NIMBY, des oppositions, associations ou concurrences entre groupes sociaux. Agriculteurs, lotisseurs et aménageurs, riverains, simples citoyens avec une conscience politique forte, personnalités politiques locales ou intégrées à des échelons plus large forment autant de groupes, eux-mêmes composites, dont les intérêts antagonistes s'affrontent dans l'espace ou autour de questions ayant trait à l'aménagement ou à l'occupation de l'espace.

Enfin, la vie politique locale est également un bon révélateur des transformations des sociétés locales. La carte des catégories sociales des maires (celle de Dufour (1985) pour la Sarthe mériterait d'être renouvelée pour observer les changements sociaux en profondeur) illustre souvent assez fidèlement la progression de la périurbanisation dans les espaces ruraux. Cependant, le jeu politique local est de plus en plus subtil, de nouvelles formes d'association entre groupes sociaux auparavant assez distants (cadres supérieurs et agriculteurs par exemple) émergent progressivement, modifiant la donne dans certaines communes des premières couronnes par exemple. Une analyse approfondie des rapports de force aux sein des communes périurbaines est en cours au sein du programme PERIURB en s'appuyant notamment sur ce moment crucial que sont les élections municipales. Il est possible de distinguer les cas de listes de « consensus » plus ou moins partiel, qui cachent souvent une exclusion plus ou moins vive de certains groupes sociaux, les situations « inamovibles », souvent construites autour de la personnalité d'un maire un peu hors norme, les cas de conflits ouverts qui se traduisent par la présence de deux listes franchement opposées, ou encore les situations de triangulaires plus complexes, notamment dans des phases de transition sociale ou politique. Le tout fonctionne dans un contexte où le panachage est autorisé, ce qui fait souvent des électeurs de véritables stratèges de la vie politique locale.

L'ensemble de ces conflits plus ou moins larvés, met en jeu des rapports de force, des relations ambivalentes entre groupes sociaux, qu'il est nécessaire de mieux décrypter pour comprendre comment fonctionnent ces sociétés périurbaines.

4.6. Vivre-ensemble ou clubisation ?

En fait, deux grandes tendances sont à l'œuvre au sein des espaces périurbains : la promotion du vivre ensemble d'un côté, la tentation de l'entre-soi et de la clubisation de l'autre. En général, seule cette seconde hypothèse est posée par les chercheurs travaillant sur la question périurbaine, ce qui est une façon déséquilibrée de poser les termes de la controverse. Il semble au contraire que les deux tendances sont à l'oeuvre de façon simultanée et que si celle de la clubisation tend à progresser autour des plus grandes métropoles, ce n'est ni le cas dans toutes communes périurbaines, les trajectoires de chacune pouvant devenir de plus en plus singulières, et ce n'est pas non plus le cas autour des villes intermédiaires ou moyennes dans lesquelles les contrastes sociaux sont en général plus atténués. Il est donc sans doute préférable de poser la question de façon ouverte, sans poser comme préalable que l'évolution en cours va aller vers plus d'individualisme et plus d'exclusion. Au contraire, la diffusion de l'idéologie du vivre-ensemble pourrait aussi être posée comme postulat de départ, à vérifier par une analyse fine des situations sociales et des politiques menées. En fait, il me semble que la controverse sur l'évolution sociale des espaces périurbains mérite d'être abordée sous l'angle de la tension entre des forces opposées, que ce soit au niveau des individus, au niveau des groupes sociaux ou même en termes de trajectoire d'un type d'espace spécifique.

Au niveau des individus, les entretiens montrent bien comment la plupart des personnes oscillent entre recherche de celui qui lui ressemble, et donc méfiance pour la figure de l'étranger quelle qu'elle soit, et conscience de l'intérêt des différences et donc tolérance

pour certaines formes d'altérité. Dans le discours tenu par les individus, cela ressort nettement par une distinction entre ce qu'il faudrait être et ce qu'on est réellement. Ce qu'il faudrait être, c'est un parfait habitant, intégré à la société locale, participant à la vie de la commune dans tous les domaines, non seulement respectant les autres, mais aussi force de proposition pour promouvoir le lien social. Cependant, la réalité de la vie quotidienne est faite aussi de la difficulté à être soi, ce qui empêche d'aller vers les autres, de problèmes pour gérer son temps et en particulier le temps nécessaire à la relation sociale, de réactions plus primaires que civilisées notamment quand le sentiment d'être agressé submerge l'individu. L'individu périurbain est donc tiraillé entre la promotion du lien social et le chacun pour soi, entre un individualisme positif, celui qui permet à l'individu d'aller vers les autres parce qu'il a une pleine conscience de ce qu'il est et notamment de ses différentes appartenances sociales, et un individualisme négatif, qui consiste à se replier sur son chez soi, sur son entourage proche, quand ce n'est pas sur sa seule personne. Les individus habitant dans les espaces périurbains semblent, de ce point de vue, guère différents de ceux qui habitent dans d'autres espaces.

La situation est assez voisine en ce qui concerne les relations entre groupes sociaux. L'arrivée de nouvelles populations est souvent portée par le mythe du village accueillant et convivial, au climat social apaisé et consensuel. La réalité est en fait souvent beaucoup plus disparate, faite de relations de domination, de conflits latents ou ouverts voire d'exclusion.

De même, la promotion du vivre-ensemble est souvent un leitmotiv des discours politiques locaux, avec un soutien fort au tissu associatif pour « renforcer le lien social », pour faire de la commune le premier échelon de la solidarité, voire pour adopter une politique d'animations et de fêtes censée refléter le bonheur de ces habitants. Cependant, ce discours est souvent instrumentalisé pour exclure un certain nombre de groupes sociaux, soit présents mais ne correspondant pas à la norme sociale dominante localement, les groupes de jeunes, les « locataires », sous-entendu du parc HLM qui pose des problèmes, voire des pauvres en général, soit extérieur et susceptibles de venir troubler la quiétude des lieux, en particulier de nouveaux arrivants, ou dans un autre domaine, les gens du voyage. Des populations différentes peuvent être « indésirables ». A dire vrai cette situation est sans doute, là encore, voisine de la dynamique sociale d'autres types d'espace.

Ce qui est en partie spécifique aux espaces périurbains, c'est qu'à ces tensions internes aux individus ou entre groupes sociaux, s'ajoutent des tensions inhérentes aux espaces périurbains eux-mêmes. Premièrement, le fait d'être tiraillés entre ville et campagne, entre dépendance urbaine, pour le travail et les services, et cadre rural, produit une situation singulière qui se traduit par une sorte de schizophrénie spatiale. Les périurbains se pensent globalement ruraux quand ils sont urbains par bien des aspects. En second lieu, les injonctions reçues de l'extérieur ne sont généralement guère positives : globalement accusés de ne pas être durables, écartelés dans des constructions politiques qui ne prennent que rarement en compte leurs spécificités, les espaces périurbains sont non seulement un entre-deux spatial, mais se retrouvent aussi dans des entre-deux sociaux, politiques et institutionnels.

Le devenir des espaces périurbains hésite donc entre deux trajectoires possibles, qui peuvent se traduire par des organisations sociales et politiques différentes. D'un côté, les espaces périurbains participent à la mise à l'écart entre groupes sociaux, aux conséquences difficilement maîtrisables. La tendance à la clubisation et à la sécession sociale se traduit alors par une fermeture de l'espace public, par la promotion de l'entre-soi et par des politiques destinées à conserver une certaine homogénéité sociale, consistant en particulier à décourager les populations « indésirables ». De l'autre, les espaces périurbains peuvent aussi être des milieux favorisant la diffusion de bonnes pratiques sociales et écologiques, via l'expérimentation de nouvelles manières d'habiter et de circuler ou la promotion des circuits courts. De même, les espaces périurbains peuvent être le terreau de la reconstruction de nouvelles solidarités locales à travers le dynamisme associatif, la re-mobilisation des réseaux sociaux et l'ouverture aux autres.

Conclusions et perspectives de la troisième partie

Au terme de cette troisième partie, le lecteur pourra sans doute être un peu déçu par la relative discrétion des éléments de preuve, alors même que ceux-ci sont plus nombreux dans les articles et surtout dans les rapports de recherche. Mais l'objet de cette partie était bien autant de proposer un programme de recherche sur l'habiter périurbain que de s'appuyer sur des investigations déjà engagées, en particulier au sein du programme PERIURB. Il s'agissait donc de présenter à la fois les travaux en cours et les esquisses d'interprétation mais aussi les perspectives à venir et les directions potentielles de recherche.

Certains éléments paraissent déjà bien étayés. Nous espérons avoir dépassé l'apparente homogénéité sociale des espaces périurbains pour décrire précisément toute la variété des modes d'habiter et des rapports à l'espace, ainsi que pour présenter les principaux plans de différenciations qui forment autant de frontières invisibles et pourtant bien réelles entre groupes sociaux.

La variété des habiter périurbains est sans doute aussi importante que dans d'autres contextes résidentiels. Parfois, la vie dans l'espace périurbain est synonyme de misère sociale, que la personne soit une captive du périurbain ou qu'elle se replie sur le logement, quand elle ne bascule pas dans une sorte de réclusion. Dans les mêmes contextes résidentiels, parfois même dans la maison d'à côté, sont présentes d'autres figures plus équilibrées, c'est-à-dire des personnes qui vivent globalement bien leur périurbanité. Villageois, navetteurs et périphériques se distinguent uniquement sur la base de la forme du système de lieux pratiqués et du vécu de la mobilité. Enfin, un troisième ensemble regroupant les métropolitains, beaucoup plus tournés vers la ville, coexiste avec les deux précédents. Il se décline sous la forme de l'hyper-mobile, toujours dans l'urgence, du multi-compétent, qui joue à la perfection sur les différents types d'espace, mais aussi sous la forme de l'absent des espaces périurbains et dans ce cas le lieu de résidence n'est guère significatif de l'identité individuelle. Ces différentes figures cohabitent dans les mêmes villages périurbains, selon des ordres de grandeurs différents qui restent à évaluer.

Des conflits matérialisent au quotidien la confrontation entre des groupes sociaux différenciés. Au sein même des espaces périurbains, l'antagonisme entre vivre-ensemble et anomie sociale est une réalité quotidienne. D'un côté, la norme sociale du vivre-ensemble s'exprime à travers certains projets municipaux et se construit au jour le jour par le dynamisme associatif et la recherche de relations sociales débarrassées d'une référence à l'appartenance sociale. De l'autre côté, l'individualisation croissante conduit à un minimalisme social destiné à mettre l'Autre à distance afin d'éviter le contrôle social ou l'ingérence dans la vie privée de l'individu. A l'échelle de l'ensemble de la ville, la tendance oscille également entre la permanence de l'idée que la vie et l'avenir des espaces périurbains ne peuvent guère se concevoir strictement en dehors ou contre la ville, ce qui se traduit par la permanence des pratiques spatiales urbaines et une conscience de l'intérêt général, et une tendance à l'entre soi et au repli sur le microcosme local dont le but est cette fois de laisser les autres groupes sociaux, et particulièrement les catégories sociales défavorisées, en dehors de son espace de vie.

Toutefois, si on considère la fréquentation des pôles périphériques et le recours à la mobilité automobile comme emblématique des modes de vie périurbains, on peut aussi considérer qu'il existe une « périurbanisation » des comportements quels que soient les lieux de résidence. « Tous périurbains » (Cailly 2008) ? La question mérite effectivement d'être posée, du moins pour rendre compte des modes d'habiter. Cependant, dans la période récente, de nouvelles façons de vivre l'espace émergent à travers la virtualisation croissante de la plupart des relations sociales. Les pratiques « spatiales » peuvent être de moins en moins

nombreuses sans que cela influe sur la capacité de l'individu à communiquer avec les autres. L'injonction à des comportements plus respectueux de l'avenir de notre planète peut d'ailleurs amplifier ce processus et rendre finalement caduque l'opposition entre les différents types d'espace et entre les différents types d'habiter.

Il reste par ailleurs de nombreuses perspectives de recherche sur cette analyse des pratiques spatiales. En particulier, il est nécessaire de solidifier l'ensemble par l'interprétation systématique de l'enquête PERIURB et de revisiter les grilles de lecture proposées ici à l'aune de ces nouvelles investigations. L'objectif est à assez court terme de quantifier les parts relatives des différents types d'habitants dans les différents types d'espace périurbains. Les hypothèses d'une plus forte présence des types métropolitains emblématiques, comme les hyper-mobiles, dans les couronnes périurbaines internes des plus grandes villes, de la généralisation des figures de souffrance et notamment des repliés et des captifs dans les marges les plus lointaines, de la présence constante des villageois, sans doute plus affirmée autour des petites villes et dans les espaces périurbains concentrant les populations les plus modestes, sont quelques exemples de pistes qu'il importe d'explorer. Le but est de comprendre quel est l'impact du contexte local en faisant varier la distance au centre de l'agglomération et la taille de l'ensemble de l'aire urbaine.

De plus, l'analyse des pratiques spatiales nous apprend beaucoup sur la façon dont les individus font avec l'espace. Contrairement à la thématique de la mobilité résidentielle, nous n'avons pas parlé de stratégies spatiales pour ces déplacements au quotidien. En effet, les individus ne sont guère conscients des choix effectués, que ce soit dans la sélection d'un mode de transport, d'un itinéraire ou d'une façon d'organiser ses déplacements (boucles, formes de rationalisation, etc.). Pour la mobilité, le processus est plutôt celui d'une articulation entre des apprentissages et des routines.

L'apprentissage se fait par transmission par les proches ou les autres relations sociales, par expérimentation plus ou moins heureuse, par le recueil d'une information spatiale toujours très fragmentaire. Petit à petit, chaque individu renforce ses compétences spatiales. Pour les enfants, le processus est totalement intégré dans le processus de socialisation, l'autonomie dans le déplacement faisant partie intégrante des capacités que chacun acquiert plus ou moins rapidement. Pour les adultes, tout déménagement nécessite également un réapprentissage du système des lieux du quotidien. La première phase est marquée par une volonté de trouver les lieux qui comportent des ressources intéressantes, par une comparaison plus ou moins implicite entre des ambiances de parcours différentes, parfois par une démarche assez rationnelle de recherche des itinéraires les plus rapides ou les moins aléatoires. Dans une seconde phase, l'apprentissage est plus discret mais perdure constamment, même les individus les plus anciennement installés devant se réadapter aux changements constants dans l'organisation urbaine (mise en place ou suppression de connexions, de modes de transport, etc.). Comme toute activité sociale, ces apprentissages sont marqués du sceau des appartenances sociales, les limitations culturelles pouvant totalement empêcher d'imaginer tel itinéraire (passer dans un quartier d'habitat social...), les déterminations sociales pouvant « imposer » dans les têtes un mode de transport unique, les contraintes financières pouvant obliger à se rabattre sur les transports collectifs, et enfin les choix individuels s'exerçant à la marge, lorsqu'il s'agit d'emmener son enfant à l'école à pied ou en voiture.

Au final, se construit un ensemble de savoir-faire dans la mobilité, qui est également un élément discriminant entre individus. Certains savent bien pratiquer les différents types d'espace, trouvant facilement la manière de s'y rendre ou de s'y déplacer, quand d'autres vivent une souffrance quotidienne dans le système de transport. Dans ce domaine des mobilités quotidiennes, les individus disposent de compétences spatiales différenciées, mais il serait ici bien osé de parler d'un véritable capital spatial.

Au quotidien, ces savoir-faire sont d'ailleurs mobilisés de façon très discrète, essentiellement par des procédures de routine. L'individu ne réfléchit guère quand il s'agit d'aller d'un point A à un point B, en particulier s'il s'agit d'un trajet très habituel. Le rituel quotidien et l'habitude déterminent le fait de prendre son véhicule, de se lancer sur tel itinéraire et d'organiser l'ensemble de son déplacement à l'avance ou par portable interposé. Ce n'est que lorsque l'individu doit se rendre dans un lieu inhabituel ou lorsque survient un événement inattendu, qu'il est amené à vraiment réfléchir sur le choix de son trajet. Il met alors en place des tactiques, plutôt que des stratégies, par exemple pour minimiser la perte de temps ou pour optimiser le détour, ou bien pour se retrouver lorsque cet imprévu l'a conduit vers des espaces non parcourus jusqu'alors. Cette adaptation aux contraintes spatiales et temporelles se fait par ajustements progressifs.

L'analyse des pratiques spatiales permet également d'aller au-delà des interprétations en termes de comportements, de mobilisation de ressources ou de compétences propres aux individus. En effet, ces pratiques spatiales sont aussi des pratiques sociales car elles induisent quasiment toujours de la relation aux autres. En termes de rapports aux autres, ces pratiques traduisent la tension forte entre des postures individualistes et le vivre-ensemble. Toutefois, l'individualisme ambiant peut signifier autant une attitude de repli sécuritaire qu'une ouverture affinitaire (Sencébé 2007). La trajectoire future des espaces périurbains reste donc incertaine sur le plan social, ce qui ouvre d'intéressantes perspectives pour la recherche contemporaine.

Conclusion générale

Au terme de ce travail, il semble nécessaire de revenir sur ce que nos investigations périurbaines nous apprennent sur l'articulation entre individus, groupes sociaux et fonctionnement de la société. Quelle part d'autonomie pour les individus ? Comment jouent les multiples appartenances sociales ? Il est également indispensable de présenter les principales perspectives de recherche, que ce soit celles qui sont directement liées à la problématique de ce volume, comme celles qui apparaissent comme de nouveaux prolongements possibles, en particulier les questions de l'agir individuel ou collectif et de la durabilité des modes de vie périurbains.

Les habitants des espaces périurbains apparaissent comme des individus qui ne diffèrent guère de ceux résidant dans d'autres contextes résidentiels. Ce sont des acteurs à part entière car ils font constamment des choix tant dans leur quotidien qu'à l'occasion de grandes décisions qui influent à la fois sur leurs vies personnelles mais aussi sur la dynamique globale du système social. Dans le premier cas, ces micro-choix, d'itinéraire, d'organisation de leurs parcours quotidiens, de manière d'occuper leur domicile, etc., n'ont qu'un impact limité sur l'organisation d'ensemble de la société, essentiellement à travers l'addition de comportements multiples. Ils peuvent générer des embouteillages à certaines heures, contribuer à faire émerger une demande d'infrastructure ou de service, etc., mais leur action de transformation ne s'exerce qu'à travers les lentes inflexions de ces comportements. L'impact porte surtout sur les modes d'habiter des individus au quotidien, dans ce qu'ils ont de singulier ou de banal.

Dans le second cas, ces choix sont des tournants dans la vie des individus : déménager vers les espaces périurbains, devenir propriétaire, ce qui signifie souvent acter la fondation d'une famille, choisir un mode de transport, changer d'emploi avec un lieu de travail plus éloigné, avoir des enfants, les inscrire dans le public ou dans le privé, etc. Ces tournants à l'échelle de l'individu sont également des actions qui ont plus de prise sur l'organisation sociale. L'impact sur les coûts fonciers de la demande résidentielle, la réussite d'un moyen de transport collectif en site propre, le développement constant du « spatial mismatch », de la déconnexion croissante entre lieux de travail et lieux de résidence, le brouillage des effets de polarisation par les déplacements domicile-lieu de scolarisation, tout cela concoure de façon plus nette à la transformation de la structuration de la ville. Des espaces deviennent délaissés, d'autres voient leur rôle renforcé, la localisation des infrastructures ponctuelles ou linéaires jouent toujours un rôle important mais renouvelé, etc. Ces grands choix de vie influent également sur l'organisation sociale globale, générant des conflits entre groupes sociaux, actant la domination de tel groupe d'influence ou se conformant aux modèles sociaux habituels. Ainsi, lorsqu'ils effectuent des choix individuels, les habitants du périurbain participent, comme les autres, à l'évolution de la ville et de la vie sociale.

Toutefois, il faut faire attention à ne pas sombrer dans la surinterprétation de l'autonomie de l'individu. Il est acteur, certes, il fait constamment des choix et prend des décisions, mais dans un cadre très contraint, ce que nous avons appelé dans la seconde partie « le champ des possibles ». Avec les yeux rivés sur les individus, il est évident que ce que l'on peut observer et interpréter ne peut être que l'ordre du libre choix, de formes de rationalité, de stratégies à long terme et de micro-choix quotidiens plus ou moins raisonnés. Mais si on prend un peu de hauteur, la force du contexte social et résidentiel réapparaît progressivement. L'individu n'est plus seul face à la société, il est inclus dans la société et en interactions constantes avec d'autres individus, qui ont eux aussi leurs logiques et leurs capacités d'action, leur intentionnalité, une rationalité différenciée et une part d'irrationnel. Chacun est de plus inséré dans des collectifs à géométrie variable, ce qui contribue à modeler leurs actions au quotidien.

Ce champ des possibles est borné par trois cercles successifs, les limitations culturelles, les déterminations sociales et les contraintes matérielles, à l'intérieur desquels se déploient les marges de manœuvre individuelles. Ces trois cercles peuvent d'ailleurs être assimilés à l'*habitus* défini par Bourdieu (1980), c'est-à-dire à un système de dispositions,

produit de l'expérience biographique, à l'intérieur duquel l'individu puise les ressorts de ses actions au quotidien.

Les limitations culturelles sont intégrées sans que les individus en aient réellement conscience. A l'échelle de l'individu, il n'est pas possible d'imaginer, pour une localisation résidentielle, une manière d'être mobile ou de vivre au quotidien qui ne serait pas concevable dans notre société. Soit parce que le niveau de développement technologique ne rend pas réalisable une option, soit parce que les valeurs et les perceptions font que personne (sauf par anticipation ou utopie) ne considère cette option comme crédible. Dans le domaine des stratégies résidentielles, il s'agit par exemple de ne pas envisager une localisation particulière (par exemple dans un espace protégé, en sous-sol ou dans l'air), de ne pas considérer un mode d'habitat comme une alternative crédible (il n'y a pas si longtemps une maison à énergie positive ou une maison mobile), ou apprécier une distance avec le lieu de travail comme rédhibitoire (travailler à New York, résider dans le périurbain du Mans). Cela peut porter aussi sur d'autres aspects de la vie individuelle, comme la façon de considérer la place du travail dans sa vie personnelle (inutile ?), ou bien encore envisager l'immobilité totale comme une possibilité de mode de vie au quotidien.

Le deuxième cercle un peu plus étroit est formé par les déterminations sociales. Selon son appartenance sociale, son réseau de relation, l'ouverture ou non vers d'autres catégories sociales et donc d'autres modes de pensée ou des ensembles de valeurs, l'individu peut envisager ou non certaines localisations résidentielles spécifiques ou un mode de vie particulier. C'est à ce niveau que prend corps la première distinction entre catégories sociales dominantes et catégories sociales plus populaires. Sans même hiérarchiser la position de l'individu entre ces deux pôles opposés, ces déterminations sociales font que les individus affectent des valeurs d'usage élevées ou faibles et des valeurs sociales ou d'humanité à des localisations résidentielles ou à des modes de vie ou encore à des manières d'être mobile. D'un côté, l'attrait du centre-ville et de sa vie sociale et culturelle, la distinction liée aux beaux quartiers, la valorisation d'une mobilité intense, les déplacements à l'échelle mondiale, la mobilité individuelle symbole de liberté et de réalisation de soi, la distinction des premières classes... De l'autre, considérer l'habitat social comme une alternative possible, imaginer une périurbanisation lointaine pour devenir propriétaire « malgré tout », prendre les transports collectifs quotidiennement sans leur affecter une valeur écologique particulière, cultiver son jardin, accumuler des objets palpables, etc. Ces déterminations sont déjà plus conscientisées que les limitations culturelles et rendent une localisation résidentielle ou un mode vie envisageable ou non.

Enfin, des contraintes matérielles pèsent sur chaque individu. Elles prennent la forme de contraintes financières bien sûr, celles qui permettent de devenir propriétaire mais uniquement à 40 km du centre-ville et de son emploi, celles qui font préférer les transports collectifs non par volonté de contribuer à la diminution des émissions des gaz à effet de serre mais parce que c'est moins onéreux que la voiture, etc. Ces contraintes ont aussi celles liées à la localisation d'un certain nombre de lieux dont la fréquentation est obligatoire pour garder ou consolider sa place dans la société : lieux de travail des deux conjoints, avec toute l'instabilité contemporaine et l'inquiétude qui pèse sur la pérennité de ces emplois, lieu(x) de scolarisation des enfants, aux échelles fines de l'intérieur de la commune comme aux échelles larges de la répartition de l'enseignement supérieur, lieux de résidence des proches et notamment de la famille lorsque celle-ci est une ressource sociale indispensable ou figure l'horizon principal des relations sociales. L'ensemble de ces contraintes matérielles est ce qui rend une localisation résidentielle possible ou non, ce qui détermine une part des modes de vie au quotidien, ce qui fait que tel mode de transport est adopté ou non.

Les choix individuels n'interviennent donc que dans ce cadre limité, parfois extrêmement étroit lorsque l'individu est écrasé par les conventions sociales (devenir

propriétaire à tout prix) ou par les contraintes matérielles (moyens financiers très limités voire inexistants). Le nombre de lieux de résidence potentiels reste alors très faible, il est parfois même unique car imposé par des acteurs extérieurs lorsque le logement social est le seul lieu de résidence possible. Dans d'autres cas, l'éventail est beaucoup plus large, parce que les moyens financiers permettent d'envisager à peu près n'importe quelle localisation résidentielle, parce que les valeurs liées à l'appartenance sociale permettent d'imaginer un large spectre de modes de vie, parce que la dimension éthique de l'individu peut s'exprimer pleinement car largement débarrassée des pesanteurs sociales et culturelles. La détermination d'un lieu de résidence est alors l'illustration de véritables choix individuels.

Quelles que soient les marges de manœuvre dont disposent les individus, ils sont de toutes façons limités dans leurs choix par un certains nombres de contraintes. Selon les caractéristiques psychologiques de chacun et le système de valeurs auquel l'individu adhère, il peut être difficile d'accepter ces limites. Toutefois, comme il faut faire avec, les individus modifient leurs perceptions et leurs grilles d'appréciation en fonction de leur propre marge de liberté. Désirer ce qui est possible est gage de ne pas se retrouver en décalage avec ses propres attentes. Les individus se construisent donc des petits arrangements au quotidien avec leur conscience ou tendent à modifier plus en profondeur leurs principes de vie. Pourtant, il faut aussi faire face aux injonctions à « être soi », qui font que chacun cherche à correspondre à son idéal éthique ou à ce qu'il considère comme tel à l'instant t. Il est donc parfois difficile d'être soi notamment dans les espaces périurbains lorsque la recherche d'un idéal de vie familial se fait au détriment d'autres aspects de l'existence, en particulier en raison de la mobilité intense et de ses conséquences environnementales ou plus individuelles. Nous rejoignons donc ici les observations d'Ehrenberg (2000) en insistant sur le fait que l'individualisation croissante des modes de vie laisse plus qu'avant les individus seuls face à ses doutes ou ses contradictions.

Au quotidien, les individus font appel à des compétences spatiales spécifiques, qui sont plus ou moins adaptées à l'utilisation des ressources territorialisées. Ces compétences se manifestent par des stratégies spatiales, plus évidentes à démontrer sur le long terme et dans le domaine des mobilités résidentielles, et par des tactiques au quotidien, associant des routines (Giddens 1987) ou des rituels mais aussi des savoir-faire en cas d'évènements qui sortent de l'ordinaire. Ces stratégies et ces tactiques sont construites de façon individuelle mais en intériorisant les normes les plus prégnantes, technologiques ou sociales. Les apprentissages se font au jour le jour, par échecs et réussites successifs, par transmission familiale ou sociale, par la diffusion de pratiques au sein des réseaux sociaux. Tous ces aspects contribuent à valider l'idée d'un ensemble de dispositions à la fois héritées et construites par l'expérience, propre à chaque individu certes, mais qui restent largement polarisées par la tension entre un habitus cultivé et un habitus populaire. Dans le même temps, parce que la vie des individus ne se déroule plus dans un lieu unique ou au sein d'un unique groupe social, les expériences individuelles sont de plus en plus multiformes. Chacun, en fonction de son expérience biographique et du hasard des rencontres sociales, se construit des identités plurielles (Lahire 1998) qui sont mobilisées ou non selon le contexte, le lieu, le moment. Les différents plans de différenciations qui existent au sein de la société, effet de genre, de sexualité, de position dans le cycle de vie, identité liée à la couleur de la peau, l'origine ethnique ou la pratique religieuse, position dans la hiérarchie sociale et bagage culturel, sont autant d'éléments que l'individu mobilise ou non pour définir son action spatiale. Ceci est valable à l'instant t, dans un lieu précis, et dépend largement des interactions sociales du moment.

Ce constat permet de relativiser la réalité de l'existence d'un habiter périurbain spécifique (Morel-Brochet 2007). S'il existe une figure de la périurbanité, celle-ci est mouvante et variée (Cailly 2008). Au sein même des individus se côtoient plusieurs identités périurbaines, qui peuvent s'associer ou se repousser et qui demeurent constamment

réversibles. Il n'existe pas une identité périurbaine mais une pluralité de figures périurbaines, même si quelques éléments peuvent paraître récurrents comme la référence à la famille ou au modèle résidentiel du propriétaire en pavillon. La façon de vivre les espaces périurbains oscille finalement entre le repli sur le logement et la mobilité assumée, entre le vécu d'une ville au choix (Chalas et Dubois-Taine (1997) et l'ancrage dans le village périurbain, entre ouverture sur le monde et repli sécuritaire.

Cependant, face à une société faite d'incertitudes croissantes, notamment dans la sphère du travail ou de la famille, la localisation résidentielle périurbaine apparaît aussi comme la marque d'une tentative de réassurance spatiale (Jaillet 2004), pour des ménages en proie à l'insécurité sociale (Castel 2003). Se réfugier dans les espaces périurbains permet de maintenir son statut social malgré les processus de désaffiliation, le brouillage des identités collectives, la perte des solidarités organiques et la mobilité multiforme. Le logement dans son environnement apparaît alors comme un pôle de stabilité relative dans un monde incertain, une base arrière, un havre de paix ou un asile, qui permet à l'individu de se ressourcer pour mieux aller, ensuite, vers les autres.

Cette logique concerne en fait le ménage, c'est-à-dire un groupe social élémentaire. Le ménage apparaît comme la cellule sociale de base, celle des premières interactions avec d'autres individus. Cette appartenance basique est redoublée par des appartenances mouvantes à des groupes sociaux plus larges, qui associent souvent des familles entre elles. L'insertion dans des groupes sociaux est un des facteurs essentiels pour pouvoir expliciter et interpréter la nature des actes individuels. Il est cependant important d'avoir la même prudence avec les groupes sociaux qu'avec les individus. Même si la simplification successive du raisonnement tend à gommer les différenciations entre individus, appartenance sociale ne signifie pas détermination stricte. Ces appartenances sociales participent à la définition du champ des possibles pour les actions d'un individu donné mais ne forment pas une réponse automatique à un simple stimulus extérieur. La multiplicité des facteurs de différenciations induit par contre une variabilité interindividuelle plus forte et tend à masquer les effets de ces appartenances sociales mouvantes.

Enfin, à un niveau encore plus large, les appartenances de classe ne semblent pas avoir définitivement perdu leur potentiel explicatif (Chauvel 2001). Lorsque l'on analyse le fonctionnement du marché immobilier, avec le rejet en périphérie lointaine des ménages peu solvables, lorsqu'on étudie les ensembles de dispositions qui sont sous-jacents aux actions individuelles, et plus encore lorsqu'on explore leur évolution historique, la lecture de la société sous la forme d'un jeu constant entre classes sociales dominantes et dominées semble encore opérationnelle. Elle ne joue pas à l'échelle du quotidien, elle n'apparaît qu'en filigrane dans les grandes décisions individuelles comme dans les stratégies résidentielles, mais elle reste efficiente pour comprendre les processus de maintien des inégalités sociales sur le long terme.

Au final, les stratégies résidentielles et les pratiques spatiales dans les espaces périurbains permettent, comme d'autres types d'actions humaines, de contribuer à décrypter l'articulation entre les logiques collectives et les marges de manœuvre des individus. Elles permettent d'insister sur le rôle de l'intériorisation des normes et des valeurs collectives qui font que l'individu fait des choix dans un champ borné tout en ayant l'impression d'une grande liberté.

Dans ce domaine de recherche, il reste des pans entiers de l'activité sociale à explorer. Pour un géographe, la façon dont l'espace intervient comme médiateur entre l'individu, les groupes sociaux et la société reste un champ de recherche attractif. Il est par exemple possible de continuer de travailler sur cet aspect en changeant de type de groupe social de manière à faire varier les ressorts de l'action. De façon exploratoire, déplacer la focale sur les militaires, les sortants d'école d'ingénieur, les camping-caristes, les migrants vers les Alpes par passion pour une activité sportive, semble éclairer la façon dont les individus font avec l'espace : autant de pistes pour continuer à explorer la condition spatiale de l'individu contemporain.

De cette analyse découle un des principaux champs de recherche que nous pouvons entrevoir pour la suite. Dans la première partie de cette HDR, nous avons considéré l'agir individuel comme une des actions qui marque le poids des individus dans la construction des logiques collectives. A côté de l'habiter, du circuler, des processus d'identification et de socialisation, la capacité des individus à s'engager personnellement dans l'action politique est un des moteurs de la transformation de la société. Certes, chacun a peu de poids, mais la somme d'actions individuelles et plus encore la conjonction de ces actions, permet de transformer le fonctionnement de la société. C'est aussi d'en bas que viennent les mouvements de transformation de la société, et c'est par ce processus que les individus tentent de modifier leur environnement social.

Dans l'espace périurbain, les rythmes sociaux restent très marqués par les navettes quotidiennes vers la ville, que ce soit pour le travail, la formation, l'accès aux services, la consommation, les loisirs et cela contribue à la mise en place d'une norme sociale, en termes de manières d'être, de relation aux autres, de mobilisation des temps individuels, d'organisation de la mobilité, qui détermine une grande partie des comportements des populations périurbaines. C'est autour de ces rythmes sociaux que naissent la plupart des conflits entre groupes à l'intérieur des espaces périurbains.

Or, la perte de pertinence des structures institutionnelles classique de régulation, le décrochage entre leurs modes d'action et leur espace légitime, conduit à l'émergence de nouvelles formes parallèles de régulation. Elles sont plus labiles, leur action s'exerce sur des temporalités courtes, apparaissant de manière privilégiée à l'occasion de ces conflits, avec la mise en place de collectifs et d'associations qui engendrent de nouveaux rapports entre élus et « société civile ».

Il convient donc d'être attentif à l'ensemble des acteurs individuels, qu'ils tirent leur légitimité du régime démocratique, mais aussi de compétences professionnelles ou d'un engagement local en tant que citoyen, élu ou membre d'une association. La question est de savoir comment se fait le processus de l'entrée dans le champ du politique pour des acteurs individuels qui a priori n'ont pas une appétence particulière pour ce type d'action. Quel est le rôle des réseaux sociaux de proximité ou associatifs ? Quelle est l'articulation entre la formation de l'identité individuelle, la mobilisation de valeurs liées aux appartenances sociales et le fait de prendre des responsabilités associatives ou municipales ?

Un second ensemble de perspectives porte sur la dimension environnementale. L'étalement urbain est-il vraiment incompatible avec le standard du développement durable ? La réponse dépend d'abord des comportements des individus et des rapports entre groupes sociaux (ouverture et prise de conscience ou réactions de rejets). Il s'agit donc de comprendre comment les ménages réagissent aux injonctions dominantes et en particulier à la diffusion du paradigme du développement durable.

Considérer la périurbanisation comme incompatible avec les principes du développement durable est devenu un lieu commun qui envahit les préfaces ou les conclusions, à défaut d'être réellement étayé par une démarche scientifique. Pour prendre un exemple, voici ce qu'écrit A. Thévenot dans l'éditorial du hors-série « Analyse des marchés » de la revue « Espace rural » de la FNSafer, éditorial intitulé « Non, la campagne résidentielle n'est pas une fatalité » : « La consommation effrénée d'espaces ruraux diminue d'autant la capacité d'absorption du carbone des sols naturels (...) sans parler de la dégradation de la qualité paysagère ni des atteintes à la biodiversité... », et le reste du paragraphe complète la liste des « défauts » de la périurbanisation. Cet exemple pourrait être corroboré par de nombreuses allusions, notamment dans le champ politique, sur le manque de durabilité des espaces périurbains. En même temps, les justifications scientifiques sont souvent fragiles, résultant plus de l'incantation ou de l'évidence que d'une démarche objective d'analyse de cas ou de mobilisation de données diverses.

Globalement, les reproches adressés à la périurbanisation ou à l'étalement urbain sont les suivants : consommation d'espaces ruraux agricoles ou forestiers, dégradation des paysages « naturels », absence de biodiversité, coût énergétique lié au transport, développement d'activités polluantes, participation à la ségrégation urbaine, coûts de gestion élevés, caractère éphémère de la forme urbaine (Mancebo 2007), etc. Si certaines de ces critiques ne résistent pas à une analyse même succincte de la situation, d'autres sont beaucoup plus sérieuses.

Dans le premier cas, on peut citer la question de la biodiversité : en secteurs de grande culture, comme dans la Champagne Mancelle autour de Conlie ou dans la Brie à l'est de la région parisienne, « heureusement » que les lotissements sont là pour assurer un minimum de biodiversité et même de diversité dans le paysage tout simplement. Ce n'est pas dans une parcelle de 10ha de maïs ou de blé que se trouve la biodiversité : c'est plutôt dans le maelström de potagers, de jardins d'agrément, de fleurs, de pelouses qui entourent les pavillons périurbains. Certes, la classique haie de thuyas peut paraître pauvre par sa répétitivité, bien qu'elle soit en recul, mais elle permet aussi le gîte du lièvre et la nidification des oiseaux... De même, le dynamisme associatif dans le domaine de l'environnement, de la culture ou de la promotion de formes de lien social, la mise en place de circuits courts, par exemple sous forme d'AMAP, la diffusion de bonnes pratiques écologiques (compostage, tri des déchets, recours à l'énergie solaire, utilisation de matériaux « écologiquement corrects »), permettent de relativiser certaines assertions. Des investigations sérieuses sur ces sujets sont plus que jamais d'actualité.

Inversement, la consommation d'espace par la périurbanisation est réelle, même si elle est parfois exagérée à des fins de démonstration ou traduite selon les intérêts propres de l'intervenant. Par exemple, avec les mesures de protection qui se sont diffusées depuis une trentaine d'années, il devient difficile d'affirmer que des espaces forestiers ou de fort intérêt écologique sont urbanisés ou appropriés par les populations périurbaines. La consommation d'espace par les infrastructures de transport est en moyenne aussi importante que la consommation à des fins résidentielles, et les surfaces construites pour satisfaire les besoins de l'agriculture sont, dans les espaces ruraux, plus importantes que les surfaces à fonction résidentielle (Madeline 2007). Mais il est vrai que la consommation d'espaces agricoles, l'intensité de la mobilité automobile générée par la périurbanisation, certaines pratiques d'appropriation d'aménités environnementales, etc. forment un socle sur lequel il est possible de s'appuyer pour affirmer que les espaces périurbains ne sont pas conformes aux principes du développement durable.

Toutefois, le discours autour des atteintes à l'environnement ne doit pas faire oublier que le concept de développement durable est plus englobant et qu'une réflexion sur la pérennité économique et sociale de ces espaces est également nécessaire (Bochet 2006). Et dans ce cas, l'expression d'un jugement de valeur devient plus délicate ou du moins plus ambivalente. D'un côté, la périurbanisation peut apparaître comme un non sens économique, mais en même temps, elle répond aux aspirations à la fois résidentielles et financières de certains ménages. Où loger les familles avec enfants des catégories moyennes ou populaires solvables si le périurbain n'existait pas ? De même, en termes de relations sociales, la tendance à la sécession n'est pas le seul mouvement en cours, la diffusion de l'idéologie du vivre-ensemble pouvant s'appuyer sur le mythe du village rural convivial, où tout le monde se connaît et dans lequel existe une certaine tradition de l'accueil. L'expression du besoin de sécurité, par exemple, peut prendre des significations très diverses dans les espaces périurbains (Charmes 2005). Même la question de la fermeture des espaces résidentiels n'est pas univoque (Billard et al. 2005).

Des programmes de recherche sur l'adéquation entre le processus de périurbanisation et les principes du développement durable (ou les politiques dites de développement durable

destinées à juguler l'étalement urbain) restent donc à construire. La situation actuelle débouche sur la stigmatisation des périurbains, parfois en mobilisant de façon détournée le concept de développement durable (Desponds 2003), et laisse plus de questions en suspens qu'elle n'offre de réponses. Il s'agit donc d'un projet de recherche, d'une perspective à moyen terme, qui devrait permettre de défricher la problématique, en espérant déboucher sur une formalisation de ces questions.

Souvent mis en accusation à cause de leur recours à une mobilité essentiellement automobile, les individus modifient-ils leurs comportements de mobilité avec la diffusion des injonctions liées au paradigme du développement durable ? Adoptent-ils de nouvelles manières de faire avec l'espace, par exemple en rationalisant encore plus leurs déplacements : (boucles programmées, regroupement d'obligations, reconstruction de bassins de proximité, etc.) ? Cherchent-ils à adopter des pratiques plus douces, en recourant à la marche à pied dans un rayon plus large, en réhabilitant le vélo comme moyen de transport à l'échelle locale, en choisissant de se contenter des ressources locales et notamment en promouvant les circuits courts pour leur approvisionnement ? Quelle est leur attitude face aux nouveautés techniques ou aux innovations comportementales permettant de rendre plus durable leur mode de vie, comme le covoiturage, les véhicules « propres », l'utilisation des parkings-relais et des transports en communs en site propre ? La diffusion des lignes de bus, dans les villes moyennes ou intermédiaires, des tram-trains ou des bus-express autour des métropoles est-elle de nature à changer les comportements ? Autant de questions qui relient pratiques spatiales, comportements et position comme individu-acteur dans un système complexe et qui méritent une attention nouvelle.

Dans ce cadre, il semble envisageable de proposer des scénarios possibles sur l'évolution des modes d'habiter périurbains, en se calant sur les scénarios proposés par Vanier (2009), en partant des corpus déjà constitués ou en les enrichissant. Par exemple, en s'inspirant des entretiens déjà réalisés, il semble possible de dégager deux figures opposées, entre le parfait « écolo » du périurbain et le pur individualiste qui ne se soucie guère ni des autres, ni de l'environnement qui, à défaut d'être des réalités singulières, résumant bien les tendances encore contradictoires de l'évolution des espaces périurbains.

Si les espaces périurbains ne répondent pas actuellement aux exigences d'un développement durable, les inflexions en cours en font un terrain de choix pour analyser les effets de la diffusion des principes du développement durable, du moins sous sa forme instrumentalisée qui conduit à l'énoncé d'une nouvelle norme sociale.

Les espaces périurbains, parce qu'ils permettent une lecture singulière des grandes évolutions contemporaines, demeurent donc des espaces-laboratoires prometteurs.

Bibliographie

- ACHIN C. ET PAOLETTI M., 2002, « Le « salto » du stigmaté. Genre et construction des listes aux municipales de 2001 », *Politix* n° 60, p. 33-54.
- ALDUY J., 2006, Identité, catégorisation socio-spatiale et mobilité : être urbain et se penser rural ?, *Travaux de l'Institut de Géographie de Reims* n° 115-118, daté 2004, p. 45-58.
- ALINAT S., 2005, *Le développement territorial en périurbain : projets et modélisations*, thèse de doctorat, Université de Montpellier III, 409 p.
- ALLAIN R., 1992, *La Maison et la Ville en Bretagne*, thèse d'Etat, Université de Rennes II, 1 348 p.
- ARBONVILLE D., 1998, Ménages, familles et modes d'habiter, in *Logement et habitat, l'état des savoirs*, La Découverte, p. 390-396.
- ARLAUD S., JEAN Y. ET ROYOUX D. (dir.), 2005, *Rural-Urbain, nouveaux liens, nouvelles frontières*, Presses Universitaires de Rennes, 506 p.
- ASCHER F., 1995, *Métapolis, ou l'avenir des villes*, Editions Odile Jacob, 346 p.
- AUBERT N. 2004, *L'individu hypermoderne*, Erès, 320 p.
- AUTHIER J.Y. (dir.), 2001, *Du domicile à la ville, vivre en quartier ancien*, Anthropos, 209 p.
- BACCAINI B., 1989, Distance de migration et cycle de vie, *L'Espace Géographique* n° 1, p. 235-238.
- BACCAINI B., 1993, Comportements migratoires individuels dans l'espace français, *L'Espace Géographique* n° 2, p. 133-145.
- BACCAINI B., 1994, Comportements migratoires et cycles de vie, *Espace, Populations, Sociétés* n° 1, p. 61-74.
- BACCAINI B., 2000, Projet de mobilité et cadre de vie, in *Données urbaines*, PUMAIN D. ET MATTEI M.F. (dir.), Anthropos, Economica p. 91-111.
- BACCAINI B., 2001, Les migrations internes en France de 1990 à 1999 : l'appel de la France de l'Ouest, *Economie et Statistique* n° 344, p. 39-79.
- BAILLY A. ET DEBARBIEUX B., 1995, Géographie et représentations spatiales, in *Concepts de la géographie humaine*, BAILLY A. (dir.), Masson p. 157-164.
- BAUELLE G., DARRIS G., OLLIVRO J., PIHAN J., 2004, Les conséquences d'un choix résidentiel périurbain sur la mobilité : pratiques et représentations des ménages, *Cybergéo*, n° 287, 17 p.
- BAUELLE G., OZOUF-MARIGNIER M.V., ROBIC M.C. (dir.), 2001, *Géographes en pratiques 1870-1945, le terrain, le livre, la cité*, Presses Universitaires de Rennes, 390 p.
- BAUER G. ET ROUX J.M., 1976, *La rurbanisation ou la ville éparpillée*, Editions du Seuil, 192 p.
- BEAUCIRE F., 1991, « L'évolution démographique et sociale de la couronne périurbaine de Paris 1968-1982 », *Géographie sociale*, n° 11, p.57-64.
- BEAUCIRE F. ET BURGEL G. (dir.), 1992, Les périurbains de Paris, *Villes en parallèle*, n° 19 spécial, 210 p.
- BEAUCIRE F. ET SAINT-GERAND T., 2001, « Les déplacements quotidiens, facteurs de différenciation socio-spatiale ? La réponse du périurbain en Ile-de-France », *Géocarrefour*, n° 76-4, p. 340-349.

- BEGAG A., 1988, Le monde caché de la mobilité des populations urbaines, *L'Espace Géographique*, n° 4, p. 245-255.
- BERGEL P., 1991, Appropriation de l'espace et propriété du sol : l'apport du droit immobilier à une étude de géographie sociale, *Norois*, n° 195, p. 17-27.
- BENOIT P., IRRMANN P., ROUX J., 1989, *Enquêtes 1989 sur 23 millions de rurbains*, Nathan, 220 p.
- BERGER M., 1986, La division sociale des espaces périurbains, état de la question, *Strates*, n° 1, p. 25-33.
- BERGER M., 1990, Les périurbains d'Ile-de-France : stratégie de localisation, in BONVALET C. et FRIBOURG A.M. dir, *Stratégies résidentielles*, INED, p. 369-383.
- BERGER M., 1990, A propos des choix résidentiels des périurbains : peut-on parler de stratégies territoriales ?, *Strates*, n° 5, p. 125-128.
- BERGER M., 1991, « L'urbanité des périurbains d'Ile-de-France : de la diversité à la ségrégation », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n° 50, p.56-63.
- BERGER M., 1999, « Mobilité résidentielle et navettes domicile-travail en Ile-de-France », *Espace, Populations, Sociétés*, n° 2, p. 207-217.
- BERGER M., 2004, *Les périurbains de Paris, de la ville dense à la métropole éclatée ?* Editions du CNRS, 317 p.
- BERGER M., FRUIT J.P., PLET F. ET ROBIC M.C., 1980, Rurbanisation et analyse des espaces ruraux périurbains, *L'Espace Géographique* n° 4, p. 303-313.
- BERGER M. ET JAILLET M.C., 2009, « Introduction », *Norois*, n° 205, « Vivre les espaces périurbains », p. 7-9.
- BERGER M. ET SAINT-GERAND T. 1990, La division sociale de l'espace périurbain en Ile-de-France, *Strates*, n° 7, p. 42-57.
- BERNARD Y. ET SEGAUD M., 1991, *La ville inquiète : habitat et sentiment d'insécurité*, Editions de l'Espace Européen, 246 p.
- BERTAUX-WIAME I., 1995, « Familial et résidentiel : un couple indissociable », *Sociologie et sociétés*, n° 2, p. 163-175.
- BERTRAND J.R., CHEVALIER J., DODIER R., GASNIER A., 2000, *Le Mans. Peut-on changer la ville ?*, Anthropos-Economica, 220 p.
- BERTRAND M.J. ET METTON A., 1974, « Les espaces vécus dans une grande agglomération », *L'espace géographique*, n° 2, p. 137-146.
- BIGANDO E., 2006, *La sensibilité au paysage ordinaire des habitants de la grande périphérie bordelaise*, thèse, Université de Bordeaux 3, 503 p.
- BILLARD G., CHEVALIER J., MADORE F., 2005, *Ville fermée, ville surveillée*, Presses Universitaires de Rennes, 235 p.
- BOCHET B., 2006, *Métropolisation, morphologie urbaine et développement durable ; transformations urbaines et régulation de l'étalement : le cas de l'agglomération lausannoise*, thèse, Université de Lausanne, 403 p.
- BOINO P., 2001, « Périurbanisation et renouvellement des centres secondaires dans la région lyonnaise », *Géocarrefour*, n° 76-4, p. 375-382.
- BOLTANSKI L. ET THEVENOT L., 1987, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Gallimard, 2^e édition 1991, 483 p.
- BONDUE J.P. dir, 2004, *Temps des courses, course des temps*, Publication de l'Université de Lille 1, 340 p.

- BONNET M., 1997, Temporalités urbaines : des mobilités sans qualités, *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n° 77, p. 63-71.
- BONNET M. ET BERNARD Y., 1998, *Services de proximité et vie quotidienne*, PUF, 199 p.
- BONNET M. ET DESJEU D. dir, 2000, *Les territoires de la mobilité*, PUF, 246 p.
- BONNIN P. ET DE VILLANOVA R. dir, 2000, *D'une maison l'autre. Parcours et mobilités résidentielles*, Grane, Créaphis, 371 p.
- BONVALET C., 1994, *Logement, mobilité et populations urbaines*, Presses du CNRS, 137 p.
- BONVALET C., 2003, La famille-entourage locale, *Population*, n° 1, p. 9-43.
- BONVALET C. ET BRUN J., 1998, Logement, mobilités et trajectoires résidentielles, in *Logement et habitat, l'état des savoirs*, La Découverte, p. 312-318.
- BONVALET C. ET BRUN J., 2002, Etat des lieux des recherches sur la mobilité résidentielle en France, in LEVY J.P. ET DUREAU F., *L'accès à la ville. Les mobilités spatiales en questions*, L'Harmattan, p. 15-64.
- BONVALET C. ET DUREAU F., 2000, Les modes d'habiter : des choix sous contraintes, in *Métropoles en mouvement*, DUREAU F. ET AL. (dir.), Anthropos, p. 131-153.
- BONVALET C. ET FRIBOURG A.M. dir, 1990, *Stratégies résidentielles*, INED, 459 p.
- BONVALET C. ET GOTMAN A. dir, 1993, *Le logement, une affaire de famille*, L'Harmattan, 167 p.
- BONVALET C., GOTMAN A., GRAFMEYER Y. dir, 1999, *La famille et ses proches. L'aménagement des territoires*, INED-PUF, 291 p.
- BONVALET C. ET LELIEVRE E., 1995, Du concept de ménage à celui d'entourage : une redéfinition de l'espace familial, *Sociologie et sociétés*, n° 2, p. 177-190.
- BONVALET C. ET MAISON D., 1996, Lieux d'ancrage et lieux de passage : itinéraires résidentiels en région parisienne, in HAUMONT A., *La ville, agrégation et ségrégation sociale*, L'Harmattan, p. 173-188.
- BORDREUIL J.S., 2000, La ville desserrée, in PACQUOT T. ET AL. (dir.), *La ville et l'urbain, l'état des savoirs*, La Découverte, p. 169-182.
- BOSC S., 1996, *Stratification et transformations sociales, la société française en mutation*, Nathan, 228 p.
- BOSC S., 2003, « Groupes sociaux ou classes sociales ? », *Cahiers français*, n° 314, p. 40-46.
- BOUDON R., 1979, *La Logique du social*, Hachette, 2^e édition 1983, 333 p.
- BOULIN J.Y. ET MÜCKENBERGER U., 2002, *La ville à mille temps*, Editions de l'aube, 222 p.
- BOURDIEU P., 1979, *La distinction*, Editions de Minuit, 670 p.
- BOURDIEU P., 1980, *Le sens pratique*, Editions de Minuit, 474 p.
- BOURDIEU P., 1990, Un placement de père de famille. La maison individuelle : spécificité du produit et logique du champ de production, *Actes de la recherche en Sciences sociales*, n° 81-82, p.6-33.
- BOURDIEU P. ET DE SAINT-MARTIN M., 1990, « Le sens de la propriété », *Actes de la recherche en Sciences sociales*, n° 81-82, p.52-64.
- BOURDIN A., 1996, L'ancrage comme choix, in HIRSCHHORN M. ET BERTHELOT J.M. (dir.), *Mobilités et ancrages : vers un nouveau mode de spatialisation ?*, L'Harmattan, p. 37-56.
- BOURDIN A., 2001, L'étalement urbain, un mode de vie, *Etudes foncières*, n° 94, p. 8-9.
- BOURDIN A., LEFEUVRE M.P. ET GERMAIN A., 2006, *La proximité : construction politique et expérience sociale*, L'Harmattan, 308 p.

- BRAIS N., 2000, *La dimension géographique de l'articulation vie professionnelle / vie familiale : stratégies spatiales familiales dans la région de Québec*, thèse de doctorat, Université de Laval, Québec, 520 p.
- BREVARD L., 2003, *Les trajectoires d'insertion des nouveaux habitants à la périphérie des villes*, thèse de doctorat, Université de Toulouse Le Mirail, 741 p.
- BRÜCK L., MAIRY N., HALLEUX J.M., MERENNE-SCHOUMAKER B., 2001, *Les comportements résidentiels des ménages face à la problématique du développement durable*, rapport SSTC, 16 p.
- BRUN J., 1990, Mobilité résidentielle et stratégies de localisation, in BONVALET C. et FRIBOURG A.M. dir, *Stratégies résidentielles*, INED, p. 299-312.
- BRUN J., 1992, Le concept de mobilité résidentielle : enjeux théoriques, enjeux idéologiques, *Les Cahiers de l'habitat*, n° 18, p. 15-19.
- BRUN J. ET RHEIN C. dir, 1994, *La ségrégation dans la ville*, L'Harmattan, 258 p.
- BRUNET R., FERRAS R., THERY H. dir, 1993, *Les mots de la géographie. Dictionnaire critique*, RECLUS, La documentation Française, 518 p.
- BULOT T. ET VESCHAMBRE V. (dir.), 2006, *Mots, traces et marques : dimensions spatiale et linguistique de la mémoire urbaine*, L'Harmattan, 250 p.
- BUSSI M. ET BADARIOTTI D., 2004, *Pour une nouvelle géographie du politique Territoire - Démocratie – Elections*, Anthropos, 301 p.
- BUTTNER A. 1979, Le temps, l'espace et le monde vécu, *L'Espace Géographique*, n° 4, p. 243-254.
- CAILLY L., 2003, « Périurbain », in LEVY J. ET LUSSAULT M. (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, p. 706-708.
- CAILLY L., 2004, *Pratiques spatiales, identités sociales et processus d'individualisation - Etude sur la constitution des identités spatiales individuelles au sein des classes moyennes salariées du secteur public hospitalier dans une ville intermédiaire : l'exemple de Tours*, thèse de doctorat, Université François-Rabelais de Tours, 459 p.
- CAILLY L., 2007, Capital spatial, stratégies résidentielles et processus d'individualisation, *Annales de Géographie*, n° 654, p. 169-187.
- CAILLY L., 2008, Existe-t-il un mode d'habiter spécifiquement urbain, *EspacesTemps.net*, <http://espacestemp.net/document5093.html>
- CAILLY L. ET DODIER R., 2007, La diversité des modes d'habiter des espaces périurbains dans les villes intermédiaires : différenciations sociales, démographiques et de genre, *Noroi*, n° 205, p. 67-80.
- CAMILLERI C., 1996, « Stigmatisation et stratégies identitaires », in HAUMONT A. (dir.), *La ville, agrégation et ségrégation sociale*, L'Harmattan, p. 85-94.
- CARTIER M., COUTANT I., MASCRET O., SIBLOT Y., 2008, *La France des « petits-moyens », Enquête sur la banlieue pavillonnaire*, La Découverte, 321 p.
- CARUSO G., 2002, La diversité des formes de la périurbanisation en Europe, in PERRIER-CORNET P. (dir.), *Repenser les campagnes*, Editions de l'Aube, p. 67-99.
- CARUSO G., 2005, *Integrating Urban Economics and Cellular Automata to model Periurbanisation: spatial dynamics of residential choice in the presence of neighbourhood externalities*, thèse de doctorat, Université de Louvain, 230 p.
- CASTEL R., 1995, *Les métamorphoses de la question sociale, une chronique du salariat*, Fayard, 490 p.

- CASTEL R., 2003, *L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?*, La République des idées, Editions du Seuil, 96 p.
- CATTAN N. ET BERROIR S., 2005, Les représentations de l'étalement urbain en Europe : essai d'interprétation, in BERQUE A., BONIN P. ET GHORRA-GOBIN C., *La ville insoutenable*, Belin, p. 57-96.
- CAVAILHES J. ET JOLY D. (dir.), 2006, *Les paysages périurbains et leurs prix*, Presses Universitaires de Franche-Comté, 201 p.
- CERIANI G., COËFFE V., GAY J.C., KNAFOU R., STOCK M. ET VIOLIER P., 2008, Conditions géographiques de l'individu contemporain, *EspacesTemps.net*, Textuel, <http://espacestemp.net/document4573.html>
- CHALAS Y., 2007, L'individualisme habitant : la vie en deçà et au-delà du quartier, *Annales de la Recherche Urbaine*, n° 102, p. 41-49.
- CHAPELLIERE I. ET ORDIONI N., 1996, *Le changement social contemporain*, Ellipses, 192 p.
- CHAPUIS R., 1995, L'espace périurbain. Une problématique à travers le cas bourguignon, *L'information géographique*, n° 59, p. 113-125.
- CHARMES E., 2005, *La vie périurbaine face à la menace des gated communities*, L'Harmattan, 219 p.
- CHARMES E., 2005, Le malthusianisme foncier, *Etudes foncières* n° 125, p.12-16.
- CHARMES E., 2007, Les périurbains sont-ils anti-urbains ? Les effets de la fragmentation communale, *Annales de la Recherche Urbaine*, n° 102, p. 7-17.
- CHARMES E., 2007, Carte scolaire et « clubbisation » des petites communes périurbaines, *Sociétés contemporaines*, n° 067, p. 67-94.
- CHAUVEL L., 2001, Le retour des classes sociales ?, *Revue de l'OFCE*, n° 79, p. 315-359.
- CHAUVEL L. ET CHENU A., 2002, Enjeux et usages des catégories socioprofessionnelles : traditions nationales, comparaisons internationales et standardisation européenne, *Sociétés contemporaines*, n° 45-46, p. 157-186.
- CHENU A., 1993, Les ouvriers et leurs carrières : enracinements et mobilités, *Sociétés contemporaines*, n° 14-15, p. 79-91.
- CHEVALIER J., 2000, La question de la proximité dans la ville dispersée : plaidoyer pour une échelle des proximités, *ESO Travaux et documents*, n° 14, p. 19-21.
- CHIVALON C., 2003, Une vision de la géographie sociale et culturelle en France, *Annales de Géographie*, n° 112-634, p. 646-657.
- CHIVALON C., COLLIGNON B., DEBARBIEUX B. ET STASZACK J.F., 2001, *Géographies anglo-saxonnes, tendances contemporaines*, Belin, 313 p.
- CHOFFEL P., 2000, Les transformations des espaces périurbains dans les années 1990 : une périurbanisation au ralenti, *Regards sur l'actualité*, p. 15-28.
- CLUZET A., 2002, *Au bonheur des villes*, Editions de l'Aube, 179 p.
- Collectif, 1985, Les périphéries urbaines, *Géographie sociale* n° 2, 270 p.
- Collectif 2006, *L'individu contemporain*, Editions Sciences Humaines, 345 p.
- COLLIGNON B., 2005, Que sait-on des savoirs géographiques vernaculaires, *BAGF-Géographies*, n° 3, p. 321-331.
- COLLIGNON B. ET STASZACK J.F. (dir.), 2003, *Espaces domestiques*, Bréal, 447 p.
- CORTES G., 1998, Migrations, systèmes de mobilité, espaces de vie : à la recherche de modèles, *L'Espace Géographique*, n° 3, p. 265-275.

- COURGEAU D. ET MERON M., 1995, Mobilité résidentielle, activité et vie familiale des couples, *Economie et Statistique*, n° 290, p. 17-31.
- COURGEAU D. ET PUMAIN D., 1993, Mobilité par temps de crise, *Populations et Sociétés*, n° 79, p. 1-4.
- COUTARD O., DUPUY G. ET FOL S., 2002, La pauvreté périurbaine : dépendance locale ou dépendance automobile ?, *Espaces et Sociétés*, n° 108-109, p. 155-175.
- COUTROT L., 2002, Les catégories socioprofessionnelles : changement des conditions, permanences des positions ?, *Sociétés contemporaines*, n° 45-46, p. 107-130.
- CRIBIER F., 1989, Itinéraires résidentiels et stratégies d'une génération de Parisiens à deux périodes de leur vie, *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n° 41, p. 42-50.
- CRIBIER F., DUFFAU M.L. ET KYCH A., 1990, Stratégies résidentielles et statut d'occupation, in BONVALET C. et FRIBOURG A.M. (dir), *Stratégies résidentielles*, INED, p. 157-175.
- DALIGAUX J., 2001, La périurbanisation en Provence : visages d'hier et d'aujourd'hui, interrogations pour demain, le cas du Var et des Bouches-du-Rhône, *Géocarrefour*, n° 76-4, p. 289-302.
- DAMAIS J.P., 2000, Pour le retour à la liberté d'accès aux données statistiques à échelle fine, *L'Espace Géographique*, n° 1, p. 2-8.
- DAVID O., 2000, *L'accueil de la petite enfance*, Presses Universitaires de Rennes, 300 p.
- DE CONINCK R., 1990, Champ du possible spatial, localisation et emploi, in BONVALET C. et FRIBOURG A.M. (dir), *Stratégies résidentielles*, INED, p. 403-417.
- DE SINGLY F., 1992, *L'enquête et ses méthodes : le questionnaire*, Nathan, 2^e édition 2005, 128 p.
- DE SINGLY F., 1996, *Le soi, le couple et la famille*, Nathan, 412 p.
- DE SINGLY F., 2003, *Les uns avec les autres*, Armand Colin, 268 p.
- DE SINGLY F., 2005, *L'individualisme est un humanisme*, Editions de l'Aube, 125 p.
- DEBARBIEUX B., 1995, Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique, *L'Espace Géographique*, n° 2, p. 97-112.
- DEBARBIEUX B., 1996, Le lieu, fragment et symbole du territoire, *Espaces et Sociétés*, n° 82-83, p. 13-35.
- DELISLE J.P. ET LAINE F., 1995, Les transferts d'établissements contribuent au desserrement urbain, *Economie et Statistique*, n° 311, p. 91-106.
- DEPEAU S. ET RAMADIER T., 2005, Les Trajets Domicile-Ecole en Milieux Urbains: Quelles conditions pour l'autonomie de l'enfant de 10-12 ans ?, *Psychologie et Société*, n° 8, p. 81-112.
- DESPONDS D., 2003, *Stratégies résidentielles, différenciation spatiale, recomposition sociale, application à l'aire d'influence de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise*, Thèse de doctorat de l'Université de Cergy-Pontoise, 864 p.
- DETANG-DESSENDRE C., PIGUET V. ET SCHMITT B., 2002, Les déterminants micro-économiques des migrations urbain-rural : leur variabilité en fonction de la position dans le cycle de vie, *Population*, n° 57-1, p. 35-62.
- DEZERT B., METTON A. ET STEINBERG J., 1991, *La périurbanisation en France*, SEDES, 236 p.
- DEZES M.G., 2001, *La politique pavillonnaire*, L'Harmattan, 1^{ère} édition 1966 CRU, 314 p.
- DI MEO G., 1987, Objectivation et représentation des formations socio-spatiales : de l'acteur au territoire, *Annales de Géographie*, n° 537, p. 564-594.

- DI MEO G., 1991, *L'homme, la société, l'espace*, Anthropos, 319 p.
- DI MEO G. (dir.), 1996, *Les territoires du quotidien*, L'Harmattan, 207 p.
- DI MEO G., 1998, *Géographie sociale et territoires*, Nathan, 317 p.
- DI MEO G., 1999, Géographies tranquilles au quotidien. Une analyse de la contribution des sciences sociales et de la géographie à l'étude des pratiques spatiales, *Cahiers de Géographie du Québec*, n° 43-118, p. 75-93.
- DI MEO G., 2004, Une géographie sociale dans le triangle des rapports hommes, sociétés, espaces, *BAGF- Géographies*, n° 2, p. 193-204.
- DI MEO G., 2004, Composantes spatiales, formes et processus géographique des identités, *Annales de Géographie*, n° 113, p. 638-639.
- DI MEO G. ET BULEON P. (dir.), 2005, *L'espace social, lecture géographique des sociétés*, Armand Colin, 304 p.
- DODIER R., 1994, *Formes d'organisation des systèmes locaux d'activité et d'emploi*, thèse de l'Université du Maine, 459 p.
- DODIER R., 2001, Que sont devenues les classes sociales dans la géographie ?, in FOURNIER J.M. (dir.), *Faire la géographie sociale aujourd'hui*, MRSH de Caen, p. 227-232.
- DODIER R., 2003, Différenciations socio-géographiques dans les parcours de formation et d'insertion : premiers constats et premières analyses, in *Trajectoires scolaires, insertion professionnelle et mobilité géographique en Pays de la Loire*, Rapport intermédiaire pour la DATAR, le Ministère de l'Education Nationale et le Ministère de la Recherche, p. 35-85.
- DODIER R., 2004, L'espace dans les stratégies résidentielles des ménages, *ESO Travaux et documents*, n°21, p. 115-123.
- DODIER R., 2004, Migrations des cadres, entre métropolisation et diffusion, *BAGF – Géographies*, n°2, p. 182-192.
- DODIER R., 2005, Mobilité quotidienne de travail : du couple ville industrielle – espace rural à la « nouvelle » organisation urbaine, in *Rural – Urbain. Nouveaux liens, nouvelles frontières*, ARLAUD S., JEAN Y. ET ROYOUN D. (dir.), Presses Universitaires de Rennes, p. 71-82.
- DODIER R., 2006, Habiter, ce que le périurbain nous apprend, *Travaux de l'Institut de Géographie de Reims*, n° 115-118, daté 2003-2004, p. 31-44.
- DODIER R. ET AL., 2006, Solidarités sociales et territoriales, l'interface périurbaine, *ESO Travaux et documents*, n° 24, p. 15-22.
- DODIER R., 2007, Quelle articulation entre identité campagnarde et identité urbaine dans les ménages périurbains ?, *Norois*, n° 202, p. 35-46.
- DODIER R., 2007, Les périurbains et la ville, entre individualisme et logiques collectives, *Annales de la Recherche Urbaine*, n° 102, p. 31-40.
- DONZELOT J., 1999, La nouvelle question urbaine, *Esprit* n° 258, p. 87-114.
- DONZELOT J., 2004, La ville à trois vitesses, gentrification, relégation, périurbanisation, *Esprit* n° 3-4, p. 14-39.
- DONZELOT J. ET JAILLET M.C., 2000, *La nouvelle question urbaine*, Rapport PUCA, 297 p.
- DUBAR C., 1991, *La socialisation : construction des identités sociales et professionnelles*, Armand Colin, 276 p.
- DUBAR C., 2001, *La crise des identités. L'interprétation d'une mutation*, PUF, 239 p.
- DUBET F., 1994, *Sociologie de l'expérience*, Editions du Seuil, 273 p.
- DUBET F., 2002, *Le déclin de l'institution*, Editions du Seuil, 422 p.

- DUBET F., 2005, Pour une conception dialogique de l'individu, *EspacesTemps.net*, Textuel, <http://espacestemp.net/document1438.html>
- DUBOIS-TAINE G. et CHALAS Y., 1997, *La ville émergente*, Editions de l'Aube, 286 p.
- DUHAMEL P., 2006, Au fondement du tourisme : habiter autrement le Monde, *Travaux de l'Institut de Géographie de Reims*, n° 115-118, daté 2003-2004, p. 75-90.
- DUMONT L., 1983, *Essais sur l'individualisme - Une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*, Seuil, 216 p.
- DUMONT M. ET MADOEUF A., 2006, Mises en scènes du « chez soi » contemporain. Les univers spatiaux du catalogue de vente par correspondance, *Travaux de l'Institut de Géographie de Reims*, n° 115-118, daté 2003-2004, p. 183-196.
- DUPUY G., 1995, *Les territoires de l'automobile*, Anthropos, Economica, 216 p.
- DUPUY G., 1999, *La dépendance automobile, symptômes, analyses, diagnostics, traitements* Anthropos, Economica, 160 p.
- DUPUY G., 2000, « Automobilités » : quelles relations à l'espace ?, in BONNET M. ET DESJEU D. (dir.), *Les territoires de la mobilité*, PUF, p. 37-51.
- DUREAU F., DUPONT V., LELIEVRE E., LEVY J.P. ET LULLE T., 2000, *Métropoles en mouvement : une comparaison internationale*, Anthropos, IRD, 656 p.
- EDER-SANDTNER S., 2004, Nouveaux groupes sociaux et modèles de répartition résidentielle : l'exemple de Bâle-Ville, *BAGF – Géographies*, n° 4, p. 557-567.
- EHRENBERG A., 1999, *L'individu incertain*, Hachette, 351 p.
- EHRENBERG A., 2000, *La difficulté d'être soi, dépression et société*, Odile Jacob, 414 p.
- ELIAS N., 1991, *La société des individus*, Fayard, (Pocket 1998) 301 p.
- EQUIPE MIT., 2002, *Tourisme 1 : lieux communs*, Belin, 320 p.
- ESTEBE P., 2004, Quel avenir pour les périphéries urbaines ?, *Esprit*, n° 303, pp. 82-95.
- ESTEBE P., 2008, *Gouverner la ville mobile. Intercommunalité et démocratie locale*, PUF, 80 p.
- FAURE-GUICHARD C., 2000, *L'emploi intérimaire, trajectoires et identités*, Presses Universitaires de Rennes, 209 p.
- FENNETEAU H., 2002, *Enquête*, Dunod, 128 p.
- FIELDING A.J., 1992, Migration and social mobility : South East England as an escalator region, *Regional Studies*, n° 1, pp. 1-15.
- FILIPPI B., FUNES C., NABOS H. ET TUTIN C., 2007, *Marchés du logement et fractures urbaines en Ile-de-France*, PUCA, 236 p.
- FOURNIER J.M. (dir.), 2001, *Faire la géographie sociale aujourd'hui*, MRSH de Caen, 255 p.
- FREMONT A., 1974, Recherches sur l'espace vécu, *L'Espace Géographique*, n° 3, p. 231-237.
- FREMONT A., 1976, *La région, espace vécu*, Presses Universitaires de France, 2^e édition 1998, 288 p.
- FREMONT A., CHEVALIER J., HERIN R. ET RENARD J., 1984, *Géographie sociale*, Masson, 387 p.
- GARAT I., POTTIER P., GUINEBERTEAU T., JOUSSEAUME V. ET MADORE F., 2005, *Nantes, de la belle endormie au nouvel Eden de l'Ouest*, Anthropos, Economica, 179 p.
- GENESTIER P., 2007, La question du pavillonnaire dans la société des individus, *Annales de la Recherche Urbaine*, n° 102, p. 19-30.

- GHORRA-GOBIN C., 1989, Le périurbain : une nouvelle forme d'urbanité en France et aux Etats-Unis, *Acta Geografica*, n° 80, p. 13-25.
- GIDDENS A., 1987, *La constitution de la société*, PUF, 474 p.
- GOBILLON L., 2002, *Mobilité résidentielle et marchés locaux de l'emploi*, Thèse de doctorat, EHESS, 320 p.
- GRAFMEYER Y., 1992, *Quand le Tout Lyon se compte*, Presses Universitaires de Lyon, 216 p.
- GRASLAND C., 2003, Richesse et population dans le monde : une représentation multiscalaire des inégalités, *Mappemonde*, n° 69, p. 20-25.
- GRESILLON M., 1998, La grande spatialité du vote d'extrême-droite en France, in *Données urbaines* n° 2, Anthropos, Economica, p. 49-58.
- GUILLUY C. ET NOYE C., 2004, *Atlas des nouvelles fractures sociales en France*, Autrement, 64 p.
- GUMUCHIAN H., GRASSET E., LAJARGE R. ET ROUX E., 2003, *Les acteurs, ces oubliés du territoire*, Anthropos, Economica, 186 p.
- GWIAZDZINSKI L., 2002, *La nuit, dimension oubliée de la ville : entre animation et sécurité, l'exemple de Strasbourg*, Thèse de doctorat de l'Université de Strasbourg, 817 p.
- GWIAZDZINSKI L., 2003, *La ville 24 heures sur 24*, éditions de l'Aube, 224 p.
- HAEGEL F., 1998, Une lecture spatiale des identités, in HAUMONT A. (dir), *L'urbain dans tous ses états. Faire, vivre, dire la ville*, L'Harmattan, p. 203-220.
- HAEGEL F. ET LEVY J., 1997, Urbanités, identité spatiale et représentation de la société, in CALENGE C., LUSSAULT M. ET PAGAND B. (dir), *Figures de l'urbain : des villes, des banlieues et de leurs représentations*, Publications de la maison des sciences de la ville, p. 35-95.
- HALLEUX J.M., 2005, *Structuration spatiale des marchés fonciers et production de l'urbanisation morphologique ; application à la Belgique et à ses nouveaux espaces résidentiels*, Thèse de doctorat de l'Université de Liège, 308 p.
- HAUMONT A. (DIR.), 1996, *La ville, agrégation et ségrégation sociale*, L'Harmattan, 220 p.
- HAUMONT N., 2001, *Les pavillonnaires : étude psychologique d'un mode d'habitat*, L'Harmattan, édition originale 1966 CRU, 150 p.
- HAUMONT N. ET LEVY J.P. (DIR.), 1998, *La ville éclatée*, L'Harmattan, 261 p.
- HERIN R. ET MULLER C., 1998, *Espaces et sociétés à la fin du XX^e siècle, quelles géographies sociales ?*, MRSH de Caen, 302 p.
- HERVIEU B. ET VIARD J., 1996, *Au bonheur des campagnes*, Anthropos, 160 p.
- HERVOUET V., 2005, *La périurbanisation dans la métropole nantaise : de nouvelles mobilités pour de nouveaux lieux d'urbanité*, Thèse de doctorat de l'Université de Nantes, 545 p.
- HERVOUET V., 2007, La mobilité du quotidien dans les espaces périurbains, une grande diversité de modèles de déplacements, l'exemple de la métropole nantaise, *Norois*, n° 205, p. 37-52.
- HILAL M. ET SENCEBE Y., 2002, Mobilités quotidiennes et urbanité suburbaine, *Espaces et Sociétés*, n° 108-109, p. 133-153.
- HIRSCHHORN M. ET BERTHELOT J.M. (dir.), 1996, *Mobilités et ancrages : vers un nouveau mode de spatialisation ?*, L'Harmattan, 157 p.
- HOYAUX A.F., 2002, Entre construction territoriale et constitution ontologique de l'habitant : introduction épistémologique aux apports de la phénoménologie au concept d'habiter, *Cybergéo*, n° 102, 18 p.

- HOYAUX A.F., 2003, Les constructions des mondes de l'habitant : éclairage pragmatique et herméneutique, *Cybergéo* n° 232, 23 p.
- HOYAUX A.F., 2006, Pouvait-on habiter un camp de concentration sous le Nazisme ?, *Travaux de l'Institut de Géographie de Reims*, n° 115-118, daté 2003-2004, p. 123-136.
- HUCY W., 2002, *La nature dans la ville et les modes d'habiter l'espace urbain, expérimentation sur l'agglomération rouennaise*, Thèse de doctorat de l'Université de Rouen, 327 p.
- IFEN, 2003, L'artificialisation s'étend sur tout le territoire, *Les données de l'Environnement*, n° 80, 4 p.
- IFEN, 2005, Les changements d'occupation des sols de 1990 à 2000 : plus d'artificiel, moins de prairies et de bocage, *Les données de l'Environnement*, n° 101, 4 p.
- IMBERT C., 2004, Proximités familiales et géographiques en Ile-de-France, *BAGF – Géographies*, n° 1, p. 17-30.
- IMBERT C., 2005, *Les ancrages des habitants des villes nouvelles franciliennes : des bassins de vie en construction*, Thèse de doctorat de l'Université de Paris 1, 389 p.
- JAILLET M.C., 2004, L'espace périurbain : un univers pour les classes moyennes, *Esprit*, n° 303, p. 40-60.
- JAILLET M.C. ET JALABERT G., 1982, Politique urbaine et logement : la production d'espace périphérique, *L'Espace Géographique*, n° 4, p. 293-306.
- JEAN Y. ET CALENGE C., 1997, Espaces périurbains : au-delà de la ville et de la campagne, *Annales de Géographie*, n° 596, p. 389-413.
- JOUSSEAUME V., 1998, *L'ombre d'une métropole*, Presses Universitaires de Rennes, 212 p.
- KAUFMANN J.C., 2004, *L'invention de soi*, Armand Colin, 352 p.
- KAUFMANN V. ET JEMELIN C. 2006, La motilité, une forme de capital permettant d'éviter les irréversibilités socio-spatiales, in SECHET R. ET VESCHAMBRE V. (dir.), *Penser et faire la géographie sociale*, Presses Universitaires de Rennes, p. 83-91
- KAYSER B., 1990, *La renaissance rurale*, Armand Colin, 316 p.
- KNAFOU R., 1998, Vers une géographie du rapport à l'Autre, in KNAFOU R. (dir.), *La société « nomade ». Les mobilités géographiques d'aujourd'hui*, Belin, p. 7-17.
- KNAFOU R. (dir), 1998, *La société « nomade ». Les mobilités géographiques d'aujourd'hui*, Belin, 247 p.
- LAHIRE B., 1998, *L'homme pluriel, les ressorts de l'action*, Nathan, 271 p.
- LALLEMENT M., 2003, *Temps, travail et modes de vie*, Presses Universitaires de France, 227 p.
- LASSAVE P. ET HAUMONT A (DIR.), 2001, *Mobilités spatiales, une question de société*, L'Harmattan, 195 p.
- LAZZAROTTI O., 2006, *Habiter, la condition géographique*, Belin, 288 p.
- LE BRETON E., 2005, *Bouger pour s'en sortir, mobilité quotidienne et intégration sociale*, Armand Colin, 247 p.
- LE JEANNIC T., 1997, Trente ans de périurbanisation, *Economie et Statistique*, n° 307, p. 12-21.
- LEBOSSE J.C. ET RENARD J., 1981, *Observation du changement social et culturel : région Grand-Ouest*, Universités de Nantes et du Maine, 291 p.

- LE COURT A., 2003, Une analyse géographique des conflits associatifs liés aux infrastructures de transport : analyse théorique et pratique à partir du cas breton, *Cahiers Nantais*, n° 60, p. 163-166.
- LEFEBVRE H., 1968, *Le droit à la ville*, Anthropos, 166 p.
- LEGER J.M., 1998, Mode, genre, manière, style (de vie, d'habiter), in *Logement et habitat, l'état des savoirs*, La Découverte, p. 94-109.
- LEMEL Y., 1991, *Stratification et mobilité sociale*, Armand Colin, 225 p.
- LEVY J., 1994, *L'espace légitime*, Presses de SciencesPo, 442 p.
- LEVY J., 1999, *Le tournant géographique, Penser l'espace pour lire le monde*, Belin, 225 p.
- LEVY J., 2001, Préface, habiter l'espace avec, sans, contre les autres, in PINSON D. ET THOMANN S., *La maison en ses territoires, de la villa à la ville diffuse*, l'Harmattan, p. 5-10.
- LEVY J., 2003, Périurbain, le choix n'est pas neutre, *Pouvoirs locaux*, n° 56, p. 35-42.
- LEVY J., 2004, Malaise dans la pensée urbaine, *EspacesTemps.net*, <http://espacestems.net/document693.html>
- LEVY J. (dir.), 2004, *SCALAB : les échelles de l'habiter*, Rapport de recherche 548, PUCA, 335 p.
- LEVY J., 2007, Regarder, voir, *Annales de la Recherche Urbaine*, n° 102, p. 131-140.
- LEVY J. ET LUSSAULT M. (dir.), 2003, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, 1034 p.
- LUSSAULT M., 2007, *L'Homme spatial. La construction sociale de l'espace humain*. Seuil, 366 p.
- LUXEMBOURG N., 2005, *Renouvellement social et immobilités en périurbain, le cas de l'aire métropolitaine marseillaise*, Thèse de doctorat, Université Aix-Marseille III, 276 p.
- MADÉLINE P., 2007, *Constructions agricoles d'hier et d'aujourd'hui. Essai de géographie sociale*, HDR, Université de Caen, 358 p.
- MADORE F., 2004, *Ségrégation sociale et habitat*, Presses Universitaires de Rennes, 254 p.
- MADORE F., 2004, Mode de vie périurbains en France : le cas d'une aire urbaine de taille moyenne, *La Roche-sur-Yon, Norois*, n° 193, p. 77-90.
- MADORE F., 2005, La ségrégation sociale dans les villes françaises : réflexion épistémologique et méthodologique, *Cahiers de géographie du Québec*, n° 136, p. 45-60.
- MAFFESOLI M., 2000, *le temps des tribus*, La table ronde, 330 p.
- MAISON D., 1993, Dimensions familiales de la mobilité résidentielle, *Annales de la recherche urbaine*, n° 59-60, p. 45-50.
- MANCEBO F., 2007, Accompagner les turbulences : une périurbanisation durable, *Annales de la Recherche Urbaine*, n° 102, p. 51-57.
- MANGIN D., 2004, *La ville franchisée, formes et structures de la ville contemporaine*, Editions de la Villette, 398 p.
- MARTENS A. ET VERVAECKE M. (dir), 1997, *La polarisation sociale des villes européennes*, Anthropos, 304 p.
- MARZLOFF B., 2005, *Mobilités, trajectoires fluides*, Editions de l'Aube, 244 p.
- MATHIEU N., 1996, Rural et urbain : unité et diversité dans les évolutions des modes d'habiter, in JOLLIVET M., EIZNER N. (dir.), *L'Europe et ses campagnes*, Presses FNNSP, p. 187-216.
- MAY N., VELTZ P., LANDRIEU J. ET SPECTOR T. (dir), 1998, *La ville éclatée*, Editions de l'Aube, 350 p.

- MATHIEU-HUBERT M., 2007, *La mobilité des périurbains lointains d'Île-de-France, usage des réseaux et sécurité des déplacements*, Thèse de doctorat, Université Paris 1, 320 p.
- MEDA D., 1995, *Le travail, une valeur en voie de disparition*, Aubier, 244 p.
- MELCHIOR J.P., 2007, *35 heures chrono, les paradoxes de la RTT*, L'Harmattan, 295 p.
- MERRILLIE D., 1990, Les catégories socio-professionnelles à l'épreuve de la réitération, *Population*, n° 6, p. 1037-1065.
- MOLES A., 1992, Vers une psycho-géographie, in *Encyclopédie de géographie*, BAILLY A., FERRAS R., PUMAIN D. (dir.), Economica, p. 177-205.
- MOLES A. ET ROHMER E., 1998, *Psychologies de l'espace*, L'Harmattan, 158 p.
- MOREAU-LANEELLE X., 2003, *Les migrations alternantes : stratégies et contraintes économiques et sociales*, Thèse de doctorat, EHESS, 453 p.
- MOREL-BROCHET A., 2006, *Ville et campagne à l'épreuve des modes d'habiter. Approche biographique des logiques habitantes*, Thèse de doctorat, Université Paris 1, 572 p.
- MOREL-BROCHET A., 2007, A la recherche des spécificités du mode d'habiter périurbain dans les représentations et les sensibilités habitantes, *Norois*, p. 23-35.
- MOTTE B., 2006, *La dépendance automobile pour l'accès aux services aux ménages en grande couronne francilienne*, Thèse de doctorat, Université Paris 1, 380 p.
- MOTTE-BAUMVOL B., 2007, Les populations périurbaines face à l'automobile en grande couronne francilienne, *Norois*, p. 53-66.
- NAVEZ-BOUCHANINE F., 2005, *Intervenir dans les territoires à urbanisation diffuse*, Editions de l'Aube, 348 p.
- OBLET T., 2005, *Gouverner la ville*, collection le Lien social, PUF, 320 p.
- ORFEUIL J.P., 2000, *Stratégies de localisation des ménages et des services dans l'espace urbain*, La Documentation Française, 75 p.
- ORFEUIL J.P., 2004, *Transports, pauvretés, exclusions*, Editions de l'Aube, 181 p.
- PAQUOT T. (dir.), 2001, *Le quotidien urbain, essai sur les temps des villes*, éditions La Découverte, 192 p.
- PACQUOT T., LUSSAULT M. ET YOUNES C. (dir), 2007, *Habiter, le propre de l'humain*, La découverte, 382 p.
- PETSIMERIS P., 1991, La mobilité intra-urbaine, dimension cachée de l'organisation des villes, *Géographie sociale* n° 11, p. 31-42.
- PIAGET J., 1948, *La représentation de l'espace chez l'enfant*, PUF, édition 2003, 336 p.
- PINÇON M. ET PINÇON-CHARLOT M., 1989, *Dans les beaux quartiers*, Editions du Seuil, 254 p.
- PINÇON M. ET PINÇON-CHARLOT M., 2000, *Sociologie de la bourgeoisie*, La Découverte, 121 p.
- PINSON D. ET THOMANN S., 2001, *La maison en ses territoires, de la villa à la ville diffuse*, L'Harmattan, 191 p.
- PIOLLE X., 1990, Mobilité, identités, territoires, *Revue de Géographie de Lyon* n° 65-3, p. 149-154.
- PIOLLE X., 1991, Proximité géographique et lien social, de nouvelles formes de territorialité ?, *L'Espace Géographique*, n° 4, p. 349-358.
- PLOUCHART L., 1999, *Comprendre les grands ensembles*, L'Harmattan, 296 p.

- PRETECEILLE E., 2003, Lieu de résidence et ségrégation sociale, *Cahiers Français*, n° 314, p. 64-70.
- RAFFESTIN C., 1982, Remarques sur les notions d'espace, de territoire et de territorialité, *Espaces et Sociétés*, n° 4, p. 167-171.
- RAFFESTIN C., 1986, Territorialité : concept ou paradigme de la géographie sociale ?, *Geographica Helvetica*, n° 2, p. 91-96.
- RAULIN A., 2003, *Anthropologie urbaine*, Armand Colin, 188 p.
- RAYMOND H., 1998, Habiter et vie quotidienne, in *Logement et habitat, l'état des savoirs*, La Découverte, p. 390-396.
- RAYMOND H., HAUMONT A., DEZES M.G. ET HAUMONT N., 2001, *L'habitat pavillonnaire*, L'Harmattan, 114 p., 1^{re} édition 1966, CRU.
- RAYMOND S., 2003, *Du retour à la nature au retour à la campagne, migrants et recompositions territoriales dans le Midi de la France et en Californie du Nord*, Thèse de doctorat, Université de Toulouse Le Mirail, 352 p.
- RIFKIN J., 1998, *La fin du travail*, La Découverte, 460 p.
- RIPOLL F. ET RIVIERE J., 2007, la ville dense comme seul espace légitime ?, *Annales de la Recherche Urbaine*, n° 102, p. 121-130.
- RIPOLL F. ET VESCHAMBRE V., 2005, L'appropriation de l'espace comme problématique, *Norois*, n° 195, p. 7-15.
- RIPOLL F. ET VESCHAMBRE V., 2005, Sur la dimension spatiale des inégalités : contribution aux débats sur la mobilité et le capital spatial, in *Rural – Urbain. Nouveaux liens, nouvelles frontières*, ARLAUD S., JEAN Y. ET ROYOUX D. (dir.), Presses Universitaires de Rennes, p. 71-82.
- ROCH M., 2002, La spatialisation du social à l'épreuve de la mobilité : l'exemple de l'espace périurbain, *Espaces et Sociétés*, n° 94, p. 135-151.
- ROCHEFORT R., 1963, Géographie sociale et Sciences humaines, *BAGF – Géographies*, n° 314-315, p. 18-32.
- ROCHEFORT R., 1982, Réflexions liminaires sur la géographie sociale, in NOIN D. (dir.), *Colloque de géographie sociale de Lyon*, p. 11-15.
- ROUGE L., 2005, Les nouvelles frontières du périurbain : accession à la propriété en maison individuelle et pratiques résidentielles des ménages toulousains, in *Rural – Urbain. Nouveaux liens, nouvelles frontières*, ARLAUD (S.), JEAN (Y.) ET ROYOUX (D.) (dir.), Presses Universitaires de Rennes, p. 137-145.
- ROUGE L., 2005, *Accession à la propriété et modes de vie en maison individuelle des familles modestes installées en périurbain lointain. Les « captifs » du périurbain ?*, Thèse de doctorat, Université de Toulouse II, 381 p.
- ROUX E. ET VANIER M., 2008, *La périurbanisation : problématiques et perspectives*, La Documentation Française, 88 p.
- SAJOUX P., 2004, Habiter en espace périurbain et usages de la voiture, *ESO Travaux et documents* n° 21, p. 125-134.
- SALOMON-CAVIN J., 2003, *Représentations anti-urbaines et aménagement du territoire en Suisse. La ville perpétuelle mal aimée ?*, EPFL, 257 p.
- SECHET R., GARAT I. ET ZENEIDI D. (dir), 2008, *Espaces en transactions*, Presses Universitaires de Rennes, 359 p.

- SECHET R. ET VESCHAMBRE V. (dir.), 2006, *Penser et faire la géographie sociale*, Presses Universitaires de Rennes, 397 p.
- SEGAUD M., BRUN J. ET DRIANT J.C. (dir.), 2003, *Dictionnaire de l'habitat et du logement*, Armand Colin, 451 p.
- SEMMOUD N., 2003, L'habiter périurbain : choix ou modèle dominant ?, *Revue de Géographie Alpine*, n° 91-4, p. 57-64
- SENCEBE Y., 2007, Individualisme de repli sécuritaire ou d'ouverture affinitaire, *Annales de la Recherche Urbaine*, n° 102, p. 59-67.
- SENCEBE Y. ET LEPICIER D., 2007, Migrations résidentielles de l'urbain vers le rural en France : différenciation sociale des profils et ségrégation spatiale, *EspacesTemps.net*, Textuel, <http://espacestems.net/document2270.html>
- STEINBERG J., 1991, *Les habitants périurbains*, SEDES, 148 p.
- STOCK M., 2001, *Mobilités géographiques et pratiques des lieux. Étude théorico-empirique à travers deux lieux touristiques anciennement constitués : Brighton et Hove (Royaume-Uni) et Garmisch-Partenkirchen (Allemagne)*, thèse de géographie, Université Paris 7, 661 p.
- STOCK M., 2004, L'habiter comme pratique des lieux géographiques, *EspacesTemps.net*, <http://espacestems.net/document1138.html>
- STOCK M., 2005, Les sociétés à individus mobiles : un habiter poly-topique ? L'exemple des pratiques touristiques, *EspacesTemps.net*, <http://espacestems.net/document1353.html>
- TABBONI S., 2006, *Les temps sociaux*, Armand Colin, 183 p.
- TABOURIN E., 1995, les formes de l'étalement urbain, *Annales de la Recherche Urbaine*, n° 67, p. 23-32.
- TAFFIN C., 1985, Accession à la propriété et « rurbanisation », *Economie et Statistiques*, n° 175, p. 55-67.
- TAPIE G., 2005, *Maison individuelle, architecture, urbanité*, Editions de l'Aube, 256 p.
- TERRAIL J.P., 1990, *Destins ouvriers, la fin d'une classe ?*, PUF 268 p.
- URBAIN J.D., 2002, *Paradis verts, désirs de campagnes et passions résidentielles*, Payot, 392 p.
- URRY J., 2005, *Sociologie des mobilités, une nouvelle frontière pour la sociologie*, Armand Colin, 253 p.
- VANIER M. (dir.), 1999, *Urbanisation et emploi : Suburbains au travail autour de Lyon*, L'Harmattan, 118 p.
- VANIER M., 2000, Qu'est-ce que le tiers espace ? Territorialité complexe et construction politique, *Revue de Géographie Alpine*, n° 1, pp.105-113.
- VANIER M., 2005, La relation ville/campagne excédée par la périurbanisation, *Cahiers Français*, n° 328, p. 13-17.
- VANIER M., 2009, Campagnes périurbaines : la dispersion est-elle derrière nous ?, *Pour*, n° 199, p. 180-184.
- VIGNAL C., 2003, *Ancrages et mobilités de salariés de l'industrie à l'épreuve de la délocalisation de l'emploi : configurations résidentielles, logiques familiales et logiques professionnelles*, Thèse de doctorat, Université de Paris 12 Val de Marne.

WEBER S., 2004, *Des chemins qui mènent à Rome. Trajectoires et espaces migratoires roumains, ukrainiens et polonais à Rome 2000-2004*, Thèse de doctorat, Université de Paris 1, 521 p.

WIEL M., 1999, Mobilité, système d'interactions sociales et dynamiques territoriales, *Espace, Populations, Sociétés*, n° 2, p. 187-194.

ZENEIDI D., 2005, *Les SDF et la ville, géographie du savoir-survivre*, Bréal, 288 p.

Table des figures

Carte 1 : Exemple de trace GPS	73
Carte 2 : Lieux d'enquête et d'entretien	77
Carte 3 : Evolution du bâti du Mans entre 1987 et 2005	88
Carte 4 : La Bazoge	91
Carte 5 : Espaces de la recherche résidentielle, premier exemple	113
Carte 6 : Espaces de la recherche résidentielle, deuxième exemple	114
Carte 7 : Espaces de la recherche résidentielle, troisième exemple	116
Carte 8 : Élargissement de l'espace de vie	150
Carte 9 : Un exemple de mode de vie « périphérique »	157
Carte 10 : Un exemple de mode de vie « villageois – citadin »	159
Carte 11 : Les pratiques spatiales du <i>reclus</i>	192
Carte 12 : Les pratiques spatiales du <i>replié</i>	193
Carte 13 : Les pratiques spatiales du <i>captif</i>	194
Carte 14 : Les pratiques spatiales du <i>villageois</i>	196
Carte 15 : Les pratiques spatiales du <i>navetteur</i>	197
Carte 16 : Les pratiques spatiales du <i>périphérique</i>	199
Carte 17 : Les pratiques spatiales de l' <i>hyper-mobile</i>	201
Carte 18 : Les pratiques spatiales de l' <i>absent</i>	202
Carte 19 : Les pratiques spatiales du <i>multi-compétent</i>	203
Tableau 1 : Liste des ménages suivis sur le long terme	68
Tableau 2 : Emploi du temps associé à la trace GPS	74
Tableau 3 : Origine des arrivants dans les communes périurbaines ordinaires autour du Mans	93
Tableau 4 : Destination des partants des communes périurbaines ordinaires autour du Mans	94
Tableau 5 : Composition socioprofessionnelle des arrivants par type d'espace, autour du Mans	95
Tableau 6 : Composition socioprofessionnelle des partants par type d'espace, autour du Mans	97
Tableau 7 : Extrait du questionnaire PERIURB	111
Tableau 8 : Arguments justifiant la mobilité résidentielle	111

Table des matières

Sommaire	1
Quatre murs et un toit :	3
Préambule	5
Introduction générale :	7
Première partie	
De l'individu au groupe social et <i>vice versa</i> : aspects théoriques et méthodologiques	15
1. L'individu	19
1.1. L'individu entre sujet et citoyen	19
1.2. La conceptualisation progressive de l'individu	21
1.3. L'individu vu de l'intérieur	22
1.4. Un individu-acteur	23
1.5. Un individu socialisé	26
1.6. Des appartenances multiples	28
1.7. Des rapports entre individus qui restent marqués socialement	29
2. le groupe social	31
2.1. Qu'est-ce qu'un groupe social ?	31
2.2. Facteurs de variation	33
2.3. Des groupes sociaux à échelles variables	34
2.4. Qu'est-ce que appartenir à un groupe ?	36
2.5. Entre appartenance et référence	37
2.6. La dimension temporelle des groupes sociaux	38
2.7. Des groupes sociaux plus ou moins intégrateurs	39
2.8. Individus, groupes sociaux et société	42
3. Actions dans l'espace	43
3.1. Quelles actions dans l'espace ?	43
3.2. Habiter	44
3.3. Circuler	48
3.4. Se socialiser	50
3.5. S'identifier	52
4. Le périurbain comme espace-laboratoire	55
4.1. Convergences entre intérêt politique et scientifique	55
4.2. Un terrain intéressant en raison de l'existence de tensions	58

4.3. La périurbanité existe-t-elle ?	59
4.4. Périurbain français et d'ailleurs	61
5. Méthodologies et interprétations	63
5.1. Un itinéraire personnel	63
5.2. Entretiens, sous quelle forme ?	66
5.3. Biais et avantages des méthodes mises en place	70
5.4. Mesurer les pratiques spatiales : carnets de pratiques et GPS	71
5.5. Le besoin de re-quantifier : mise en place d'une enquête	75
Conclusion de la première partie	79
Deuxième partie	
Trajectoires et parcours :	
l'exemple de la mobilité résidentielle périurbaine	81
1. Périurbanisation et mobilité résidentielle	87
1.1. La réalité de l'urbanisation	87
1.2. Formes périurbaines locales	90
1.3. L'organisation spatiale des flux de mobilité résidentielle	93
1.4. Les caractéristiques des arrivants	95
1.5. Les caractéristiques des partants	97
1.6. Le périurbain : un temps dans le cycle de vie ou une impasse résidentielle ?	99
2. Les ségrégations dans l'espace périurbain	100
2.1. L'espace des familles	100
2.2. Entre mixité sociale et micro-ségrégations	102
2.3. Distance au centre, couronnes et secteurs	104
2.4. Le rôle de la taille de la ville	105
2.5. Facteurs de diversité	106
3. Stratégies résidentielles : la force des modèles sociaux	109
3.1. Méthodes, observations et résultats	109
3.2. Tranches de vie	112
3.3. Accession à la propriété et maison individuelle	117
3.4. Le modèle résidentiel	118
3.5. Les coûts fonciers et immobiliers	120
3.6. La recherche d'un environnement rural et/ou préservé	121
3.7. Le rôle de l'emploi et du travail	122
3.8. Proximité : une notion à géométrie variable	124
3.9. Fuite de la ville et idéologie anti-urbaine ?	125
4. Stratégies résidentielles, esquisses d'interprétations	129
4.1. Mobilisation de ressources	129

4.2. Compétences spatiales	131
4.3. Trajectoires antérieures : expérience sociale et expérience spatiale	132
4.4. Représentations de l'espace : importance de l'appartenance sociale	135
4.5. Entre choix et contraintes	137
4.6. Le rôle des espaces périurbains dans la ville contemporaine	139
Conclusions et perspectives de la deuxième partie	141
Troisième partie	
Pratiques spatiales : habiter le périurbain	145
1. La réalité de la mobilité quotidienne	149
1.1. De l'individu à la ville par la croissance de la mobilité quotidienne	149
1.2. Pratiques spatiales et fonctions	151
1.3. Temporalités et boucles programmées	152
1.4. Le vécu de la mobilité automobile	155
1.5. Un exemple de mode de vie « périphérique »	157
1.6. Un exemple de mode de vie villageois - citadin	158
1.7. Vers une typologie des pratiques spatiales	160
2. Rapports à l'espace	163
2.1. Une quasi constante : un fort rapport au logement	163
2.2. Voisinage et minimalisme social	165
2.3. Le mythe du village convivial à l'épreuve de la vie périurbaine	167
2.4. Nouvelles proximités périurbaines	169
2.5. Ville : je t'aime, moi non plus	171
2.6. L'ailleurs : une vision de plus en plus urbaine	174
3. Plans de différenciations	177
3.1. Trajectoires antérieures et permanences des pratiques	177
3.2. Périurbains et périurbaines, effets de genre	179
3.3. Plus je grandis, plus je hais le périurbain	181
3.4. Vieillir, c'est s'investir ou se replier	183
3.5. Habitus cultivé...	185
3.6. ... et habitus populaire	186
3.7. Multiplication des plans de différenciations et individualisation	188
4. Vers une typologie des modes d'habiter	191
4.1. Figures de souffrance : <i>reclus, repliés</i> et <i>captifs</i>	191
4.2. Figures équilibrées : <i>villageois, navetteurs</i> et <i>périphériques</i>	194
4.3. Figures métropolitaines : <i>hyper-mobiles, absents</i> et <i>multi-compétents</i>	200
4.4. Les processus de socialisation dans le périurbain	204

4.5. Nouvelles populations, nouveaux conflits	206
4.6. Vivre-ensemble ou clubisation ?	207
Conclusions et perspectives de la troisième partie	209
Conclusion générale	213
Bibliographie	223
Table des figures	239
Table des matières	241